



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

30.5
5863

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

43^e ANNÉE DE LA FONDATION

4^e SÉRIE. — 7^e ANNÉE

TOME VINGT-HUITIÈME

(OCTOBRE A DÉCEMBRE 1884)

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^o, ÉDITEURS

de la Collection des principaux Économistes, des Économistes et Publicistes
contemporains, de la Bibliothèque des sciences morales et politiques,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

14, RUE RICHELIEU, 14

1884

coryphées du socialisme ont inventé et qu'ils ont réussi à imposer à l'ignorance et à la crédulité publiques.

Est-il nécessaire de dire que le vrai Malthus n'a rien de commun avec celui-là ? L'auteur de l'*Essai sur le principe de population* n'a jamais eu en vue de « diminuer le monde ». En admettant que ses préceptes fussent généralement mis en pratique, ils auraient au contraire pour effet de l'augmenter. Encore moins était-il l'ennemi des faibles et des pauvres. Cette calomnie qui lui avait été au cœur, il la repoussait avec énergie dans les dernières lignes de son ouvrage : « Tout lecteur équitable, disait-il, doit reconnaître que l'objet pratique que l'auteur a eu en vue par-dessus tout, quelque erreur de jugement qu'il ait pu commettre d'ailleurs, est d'améliorer le sort et d'augmenter le bonheur des classes inférieures de la société ». A quoi nous ajouterons que telle est l'impression que l'étude attentive de l'*Essai sur le principe de population* laisse à tout lecteur d'un jugement droit.

II.

Si l'on veut apprécier sainement la doctrine de Malthus, il faut tenir compte de l'état des choses et des opinions qui prévalaient de son temps en matière de population. Il faut avoir égard surtout aux effets désastreux du droit à l'assistance, reconnu aux pauvres par les statuts d'Élisabeth, et aux vices chroniques de la législation qui avait appliqué ce droit. Aussi longtemps que les classes inférieures qui ont formé de tout temps la grande majorité de la population étaient demeurées dans un état de sujétion, leur multiplication avait été réglée, en grande partie, d'une manière indépendante de leur volonté. Le propriétaire d'esclaves réglait le croit de ses bêtes de somme à face humaine comme celui de ses autres troupeaux, d'après les ressources qu'il pouvait appliquer à leur reproduction et l'étendue des débouchés dont il disposait pour leur travail, soit qu'il l'employât lui-même, soit qu'il le louât. Le seigneur, propriétaire d'un domaine peuplé de serfs attachés à la glèbe, n'autorisait les mariages, — et il en a été ainsi en Russie jusqu'à l'abolition du servage, — que dans la mesure nécessaire à la culture de ses terres. Les corporations industrielles, en limitant le nombre des apprentis et parfois en subordonnant le mariage des compagnons au consentement du maître, créaient de même des obstacles préventifs à la population : enfin, dans un grand nombre de pays, notamment en Allemagne, les communes n'autorisaient le mariage qu'autant que les futurs conjoints justifiaient de la possession de ressources suffisantes pour élever une famille. En Angleterre, la multitude avait été plus tôt et plus com-

au vice des institutions politiques ou même de l'organisation de la société? En Angleterre comme ailleurs, on croyait volontiers, en ce temps-là, que la prospérité ou la misère publique dépendait uniquement du gouvernement et des lois; qu'il suffirait par conséquent de les changer, en remplaçant des institutions aristocratiques par un régime de gouvernement populaire pour guérir, d'une manière instantanée, tous les maux de la société. Tel fut le thème que développa un écrivain de plus de cœur et d'imagination que de bon sens et de science, William Godwin, dans ses *Recherches sur la justice politique et son influence sur les mœurs et le bonheur*, et dans son *Investigateur*¹. Comme le remarque Joseph Garnier dans sa notice sur Godwin, « il attribuait le mal moral et les maux du genre humain aux vices des gouvernements, et il essayait de construire un système d'égalité ou plutôt de communauté dans lequel les riches étaient considérés comme de simples administrateurs du bien d'autrui et toute jouissance qu'ils se donnaient à l'exclusion de quelqu'un des membres de la société comme une injustice ». Ce thème, que Godwin avait emprunté à Harrington et à Thomas Morus, pour ne pas remonter jusqu'à Platon, et qui allait devenir, après lui, la *platform* de tous les écrivains et orateurs socialistes, ce thème, un jeune disciple d'Adam Smith, ministre de l'Évangile et desservant d'une cure de village, Thomas-Robert Malthus, entreprit de le réfuter et, à cette occasion, il fut amené à étudier, en s'aidant des recherches de ses devanciers, les lois de la population². D'abord publié sans nom d'auteur, sous un format modeste et dans un moment où la Révolution française occupait l'attention générale (1798), son ouvrage demeura presque ignoré et la première édition mit cinq ans à s'écouler. Mais, à dater de la seconde, le succès s'accrut rapidement. Les éditions, continuellement augmentées et améliorées, se succédèrent en peu de temps. Violentement attaqué et injurié par les socialistes de toutes les écoles, sans oublier un appoint de dévots, non moins vivement défendu par les économistes « malthusiens », l'auteur de l'*Essai sur le principe de population* acquit une célébrité

¹ *Inquirer* (l'Investigateur). Essai sur diverses questions et notamment sur l'avarice et la prodigalité.

² « Ce fut, dit-il, un écrit de M. Godwin (*Essai sur l'avarice et la prodigalité*) qui me mit la plume à la main comme je l'annonçai dès lors dans ma préface. Je suivis l'impression du moment et j'employai les matériaux que j'avais à ma portée à la campagne où je vivais. Hume, Wallace, Adam Smith, Price furent ceux qui me servirent de guides. Leurs ouvrages sont les seuls qui aient pu m'aider à développer le principe auquel je me suis attaché ».

et en réformant, avec les ménagements et les transitions nécessaires, la législation des pauvres.

Ces propositions, inspirées par un pénétrant esprit d'observation et un vigoureux bon sens, ne manquèrent pas de révolter tous les esprits faux et chimériques, auxquels se joignirent les gens qui, n'ayant jamais réfléchi sur cette matière, étaient convaincus que le Créateur, en enjoignant aux hommes de croître et multiplier, comme il était dit dans la Bible, avait fait son affaire du règlement de la question de la population et que, chaque fois qu'un enfant arrivait au monde, la Providence se chargeait du soin de l'héberger. On accusa donc l'auteur de l'*Essai sur le principe de population* d'inhumanité, d'immoralité et même d'impiété. On prétendit que sa théorie n'était autre chose qu'une justification de l'égoïsme des riches et un encouragement à leur dureté de cœur, qu'elle condamnait la charité, recommandait des pratiques réprouvées par la morale dans les rapports des sexes, enfin qu'elle était en opposition avec le précepte divin : *Croissez et multipliez*. A ces imputations calomnieuses ou erronées, Malthus n'était pas en peine de répondre.

Aux partisans du droit à l'assistance, il opposait cet argument irréfutable :

Supposons un instant que l'on fasse dans un pays quelconque une égale répartition de toute la propriété territoriale. Si, dans cette situation des choses, une moitié des habitants, usant de prudence, évitaient de multiplier au delà des moyens de subsistance que leur fournirait le progrès de la culture, ils jouiraient constamment du même état d'aisance avec lequel ils auraient commencé leur établissement. Si, au contraire, l'autre moitié avait adopté l'usage de se marier dès l'âge de puberté, dès cet âge où naissent les passions et où elles agissent avec le plus de force, il est évident que cette moitié serait tombée dans la plus déplorable misère. Maintenant, sur quel prétexte de justice ou d'équité cette partie de la société fonderait-elle son droit à réclamer de l'autre, en vertu de sa pauvreté, la moindre portion des biens que celle-ci aurait conservés par sa prudente retenue ? La pauvreté qu'elle étale est l'effet de son ignorance ou de son imprudence. Et la manière même dont ce fléau a fondu sur elle prouve que, si l'on admettait ses prétentions et si on ne laissait pas peser sur elle seule les maux qu'elle s'est attirés, bientôt la société entière serait entraînée dans la même ruine ¹.

¹ *Essai sur le principe de population. Collection des principaux économistes, 2^e édit., p. 589.*

Mais si Malthus n'admet pas que la loi intervienne pour empêcher des unions hâtives et imprévoyantes, il est d'avis que c'est commettre une action nuisible, immorale, et contraire à la volonté divine, que de se marier sans avoir les moyens d'élever une famille :

En appliquant à l'état actuel de la société l'esprit des préceptes de saint Paul, sans perdre de vue les lois connues de la nature, on accordera, je pense, que lorsque le mariage n'est pas en opposition avec des devoirs d'un ordre supérieur, il doit être approuvé ; mais que dans le cas contraire il est blâmable. Cela est conforme à ce principe incontestable de la plus saine morale : « Le moyen de connaître la volonté de Dieu par les lumières naturelles est de chercher quelle est la tendance d'une action relativement au bien général ». Or il y a peu d'actions qui tendent plus directement à diminuer le bonheur général que celui de se marier sans avoir de quoi fournir à l'entretien de ses enfants. Celui qui la commet agit donc contre la volonté de Dieu. Il devient un fardeau pour la société dans laquelle il vit. Il se plonge lui-même et plonge sa famille dans une situation qui de toutes est la moins propre à entretenir les habitudes vertueuses. Il viole ses devoirs envers son prochain et envers lui-même. Il écoute la voix de la passion, sans égard à des obligations sacrées ¹.

Cette violation des devoirs envers le prochain et envers soi-même, elle est encouragée par les lois, et les conséquences funestes qui en résultent sont ensuite, par une aberration singulière, imputées à la nature.

Par les lois de la nature, un enfant est confié directement et exclusivement à la garde de ses parents ; par les lois de la nature, la mère d'un enfant est confiée, d'une manière presque aussi positive, à l'homme qui en est le père. Si ces liens n'étaient point altérés, si la nature était laissée à elle-même, et si tout homme en même temps était bien convaincu que c'est de lui seul que dépend l'existence de sa femme et de l'enfant dont elle l'a rendu père, je ne sais s'il s'en trouverait d'assez dénaturés pour abandonner l'une et l'autre, ou si dans toute l'espèce humaine il y aurait dix pères capables d'un crime aussi atroce. Mais les lois anglaises, contredisant formellement les lois de la nature, annoncent que si les parents abandonnent un enfant qui leur appartient, d'autres personnes sont chargées d'en prendre soin à leur place ; que si une femme est délaissée par son mari, elle trouvera de la protection ailleurs ; ainsi l'on a pris tous les moyens les plus propres à affaiblir

¹ Ibid., p. 518.

ressente pas des utiles impressions qu'il a reçues de leur prudence, de leur justice, de leur bienveillance, de leur tempérance, ou n'ait pas été flétri par l'effet de leurs mauvaises dispositions à ces divers égards, de qui l'état dans la société n'eût pas été relevé et soutenu par leur réputation, leur prévoyance, leur travail, leur prospérité, ou abaissé par leur imprudence, par leur paresse et par les revers qu'ils ont essuyés? Combien l'assurance de transmettre ainsi son bonheur ne contribue-t-elle pas à animer la vertu et à soutenir les forces d'un père! Combien n'ajoute-t-elle pas aux motifs qu'ont les parents de donner à leurs enfants une bonne éducation et de pourvoir à leur établissement! Si un homme pouvait abandonner sa femme et ses enfants sans qu'il en résultât pour eux aucun mal, combien n'en verrait-on pas qui, las des chaînes du mariage ou faiblement attachés à leurs femmes, se soustrairaient aux embarras et aux peines que cause le soin d'une famille et rentreraient dans le célibat! **Mais la pensée que les enfants portent la peine des fautes de leurs parents a de l'empire même sur le vice; plusieurs personnes qui se sont fait une habitude de ne plus se soucier pour elles-mêmes des suites de leur conduite ont à cœur d'empêcher que leurs excès n'aient sur leurs enfants une pernicieuse influence. Il paraît indispensable dans le gouvernement moral de cet univers que les péchés des pères soient punis sur les enfants. Et si notre vanité présomptueuse se flatte de mieux gouverner, en contrariant *systématiquement* cette loi, je suis porté à croire qu'elle s'engage dans une folle entreprise¹.**

A ceux qui prétendaient qu'en refusant aux pauvres le droit à l'assistance, on les pousserait au mécontentement et à la sédition, qu'on développerait chez eux des sentiments de haine à l'égard des riches, il répondait encore :

Je ne puis juger du sentiment qu'ils éprouveraient qu'en me mettant à leur place par la pensée, afin de voir ce que j'éprouverais moi-même en ce cas. Si l'on me disait que par les lois de la nature et par celles qui sont en vigueur dans le lieu où je vis, les riches sont tenus de m'assister et de me nourrir, premièrement je n'aurais pas une bien grande reconnaissance des secours que je recevrais; en second lieu, si l'on me donnait une nourriture d'une qualité inférieure à celle à laquelle je suis accoutumé, sans qu'il me fût possible de voir très clairement la nécessité d'un tel changement, je croirais avoir raison de me plaindre. Or il est bon de remarquer que très probablement je n'apercevrais point la nécessité de cette réduction faite sur ma dépense. Je croirais donc que les lois ont été violées à mon égard, que j'éprouve une injustice, que l'on empiète sur mes droits. Dans une telle situation, je pourrais sans doute être contenu par une force supérieure, qui m'em-

multiplication de misère d'une part, et de l'autre, au lieu des sensations délicieuses que produit l'exercice de la véritable bienfaisance, une irritation et un mécontentement permanent ¹.

L'auteur de *l'Essai sur le principe de population*, après s'être justifié des reproches de vouloir détruire le sentiment de la charité, ne repousse pas avec moins d'énergie l'accusation d'immoralité que l'on adressait à sa théorie. S'il soutenait que l'homme était tenu de gouverner et de limiter sa reproduction, il n'admettait point qu'il lui fût loisible d'employer des moyens artificiels pour arriver à ce résultat. La contrainte morale, telle qu'il la conseillait, se résumait dans ce précepte rigoureux : s'abstenir de tout commerce sexuel aussi longtemps que l'on ne possède point les moyens de pourvoir à l'entretien d'une famille ; mais du moment où l'on se marie, s'interdire toute limitation volontaire du nombre des enfants.

Je repousserai toujours tout moyen artificiel et hors des lois de la nature que l'on voudrait employer pour contenir la population et comme étant un moyen immoral et comme tendant à supprimer un stimulant nécessaire pour exciter au travail. Si dans chaque mariage le nombre des enfants était assujéti à une limitation volontaire, il y aurait lieu de craindre un accroissement d'indolence, et il pourrait arriver que ni les diverses contrées prises individuellement ni la terre entière envisagée d'une manière collective n'arrivassent au degré de population qu'elles doivent atteindre. Les gènes que j'ai recommandées sont d'une tout autre nature. Non seulement elles sont indiquées par la raison et sanctionnées par la religion, mais elles tendent de la manière la plus marquée à animer le travail et l'industrie. Il n'est pas aisé de concevoir un plus puissant encouragement au travail et à la bonne conduite que d'avoir en perspective le mariage comme l'état auquel on aspire, mais dont on ne peut jouir qu'en acquérant des habitudes de travail, de prudence et d'économie. Et c'est sous cet aspect que j'ai constamment voulu le présenter ².

Cette façon rigide de comprendre la contrainte morale était bien celle qui convenait à un ministre de l'Évangile. On peut prétendre qu'elle ne tient pas assez compte de la véhémence des appétits de notre nature, mais du moins on ne peut la taxer d'immoralité.

Peut-on, avec plus de justice, accuser Malthus de vouloir « diminuer le monde » et d'être un ennemi de la population ? Il ne lui était pas

¹ Ibid., p. 531.

² Ibid., p. 616.

ennemi de l'accroissement des troupeaux celui qui ferait sentir aux fermiers que c'est une entreprise vaine et contraire à leurs intérêts de prétendre augmenter le nombre de leurs bestiaux avant d'avoir mis leurs terres en état de les nourrir¹.

N'est-il pas évident, en effet, que le troupeau s'accroîtrait moins vite si le fermier le multipliait sans avoir pourvu aux moyens de le nourrir, que s'il proportionnait le nombre de ses bestiaux aux ressources dont il dispose pour les faire subsister, et n'en est-il pas ainsi de la population ?

Sans se flatter d'une amélioration rapide dans la pratique « du fermier », l'auteur ne désespère pas cependant de le voir adopter une méthode plus rationnelle et, par conséquent aussi, de voir la ferme garnie d'un troupeau plus nombreux et en meilleur état : « Il pourrait se faire, remarque-t-il, que dans le cours de quelques siècles, l'Angleterre contînt deux ou trois fois le nombre de ses habitants actuels et que tous néanmoins fussent mieux nourris et mieux vêtus qu'ils ne le sont à présent² ». Ce résultat s'est produit beaucoup plus tôt que ne le prévoyait l'auteur de l'*Essai sur le principe de population*. Grâce aux progrès de l'industrie stimulée par la liberté commerciale, grâce encore à la réforme, à la vérité incomplète, dont Malthus a été le promoteur dans la législation des pauvres, l'Angleterre nourrit aujourd'hui une population trois fois plus nombreuse qu'à l'époque où il écrivait, et elle la nourrit mieux.

Enfin, à ceux qui prétendent que l'idéal de Malthus est une société aristocratique dans laquelle le grand nombre travaille au profit du petit, on peut opposer ce passage caractéristique de son livre :

Le docteur Paley, dans le chapitre de sa *Philosophie morale* où il traite de la population et des subsistances, dit que la condition la plus favorable à la population d'un pays, et en même temps à son bonheur, est « qu'un peuple frugal et laborieux emploie son activité à satisfaire aux demandes d'une nation riche et adonnée au luxe ». Un tel état de société n'a, il faut l'avouer, rien de bien attrayant. La nécessité absolue d'un tel ordre de choses, s'il fallait l'admettre, serait seule capable de nous le faire supporter. Dix millions d'hommes condamnés à un travail sans relâche, à la privation de toutes les jouissances au delà de l'étroit nécessaire, afin de fournir à un autre million toutes les superfluités du luxe, ce serait certes un point de vue fort triste de la perfection à laquelle la société humaine peut atteindre. Mais heureusement cette forme

¹ Ibid., p. 581.

² Ibid., p. 587.

partout l'attention sur l'encouragement que la charité publique apporte à la multiplication des pauvres et à l'aggravation des maux du paupérisme. C'est par excellence une théorie de *Self government*. L'homme est libre et maître de sa destinée, mais il est, par là même, responsable de ses actes. S'il ne remplit pas toutes les obligations qu'implique le gouvernement de soi-même, s'il n'oppose aucun frein à ses passions et à ses vices, c'est à lui et aux êtres dont il est responsable à supporter les conséquences de sa conduite imprudente ou vicieuse. Ces conséquences il n'a point ce droit de les faire peser sur autrui. Supposons qu'on lui reconnaisse le droit; supposons que l'homme qui ne remplit pas, comme elles doivent l'être, ses obligations envers lui-même et envers les êtres auxquels il donne le jour, qui s'abandonne à la paresse, à l'intempérance, à l'incontinence, ait le droit de réclamer l'assistance de la société, c'est-à-dire, en dernière analyse, le droit d'exiger qu'elle comble les déficits de son budget, n'est-il pas clair que ces déficits iront croissant et que ceux-là qui gouvernent correctement leur vie, qui remplissent *bona fide* leurs obligations auront à supporter des taxes de plus en plus lourdes, au profit de ceux qui trouvent plus commode de s'en décharger sur autrui? N'est-il pas clair qu'on encouragera ainsi la paresse, l'intempérance et l'incontinence, en décourageant le travail, la sobriété et l'épargne; qu'à moins enfin de s'exposer à la banqueroute et à la ruine, la société sera dans la nécessité de restreindre la liberté de ceux qu'elle est obligée d'assister, autrement dit de les réduire de nouveau en servitude ou de leur imposer une tutelle? Cette nécessité, Malthus se refusait à l'accepter. Il supposait que tout homme est capable de se gouverner lui-même et de supporter la responsabilité attachée à la liberté. En cela, on peut prétendre que sa théorie supposait un progrès moral qui, hélas! n'existe pas encore et ne se produira point avant de longs siècles. C'était, si l'on veut, un utopiste de liberté, mais n'est-ce pas faire preuve d'une ignorance singulière ou d'un aveugle parti-pris, que de l'accuser d'être un ennemi du progrès¹?

¹ Il convient de remarquer que tous les disciples de Malthus ne sont pas tombés dans ce qu'on pourrait appeler les utopies de l'auteur de l'*Essai sur le principe de population*, savoir un excès de confiance dans la liberté, et un excès d'ascétisme. Stuart Mill, par exemple, admettait que la limitation du nombre des familles pût être imposée par la loi. « Si la classe laborieuse acceptait une fois généralement cette opinion que son bien-être exige la limitation du nombre des familles, les ouvriers respectables et de bonne conduite se conformeraient à cette opinion et on ne verrait s'en affranchir que ceux qui font habituellement bon marché des devoirs sociaux. Alors, il y aurait

Traduit par MM. Pierre et Guillaume Prévost, publié ensuite dans la *Collection des principaux économistes*, l'*Essai sur le principe de population* a suscité en France comme en Angleterre de nombreuses et ardentes controverses. Mais par son volume, et s'il faut tout dire aussi, par la lourdeur de ses démonstrations, il demeurerait inaccessible au grand public. Ayant eu souvent l'occasion de se convaincre que ceux qui attaquaient Malthus s'étaient bien gardés de le lire, Joseph Garnier voulut leur ôter toute excuse en résumant l'*Essai sur le principe de population*. Publié en 1857, ce résumé obtint un succès mérité. La première édition était depuis longtemps épuisée et l'auteur songeait à en préparer une seconde, lorsqu'une mort prématurée l'a enlevé à la science et à ses amis. L'ouvrage n'a rien perdu de son intérêt; on y trouve la clarté, la précision et la sobriété qui caractérisaient le talent de Joseph Garnier, et qui lui ont valu d'être compté au nombre des plus utiles vulgarisateurs de l'économie politique.

G. DE MOLINARI.

lieu de transformer l'obligation morale de ne pas avoir trop d'enfants en obligation légale : comme il est arrivé plusieurs fois après un progrès de l'opinion, la loi finirait par imposer à la minorité récalcitrante des obligations qui, pour produire leur effet, doivent être générales et auxquelles la majorité, les jugeant utiles, s'est volontairement soumise * ». D'un autre côté, Charles Dunoyer**, Joseph Garnier et les néo-malthusiens de la *Malthusian League*, admettent des tempéraments, commandés par l'infirmité de la nature humaine, à l'abstinence absolue prescrite par Malthus.

* *Principes d'économie politique*, traduction de M. Courcelle-Seneuil, t. I, liv. II, ch. XIII.

** Voir sa lettre à Joseph Garnier : *Du principe de population*, ch. V.

UN PREMIER PAS DANS LA VOIE. D'UNE RÉVISION DES TARIFS DE CHEMINS DE FER

Au risque de paraître pédant, ce qui est à coup sûr le sort le plus redoutable pour un auteur, au risque de me livrer à des considérations qui auraient l'inconvénient d'être banales et superflues, mais qui, en tout cas, ne seront pas longues, je ne puis regarder comme inopportun de rappeler quelques notions élémentaires au commencement de cette étude. Il me paraît difficile d'entreprendre l'analyse d'une révision des *tarifs généraux* et *spéciaux* d'une de nos six grandes compagnies de chemins de fer (certainement, dans un délai plus ou moins long, elles vont toutes procéder à la même opération), sans remémorer le sens précis qu'il y a lieu d'attacher à ces expressions, trop souvent prises avec une acception inexacte, ce qui entraîne pour le public les conséquences les plus regrettables.

L'épithète consacrée de *généraux*, appliquée à une certaine catégorie de tarifs, a le tort de ne faire venir à l'esprit que l'idée d'une généralisation d'application qui est précisément l'apanage proprement dit de toute espèce de tarifs, notre législation interdisant les *traités particuliers* pour les transports sur voies ferrées. Cette catégorie de tarifs est caractérisée par ce fait que, inférieurs le plus souvent ou même égaux parfois au tarif *maximum* du cahier des charges, ils sont applicables à tous, voyageurs ou expéditeurs et destinataires de marchandises, sans autres *conditions* que celles du cahier des charges..... ou à peu près ; toute classification, même empirique, serait impossible si l'on voulait prendre les choses trop à la lettre. C'est, en un mot, le droit commun en matière de transports par chemin de fer, au point de vue des prix, de la responsabilité, des délais, etc.

L'épithète, également consacrée, de *spéciaux*, appliquée à une autre catégorie de tarifs et qui aurait été si avantageusement remplacée par celle de *conditionnels*, a le tort d'exclure peut-être cette idée fondamentale de généralité, sans contenir l'idée caractéristique de *conditions* autres que celles du cahier des charges. Les tarifs *spéciaux*, également applicables à tous, voyageurs ou expéditeurs et destinataires de marchandises, pourvu qu'ils acceptent ces conditions particulières, sont nécessairement inférieurs aux tarifs généraux, la réduction de prix, plus ou moins considérable, étant compensée par

Dans quel ordre dois-je examiner, même à un point de vue très réint, ce sujet des tarifs ? La distinction des tarifs généraux et particuliers s'impose d'elle-même ; mais celle entre le transport des personnes et le transport des choses, qui s'est tout naturellement glissée dans quelques réflexions générales qui précèdent, s'impose également. Il est encore une troisième distinction, qui est fondamentale à l'égislation commerciale de nos voies ferrées et, d'ailleurs, est étrangère au transport des marchandises, où elle ne doit jamais entrer de vue pour l'application des tarifs ; je veux parler de la vitesse et de la petite vitesse. On sait que les marchandises voyagent à trois vitesses, remises trois heures au moins avant le départ d'un train et livrées deux heures après son arrivée, sont transportées à petite vitesse, à prix particuliers nécessairement assez élevés. Les marchandises à grande vitesse sont transportées par des convois à ce des-ensemble du réseau national. En effet, comment se répartissait, en 1882, la recette totale des chemins de fer français :

Petite vitesse.....	668.000.000 fr.
Grande vitesse.....	68.000.000
Voyageurs et bagages..	340.000.000
Divers.....	24.000.000
	<hr/>
	1.100.000.000

En cet ordre que je m'occuperai des tarifs, tant généraux que particuliers, correspondant à chacune des trois premières catégories, la quatrième demeurant étrangère au sujet des tarifs. C'est dans cet ordre que je passerai rapidement en revue les principaux d'une réforme impatiemment attendue, à en justice qui en a été le préliminaire.

• •

Les effets immédiats de cette réforme sont authentiquement connus, qui concerne du moins le trafic de la petite vitesse. On a vu qu'à adressée, le 2 novembre 1882, les conclusions aux com-

exagérée. Le législateur n'a pas dit un mot de cette protection correctionnelle des intérêts privés des compagnies de chemins de fer qu'assurent les tendances draconiennes d'une jurisprudence en voie de formation. Il devait d'autant moins y songer, il y a quarante ans, qu'il ne pouvait lui venir à l'idée de craindre pour la faiblesse des compagnies ; ainsi qu'on l'a rappelé maintes fois à la Chambre des députés, lors de la discussion des dernières conventions, les pronostics contraires ne lui avaient point été ménagés, notamment par Lamartine, qui, en cette circonstance, a fait preuve d'une bien remarquable divination. A aucun égard évidemment, il n'y a lieu de procéder, dans la défense des intérêts matériels, autrement pour l'exploitation commerciale des chemins de fer que pour l'industrie et le commerce ordinaires.

Les compagnies devraient prendre les choses de plus haut et ne pas soumettre à l'homologation administrative des tarifs dont les conditions sont choquantes pour le bon sens ou l'équité. Si elles le font, l'administration devrait ne pas leur conférer l'*exequatur* et ne pas se laisser arrêter par une menace du retrait de leurs tarifs réduits, dont les compagnies ont besoin, pour la production du trafic, au moins autant que le public pour le développement de son industrie ou de son commerce. Si l'administration méconnaît un devoir que la forme démocratique du gouvernement rend plus impérieux, bien que l'expérience de ces dernières années soit là pour montrer que l'économie politique est de plus en plus en défaveur, il faut obtenir de l'autorité judiciaire qu'elle refuse sa sanction souveraine aux conditions arbitraires et, pour cela, l'éclairer sur la véritable nature de cet acte administratif *sui generis*, où le pouvoir public n'agit pas en vertu de ses attributions normales de coercition, mais agit comme simple contractant commercial, au nom d'une collectivité impersonnelle d'individus, qui sont les futurs voyageurs et expéditeurs ou destinataires de marchandises. Si la jurisprudence fait fausse route, comme cela lui arrive quelquefois à mon sens, c'est à l'opinion publique à la redresser, quand il n'est pas trop tard pour modifier un courant d'idées fausses que de puissants intérêts ont toujours le moyen de revêtir, aux yeux du public profane, d'apparences de justesse et même de justice. Il faut absolument sortir de ce cercle, vicieux à tous égards, où, à propos d'une clause contestable, l'administration est portée à laisser à l'autorité judiciaire le soin d'en apprécier la valeur, tandis que l'autorité judiciaire est disposée à voir, dans cette convention commerciale qui lui est habilement présentée comme un firman administratif, un règlement auquel elle doit sa vénération de par le principe fondamental de la séparation des pouvoirs.

dant aux vues de l'administration, les grandes compagnies ont entrepris tout d'abord la révision de la classification des marchandises et proposé, en 1878, une répartition en 6 *séries*, qui a été adoptée en principe par une décision ministérielle du 17 avril 1879 ; — que, jusqu'à cette époque, les tarifs généraux des diverses compagnies n'avaient pas d'autre point commun que l'assimilation, identique pour tous les réseaux, de 1.500 marchandises aux 72 marchandises-types, formant les 4 *classes* du cahier des charges¹ ; — mais que les compagnies avaient été laissées libres, pour l'application des prix, de diviser les marchandises en *séries* plus ou moins nombreuses et qu'on avait adopté la répartition suivante : 4, Orléans ; 5, Est et Midi ; 6, Ouest ; 7, Nord et P.-L.-M. ; — que désormais, sur tous les réseaux, les marchandises seront réparties *uniformément en 6 séries* et figureront, dans la classification de chacune des compagnies, non seulement sous des dénominations identiques, mais encore *sous le même numéro de série* ».

Le vent de l'uniformité en matière de tarifs de chemins de fer commençant à souffler, l'idée de l'administration était que cette sérification unique devait être la base d'un tarif *général* commun aux six grandes compagnies pour le transport à petite vitesse des marchandises de toute nature, expédiées d'une gare quelconque d'un réseau à une gare quelconque d'un autre réseau, destiné à servir de tarif général *intérieur* pour chacun des six grands réseaux et dont l'établissement aurait été suivi d'une réforme de leurs tarifs *spéciaux*. L'idée de l'administration était également, toujours en vertu du même courant, plus ou moins irrationnel, qu'il y aurait identité dans les taxes à percevoir pour chaque série, comme dans la dénomination des marchandises et dans leur répartition en séries, et que le système de tarification serait celui connu sous le nom de *tarif belge*, dans lequel la base kilométrique, constante sur une étendue limitée, décroît successivement avec la distance. De ces trois identités, celle de dénomination a seule survécu, les deux autres n'ayant pas pu aboutir, comme on aurait dû s'y attendre, par suite de la résistance à l'uniformité que devaient fatalement opposer les conditions non uniformes du

¹ La *classe*, on le voit, correspond à cette répartition, légale et théorique, des marchandises qui est le principe de notre législation au point de vue du maximum à percevoir pour les taxes de transport ; tandis que la *série* correspond à la répartition, pratique et commerciale, de toutes les marchandises que nos chemins de fer ont à transporter, — une assimilation administrative complétant l'énumération trop brève du cahier des charges et satisfaction étant donnée aux exigences légales et commerciales, par ce fait qu'une marchandise ne se trouve jamais dans une *série* telle que le prix de transport en soit supérieur à celui de la classe à laquelle appartient cette marchandise.

rabattre sur un ensemble de solutions respectivement particulières à chacun de nos six grands réseaux. C'est celui de l'Est qui ouvre la marche; mais il est vraisemblable que, dans les limites du possible, il est destiné à servir de type.

*
* *

Les tarifs qui viennent d'être revêtus de l'homologation ministérielle, pour entrer en vigueur à partir du 1^{er} courant, sont répartis en 4 fascicules, dont 2 présentent les tarifs *généraux* et les tarifs *spéciaux* de la *grande* vitesse, et 2 ceux de la *petite*. Tous ont, à un haut degré, de précieuses qualités communes, celles de la clarté, de l'uniformité et de la simplicité dans les limites du possible, de la loyauté dans l'indication des prix.

A ce dernier point de vue, il y a un véritable luxe de barèmes, portant tous en tête les bases de perception et s'étendant de 1 à 500 kilomètres :

Barème pour le transport des voyageurs des trois classes, à places entières, à demi-places, à quarts de places;

Barème pour les voyageurs munis de billet d'aller et retour entre toutes les gares, stations et haltes du réseau de l'Est;

Barème pour la traction des wagons appartenant à des particuliers et la location de wagons-salons appartenant à la compagnie;

Barème pour le transport de gare en gare des bagages, frais de chargement et de déchargement par tonne compris, pour le cas où l'excédent dépasse 40 kilogrammes;

Barème pour le transport à *grande* vitesse des marchandises (prix par tonne décroissant par zones, frais de manutention compris), finances et objets d'art (prix par fraction indivisible de 1.000 francs), voitures, pompes funèbres, animaux (prix par unité, frais de manutention compris);

Barèmes pour le transport, à *grande* vitesse également, d'animaux par wagon complet, non compris les frais de chargement et de déchargement; de denrées par expédition de 50 kilogrammes et sans responsabilité, y compris les frais de chargement et de déchargement; du lait par expédition de 50, 500 et 2.000 kilogrammes sans responsabilité, mais non compris les frais de manutention; des marchandises en général, y compris lesdits frais;

Barème pour le transport à petite vitesse, aux conditions des tarifs généraux, droits, marchandises (prix par tonnes suivant la *série*, frais accessoires non compris), des voitures (prix par pièce) et des animaux (prix par tête), frais accessoires compris dans ces deux derniers cas. Les bases relatives aux marchandises dans ce barème,

qui joue naturellement un rôle considérable dans les rapports de la Compagnie de l'Est avec le public, doivent être indiquées ;

	1 ^{re} série.	2 ^e série.	3 ^e série.	4 ^e série.
<100 k.	0 fr. 16	0 fr. 14	0 fr. 11	0 fr. 10 par tonne et par kilom.
100—300 k.	0 fr. 15	0 fr. 13	0 fr. 10	0 fr. 09 par chaque kil. en sus.
>300 k.	0 fr. 14	0 fr. 12	0 fr. 09	0 fr. 08 id.

	5 ^e série.
<150 k.....	0 fr. 08 par tonne et par kilomètre.
150—200 k.....	0 fr. 07 par chaque kilomètre en sus.
>200 k.....	0 fr. 04 id.

	6 ^e série.
< 25 k.....	0 fr. 08 par tonne et par kilomètre.
25—100 k.....	0 fr. 04 par chaque kilomètre en sus.
100—300 k.....	0 fr. 035 id.
>300 k.....	0 fr. 03 id.

Barèmes enfin, au nombre de neuf, qui constituent l'ossature de l'ensemble des tarifs spéciaux de petite vitesse, qui donnent les prix par tonne et par kilomètre, de gare en gare, non compris les frais de manutention et de gare, et auxquels il est incessamment renvoyé desdits tarifs, c'est-à-dire toutes les fois qu'il s'agit de marchandises qui ne sont pas l'objet de simples déclassements de série (la réduction de prix s'obtenant alors sous cette forme, parfois très prononcée), ou encore pour lesquelles ne sont point établis de prix fermes pour des parcours déterminés, car il y a encore des prix fermes et même beaucoup. Quoi qu'il en soit, eu égard au rôle prépondérant de ces neuf barèmes, il importe d'en résumer le mécanisme, puisque je ne puis évidemment songer à entrer, même partiellement, dans l'indication des prix afférents aux 1.500 marchandises de la nomenclature officielle :

Barème A.	<100 k.....	0 fr. 10 par tonne et par kilomètre.
	100—200 k.....	0 fr. 08 par chaque kilomètre en sus.
	>200 k.....	0 fr. 06 id.
Barème B.	<100 k.....	0 fr. 08 par tonne et par kilomètre.
	100—200 k.....	0 fr. 06 par chaque kilomètre en sus.
	>200 k.....	0 fr. 04 id.
Barème C.	<100 k.....	0 fr. 08 par tonne et par kilomètre.
	>100 k.....	0 fr. 04 par chaque kilomètre en sus.
Barème D.	< 25 k.....	0 fr. 08 par tonne et par kilomètre.
	25—100 k.....	0 fr. 06 par chaque kilomètre en sus.
	100—300 k.....	0 fr. 04 id.
	>300 k.....	0 fr. 03 id.

Barème E.	< 25 k.....	0 fr. 08	par tonne et par kilomètre.
	25— 50 k.....	0 fr. 06	par chaque kilomètre en sus.
	50—200 k.....	0 fr. 04	id.
	200—400 k.....	0 fr. 025	id.
	>400 k.....	0 fr. 02	id.
Barème F.	< 25 k.....	0 fr. 07	par tonne et par kilomètre.
	25—100 k.....	0 fr. 04	par chaque kilomètre en sus.
	100—200 k.....	0 fr. 03	id.
	200—400 k.....	0 fr. 025	id.
	>400 k.....	0 fr. 02	id.
Barème G.	< 25 k.....	0 fr. 07	par tonne et par kilomètre.
	25—100 k.....	0 fr. 04	par chaque kilomètre en sus.
	100—200 k.....	0 fr. 0225	id.
	>200 k.....	0 fr. 02	id.
Barème H.	< 25 k.....	0 fr. 06	par tonne et par kilomètre.
	25—100 k.....	0 fr. 03	par chaque kilomètre en sus
	100—200 k.....	0 fr. 0225	id.
	>200 k.....	0 fr. 02	id.
Barème I.	< 25 k.....	0 fr. 04	par tonne et par kilomètre.
	25— 50 k.....	0 fr. 03	par chaque kilomètre en sus.
	50—100 k.....	0 fr. 025	id.
	>100 k.....	0 fr. 02	id.

Comme les fascicules de la petite vitesse donnent chacun une nomenclature par ordre alphabétique de toutes les marchandises (*celle* arrêtée en 1879), — le fascicule des tarifs généraux, avec indication du numéro de la série à laquelle elles appartiennent, et celui des tarifs spéciaux, avec indication des numéros de ces tarifs et des pages auxquelles ils se trouvent, ainsi que des cas où ils ont trait à des marchandises transportées par wagon complet ou par expédition (c'est-à-dire avec un certain minimum de tonnage plus ou moins élevé); — comme, bien entendu, le premier de ces fascicules commence par une table générale des gares, stations et haltes du réseau de l'Est, avec indication des points où il n'y a pas de service de petite vitesse, où s'opère le transport des voitures, chevaux et bestiaux, où existent des appareils pouvant enlever des poids supérieurs à 5.000 kilogrammes (6, 8, 10.000; 20.000 à Commerc, 30.000 à Paris-La Villette), — le public a en mains tous les éléments pour faire ses calculs, soit avant, soit après le transport qui l'intéresse, dans les meilleures conditions que puisse comporter une matière qui est nécessairement de nature fort complexe.

La Compagnie de l'Est a certainement obtenu un maximum de clarté, une simplicité relative et une uniformité incontestable dans

pour le gros bétail, qui était de 1 fr. 20 c. par wagon et par kilomètre, a été abaissé à 0 fr. 95 c., 0 fr. 65 c. et même 0 fr. 55 c., selon les distances. Pour la petite vitesse, le tarif de 0 fr. 50 c. a été descendu, au-dessus de 50 kilomètres, à 0 fr. 35 c. et 0 fr. 30 c. — Pour les engrais, les concessions sont plus considérables encore; le tarif varie entre 0 fr. 02 c. et 0 fr. 04 c. ou 0 fr. 06 c., suivant qu'il s'agit d'engrais naturels ou d'engrais minéraux. C'est à peine le prix de revient de la Compagnie ». La métallurgie paraît aussi bien traitée que l'agriculture, à en juger par l'impatience avec laquelle les industriels de notre région de l'Est attendaient la mise en vigueur des nouveaux tarifs spéciaux qui les intéressent. Le transport des combustibles autres que le bois est l'objet d'abaissements de prix considérables. Finalement la Compagnie, au dire de journaux probablement bien informés, estimerait qu'avec un trafic égal à celui de 1882, ses recettes annuelles diminueront de 1.700.000 francs au moins.

Si je ne puis évidemment être plus long sur le chapitre des *prix*, sous peine de noyer le lecteur dans d'inextricables détails en commençant par m'y noyer moi-même, je demande la permission d'être moins bref sur le chapitre des *conditions* des tarifs des diverses catégories, qui me semble capital pour les économistes.

*
* *

Le nouveau modèle des tarifs généraux pour les transports à *petite* vitesse ne serait pas de nature à nous arrêter autrement que pour mentionner qu'il est essentiellement la reproduction de l'ancien, si je ne devais y signaler une suppression qui me paraît intéressante, au point de vue si important de la nomenclature des tarifs, et aussi formuler, au sujet d'un détail en apparence fort insignifiant, une critique dont l'occasion se présente pour la première fois et sur laquelle j'aurai à revenir à satiété.

Dans l'ancien tarif général, plusieurs marchandises figuraient à la fois dans deux séries : dans l'une, sans condition aucune; dans l'autre, toujours inférieure à la précédente, avec des conditions restrictives de non-responsabilité, d'emballage, de chargement par wagon complet ou par expédition avec un minimum de tonnage, c'est-à-dire en réalité avec des conditions qui transformaient partiellement le tarif général en tarifs spéciaux. Ce dualisme n'existera plus désormais. Cette suppression, qui laisse au tarif général son caractère de droit commun dans toute l'intégrité nécessaire à une bonne nomenclature, est une excellente chose, comme tout ce qui tend à ne pas compliquer une phraséologie déjà assez obscure par elle-même.

bénéficier des prix de ces tarifs, remplir des conditions *générales*, au nombre de 11, dont 7 ne suggèrent pas d'observations.

Au contraire, chacune des quatre autres conditions *générales* me paraît plus ou moins digne de l'attention du lecteur.

*
* *

Il en est ainsi surtout de la première, qui met fin à une lutte de vieille date entre le public et les compagnies de chemins de fer, mais qui ne fera taire définitivement les prétentions déraisonnables du public que lorsque celui-ci se sera plus profondément imbu des notions élémentaires de l'économie politique et du droit contractuel :

« Les prix des tarifs spéciaux ne sont appliqués qu'autant que l'expéditeur en fait la demande expresse sur sa déclaration d'expédition. — L'expéditeur peut se borner à inscrire sur sa déclaration l'une des mentions : *tarif spécial, tarif réduit, tarif le plus réduit* ; ces trois mentions sont considérées comme équivalentes et entraînent *ipso facto* l'acceptation par l'expéditeur de toutes les conditions que comportent les tarifs à appliquer. — A défaut de cette demande préalable, l'expédition est soumise de droit aux prix et conditions du tarif général. »

Ainsi il y a deux questions dans cette condition importante : une question de fond et une question de forme, qui du reste sont en relation fort intime.

La question de fond consiste dans l'obligation, pour le public, à peine de voir la compagnie appliquer d'office à la marchandise transportée le prix *plus* élevé du tarif *général*, de manifester authentiquement sa volonté de ne payer que le prix *moins* élevé du tarif *spécial*, mais aussi d'être soumis aux diverses conditions qui sont, pour la compagnie, la compensation de la réduction de prix qu'elle offre ainsi au public. En effet, sans cette clause vraiment indispensable, qui, il y a vingt-cinq ans, provoquait des réclamations mal fondées de plusieurs chambres de commerce, qui encore, de temps à autre, donne lieu à des procès trop souvent mal jugés par nos tribunaux consulaires et au sujet desquels la Cour de cassation doit intervenir, sur le pourvoi des compagnies ; sans cette clause, dis-je, voici ce qui se passait et ce qui se passe même encore. La compagnie taxant d'office une expédition de marchandises au prix réduit d'un tarif spécial, le destinataire protestait, non contre ce prix, mais contre les conséquences de l'application qui en était faite, aux termes des conditions insérées dans ledit tarif spécial. Par exemple, à ne considérer que les deux conditions *particulières* qui vont être examinées immédiatement après celles-ci, le destinataire se plai-

n'a pas de tarif spécial et si le second en a un, il est convenu entre les compagnies que ce tarif spécial sera appliqué d'office aux marchandises sur ce second réseau. Un expéditeur, qui connaissait cette convention et pour lequel elle avait été omise par mégarde, en réclamait le bénéfice, se traduisant pour lui par une détaxe de 45 centimes. La compagnie intéressée lui opposait l'exception tirée de l'obligation d'une demande préalable et expresse dudit tarif spécial. La Cour de cassation a donné raison à la compagnie, par le motif que, « les tarifs étant seuls obligatoires pour ou contre les compagnies, il ne saurait y être dérogé par de simples avis ou instructions d'ordre purement intérieur » (12 juillet 1880).

Au milieu de ces arrêts, dont la citation qui précède accuse le courant bien net d'une jurisprudence persistante, s'intercalent cependant d'autres arrêts de sens contraire, qui prouvent l'hésitation que j'ai signalée. — De la demande par l'expéditeur d'un transport en vrac et de l'acceptation de ses marchandises par la compagnie, résulte suffisamment la volonté commune des parties à l'endroit d'une application du tarif spécial correspondant (31 mars 1874). — La réquisition, par l'expéditeur, d'un transport « aux conditions du tarif le plus réduit » entraîne nécessairement l'application du tarif spécial (6 février 1877). — Une telle application, qui n'a point été *explicitement* demandée par l'expéditeur, est *implicitement* justifiée par la mention, sur sa déclaration, d'une décharge de responsabilité (9 avril 1877). — Dans ces trois cas donc, la demande expresse d'un tarif spécial se trouvait être régulièrement remplacée par une formule vague, mais au fond équivalente.

Comme on l'a vu par le texte même de la condition générale dont il s'agit, cette solution libérale a été le résultat des négociations de l'administration et de la Compagnie de l'Est. Il en est de même d'une fraction de tarif spécial qu'il convient de rapprocher de cette condition générale.

Je veux parler de la soudure des tarifs entre eux. Dorénavant les tarifs généraux et les tarifs spéciaux de la Compagnie de l'Est pourront se souder, dès qu'il y aura avantage pour le public. Un transport de long parcours profitera du tarif réduit existant entre deux localités intermédiaires, à la condition de devenir un transport entre ces localités ; il devra payer le tarif applicable du point de départ à la localité désignée comme station expéditrice dans le tarif spécial, puis ce tarif spécial et enfin le tarif applicable de la localité désignée comme station destinataire dans ce même tarif spécial au point d'arrivée. Suit l'indication très précise des conditions, — aussi avantageuses que possible pour le public, mais dans les détails desquelles je

Telles expéditions de la Seine-Inférieure, par exemple, peuvent avantageusement arriver à destination en passant par le réseau de l'Est et Gray, au lieu de suivre la direction normale de Paris et du réseau de P.-L.-M., c'est-à-dire parcourir 111 kilomètres de plus que n'en comporte le trajet normal. — Dans une espèce où (par suite des différences de tarifs et d'itinéraires sur un parcours empruntant deux ou trois réseaux, suivant la combinaison adoptée) le trajet le plus court était le plus cher et le trajet le plus long était le moins cher, le tribunal de commerce de Marseille s'est successivement décidé en faveur du second système (1872) et du premier (1873). — Le tribunal de commerce de Poitiers a exigé, en 1881, de l'administration des chemins de fer de l'État, l'application du tarif le plus avantageux quant au prix de transport et à la rapidité tout à la fois, dans un cas où la gare expéditrice avait le choix entre quatre itinéraires; il s'agissait d'une expédition d'instruments agricoles destinés à un concours régional et finalement arrivés après l'expiration du délai d'admission.

J'en ai assez dit pour faire pressentir les complications qui peuvent surgir en pareille occurrence, mais qui seront vraisemblablement très atténuées par les simplifications que recevront les tarifs des autres compagnies à l'instar de celle de l'Est. On comprend qu'avant de faire un saut dans l'inconnu, elles prennent quelques précautions évidemment concertées. Pour les transports qui, entre les gares de départ et d'arrivée, peuvent ou doivent emprunter des réseaux étrangers et suivre divers itinéraires, variables sous le rapport des taxes et des délais, l'expéditeur doit indiquer l'itinéraire choisi par lui et la gare du réseau de l'Est par laquelle la marchandise passera de ce réseau à un autre, ainsi que les tarifs dont il réclame l'application en deçà et au delà de la gare de passage. S'il indique l'itinéraire, mais ne désigne point explicitement les tarifs, la gare expéditrice appliquera les prix réduits résultant, pour l'itinéraire spécifié, des tarifs communs pouvant exister entre une gare de l'Est et la gare destinataire; s'il n'en existe pas, le tarif le plus réduit de la gare expéditrice à la gare de passage sera soudé au tarif le plus réduit de la compagnie contigue entre cette gare de passage et la gare destinataire. Si l'expéditeur réclame l'application de tarifs réduits, mais n'indique pas d'itinéraire, la gare expéditrice choisira l'itinéraire le plus court et établira la taxe en conséquence. Enfin, s'il n'indique ni itinéraire ni tarif, la Compagnie de l'Est déterminera elle-même l'itinéraire et taxera la marchandise aux prix et conditions des tarifs généraux.

*
* *

Si la première des conditions générales des tarifs spéciaux mérite

Paris et une station quelconque du réseau, — sont intermédiaires entre les délais et prix respectivement afférents aux grande et petite vitesse. Cette combinaison, qui n'est pas nouvelle d'ailleurs, ne semble pas très favorablement appréciée par le public compétent.

*
* *

La troisième des conditions à examiner de près a une formule aussi courte que grosse de difficultés : « La compagnie ne répond pas des déchets et avaries de route ». Dans le principe, les deux hautes parties contractantes (c'est l'administration et le groupe des grandes compagnies que je veux dire) n'y entendaient certainement pas malice, comme le prouvent les premiers documents de la jurisprudence sur cette matière spéciale. Elles ne faisaient que consacrer un usage commercial, dont les règles, plus ou moins vagues, s'appliquaient à ces déficits et accidents qui sont inhérents au transport des choses, tels qu'un certain coulage des liquides, une rouille qui peut se produire sur les fers, des avaries occasionnées aux lisières de tissus par le frottement, etc. Bientôt les compagnies essayèrent de lire la clause comme si elle parlait des déchets et avaries *survenus en route*, ce qui aurait entraîné l'exonération de toute responsabilité.

Le premier mouvement de la cour régulatrice a été le bon, il faut le reconnaître, quand la difficulté fut portée devant elle pour la première fois. Elle eut bien le tort de dire que le transport des marchandises s'opérait dans « des conditions fixées par les *règlements de l'autorité publique*, qui font loi entre les compagnies et les expéditeurs », de méconnaître ainsi l'essence de convention commerciale que possède exclusivement un tarif de chemin de fer. Mais enfin elle ajoutait, en parlant de la clause dont il s'agit : « Une telle convention ne peut être entendue en ce sens que la compagnie ne serait responsable ni de ses fautes, ni de celles de ses agents, ce qui serait illicite et encouragerait les abus et les négligences desdits agents. L'expéditeur n'ayant aucun moyen possible de surveillance sur ses marchandises transportées, ni en gare, ni en cours de voyage, c'est à la compagnie à prouver que la perte ou l'avarie ne peuvent être le résultat de sa faute ni de celle de ses agents, ou qu'aux termes de ladite clause, sainement entendue, elles proviennent du vice propre de la chose. Cette preuve n'ayant pas été faite, l'arrêt attaqué a été bien fondé à condamner la compagnie à réparer le dommage qui ne pouvait, dans l'état des faits, résulter que de son fait et de sa faute » (29 mai 1866). C'était, on en conviendra, parler d'or, tenir le langage du bon sens, de l'équité, de la pratique loyale du merveilleux mode de transport, et aussi le langage de l'économie politique.

preuve, non contestée, que l'emballage avait été fait dans de bonnes conditions et les marchandises avaient été remises en bon état à la compagnie avant le transport, — qu'il était démontré, d'une façon certaine et complète, que le bris des pièces de fonte a été occasionné par la faute de la compagnie, la maladresse et la négligence de ses employés dans le maniement et le déchargement des marchandises confiées à ses soins, le jugement attaqué a établi sur des présomptions graves, précises et concordantes, qu'il a souverainement appréciées, la preuve des faits qui devaient rendre la compagnie responsable des avaries, objet du litige » (7 juillet).

Mais les arrêts sont innombrables où on lit cette négation absolue du principe équitable qu'avait proclamé si nettement la même cour, en 1866: Est licite l'insertion dans un tarif spécial d'une clause stipulant la non-responsabilité de la compagnie pour avaries de route; ladite clause n'a, d'ailleurs, pas pour effet d'exonérer cette compagnie de toute responsabilité à raison de ses fautes; elle a seulement pour résultat de mettre, contrairement au droit commun en matière de transport, la preuve de ces fautes à la charge de celui qui se plaint du dommage qu'elles lui ont causé; — où on lit ensuite cette déclaration que, dans l'ensemble de ses motifs, le jugement attaqué ne constate pas la faute de la compagnie, ne contient l'affirmation d'aucun fait déterminé, ne permet pas à la Cour d'apprécier si les faits établis devant le tribunal sont en effet constitutifs d'une faute....; — d'où enfin cette conclusion que la compagnie a été à tort condamnée comme responsable de l'avarie litigieuse.

La divergence est bien claire. Quand la cour régulatrice condamne les compagnies, elle s'incline devant l'appréciation des faits, pour laquelle le tribunal est souverain, suivant un principe fondamental. Quand elle condamne le public, elle déroge à ce principe, se livre elle-même à l'appréciation des faits, dans lesquels elle ne voit jamais que des inductions, sans l'affirmation d'une faute. La Cour ne ferait-elle pas une bonne action en revenant aux règles de son arrêt de 1866, qui étaient juridiques apparemment, qui étaient en outre conformes aux principes de la morale et de l'économie politique? L'administration, en tout cas, ne remplirait-elle pas son devoir en se mettant, dans les limites de son pouvoir, en travers de ce courant judiciaire?

Des réflexions identiques s'appliquent à une condition particulière d'un tarif spécial fort important, celui concernant les emballages vides qui ont servi à une expédition de marchandises sur le réseau et sont ramenés au point de départ. Ils sont transportés en retour gratuitement et alors « la compagnie décline toute espèce de responsa-

elle point également être un peu allongée? Ne doit-elle pas être ainsi formulée, pour être tout à fait claire : par wagon chargé d'au moins..... kilogrammes ou payant pour ce poids, s'il y a avantage pour l'expéditeur à *se voir appliquer le tarif général*? En somme, tout cela veut dire que, lorsqu'un expéditeur de marchandises transportées par wagon complet (de 5.000 kilogrammes, par exemple) en remet à la compagnie 3.500 kilogrammes, celle-ci doit taxer l'excédent de 1.500 kilogrammes, soit pour un poids *actif* de 5.000 kilogrammes et au prix du tarif *spécial* afférent à la marchandise, soit pour le poids *réel* de 3.500 kilogrammes et au prix du tarif *général*, suivant qu'il y a avantage pour l'expéditeur.

La même règle, s'appliquant également à de simples expéditions, devrait semblablement être améliorée pour cet autre minimum du tonnage.

*
* *

Le nouveau modèle des tarifs généraux pour les transports à *grande* vitesse paraît également n'être que la reproduction de l'ancien, sauf une innovation que je trouve bien malheureuse, à un point de vue auquel je ne puis cesser de me placer. Il ne s'agit pourtant que de l'addition, à l'un des deux articles concernant les « finances, valeurs, objets d'art », d'un document du 3 avril 1862, sous une forme typographiquement tapageuse et inexacte, que je reproduis en *fac simile* afin de me faire mieux comprendre :

RÈGLEMENT

Sur le Mode de Conditionnement des expéditions de Finances, Billets de banque, Titres de rentes, Actions, Obligations, Coupons d'intérêt ou de dividendes, etc., Broderies et Dentelles.

Or, en fait, ce document, — intitulé simplement : *Mode de conditionnement...*, n'ayant rien de la forme d'un acte administratif, ne portant même aucune signature, envoyé, il est vrai, par une circulaire ministérielle aux fonctionnaires du service de contrôle, n'est pas et ne pourrait jamais être un *règlement*. Il suffit de le lire pour voir que ce ne peut toujours être qu'une condition commerciale approuvée par le ministre des travaux publics, stipulant au nom du public pour le transport de certains colis précieux, et que, si son insertion dans le tarif général se fait à propos, ce qui est contestable, elle ne peut avoir lieu que sous une forme modeste et exacte, qui ne prête point à l'équivoque. Il ne faut pas, en effet, que le mot *règlement*, qui a une signification très précise pour l'autorité judiciaire, vienne contribuer à l'induire en erreur d'une façon dange-

cailloux ! Tandis que le tribunal de commerce de la Seine estimait qu'une compagnie de chemin de fer n'est pas responsable, d'une manière absolue, du contenu d'un colis dont la nature et le poids lui ont simplement été déclarés, la cour de Paris a trouvé que, du moment où la compagnie n'avait point usé de son droit de vérification, elle était mal venue à prétendre imposer une preuve qu'elle aurait pu avoir irrécusable ; la chambre des requêtes de la Cour de cassation a été de ce dernier avis (11 août 1884).

En ce qui concerne les tarifs spéciaux pour les transports des choses à grande vitesse, je serai très bref. Je les ai implicitement énumérés en donnant au commencement la nomenclature des barèmes de toute espèce qu'a dressés la Compagnie de l'Est. J'ajouterai seulement que le transport à responsabilité limitée des titres et papiers-valeurs est l'objet d'un tarif spécial. Pour le transport des marchandises, la compagnie ne répond toujours pas des déchets et avaries de route ; mais je me suis trop étendu sur cette clause, à propos de la petite vitesse, pour oser y revenir. La clause de la demande préalable existe naturellement aussi.

*
* *

Il ne me reste plus, pour avoir terminé ce long travail, qu'à parler de ce qui concerne le transport des personnes.

On sait que toutes les conventions passées, à la fin de l'année dernière, entre l'État et les compagnies, contiennent à ce sujet une disposition aux termes de laquelle, « dans le cas où l'État supprimerait la surtaxe ajoutée, par la loi du 16 septembre 1871, aux impôts de grande vitesse sur les chemins de fer, les compagnies s'engagent à réduire les taxes applicables aux voyageurs à plein tarif de 10 0/0 pour la deuxième classe et de 20 0/0 pour la troisième classe, ou suivant toute autre formule équivalente, arrêtée d'accord entre les parties contractantes Si l'État fait ultérieurement de nouvelles réductions sur l'impôt, les compagnies s'engagent, en outre, à faire une réduction équivalente sur les taxes des voyageurs. Elles ne sont tenues toutefois à ce nouveau sacrifice qu'après qu'elles auront retrouvé, pour les voyageurs circulant sur le réseau actuellement exploité, les recettes nettes acquises avant la première réduction..... » Les nécessités budgétaires ne permettent même pas d'entrevoir dans quel délai se réalisera l'éventualité de cette première réduction et, en attendant, la compagnie de l'Est continue à percevoir, comme par le passé, le tarif maximum du cahier des charges. Ce maximum, heureusement pour le public, paraît avoir été fixé, dès le principe, de telle sorte que les compagnies n'eussent pas, comme pour les marchandises à petite vitesse, avantage à se tenir au-dessous. Sans cela

présentés à la fois, adhérents ou détachés, tant au départ qu'au contrôle à l'arrivée; que le voyageur qui ne présentera que le coupon d'aller, sans produire en même temps le coupon de retour, devra payer le prix intégral de sa place au tarif ordinaire, défalcation faite de la valeur du coupon d'aller; c'est tout à la fois simple et rationnel. Mais je n'en dirai point autant de l'utilisation des deux coupons par un même individu et de l'interdiction de la vente du coupon de retour; c'est compliqué et vraiment irréalisable.

La compagnie dit évidemment : il s'agit d'un contrat passé entre moi et un voyageur; je le respecte, en transportant ce voyageur ainsi que je l'ai promis; que le voyageur le respecte également en utilisant lui-même son coupon de retour. Sans doute, la stricte délicatesse exige, d'une part, que le voyageur agisse ainsi et, d'autre part, que celui qui voudra effectuer un trajet correspondant à un coupon de retour se refuse à acheter un tel coupon. Mais l'expérience est là pour montrer que c'est trop présumer de la délicatesse humaine; qu'il se fait un trafic à ciel ouvert de coupons de retour, ce qui prouve que trop souvent se trouve un public alléché par la facilité avec laquelle il peut se transporter, d'un point à un autre, à un prix moindre que celui d'un billet simple. Grâce à ces agents interlopes que ne manque pas de faire surgir l'appât d'un profit quelconque, le voyageur qui a utilisé son coupon d'aller est sûr de trouver à céder, en subissant une perte, son coupon de retour, et un voyageur, que j'appellerai *inverse* pour simplifier, est sûr de trouver à acquérir, en payant une prime, le coupon dont il a besoin. Il faut cependant prendre l'humanité telle qu'elle est et franchement, dussé-je me faire jeter la pierre, je trouve que, si elle ne commettait que des indécrottes de cet ordre, il y aurait lieu de se féliciter du niveau de sa moralité.

La compagnie croirait-elle pratique d'exiger, — d'une part, du voyageur auquel elle remet les deux coupons contre espèces, à son guichet de distribution, le serment préalable qu'il utilisera personnellement le coupon de retour, — d'autre part, du voyageur qui lui présente un coupon de retour le serment qu'il a personnellement utilisé coupon d'aller? Évidemment non! Le premier aurait certainement le tort de faire un serment qu'il ne tiendrait pas, mais il ne le ferait jamais dans des conditions plus vénielles, car il sera longtemps à comprendre cette fiction d'un contrat passé en son nom avec un être impersonnel, par un autre être encore plus impersonnel, et le préjudice contingent souffert par la compagnie. Quant au second, si j'étais à sa place, je refuserais même de répondre à la question indiscrete de la compagnie. Celle-ci n'empêchera pas le trafic de ses coupons

qu'à des bagages à la main, les outils professionnels de ces ouvriers pouvant d'ailleurs être enregistrés comme bagages)? Que signifie un engagement pareil et quel moyen régulier y a-t-il d'en constater le respect? En cas de manquement, la compagnie a-t-elle la prétention de ne pas recourir à l'action *civile*, de spéculer sur une ignorance éventuelle de l'autorité judiciaire en matière de tarifs de chemins de fer, de les faire prendre pour des règlements et d'obtenir de la faiblesse des tribunaux *correctionnels* une application de la loi pénale sur la police des chemins de fer? Je ne crois pas avoir à revenir une fois de plus sur ce point capital.

Est-il enfin non seulement pratique, mais légitime, d'exiger aussi de l'abonné l'engagement de ne jamais transporter, soit sur lui, soit dans ses bagages à la main, soit même dans ses bagages enregistrés, une quantité d'or représentant plus de 10.000 francs? De quel droit une compagnie de chemin de fer peut-elle m'empêcher de porter, sur moi ou dans un colis que je conserve avec moi, la quantité d'or qui me conviendra? Prétend-elle que je porte préjudice à son monopole en la privant de la taxe que j'aurais à lui payer si je lui confiais le transport de la dite somme? C'est absolument insoutenable. Sa sollicitude pour le bien public va-t-elle jusqu'à vouloir, au cas où je me laisserais voler mon précieux magot, en demeurer responsable, et alors il est naturel qu'elle désire le transporter elle-même? Je ne puis vraiment croire à cet excès de philanthropie. Quant aux bagages enregistrés, la question est différente, attendu que, si je mets même moins de 10.000 francs en or dans ma malle, je suis parfaitement imprudent; je suis même étonné que, jusqu'à concurrence de cette somme, la compagnie regarde comme tout naturel qu'un abonné se serve ainsi de sa malle, les précédents me permettant de croire qu'en cas de réclamation pour cause de perte d'une malle aussi riche en or, elle ne manquerait pas de critiquer le procédé.

Je me bornerai à mentionner les tarifs spéciaux du transport en voitures de 3^e classe, avec une réduction de moitié sur les prix, des colons et de leurs familles se rendant en Algérie, munis d'un acte provisoire de location sous promesse de propriété définitive; des places de luxe (coupés-lits, compartiments-salons comprenant trois fauteuils-lits, deux fauteuils ordinaires et un water-closet); des trains spéciaux de voyageurs; de la traction de wagons appartenant à des particuliers et de la location de wagons-salons appartenant à la compagnie.

*
* *

Arrivé au terme de cet article, où je n'ai cependant pas la prétention d'avoir épuisé le sujet, où je n'ai même fait autre chose que

ment. Je suis sûr qu'à la loupe un plus habile trouverait les éléments d'une révision qui, à mon point de vue, a un bien autre intérêt pour le public que celle des prix.

La clause de non-responsabilité, si vivement et depuis si longtemps critiquée par les chambres de commerce, qui ne peuvent parvenir à comprendre la jurisprudence exorbitante de la Cour de cassation, est un excellent exemple de ce que peut receler de périls pour le public une condition d'apparence toute inoffensive : des considérations, purement théoriques, aboutissent à offrir aux compagnies toutes facilités pour échapper à leurs obligations et à mettre finalement le public à leur merci. Si le Code de commerce de 1807 permet d'arriver à un résultat aussi monstrueux, si la responsabilité rationnelle des compagnies de chemins de fer exige absolument un nouveau texte législatif, il faut recourir au Parlement ; mais, à en juger par ce qui se passe au sujet de la révision de l'article 105 dudit Code (autre source d'iniquités qui, étant étrangère aux tarifs, n'avait point à figurer dans cet essai), le procédé n'est point expéditif.

Ce misérable détail du conditionnement des valeurs est encore un exemple des dangers que peuvent présenter des conditions de tarifs homologuées par l'administration et détournées de leur véritable sens par l'autorité judiciaire ; grâce à elles, les compagnies trouvent le moyen, pour un dommage dont elles devraient simplement demander la réparation à la juridiction civile, d'actionner l'auteur devant la juridiction correctionnelle.

Toutes les clauses contestables ont enfin ce caractère commun qu'elles assurent aux compagnies une situation privilégiée vis-à-vis des industriels ou négociants ordinaires. Par cela seul qu'elles sont exceptionnellement puissantes, ces grandes collectivités n'ont pas bonne grâce à user envers l'individu des procédés pratiqués par l'entrepreneur libre de transport. Comme lui, elles peuvent demander à l'autorité judiciaire la protection de leurs intérêts privés, à la condition de s'adresser à la juridiction civile, dont l'indépendance et l'impartialité ne doivent pas faire défaut. Mais elles ont mauvaise grâce à prétendre obtenir cette protection de la juridiction correctionnelle, car il est outrecuidant et d'ailleurs illégal d'élever un vulgaire intérêt pécuniaire à la hauteur d'un intérêt social ; en tout cas, c'est à l'autorité judiciaire à ne pas leur en fournir le moyen et à l'autorité administrative à ne pas leur en donner le prétexte.

E. LAMÉ-FLEURY.

dans la voie ouverte en 1870, lorsqu'on a aboli le régime de la concession et de la surveillance gouvernementales, — elle demande qu'on écarte toutes les mesures entravant la liberté de contrat. On enlèverait ainsi au public l'illusion que l'État peut et veut protéger, à l'aide de prescriptions tutélaires, les intérêts des actionnaires s'associant à des entreprises commerciales, et qu'il peut et veut les dispenser d'examiner par eux-mêmes les choses, avant d'entrer dans l'association. Si l'on pouvait convaincre les gens que ce n'est pas la mission de l'État, ce serait le meilleur moyen de favoriser les bonnes entreprises et d'écarter les mauvaises ¹.

D'autre part, on réclame une restriction considérable de la liberté de contrat sur le terrain de l'association, la législation actuelle permettant une extension excessive de cette liberté, dangereuse pour les actionnaires et funeste au bien général. Ces restrictions peuvent résulter d'un retour à la concession et à la surveillance par l'État, de la nomination d'inspecteurs gouvernementaux ou de prescriptions législatives fort strictes, touchant le contrat et l'administration des sociétés.

La nouvelle loi allemande est un compromis entre ces deux directions. Le système de la concession et du contrôle n'est pas rétabli, mais la liberté de contrat est restreinte sur certains points essentiels. On a déterminé avec plus de rigueur et de précision les obligations de ceux qui fondent et de ceux qui dirigent la société, ainsi que les droits des membres de la société les uns vis-à-vis des autres. La nouvelle loi est certainement un progrès sur beaucoup de points, comme nous essaierons de le faire voir. L'accueil qu'elle a reçu dans le Par-

¹ Avis des *Ältester der Berliner Kaufmanschaft* (Chambre de commerce de Berlin) donné en 1873 :

Marcher dans la voie inaugurée par la suppression de la concession. Abolir toutes les prescriptions pouvant faire naître dans l'esprit du public l'illusion que la loi ou le juge chargé de l'appliquer ont la préoccupation d'imposer aux gens d'affaires une conduite correcte lors de la fondation de sociétés anonymes.

Que celui qui veut entrer comme actionnaire dans une société par actions s'informe ; s'il ne peut obtenir de renseignements, qu'il s'abstienne.

Le seul moyen de venir en aide aux bonnes entreprises, d'empêcher les mauvaises, c'est que le public soit abandonné à lui-même. Le remède, ce serait d'obliger législativement l'individu isolé à un examen approfondi et consciencieux. Il n'y a pas à y songer.

Il faut débarrasser le terrain de toutes les prescriptions restrictives qui peuvent induire le public à négliger de faire un examen approfondi et personnel *avant* son entrée dans l'affaire.

loi par des mesures répressives, — nullité de la société, action en dommages et intérêts. En Allemagne, on a peu de confiance dans l'efficacité des mesures répressives ; les menaces ne suffisent pas, et une fois que la société a été fondée, les actions placées dans le public, l'entreprise en plein développement, il est difficile de renverser l'édifice, de bouleverser tout cet organisme par une déclaration de nullité, sans causer des pertes considérables à tous les intéressés, créanciers ou actionnaires. L'exposé des motifs allemand se prononce contre le système français et lui en préfère un autre, consistant dans un ensemble de prescriptions qui déterminent les conditions de la fondation et de l'administration. Le capital entier doit être souscrit et en partie versé, c'est la condition préalable, qui sera vérifiée par la société et par le *Registerrichter* (le juge qui enregistre la société). Par l'enregistrement, la société obtient définitivement son existence.

La réforme opérée en Allemagne a eu pour objet de rattacher davantage les intéressés à l'entreprise, au moyen de dispositions sur l'action et la responsabilité résultant de la souscription, — d'assurer le capital social, d'organiser le procédé de la fondation de façon à mettre les fondateurs en avant, en face de la société à fonder et de permettre à celle-ci une vérification matérielle, qui allégera la tâche du *Registerrichter*. L'intervention de celui-ci met l'estampille officielle à la société, qui existe à partir de ce moment.

La loi de 1884 conserve les deux formes de l'action nominative et de l'action au porteur. Le minimum de l'une comme de l'autre est fixé à 1.000 m. (1.250 francs), un montant plus élevé que celui de la loi de 1870. Le projet de loi, tel qu'il était sorti des mains de la commission du ministère de la justice, avait proposé de faire une distinction entre les actions au porteur, qui devaient être d'au moins 5.000 m., les actions nominatives pouvant être de 1.000 m. seulement.

Cette distinction établissait un privilège en faveur de l'action nominative, elle a été faite dans l'idée que l'action nominative crée une relation plus intime entre l'actionnaire et la Société, qu'elle est moins propre à la spéculation. Le *Bundesrath* a réduit de 5.000 m. à 2.000 m. le minimum ; la commission parlementaire est allée plus loin, elle a rétabli l'égalité entre les deux espèces. Le Parlement a adopté cette façon de voir, et repoussé un amendement qui reconnaissait le chiffre de 400 m. (500 fr.) comme minimum légal.

La commission parlementaire a écarté les arguments de ceux qui voulaient établir une barrière contre la participation du petit capital ; le chiffre de 5.000 ou de 2.000 m. aurait été complètement

actions d'une personne à une autre, et qui peuvent mettre le veto à l'admission de certaines personnes, n'est pas mauvaise : dans certains cas, elle peut être utile.

L'une des raisons que l'on a fait valoir en faveur d'un minimum élevé comme l'est le chiffre de 1.000 m., c'est que, d'après la nouvelle loi, le droit de vote dans l'assemblée générale est accordé à chaque actionnaire. C'est là une innovation motivée par le désir de protéger le droit individuel.

La loi nouvelle autorise, comme celle de 1870, l'émission d'actions de différentes catégories. On sait qu'il existe en Allemagne l'usage, surtout dans les compagnies de chemins de fer, de créer des actions privilégiées, ayant un droit préférentiel à un dividende déterminé. Seulement, il faut que les statuts contiennent une clause à cet effet et que cette distinction soit apparente sur le texte de l'action. Le bulletin de souscription devra indiquer le nombre des actions de chaque catégorie qu'on se propose de créer. Les différentes catégories d'actions ont un droit égal à participer à l'assemblée générale. Dans le cas où des modifications dans les statuts, désavantageuses à l'une des catégories, seront proposées, les actionnaires de cette catégorie seront convoqués dans une assemblée générale spéciale pour accepter ou repousser ces modifications.

Le fait de la souscription ou de l'achat d'actions implique des obligations de la part du souscripteur ou de l'acheteur vis-à-vis de la société, tant que le capital n'a pas été intégralement versé. C'est là une responsabilité que la législation allemande détermine avec soin.

Ne semble-t-il pas que ce soit une anomalie que de permettre à des souscripteurs, réunis en assemblée générale, de se décharger par un vote de l'obligation d'opérer tous les versements et de déclarer qu'après un versement de 40 0/0, l'action sera libérée ? La législation, avant 1884, à l'exemple des pays étrangers, avait admis l'émission d'actions ou de certificats au porteur, libérés de 40 0/0. A l'avenir, cela ne sera plus possible. *La nouvelle loi exige le versement intégral, avant de permettre la libération. Tant qu'il n'aura pas été effectué, on ne pourra émettre que des certificats nominatifs provisoires.*

On avait tourné la défense de créer des actions inférieures à un certain minimum, 100 thalers, en émettant des actions au porteur, libérées de 40 0/0. Il ne sera plus permis de le faire. On espère entraver la spéculation illicite.

En cas d'appels de fonds, le dernier acquéreur inscrit sur le registre de la société est responsable. En cas d'insolvabilité de celui-ci, c'est

veulent devenir actionnaires de l'entreprise, tous les renseignements nécessaires pour se former un jugement indépendant sur les chances de succès. Il est indispensable que l'actionnaire connaisse les antécédents, qu'il sache quelles charges incombent à la société du fait même de la fondation. Il est absolument légitime aussi qu'en cas de fraude, de dissimulation, les fondateurs puissent être poursuivis au civil comme au criminel. C'est aujourd'hui une tendance à peu près générale en Europe de faire de la fondation un acte juridique clairement défini : jusqu'ici cela a été le point faible de bien des législations, notamment en Angleterre. Dans ce dernier pays, un projet d'amendement a été élaboré par sir John Lubbock. Le Parlement britannique, absorbé par d'autres préoccupations, n'a pas eu le temps de s'en occuper dans la dernière session ¹.

¹ En Angleterre, le public n'est pas assez à l'abri des aventuriers qui veulent l'exploiter. Lancer de nouvelles entreprises y est devenu une opération des plus lucratives : c'est un art tout spécial qui a ses règles et ses principes. Aussi c'est à peine si, sur vingt compagnies nouvelles, une seule traverse les années d'enfancement et les maladies de l'enfance. En 1877, il existait des sociétés anonymes avec un capital de 628.000.000 de livres, tandis qu'il en avait été créé pour 1 milliard 531 millions de livres. Pour les sociétés douteuses, il existe tout un personnel d'hommes de loi, de comptables, de directeurs, d'administrateurs. Ce sont presque toujours les mêmes noms qu'on retrouve à la tête. Le fondateur spéculé sur la crédulité du public, et à l'aide de quelques chiffres habilement tournés et retournés, il fait miroiter d'énormes bénéfices. En Angleterre, il est très difficile, pour quiconque veut se rendre compte de l'affaire avant d'y placer ses capitaux, d'arriver à un résultat satisfaisant. Le prospectus contenant les statuts et les contrats intervenus est le plus souvent insuffisant. L'enregistrement d'une société par actions est d'une facilité extrême. Il faut que le contrat d'association soit signé de sept personnes ayant chacune au moins une action. Il n'a certes pas été dans les intentions du législateur que des gens, ayant un intérêt si minime, pussent offrir au public de devenir leur associé.

Sir John Lubbock, M. Mark et M. Fowler ont élaboré un projet de loi sur les sociétés par actions. Le bill exige que le prospectus soit fort détaillé, qu'il contienne l'indication de la propriété (immeubles, brevets) cédés à la compagnie, une copie des statuts et du contrat d'association, avec le nom des souscripteurs, le nombre d'actions attribuées à chacun, le nom des personnes qui ont droit à une commission ou à un courtage pour la fondation de l'entreprise et le montant de la commission à payer, enfin la proportion du capital offerte au public, au moins 10 0/0. L'omission rend les fondateurs coupables de fraude.

Le projet de loi prescrit une forme de bilan et en rend la publication obligatoire une fois par an. A défaut, un actionnaire aura le droit de s'adresser à un juge de la haute Cour qui prescrira la publication dans les vingt et un jours.

nouvelles. D'autre part, il est juste que, s'ils ont fait des études, des démarches, des dépenses nécessaires à la création de la société, ils soient dédommagés. La loi belge, le projet autrichien, permettent de les indemniser sur le capital social, tandis que le code de commerce italien interdit tout paiement anticipé en argent ou en actions. La loi allemande admet que la fondation de sociétés exige des peines, des frais, dont la future société aura le bénéfice et qu'elle doit rétribuer. On ne peut demander aux fondateurs de payer de leur poche la commission de courtiers qui ont négocié l'achat d'immeubles, la cession de brevets. Seulement, il faut que cela se fasse au grand jour et que ces avantages, commissions, bonifications, soient stipulés ouvertement, avec une publicité suffisante.

La question des apports en nature (c'est-à-dire autres que le versement d'argent) est très compliquée. Il peut facilement se glisser des abus au détriment de la société. La publicité s'impose d'elle-même. On a recours à une vérification de la valeur de ces apports. Il est fort difficile de la juger exactement, et si, après quelques années, des réclamations de la part d'actionnaires mécontents surgissent, comment établir qu'on ne s'est pas trompé ? Transformez l'usine Krupp en société anonyme : il sera bien malaisé d'évaluer avec précision la valeur de l'installation, des machines, et bien plus encore celle de la clientèle.

Le texte du contrat de société (Statuts) doit être signé en présence d'un notaire ou d'un juge par cinq personnes qui prennent des actions. Il doit contenir le chiffre des actions souscrites par chacun. Les statuts doivent indiquer : 1° la raison sociale et le siège de la société, 2° l'objet de l'entreprise, 3° le montant du capital social et de chaque action, 4° la nature des actions, si elles sont au porteur ou nominatives et, dans le cas de l'émission de ces deux espèces, le chiffre d'actions de chaque espèce, 5° le mode de nomination et composition de la direction (Vorstand), 6° la forme dans laquelle la convocation de l'assemblée générale a lieu, 7° la forme de la publicité de la société¹.

Afin d'obtenir autant que possible la description spécifiée et la déclaration franche de la façon dont les choses se sont passées, la loi exige en outre que l'acte de société renferme :

1° Les avantages particuliers stipulés en faveur d'actionnaires. De cette manière l'anonymat des fondateurs cesse. Ils ne peuvent plus

¹ La loi rend obligatoire la publication dans le *Moniteur officiel de l'Empire*.

tionnaires contre toute surprise et d'assurer la vérification des allégations des fondateurs.

Jusqu'ici la loi de 1870 se bornait à dire : « pour la souscription des actions, une déclaration écrite suffit ». Les auteurs du projet de loi (et le Parlement a été de leur avis) ont trouvé que ce n'était pas assez. Les souscripteurs savaient rarement au juste quelles obligations ils contractaient. Il y avait maintes conventions secrètes entre fondateurs et certains souscripteurs, anéantissant les prescriptions légales. Par exemple on garantissait à quelques souscripteurs que leur souscription n'aurait pas de suite, qu'elle était de pure complaisance, nécessaire seulement pour satisfaire à la réglementation du Code. On vendait plus tard les actions souscrites de la sorte, pour compte de la société, et l'homme de paille qui avait signé par complaisance était indemne. Il s'est agi d'empêcher cet abus et de faire de la souscription un acte juridique sérieux.

Afin d'éclairer l'actionnaire futur, certaines législations prescrivent la publication du prospectus. Elles rattachent l'offre d'actions à un prospectus publié dans lequel les fondateurs exposent la marche de la fondation, les avantages stipulés, les contrats conclus. Cette disposition a son origine dans le droit anglais, qui exige l'indication de la date, du nom des contractants, et de tous les contrats tendant à la fondation. D'après le droit belge, l'acte de société doit être publié à titre de programme, le droit italien fixe un programme assez étendu. En Allemagne, la théorie du prospectus a ses partisans ; on ne l'a pas adoptée, et voici quelques-unes des raisons. La solidité de l'entreprise n'en est pas augmentée ; la publication d'un prospectus dépend des circonstances, elle peut nuire à certaines sociétés, lorsqu'il s'agit de l'exploitation de brevets nouveaux. Un prospectus obligatoire exigerait certaines formules fixes, qui ne s'appliqueraient pas à la diversité des formes de l'association. On ne peut déterminer d'avance un prospectus modèle pour les diverses catégories, s'il s'agit d'une banque, d'une société d'assurances, d'un chemin de fer. De plus le prospectus ouvre la porte à des artifices de style et de langage, il y a une tentation irrésistible de tout peindre en beau ; la presse interviendrait certainement ici et son intervention ne serait pas sans inconvénient.

On a cru assurer d'une manière différente la responsabilité des fondateurs et garantir au public le moyen de se renseigner, en introduisant et en rendant obligatoire un bulletin de souscription détaillé, établissant les obligations réciproques de l'actionnaire, du fondateur et de la société.

et qu'ils possèdent au moins un quart du capital. On eût risqué, en demandant davantage, de ne pas avoir de *quorum*.

Une fois le capital social souscrit, la nécessité d'une vérification indépendante qui doit porter sur l'emploi du capital, sur la réalité du versement, sur le montant des frais, se fait sentir au législateur allemand. Il trouve qu'il est nécessaire de remonter en arrière, d'examiner la valeur des objets un ou deux ans auparavant, de les comparer avec les prix payés par la société, afin de découvrir si la fondation a été machinée de longue main et s'il n'y a pas eu des majorations indues.

Dans la *successiv gründung* on demande une liste complète des actionnaires et du nombre des actions, afin d'éviter les souscriptions fictives. Le premier versement doit être de 25 0/0, non plus de 10 0/0 comme le demandait la Novelle de 1870, l'Italie exige 30 0/0, l'Autriche 50 0/0. Remarquez que la loi allemande ne permet la constitution définitive qu'après que le capital entier aura été souscrit. Le versement du capital doit être fait en argent (espèces ou billets de banque ayant cours légal), non par des écritures, des virements de crédit.

Toute société anonyme, en dehors de la direction, doit avoir un conseil de surveillance. C'est à ces organes de la société qu'incombe la vérification de la marche de la fondation, de l'exactitude et de l'étendue des indications concernant la souscription, le versement du capital, les déclarations des fondateurs.

Si des membres du conseil ou de la direction sont fondateurs de la société ou s'il leur a été reconnu des avantages spéciaux, la loi nouvelle n'a pas voulu les mettre dans une fausse position. En ce cas, la vérification aura lieu par l'intermédiaire de reviseurs spéciaux, que l'organe chargé des intérêts du commerce (chambre de commerce) devra désigner, ou qui, à défaut, seront choisis par la direction et le conseil. Les fondateurs sont tenus d'exposer dans une déclaration signée par eux les circonstances qui leur paraissent de nature à justifier les montants arrêtés comme équivalents des apports, etc. En outre, ils doivent indiquer les actes juridiques qui ont précédé l'acquisition par la société, qui ont été faits dans cette intention, ainsi que les prix d'acquisition et d'établissement pendant les deux dernières années.

Un rapport écrit devra être fait par les reviseurs ou le conseil et la direction. Cette partie de la réforme a été fort discutée. Le projet primitif avait imaginé de charger, à défaut des fondateurs, des substitués désignés par ceux-ci, qui devaient procéder à la vérification et faire le rapport. Afin d'assurer la sincérité de leur examen, il

Si les fondateurs n'ont pas pris l'ensemble des actions, le tribunal de commerce convoque sans retard en assemblée générale les actionnaires indiqués sur la liste, afin de délibérer sur la constitution de la société. L'assemblée a lieu sous la présidence du juge. On a blâmé cette intervention de la judicature : on ne saurait exiger du juge un examen approfondi de choses qu'il ne connaît que par les pièces, son intervention donne un caractère officiel à l'assemblée, et cela peut induire quelques personnes en erreur. On répond à cela que c'est pour protéger les actionnaires contre l'influence prédominante des fondateurs, que la première délibération de la société naissante doit avoir lieu en présence et sous la direction du juge. Le juge se borne d'ailleurs à vérifier si les prescriptions formelles de la loi ont été observées, nullement à décider de la solidité de l'entreprise.

Dans cette assemblée, la direction et le conseil doivent faire une déclaration concernant la vérification qui leur incombe. Chaque membre de ces organes a droit jusqu'au vote définitif de retirer sa signature.

La majorité votant la constitution de la société doit représenter un quart des actionnaires, admis à l'assemblée générale, et représenter au moins un quart du capital total. Le consentement de tous les actionnaires est nécessaire, si certaines dispositions organiques, concernant la durée de la société, l'émission avec primes, doivent être modifiées ou si les bénéfices reconnus aux fondateurs doivent être étendus. La simple majorité suffit pour faire décider l'ajournement du vote.

L'acte de société, une fois enregistré, doit être publié, mais non en entier : les points essentiels sont indiqués dans la loi. Avant l'enregistrement, la société anonyme n'a pas d'existence légale.

La législation antérieure ne contenait rien sur la responsabilité résultant de la fondation, parce que la fondation ne faisait pas l'objet de prescriptions spéciales. Dorénavant les fondateurs sont solidairement responsables à la société, de l'exactitude des indications concernant la souscription et les versements, ainsi que des déclarations concernant les apports, avantages, etc. Ils doivent compléter les versements manquant pour parfaire le capital, lorsqu'ils ont admis sciemment des actionnaires insolvables, restituer les bonifications qui ne sont pas incluses ouvertement dans les frais de la fondation. Si la société a été trompée sciemment par les fondateurs sur la valeur des apports, les fondateurs sont solidairement et pécuniairement responsables vis-à-vis de la société. Cette responsabilité ne s'étend pas à tout fondateur pouvant prouver qu'il n'a pas connu l'inexactitude ou l'insuffisance des indications, que le tort causé n'a

seulement par une assemblée générale. Décharge ne peut être accordée, si des actionnaires représentant le cinquième du capital protestent. Au bout de cinq ans, il y a prescription pour toutes les revendications de la société résultant de la fondation.

On me pardonnera de m'être étendu aussi longuement sur la partie qui se rapporte à la fondation. Le législateur allemand a eu le mérite d'entrer dans une voie nouvelle. Il y a des réserves et des objections à faire valoir: l'intention n'en est pas moins bonne.

Comme je n'ai pas l'intention d'écrire un commentaire de la nouvelle loi, je passe rapidement sur le reste et je me contente de relever sommairement les points intéressants.

Il est interdit désormais d'émettre de nouvelles actions avant le versement intégral du capital social. C'est là une restriction indispensable. De même il est interdit d'émettre des actions au-dessous du pair. Une augmentation de capital doit être votée par les trois quarts de l'assemblée générale.

La société anonyme a trois organes : l'assemblée générale, qui donne expression à la volonté des actionnaires : la direction, qui exécute cette volonté et le conseil de surveillance qui contrôle. Le succès de l'entreprise dépend de ces deux derniers organes, dont l'un représente le pouvoir exécutif, l'autre le parlement qui contrôle, et l'assemblée générale équivant au corps électoral, armé de certains pouvoirs. Cette analogie politique a beaucoup plu aux auteurs du projet de loi. Sous certains rapports, ils ont fait preuve d'un grand libéralisme, notamment en introduisant des mesures destinées à protéger les droits de la minorité. Par essence, une société anonyme est une association où le vœu de la majorité doit prédominer. Il y a cependant des circonstances où il ne faut pas que le poids brutal de la prépondérance numérique étouffe les revendications d'une minorité importante, lorsque celle-ci a des griefs sérieux à faire valoir, lorsqu'elle a des soupçons sur la vérité du bilan, sur l'honnêteté de la gestion. Dans les dernières années des voix se sont élevées en Allemagne, principalement dans le camp des jurisconsultes, pour obtenir le respect des droits individuels, c'est-à-dire de la minorité. Il fallait protéger celle-ci contre la majorité. C'est fort bien, mais ne convient-il pas de protéger à son tour la majorité contre une minorité qui poursuit une politique intéressée, qui veut faire du scandale, déprécier la valeur des actions, exercer une pression? Tout cela s'est déjà vu dans la pratique. Avec les usages qui prévalent à la bourse, rien de plus facile que de se procurer des actions d'une société anonyme pour un temps donné. On les prend en report d'une liquidation à l'autre, on les loue moyennant un prix convenu pendant une

des statuts, augmentation du capital, qui ne peut plus être faite par le conseil et la direction seules, — choix ou révocation du conseil, — décharge accordée aux fondateurs, contrats relatifs à l'achat ou la vente d'immeubles dépassant le dixième du capital social, seulement pendant les deux premières années et pas pour les sociétés immobilières, — approbation du bilan.

Chaque actionnaire a droit de voter. La loi antérieure reconnaissait ceci en principe, mais admettait la fixation d'un minimum d'actions comme nécessaire pour participer au vote, de même que celle d'un maximum de voix pour une seule personne. A l'avenir, chaque action donne une voix. Avec l'indifférence des actionnaires, dit l'exposé des motifs, il n'y a pas à craindre des assemblées trop nombreuses. Il reste permis de fixer un maximum de voix ou d'admettre qu'au delà d'un certain chiffre, il y aura des gradations dans le nombre des voix accordées à un seul actionnaire.

Un actionnaire qui a un intérêt personnel dans l'objet soumis au vote (décharge, contrat avec la société) n'a pas le droit de vote.

De nombreux articles sont consacrés à la direction et au conseil de surveillance. Le législateur allemand est d'avis que jusqu'ici les devoirs, les attributions, la responsabilité de ces deux organes de la société anonyme ne sont pas définis avec assez de précision. Il s'est efforcé de combler cette lacune. Afin d'écarter ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante des affaires, ceux qui sont purement des membres décoratifs, il exige que le directeur ou le membre du conseil apporte dans l'exercice de ses fonctions la « *sorgfalt eines ordentlichen geschäftsmanns* », l'attention d'un homme d'affaires soigneux. Dans le cas où la société a été lésée et qu'on peut prouver que ses organes exécutif et de contrôle n'ont pas fait preuve de cette diligence, ils peuvent être condamnés à dédommager pécuniairement la société et les créanciers de celle-ci, sans compter l'amende fort considérable et la prison.

Les dispositions pénales ont été rendues beaucoup plus sévères et s'étendent à un grand nombre d'actes plus ou moins répréhensibles. Il n'y a rien à dire contre le principe d'une responsabilité effective ; directeurs et membres du conseil de surveillance sont des agents salariés ou rémunérés de la société ; ils doivent prendre soin de ses intérêts dans la mesure de leurs forces et de leur intelligence. Comme l'actionnaire ne peut intervenir dans la gestion ni exercer de surveillance, il est naturel d'imposer un haut degré de responsabilité à ceux auxquels est confiée la direction ou le contrôle.

Cette sévérité plus grande, le fait surtout d'une responsabilité pécuniaire, ainsi que la rédaction même des articles qui semblait

bilan à un prix supérieur au prix d'achat ou d'établissement. C'est afin d'empêcher de distribuer un bénéfice nominal et fictif. Une exception est faite pour les valeurs ou les marchandises cotées à la Bourse. L'usage du commerce est de les évaluer au cours du jour où on dresse le bilan. En Suisse, on oblige à prendre le cours moyen du dernier mois. La loi allemande admet le cours du jour; dans le cas où celui-ci dépasse le prix d'achat, c'est le prix d'achat qui doit figurer dans le bilan. Cette disposition a été admise après débat, par la commission parlementaire; elle a été d'avis que le bénéfice pour la société existe seulement du jour où il a été réalisé. Elle a voulu empêcher que les intéressés ne fissent de la hausse sur les valeurs de l'actif, le jour du bilan. A titre transitoire, les effets, valeurs, etc., possédés par une société et inscrits dans le bilan d'un exercice clos avant le 1^{er} octobre 1883, pourront figurer dans le prochain bilan pour le montant admis dans ce bilan spécial.

Les frais d'organisation et d'administration ne pourront plus figurer à l'actif; ils devront être inscrits pour le montant total parmi les dépenses de l'année.

Afin de couvrir les pertes qui peuvent résulter et qui sont indiquées par le bilan, il est prescrit de créer un fonds de réserve. Il faudra y consacrer 5 0/0 du bénéfice net, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le dixième du capital ou un chiffre plus élevé, s'il a été fixé par les statuts. Si les actions sont émises avec prime, lors de la fondation ou de l'élévation du capital, la prime doit être attribuée au fonds de réserve.

Il est interdit de rien distraire de cette réserve obligatoire afin de distribuer ou parfaire des dividendes. La société a le droit de former des réserves spéciales pour cet objet.

L'émission de nouvelles actions avant le versement intégral du capital sur les anciennes est interdite. Une exception est faite en faveur des sociétés d'assurances. Leur capital social est plutôt un fonds de garantie; les primes annuelles servent de fonds de roulement. De plus, les sociétés d'assurances sont soumises au régime de la concession et de la surveillance gouvernementales.

La presse contribue malheureusement par ses réclames à favoriser l'éclosion de sociétés où il est dangereux d'engager des capitaux; elle sert à des manœuvres de faiseurs sans scrupule. La loi allemande essaie de rendre la presse plus circonspecte. Elle punit d'un an de prison et de 12.500 francs d'amende quiconque, au moyen de la publicité, aura sciemment faussé les faits, encouragé de participer à une société anonyme, quiconque aura usé de manœuvres frauduleuses pour agir sur le cours des actions, et enfin dans le cas d'une annonce

non signée, insérée dans une publication périodique, cette peine peut être infligée au gérant responsable, si on prouve sa complicité ou qu'il ait eu connaissance de l'intention frauduleuse.

Nous regrettons que l'espace nous manque pour indiquer les modifications introduites dans la législation des sociétés en commandite par actions. Celles-ci sont nées en Prusse, lorsqu'il fallait l'autorisation gouvernementale pour fonder des sociétés anonymes. Sous le régime de la liberté, c'est une forme d'association moins fréquemment employée; elle a des avantages qu'on ne saurait contester. La loi de 1884 est plus rigoureuse à l'égard des gérants de l'affaire. C'est une sorte de monopole créé en faveur des sociétés en commandite, dont la fondation est antérieure à la loi.

Une lacune dans la loi que nous venons d'analyser, c'est qu'elle est muette sur les droits des obligataires d'une société anonyme. Le Code de commerce régit leur situation, les laissant sans organe spécial pour défendre leurs intérêts. Ils n'ont pas de *locus standi* en justice. Les embarras de la banque foncière de Gotha, incapable de payer les intérêts sur ses lettres de gage et contrainte de solliciter le consentement des obligataires à une réduction, est la preuve de l'insuffisance de la législation. Il est probable qu'on y remédiera.

ARTHUR RAFFALOVICH.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

SOMMAIRE : *Journal of the statistical Society* de Londres. Les maladies qui demandent un moindre nombre de victimes, et ce qui en résulte. — La rapidité des trains à diverses époques. — Le Canada. — Le retour des émigrants. — Les dépenses locales. = *The Economist*. La baisse du prix de la terre. — La consommation des boissons comme indice ou mesure de prospérité. — L'intérêt à 20/0, est-ce un bien? — Les industries nouvelles. — Une lettre de faire-part du bimétallisme. = *The Statist*. La conversion du 3 0/0. — Les Trade-Unions. = *The Banker's Magazine*. Comment on guérit une panique financière. Trois principes en matière de banque. — Comment la concurrence a conquis sa place parmi les banques américaines. — Les banques centenaires. = *Vierteljahrschrift* (Revue trimestrielle) de M. Ed. Wiss. Le socialisme et le socialisme d'État. — La jeunesse de la librairie allemande. — Une inondation de bétail. — Divers. = *Jahrbücher* (Annales de l'économie politique et de la statistique) de M. J. Conrad. Une publication posthume de Robertus sur le taux de l'intérêt dans l'antiquité. — Divers. — Le principe économique. — La théorie et l'application. *L'égoïsme* et l'intérêt personnel. — Les lois somptuaires. = Les *Annales de l'empire allemand* de MM. Hirth et Seydel. L'intérêt public. — Divers. = *Revue autrichienne de statistique*. Les migrations de la population. — Le bureau de statistique municipale de Vienne. — Divers. = *La Nation*, de M. Barth. Les nouvelles corporations d'arts et métiers qui ont fait leurs preuves en matière d'apprentissage. = *Social Correspondenz* de M. Boehmert. Les corporations favorisent les patrons. — L'ivrognerie. — Toujours la participation. = Les livres de MM. Emile Saxe, Victor Martaja, Ottomar Haupt, A. von der Osten, Jules Wolf, E. Löhning. = *L'Economista*, de Florence, dirigé par M. Jules Franco. Les congrès des chambres de commerce. — Les charges de l'agriculture italienne. — Les lois naturelles économiques et l'évolution. — Divers. = Les livres de M. Ciccone, G. della Bona, Blumerù, Zammarano. = *Journal de statistique suisse*. Les chemins de fer. — Réformes financières. — Encore les migrations. — Divers. = La question de l'alcoolisme. = *Russische Revue*. Les juifs en Russie. — Le rendement du blé. — Le travail des enfants dans les manufactures. — Les deux plus grands ennemis des paysans. — Divers.

En tête du *Journal of the statistical Society* de Londres (juin 1884) se trouve un article de M. G.-B. Longstaff « sur la récente diminution de la mortalité en Angleterre et ses rapports avec les causes de décès ». En d'autres termes, la mortalité moyenne ayant été, dans la période 1838-1875, de 22,3 pour 1.000, et seulement de 20,3 pour 1.000 dans la période 1876-83, on voudrait savoir quelles causes de mort ont diminué ou atténué leur action. Il convient de faire remarquer que la longue période 1838-75 a eu ses hauts et ses bas, la moyenne du quinquennium 1841-45, par exemple, ayant déjà eu une mortalité de 21,4 pour 1.000 seulement, et le taux en avait remonté

été assez remarqué, c'est le retour d'un grand nombre d'émigrants : ils sont inscrits sous la rubrique de : Immigrants. On en compta, en 1882, 82.804 (dont 54.711 Anglais), et en 1883, 100.503 (dont 73.804 Anglais). Le nombre des émigrants partis avait été : en 1882, 303.484 (dont 224.653 Anglais), et en 1883, 397.157 (dont 320.118 Anglais). — Mentionnons aussi les recettes des autorités locales, 27.959.953 liv. st. Il est seulement regrettable qu'on n'ait pas une idée bien nette de l'emploi de ces fonds; il ne serait pourtant pas bien difficile d'obtenir ce renseignement si instructif. Montant de dettes locales, en 1881-82, 151.704.640 liv. st. (en 1876-77, 106.045.465 liv. st.).

The Economist. — L'un des faits sur lequel ce journal revient à diverses reprises, c'est la baisse du prix de la terre. Ce qui est bien pire, les domaines ne trouvent plus d'acheteurs. Les maisons sont également en baisse, mais ce sont surtout les champs qui sont délaissés. On ne connaît pas, naturellement, l'ensemble des transactions auxquelles les immeubles ont donné lieu, mais on a les chiffres d'un puissant groupe d'agents de vente de Londres; le montant de leurs ventes annuelles, à partir de l'année 1874, s'est élevé aux chiffres qui suivent : 11.160.324 liv. st., — 11.466.490 liv. st., — 10.495.927 liv. st., — 11.738.882 liv. st., — 9.839.897 liv. st., — 7.693.764 liv. st., — 7.354.807 liv. st., — 7.052.110 liv. st., — 6.163.349 liv. st., — 5.147.685 liv. st., chiffre de 1883. Le nombre des vendeurs augmente sans cesse, celui des acheteurs diminue rapidement. Il est des propriétés qui sont en vente depuis plusieurs années. *The Economist* (23 août) ne semble pouvoir expliquer ce phénomène que par la série des mauvaises récoltes que l'Angleterre a, en effet, subie dans ces dernières années, bien que la baisse de terre ait été constatée aussi dans les comtés les plus favorisés, et espère en un retour de la faveur des acheteurs comme conséquence des futures moissons abondantes. Or, cette année, la moisson est exceptionnelle, il en est résulté un bon marché inouï du blé; depuis 1780, le prix n'a pas été aussi bas que dans les derniers six mois, et la baisse des grains continue, ce qui ne saurait tendre à relever la valeur des terres ¹. Il est difficile de contester l'influence des saisons

¹ Voici, d'après *the Economist* du 26 juillet, un tableau du prix moyen par quarter (de 290.7 litres) du froment anglais :

Années.	Prix.	Années.	Prix.	Années.	Prix.
	£ s. d.		£ s. d.		£ s. d.
1884 (1 ^{er} sem.)	1 17 8	1849.....	2 4 3	1814.....	3 14 4
1883.....	2 1 7	1848.....	2 10 6	1813.....	5 9 9

pas arrêter la prospérité de l'industrie et du commerce. Du moins, le tableau des consommations n'en est pas visiblement affecté. Voyez plutôt la consommation par tête des principales denrées et boissons aux années ci-après :

	Consommation par tête.				
	1888	1882	1872	1862	1852
Spiritueux anglais..... gallons (4 l. 54).	0.806	0.809	0.844	0.644	0.916
— étrangers et coloniaux.....	0.233	0.236	0.235	0.177	0.177
Vins étrangers.....	0.401	0.406	0.527	0.334	0.231
Bières..... barils (de 36 gallons).	0.753	0.766	0.885	0.661	0.608
Thé..... livres (de 453 gr.)	4.793	4.676	4.010	2.694	1.909
Café.....	0.886	0.885	0.976	1.178	1.207
Chocolat.....	0.362	0.338	0.245	0.124	0.121

Il convient de dire qu'on attribue la récente diminution de la consommation des spiritueux à l'action des sociétés de tempérance, j'ajouterai, et au bon marché de beaucoup d'objets de diverse nature, qui sont devenus plus accessibles au grand nombre, parce que les prix en sont tombés au-dessous des moyennes de la période 1845-50, qui, on le sait, a précédé la découverte des *placers*.

Le bon marché! *The Economist* nous raconte « une courte histoire du 2 0/0 » dans laquelle il se lamente de ce qu'en fait l'intérêt est à *un quart* pour cent par an, soit à 1 d. par 1.000 liv. st. (10 centimes par 25.000 fr.) par jour, on a 13 sh. 8 pour un emprunt de 100.000 liv. st. Le taux officiel de la Banque, sans doute, est de 2 0/0, mais la Banque elle-même est obligée de faire des concessions si elle veut faire des affaires. *The Economist* du 26 juillet relève les cas où la banque d'Angleterre a réduit le taux de l'escompte à 2 0/0 et en recherche la cause. Or, ce n'était jamais la prospérité qui avait amené le 2 0/0. L'extrême bon marché est un état de crise. Il est possible que cela ne cadre pas avec les raisonnements de tous les économistes, c'est alors à ces économistes de modifier leurs raisonnements, puisque l'expérience enseigne, et que nous en sommes les élèves.

Un autre tableau nous apprend que le nombre des personnes occupées aux chemins de fer du Royaume-Uni est de 367.793. On sait aussi combien est considérable le nombre des individus qui vivent des autres industries nouvelles. On rencontre cependant encore des auteurs qui se plaignent de la diminution de la petite industrie. Ne fallait-il pas trouver des employés pour les chemins de fer et les télégraphes, des photographes, des..... Et est-il bien sûr que les petits artisans d'autrefois, dont la moitié tiraient le diable par la queue, étaient plus heureux qu'un contre-maître actuel et même qu'un ouvrier qui est sûr d'avoir du travail tout le long de l'année?

Elle vient de fêter le centenaire de sa création (9 juin 1784). Il n'existait encore qu'une seule banque dans la nouvelle république, la *Bank of North America* de Philadelphie, et à New-York, qui pouvait avoir alors 20.000 habitants (Philadelphie en avait 40.000), on n'avait pu trouver assez d'employés sachant leur besogne, et l'on dut envoyer le caissier à Philadelphie pour l'apprendre. Mais la banque de Philadelphie se fit prier et ce n'est pas sans peine qu'on obtint d'elle la communication de renseignements sérieux. Enfin on put commencer, et l'on ne tarda pas à prospérer. La première préoccupation qu'on eut à New-York, c'est d'empêcher qu'il se fondât un établissement rival. La même préoccupation avait régné à Philadelphie. Lorsque la première concurrence s'y prépara, on discutait avec *excitement* cette terrible chose « *two shops to go to* ». Le public aurait le choix entre deux maisons, deux fournisseurs ! Cette première fois, on se borna à porter le capital de 400.000 doll. à 2 millions et à faire entrer ainsi les concurrents dans l'association. On voit que le procédé n'est pas neuf. Je parlais de la banque de Philadelphie. A New-York, voici comment la concurrence se fit sa place en l'an de disgrâce 1798, disgrâce, car la fièvre jaune faisait ses ravages. Aaron Burr démontra qu'un des moyens de combattre l'épidémie, ce serait d'amener de l'eau pure en ville et à cet effet il provoqua la création d'une compagnie, au capital de 2 millions de dollars. C'était la *Manhattan Company*. Les statuts avaient prévu que 2 millions pourraient dépasser les besoins de l'entreprise, ils se réservèrent donc d'employer le surplus à « l'achat de valeurs publiques ou autres, et à toute autre affaire monétaire, non contraire aux lois de l'État de New-York ». Le législateur avait été.... mis dedans, pour me servir de l'expression populaire, il avait ignoré qu'il accordait le privilège d'ouvrir une banque. Lorsque le fondateur de la première banque, Hamilton, apprit que la *Manhattan Company* avait annoncé le commencement de ses opérations, il écrivit une lettre dans laquelle on lit : *its effects cannot but be, in every way, pernicious*. Il trouva que c'était « extravagant », que c'était « disgusting », etc. Je ne dois pas m'oublier dans ces détails, quelque intéressants qu'ils soient, mais je ne puis me refuser d'en donner encore un, qui se rapporte à l'année 1786. Le gouvernement, à court de monnaie, avait émis des masses de billets rapidement dépréciés. Le public n'en voulait plus, la banque encore moins. Mais la « circulation » existait, on ne put pas l'ignorer, la banque dut en tenir compte. On voulait cependant continuer à distinguer la circulation-papier (d'Etat), de la circulation-espèces et même de la circulation-billets de banque, et à cet effet on fixa des jours spéciaux pour chaque sorte de circula-

mique de la librairie allemande vers la fin du xv^e siècle, c'est-à-dire dans les premiers temps de l'imprimerie. C'est une histoire qui se lit comme un roman. Parmi les mille choses curieuses que cet article bondé de faits nous raconte, citons celui-ci : les premiers auteurs trouvaient que c'était au-dessous de leur dignité de recevoir une rétribution de l'éditeur, mais ils se tiraient souvent d'affaire en se faisant donner un certain nombre d'exemplaires qu'ils envoyaient avec une dédicace à des Mécènes ou à des protecteurs, lesquels leur faisaient en échange des cadeaux d'argent. Les temps, et les mœurs, se suivent et ne se ressemblent pas. — Du reste c'est plutôt l'histoire des éditeurs et des éditions que celle des auteurs que nous raconte M. Frédéric Kapp.

M. Nordmann rattache quelques observations au dernier recensement du bétail en Prusse. Nous n'avons à retenir que la diminution du nombre des bœufs — de 1873 à 1883 — et surtout celui des moutons (près de 6 millions en dix ans), pour montrer combien est fondée la crainte de notre ministre de l'agriculture de nous voir prochainement tous noyés par suite d'une inondation de bétail étranger.

La 2^e livraison du tome 83 renferme également plusieurs articles, mais nous ne relevons que celui de M. Félix Boas, intitulé : *Rapports entre la fortune générale et la fortune individuelle*, travail qui est dans les bons principes, mais dont les idées ne sont pas assez condensées, ni assez mises en évidence. C'est peut-être à cause de ce défaut de forme que je n'ai pas cru trouver assez de nouveau dans l'article. Du reste, comme il a une suite, espérons mieux pour l'avenir.

Jahrbücher ou *Annales de l'Économique et de la Statistique*, dirigées par M. J. Conrad (Jena, G. Fischer). Le numéro de juin 1884 renferme en tête une publication posthume de Rodbertus, le père du socialisme allemand, le précurseur reconnu de K. Marx et Lassalle. On recueille maintenant avec soin chaque ligne de ce grand-père du collectivisme. Les uns lisent ses élucubrations avec curiosité, les autres avec respect. L'article que j'ai sous les yeux a pour titre : *Un essai d'expliquer le taux élevé de l'intérêt dans l'antiquité*. L'antiquité est ici représentée par Athènes, où le taux oscillait entre 12 et 18 0/0. D'après Salmasius, le taux moyen était de 16 2/3 0/0. L'éminent helléniste Bækh recherche les causes de ce phénomène, et trouve : 1^o que la demande de capitaux dépassait l'offre (Rodbertus objecte, mais à tort, selon moi : cette cause n'est que temporaire et jamais permanente); 2^o le défaut de sécurité, surtout vis-à-vis de l'État (Rodbertus ne l'admet que pour le commerce maritime. Je me

cet impôt qui a été un acte de courage et de patriotisme de la part de Sella. — N'oublions pas en outre de signaler les recherches de M. Hœniger sur les publications d'histoire économique en Allemagne.

Livraison de juillet. Nous trouvons d'abord un discours de M. L. Fick, professeur à l'Université de Zurich, sur les efforts faits jusqu'à présent pour unifier le droit commercial dans le monde civilisé. L'orateur cite de nombreux faits que nous signalons à ceux qui s'intéressent à cette question importante.

Le second article est de M. H. Dietzel, il est intitulé : « *Le Principe économique* », comme prémisses de la science économique. J'ai déjà eu l'occasion d'appeler l'attention sur le talent de M. Dietzel, c'est un théoricien des plus distingués et qui promet de figurer un jour au premier rang. La thèse qu'il soutient ici est remarquable et l'on ne peut que lui souhaiter du succès. Ce n'est pas à la psychologie, dit-il, qu'il faut emprunter la base de l'économie politique, c'est dans l'économie politique elle-même qu'il faut la prendre. Dire que les actes économiques sont inspirés par l'égoïsme, c'est puiser le mobile de ces actes en dehors de la science économique, c'est les puiser dans la psychologie ; or, nous avons le « principe économique » en nature, il appartient à notre science ; en le mettant en avant, nous restons chez nous et personne ne peut nous chercher chicane. Qu'est-ce que le « principe économique » ? C'est l'axiome connu que chacun cherche à obtenir le plus grand résultat avec le moindre effort (ou la moindre dépense) possible. Ce principe si connu est plus souvent sous-entendu qu'exprimé, les économistes ne l'ont peut-être pas assez utilisé ; mais M. Dietzel l'a mis en pleine lumière¹. Ce principe peut aussi s'appeler le principe de la *raisonnabilité*, c'est-à-dire que tout homme guidé par la raison cherchera toujours à atteindre son but par le chemin le plus court, mais c'est surtout en matière économique que la chose est vraie. Motivons donc tout par le « principe économique » plutôt que par l'intérêt personnel.

Nous comptons sans l'école dite historique et qui se prétend volontiers *réaliste*. Ce n'est pas qu'elle soit hostile à l'*Idéal* ? Elle l'aime au contraire beaucoup. L'idéal reparait souvent dans les écrits des « historiens », mais ses adeptes ne veulent étudier que « l'homme concret ». En d'autres termes, ils sont les adversaires de toute abstraction, par conséquent de toute théorie. Ils ne diront donc pas :

¹ Si je ne me trompe, c'est M. Schäffle qui a donné à cet axiome le nom de « principe économique ».

intérêt personnel et l'ont traduit par *egoismus*. Oh, la polémique ! et la faiblesse aussi. M. Dietzel, par exemple, et je soupçonne que c'est par faiblesse, se prononce contre les « lois naturelles », il n'admet que les « lois » tout court ; cela ne l'empêche pas de parler de causes qui « forcent » (*zwingt*, souligné en allemand) de suivre une direction. Puis il dit, page 38 : « Nous nions, avec l'école historique, que l'égoïsme soit la seule ou seulement la plus puissante cause de l'activité économique et qui nous convaincra du contraire? », et comme preuve il cite quelques cas isolés dans lesquels « il est possible » (*möglicherweise*) qu'on ait pu avoir été inspiré par un sentiment élevé ¹.

Un peu plus loin, page 43, il trouve que de pareilles causes sont des exceptions (*ausnahmenweise*) dont il n'y a pas à tenir compte. Cette contradiction me fait espérer que M. Dietzel parviendra à s'émanciper.

Mentionnons encore, dans cette livraison, M. E. Sax : Revue des principales publications qui traitent de l'industrie domestique ; loi sur les Caisses de secours mutuels inscrites ; Scheel (H. de), Statistique des dettes rurales ; Lindenberg, Statistique des faillites ; enfin (comme dans chaque numéro) une riche Bibliographie.

Livraison du mois d'août. Nous signalerons ici un travail de M. le Dr Hugo Hagen sur la statistique de la cécité et un travail de M. K. Lamprecht sur les publications relatives à l'histoire économique de l'Allemagne. Parmi les travaux analysés, il en est un, de M. C. Bartsch, sur les règlements concernant les costumes, promulgués en Saxe, de 1450 à 1750. Ce qui est remarquable pour nous dans ces règlements, ce sont les motifs qui les ont inspirés. D'abord (xv^e siècle) on trouvait le luxe immoral et quelquefois le vêtement inconvenant ; puis (xvi^e siècle) on voulait restreindre le luxe pour empêcher les salaires et le prix des denrées de hausser ; au xvii^e et au xviii^e siècle on a en vue l'intérêt du Trésor et celui de l'industrie, on veut empêcher l'argent de sortir du pays. On voulait aussi réserver aux classes supérieures certains privilèges somptuaires. Notons qu'en Allemagne on a déjà combattu les modes françaises vers le milieu du xvii^e siècle.

Les *Annalen des Deutschen Reichs* (Annales de l'empire allemand) de M. George Hirth et Max Seydel à Munich, renferment,

¹ L'un des trois cas ou exemples est celui d'un négociant qui s'efforce de réunir des millions, mais qui serait uniquement mu par un sentiment idéal, celui de voir sa maison jeter de l'éclat. Voilà un sentiment qui frôle tout à fait de près l'égoïsme.

derniers dénombrements (nous ne pouvons donner ici que le nombre proportionnel).

	POPULATIONS ÉMIGRÉES.				
	Population restée sédentaire. (en tant p. 100.)	dans une autre localité de la même province.	dans une autre province du même pays.	Total des deux mouvements.	Total de la population.
Autriche.					
1869.	74.29 0/0	21.34	4.37	25.71	100
1880.	70.83	23.88	5.29	29.17	100
Prusse.					
1871.	57.70	35.86	6.44	42.30	100
1880.	57.73	33.60	8.58	42.45	100
Petits États du nord de l'Allem.					
1871.	68.45	28.01	3.54	31.55	100
1880.	63.86	27.24	8.90	36.14	100
États de l'Allemagne du sud.					
1871.	68.37	29.58	2.05	31.63	100
1880.	65.26	31.19	3.55	34.74	100
Suisse.					
1870.	57.29	33.95	8.76	42.71	100
1880.	52.64	36.57	10.79	47.36	100
Total de l'Europe centrale.					
1 ^{er} recens.	67.37	28.01	4.62	32.63	100
2 ^e —	63.36	29.64	7.00	36.64	100

Ainsi le nombre de ceux qui meurent auprès du clocher qui les a vus naître (clocher urbain ou rural, on ne peut encore les distinguer) va en diminuant. On émigre plus facilement. Les chemins de fer peuvent y être pour quelque chose, je crois que la grande industrie y est pour davantage, l'accroissement des besoins, la difficulté de se faire une position y sont probablement pour plus encore. On aura remarqué que les émigrants qui s'établissent dans le voisinage de leur lieu de naissance sont les plus nombreux, ceux qui s'en éloignent, mais sans quitter le pays, sont moins nombreux, ceux qui vont à l'étranger ou au delà des mers, le sont encore moins. L'auteur a donné sur ce dernier point un tableau qui tend à le prouver, mais on peut admettre le fait sans difficulté. Le résultat du tableau ci-dessus corrobore ou confirme des données puisées ailleurs. Ainsi, l'on sait que les lettres destinées aux localités voisines sont bien plus nombreuses que celles qui vont aux villes éloignées; de même, pour les voyageurs dans les chemins de fer, de même encore pour le commerce, en ce sens que le commerce avec les pays voisins est le plus considérable. L'on pourrait citer d'autres faits analogues. L'auteur combine ses chiffres de différentes façons, par exemple, provinces agricoles et provinces industrielles, ou contrées riches et contrées

spécieuse : si cela ne fait pas de bien, cela ne fera pas de mal. Mais on verra bientôt que cela produit du mal. La loi de 1881, faisant le premier pas décisif vers le régime des privilèges, chargea les corporations d'organiser l'apprentissage et les conseils de prud'hommes, mais n'obligea personne à faire partie d'une *Innung*. Cela ne faisait pas l'affaire du parti du centre (clérical) qui protège tout ce qui a une odeur de..... moyen âge. Il demanda donc par une proposition de loi qu'un patron qui aurait pu entrer dans une corporation (qui a les qualités requises) et ne l'a pas fait, soit exclu du droit de prendre un apprenti. — Cela veut-il dire qu'un artisan qui n'a pas les « qualités requises » (zur Aufnahme fähig), par exemple un ancien forçat, pourrait avoir un apprenti ? — Toutefois le privilège en question n'est pas donné à toutes les corporations, mais seulement à celles qui « ont fait leurs preuves (bewährt) en matière d'apprentissage ». Cette condition semble atténuer la mesure, car enfin, si la corporation fait de grandes choses, rend des services exceptionnels, elle mérite bien une récompense. M. Ebert, dans *La Nation*, numéro 37 (14 juin 1884), au moment où l'on discutait le projet, en a montré avec force les inconvénients et, chemin faisant, il a cherché les corporations qui ont rendu des services à l'apprentissage. Il a trouvé qu'il y avait à Berlin, la grande capitale de l'empire, 59 *Innungen* ou corporations et que lesdites 59 *Innungen* ont dépensé pour l'apprentissage en 1883 la somme totale de 4,831 marks (1 fr. 25). Aux budgets de ces mêmes 59 corporations, pour l'année 1884, les crédits ouverts pour l'apprentissage forment réunis la somme de 3,395 marks. La plus importante de ces corporations, dont le budget s'élève à 10,000 marks, n'a prévu qu'une dépense de 50 (cinquante) marks pour l'apprentissage. On lit à côté de ce crédit, celui-ci : Frais de représentations (c'est-à-dire, banquets) 2,400 marks. Eh bien, cette même corporation est en instance pour obtenir les privilèges que la nouvelle législation accorde aux *Innungen* qui « ont fait leurs preuves en matière d'apprentissage ».

Malgré tout, l'Allemagne a encore gardé une certaine mesure dans ses pas rétrogrades, elle n'a pas mis, comme l'Autriche des bottes de sept lieues. Celle-ci a rétabli le moyen âge, du moins sur le papier. Sauf si vous établissez une fabrique, vous ne pouvez pas exercer une industrie sans avoir passé un examen devant vos concurrents, bien entendu, c'est eux qui vous donnent le brevet qui vous permet de vous établir. Puis restez bien dans votre spécialité ! Vous avez le brevet de boulanger, défense vous est faite de cuire en même temps des gâteaux. Vous vous moquez peut-être de ces règlements, car vous n'êtes pas un artisan, mais un fabricant. Soit. Vous demandez

parées de corps maintenant, mais n'ont pas divorcé; on ne saurait, en effet, faire de l'économie appliquée sans avoir des notions administratives... comme on ne saurait faire de la bonne administration sans notions économiques. Si, abandonnant ces généralités, nous examinons le livre de M. Lœhning, nous trouvons un travail où les matières sont classées dans un ordre logique, expliquées avec clarté et appuyées sur des documents ou des textes qui garantissent leur exactitude. Ce livre a une très grande ressemblance extérieure avec les bons traités de droit administratif français, il me semble seulement avoir fait la part un peu plus large que les nôtres à la théorie administrative et peut-être aussi à l'économie politique. C'est un volume de 859 pages que je ne saurais analyser ici, mais que je puis, en bonne conscience, recommander.

L'Economista de Florence que dirige M. Giulio Franco avec la collaboration de MM. A. J. de Johannis et C. Fontanelli donne, dans les nos 531 et 532, un aperçu des travaux du Congrès des chambres de commerce de l'Italie. Nous allons y puiser quelques indications sommaires. On a d'abord pris une résolution relativement au paiement des taxes nécessaires à l'entretien des chambres de commerce, puis on a décidé que l'émigration doit être libre. Un vœu proposé tend à maintenir le système protecteur, « parce qu'il est en vigueur chez les autres nations ». On demande la réforme de la législation financière sur le vin qui est souvent vexatoire, et une meilleure définition des taxes douanières sur les fils et tissus de coton, sur l'alcool et sur le pétrole brut. Relativement aux experts des douanes on demande plusieurs réformes et entre autres celle-ci : que le ministre soit tenu de décider conformément à leurs propositions. Dans un rapport sur les tarifs du transport des chemins de fer, on en demande la révision dans un sens plus favorable aux intérêts du commerce et de l'industrie. Dans un autre rapport on réclame la suppression de toute subvention aux compagnies de navigation, le privilège accordé à ces compagnies étant nuisible au commerce. Enfin on propose un vœu en faveur des tribunaux de commerce. Dans une autre séance, le congrès approuve plusieurs projets de vœu relatifs aux postes et télégraphes (p. ex. réduction des taxes, la franchise pour la chambre de commerce dans leurs circonscriptions etc.), aux élections commerciales, à la statistique, à l'octroi, etc.

Dans le n° 526 nous avons remarqué un article sur la question agraire dans laquelle on se plaint des charges fiscales que l'agriculture supporte. Ces plaintes sont fondées. Ce qui n'est pas fondé, c'est l'argumentation de notre ministre de l'agriculture tendant à justifier

quées. Le nombre des Suisses d'autres cantons habitant les Grisons a été, dans les quatre recensements de 1850 à 1880, de 3.228, 4.350, 4.947, 5.946. Ces mouvements sont curieux, et il y aurait de l'instruction à en tirer, si on les étudiait dans les détails. Ajoutons qu'on ne connaît pas le nombre des citoyens du canton des Grisons qui ont émigré à l'étranger.

Un autre article fait connaître la distribution de la Suisse par profession. C'est un tableau qui nous manque en France; les éléments ont pourtant été relevés, mais il n'a pas convenu à l'administration de faire dépouiller les bulletins. Enfin, nous mentionnerons un tableau indiquant pour 1883 le résultat des opérations de 29 banques reconnues en Suisse. Leurs capitaux réunis s'élèvent à 107.125.206 francs avec une réserve de 16.769.205 francs. Bénéfices, bruts 10.959.892 francs, nets 5.369.796 francs. Dividende moyenne 5.087 0/0, maximum 10 0/0, minimum 4 0/0; une seule banque a distribué 10 0/0.

Nous devons signaler trois publications officielles suisses, qui ont paru simultanément en français et en allemand, et dont l'une au moins, la plus considérable, émane du bureau de statistique fédéral. Les voici :

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la question de l'alcoolisme. Du 18 juin 1884.

Question de l'alcoolisme. Exposé comparatif des lois et des expériences de quelques États étrangers. Par le bureau fédéral de statistique.

Question de l'alcoolisme. Des divers modes d'alimentation des classes ouvrières en Suisse et de leur influence sur le développement de l'alcoolisme. Rapport, etc., par M. le Dr Schuler, inspecteur fédéral des fabriques. (Berne, imprimerie Schmidt, 1884.)

Il est à peine nécessaire de dire que ces trois publications ont pour but de faire connaître le résultat d'une grande enquête très bien menée et tendant à combattre l'alcoolisme qui fait des ravages en Suisse, comme dans quelques autres pays. Que la question préoccupe l'opinion publique et que le gouvernement examine s'il y a lieu pour lui d'intervenir, rien de plus naturel. Quand on constate un mal, on songe presque involontairement au remède. On a fait une enquête. La question est maintenant de savoir quels moyens on a trouvés, et si l'on en a découvert d'efficaces? Le moyen qui se présente le premier à l'esprit, c'est la diminution des cabarets. Un certain nombre de pays ont cru à ce moyen et ont pris des mesures législatives en conséquence. Toutes ces mesures tendaient à diminuer le nombre des cabarets, et reposaient sur cet axiome que : *l'occasion*

Le volume du bureau de la statistique est tout bourré de renseignements, je ne puis que le signaler à l'attention des publicistes ; la brochure du D^r Schuler mériterait également qu'on s'y arrêtât un moment. Le docteur examine dans quelle mesure l'alimentation usuelle, qui est généralement peu reconfortante, conduit à l'eau-de-vie. De tout ce qu'il dit je ne retiens qu'un détail, c'est qu'il faudrait donner quelques notions de cuisine aux femmes. Si les repas qu'elles préparent à leurs maris ne plaisent pas, c'est par ignorance qu'elles pèchent. Il suffirait d'un petit progrès en l'art culinaire, pour que, sans augmenter la dépense on fit infiniment mieux qu'on ne fait. Un peu d'enseignement ne nuirait pas.

Russische Revue, Saint-Pétersbourg, librairie Schmitzdorff. Dans la 2^e livraison de la XIII^e année nous trouvons un très remarquable article du prince Demidoff de San Donato, intitulé : *La question des Juifs en Russie*. Pour faire connaître la situation des Juifs, et pour montrer en même temps où sont les torts, le prince analyse la législation restrictive qui les opprime. Sauf quelques exceptions pratiquement insignifiantes, il leur est défendu de s'établir où ils veulent. Ils sont cantonnés ou parqués dans quelques provinces, où il ne leur est permis d'habiter que les villes. Une loi de 1865, annonçant de vouloir améliorer la situation économique des Juifs, permit aux artisans israélites de quitter leur lieu de naissance et de s'établir dans une autre ville. Au bout de quelque temps leurs adversaires leur reprochèrent de n'en pas faire usage. C'était trop oser. En effet, l'artisan ne peut s'en aller sans passeport, et on peut le lui refuser ; puis, il faut qu'on lui renouvelle ce passeport *tous les ans*, sinon il est chassé de la ville où il est allé travailler ; car il ne peut s'y établir, il y est seulement toléré. Dans la ville qu'il choisirait il lui faudrait d'abord un permis de séjour de l'autorité municipale, qui peut lui être refusé ; il faut ensuite l'autorisation de travailler accordée par la corporation de son métier, autorisation qu'elle refuse souvent. L'artisan peut se faire accompagner de sa femme et de ses enfants, mais non de ses vieux parents ; s'il meurt, sa famille est renvoyée au lieu de sa naissance, ou si en vieillissant l'artisan ne paraît pas en état de gagner sa vie, il est forcé de retourner à sa ville natale, même après un séjour de 30 ans. Et j'abrège. — Il est défendu aux Juifs, dans une grande partie de la Russie, d'acheter et de cultiver des terres, il est défendu aux propriétaires de leur en louer, ou même de les faire administrer par eux. Il y a quelques restrictions pour certains commerces, mais il ne leur est pas défendu — s'ils ont fait leurs études — d'entrer dans le service de l'État..., mais on ne les

ajoutons que les Américains comme les Anglais travaillent au plus dix heures par jour. Il est vrai que la vie est beaucoup moins chère en Russie. Suivent des réflexions sur ce que dans les divers pays on considère comme le minimum de ce qui est nécessaire pour l'existence.

Parmi les autres articles, citons seulement celui qui nous fait connaître les deux plus grands ennemis des paysans russes : ce sont les loups et les voleurs de chevaux. On nous donne des chiffres sur la province de Samara. En 1882, les loups y ont tué 1.386 moutons, 36 chevaux et 370 poulains, d'une valeur totale de 3.300 roubles, et pourtant la province paye 3.000 r. en primes (3 r. par loup adulte, etc.). La plupart des animaux sont tués par les loups dans la bergerie ou l'écurie, parce que ces dernières ne sont pas construites en pierre et en bois, mais établies en branchages. Quant aux voleurs de chevaux ils ont pris 431 chevaux, d'une valeur de 21.550 r. La police étant mal faite, ce sont les paysans qui se font justice eux-mêmes lorsqu'ils prennent le voleur. Son sort est généralement d'être massacré. Ce qui est curieux, c'est que le vol de chevaux est une industrie organisée ; il y a une véritable compagnie, qui étend ses opérations sur beaucoup de provinces, possède des comptoirs, des stations, des espions et toute une bande d'affiliés. Voilà une industrie que nous ne leur envions pas... et contre laquelle j'admets la protection.

MAURICE BLOCK.

LE 54^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION BRITANNIQUE

Nos lecteurs se souviennent peut-être que l'année dernière l'*Association britannique pour l'avancement des sciences* se décida, non sans quelque hésitation, à se transporter cette année-ci au delà de l'Atlantique et à tenir ses prochaines assises scientifiques à Montréal, la plus grande ville du Bas-Canada et de la Confédération entière.

Ce dessein s'est accompli, et les hommes les plus éminents de l'Angleterre scientifique ont débarqué à Montréal, où ils ont reçu un accueil digne d'eux et de cette ville même. Le conseil municipal avait voté un crédit de 10.000 dollars pour l'installation du Congrès, et six cents environ de ces visiteurs ont reçu dans ses murs une hospitalité empressée et gratuite. Ils ont trouvé bien des choses intéressantes à voir dans le chef-lieu de la province d'Ontario ou dans ses environs, et l'on avait pris des dispositions pour leur ménager des excursions à la fois agréables et profitables. A Montréal même, l'attention des membres du comité d'éducation de l'Association a été vivement sollicitée par le grand nombre de sociétés scientifiques et d'établissements scolaires de tous degrés.

de travailleurs de l'esprit, si je puis ainsi dire, dont la réputation a franchi les mers.

« Mais la signification de cette assemblée va beaucoup plus loin que l'accroissement de la richesse scientifique que l'on est en droit d'en attendre. Lorsque nous voyons une société qui, pendant cinquante ans, n'a pas quitté le Royaume-Uni se transférer soudain au Canada et des centaines de citoyens anglais se mêler aux Canadiens, fraterniser avec eux et se répandre sur leurs vastes contrées; lorsque nous voyons dans les rues de Montréal, dans ses édifices publics, dans ses églises, dans ses bibliothèques et ses musées les porteurs de noms tels que ceux des Raleigh, des Playfair, des Franckland, des Sanderson, des Thomson, des Roscoë, des Blanford, des Moseley, des Lefroy, des Temple, des Bramwell, des Tylor, des Galton, des Harcourt, des Bonney, nous sentons qu'un nouveau et grand pas vient de se faire pour resserrer l'union entre la mère patrie et ses colonies, union qui est dans les désirs comme dans les vœux de tous les bons citoyens anglais. »

Sir William Thomson a pris alors la parole : « C'eût été un vrai plaisir, a-t-il dit, pour mon ami le professeur Cayley de vous présenter lui-même son successeur au fauteuil présidentiel. M. Cayley a dévoué sa vie entière au progrès des sciences mathématiques, et c'était chose toute naturelle qu'il fût remplacé par un homme tel que lord Raleigh, qui a fait lui-même les plus brillantes applications des mathématiques à l'étude des phénomènes naturels et au développement des sciences physiques. Les recherches de lord Raleigh sur l'optique ont une grande valeur, surtout celles qui ont trait au bleu de ciel et à la polarisation de la lumière par réflexion. Son livre sur le son est le plus important et le plus remarquable qui ait encore paru sur la matière. Sa détermination de l'*Ohm*, qui constitue la mesure exacte des quantités et des valeurs électriques, est d'une importance suprême non seulement dans les laboratoires scientifiques, mais dans toutes les applications pratiques de l'électricité, telles que la télégraphie aérienne ou sous-marine, la lumière électrique, l'électro-métallurgie, la transmission électrique de la force motrice. C'est donc avec plaisir qu'au nom du professeur Cayley, je proclame lord Raleigh président de la cinquante-quatrième section de l'Association britannique et que je l'invite à s'asseoir dans ce fauteuil. »

..

Le discours d'ouverture de lord Raleigh est un morceau qui n'occupe pas moins d'environ quatre colonnes du *Times* et qui présente un exposé aussi magistral qu'intéressant du développement gigantesque des sciences physiques pendant le cours de ces cinquante

colonies situées en Afrique, en Asie, en Amérique, en Océanie, dans l'Europe même. Il y a encore quelques pays, tels que le Soudan Egyptien, quelques districts de l'Arabie méridionale, une partie de Bornéo et de la terre des Zoulous qui reconnaissent la souveraineté britannique sans y être directement soumis, ce qui porte à 10 millions de milles carrés l'aire totale du domaine colonial, médiat ou immédiat, du Royaume-Uni; mais sur ces 10 millions, on compte de vastes espaces qui ne sont pas occupés et que l'on peut parfois appeler à bon droit des contrées entièrement vierges.

Ces régions représentent même les quatre-cinquièmes de l'aire totale. En grande partie, elles se composent de solitudes et de déserts inaccessibles; mais elles renferment aussi des parties cultivables et pour ne parler que de l'Australie et du Canada, on calcule qu'il s'y rencontre plus de 2 millions de milles carrés, lesquels aménagés et mis en rapport pourraient nourrir une population de 200 millions d'hommes. Dans l'Inde même que l'on remarque généralement, quoiqu'un peu à tort, comme possédant une population très dense, la partie cultivable qui reste à l'état de désert n'est pas moindre de 250.000 milles carrés. La population totale des possessions britanniques s'élève à 305.000.000, en ce qui concerne les colonies proprement dites; si l'on ajoute 10 millions pour les pays indirectement soumis à la domination anglaise, on arrive à un total de 315 millions. Considérée sous le rapport de la race et de la nationalité, cette énorme masse se décompose comme suit: 39 millions d'Anglo-Saxons et d'Allemands, 3 millions et demi de Celtes-Irlandais, 1 million et demi de Français-Canadiens, un demi-million de Hollandais, un certain nombre de Scandinaves, de Russes, de Suisses et de Grecs, 254 millions d'Aryens, 5 millions de Mogols, le reste appartenant aux races aborigènes. Le Christianisme, religion de l'Angleterre, est professé par environ 45 millions d'hommes et le Brahmanisme est celle de 188 millions d'Indous; il y a 60 millions d'Indous mahométans et 7 millions à peu près qui sont bouddhistes. On trouve en Australie quelques disciples de Fo; enfin on évalue à 7 millions le nombre des idolâtres, lesquels sont répandus dans l'Inde, l'Amérique du Nord, l'Australie. Dans le Royaume-Uni, la proportion de la population urbaine est déjà la moitié par rapport à la population rurale, et cette proportion tend rapidement à s'accroître. Dans tout le reste de l'empire, c'est le contraire qui a lieu; la population des campagnes l'emporte énormément sur celle des villes et dans l'Inde notamment, l'on compte 9 habitants dans les campagnes contre 1 dans les villes.

Le réseau ferré de l'Empire britannique a une longueur de 38.000 milles, dont 18.000 pour le Royaume-Uni lui-même et 20.000 milles pour les colonies et pour l'Inde. L'extension de ce réseau est plus

*
*
*

Le lieutenant général sir H. Lefroy présidait la section de géographie. « Le Canada, lit-on dans son discours d'ouverture, comprend dans ses limites deux points d'un intérêt géographique sans égal dans le monde entier. Ce sont le pôle d'attraction magnétique verticale, communément appelé pôle magnétique, et le foyer de la plus grande force magnétique, qu'on appelle aussi un pôle quoique d'une façon incorrecte. Le premier de ces points, découvert par Ross, en 1835, fut revu en 1857 par les officiers de l'expédition Franklin, dont les observations ont péri; il a été depuis visité par Mc Clintock, en 1859, et par le russe Schawatka dix ans plus tard. Mais ni l'un ni l'autre de ces navigateurs n'étaient outillés pour faire des observations scientifiques. » Le plus grand intérêt s'attache à la question de savoir si le pôle magnétique est resté immobile, ou s'il a changé de place dans le cours de ces derniers vingt ans. La difficulté de la résoudre est grande sans doute, mais le général Lefroy estime qu'on l'a surfaite, et que le pôle magnétique étant accessible par terre, une expédition arctique, avec tous ses frais et ses périls, ne serait point nécessaire. Le foyer de la plus grande force magnétique n'a jamais été visité, quoique dans son exploration du lac Ninpgon, le docteur R. Bell, l'ait approché à la distance de 320 kilomètres, qu'il ne se trouve point à une distance supérieure du Portage-du-Rat, et qu'il avoisine le *Cat-Lake* (lac du Chat).

Le général Lefroy se plait à espérer que la tenue à Montréal du Congrès de l'Association britannique stimulera l'exploration de cette zone de 70 à 80.000 milles carrés (19 à 21 millions d'hectares) qui s'étend à l'est de la rivière Artabasca et qui est presque entièrement teintée en blanc sur nos cartes. « Et à ce propos, s'écrie l'orateur, je suis heureux de rendre justice à ce monument de science philosophique qui s'appelle le *Dictionnaire des langues des Chipewas, des Lièvres et des Loucheux*, récemment publié par un missionnaire catholique, le R. P. Pétetot. Ce dictionnaire est précédé d'une introduction qui résume de nombreuses années d'études sur les légendes et les traditions où ces peuples font mention de leurs origines. Elles ont convaincu amplement le R. P. Pétetot de la parenté asiatique de ces populations, hypothèse à laquelle ils s'étaient montré tout d'abord très hostile. Mais peut-être la conclusion la plus intéressante à laquelle il arrive est-elle celle-ci : à savoir que les idiomes qui se parlent encore dans l'extrême nord sont les mêmes que ceux des Navajoës, une des tribus apaches du Mexique, qui ont une individualité linguistique; ils seraient identiques avec la langue primitive des Aztèques, laquelle ressemble étroitement au quicha, encore parlé dans l'Amérique méridionale. Je n'ai pas besoin d'ajouter quelle lumière de pareils faits, s'ils venaient à recevoir la sanction d'autres savants, jet-

vèle des richesses nouvelles qui n'attendent, pour être exploitées, qu'un contact plus fréquent avec la civilisation européenne et des moyens de transport. Déjà, nous dit-on, le lac Nyassa est devenu une mer intérieure; deux steamers le parcourent et il y en a un troisième sur la rivière Chiré. Le Tanganika en possède trois. La compagnie des *Lacs africains*, dont le siège est à Glasgow, possède dix petites stations entre Culimané et Malawanda, sur le Nyassa et des rives du lac, reliées par une route de 220 milles qui joint le Tanganika à Panbeté. Un chasseur anglais, M. Hemmings, partant de la baie Walfisch, est tout récemment, en compagnie d'un chasseur hollandais, arrivé au Congo en traversant tantôt la territoire portugais, tantôt des États natifs peu connus jusqu'ici. Le docteur Pogge, qui est mort il y a quelques mois, se proposait de s'enfoncer dans l'intérieur du pays et de recommencer sur une plus grande échelle son voyage de 1875 à Massumba; voyage qui n'a point attiré toute l'attention qu'il méritait, faute peut-être d'avoir été traduit en anglais, en allemand ou en français.

Massumba est la capitale d'un puissant État nègre qu'on appelle le Muata-Yanvo; c'est le Matianvo de Livingstone, dont il entendit parler, mais qu'il ne put voir lui-même. Le docteur Pogge a résidé pendant quatre ou cinq mois à Massumba; elle a été visitée depuis par un voyageur allemand, M. Max Buchner, et tous les deux nous donnent les plus curieux détails sur l'organisation politique et sociale de cet État nègre. Les habitants quoique fétichistes pratiquent la circoncision. Ils forment une race belle et belliqueuse, malheureusement adonnée à la chasse des esclaves, mais en somme très supérieure à leurs voisins cannibales du Kuanda. Ils ont une singulière coutume, c'est que les enfants d'un homme ne lui appartiennent pas, mais bien à la sœur aînée de son frère; un enfant vient-il à mourir, une compensation est due par le père à sa belle-mère. Au point de vue politique, les institutions sont féodales, la royauté d'ailleurs étant héréditaire et le monarque régnant portant le titre de *Muata-Yanvo*, appellation qui s'est étendue au pays lui-même. La coutume veut que le monarque associe à son pouvoir une de ses sœurs consanguines, laquelle prend le titre de *Lukobescha*, et qui devient la seconde autorité du royaume. Il lui est défendu de se marier, mais on lui permet une sorte d'alliance morganatique avec un esclave, sous la condition expresse que les enfants nés de cette alliance seront impitoyablement détruits. Depuis la visite du docteur Pogge, le Muata-Yanvo a été déposé, puis empoisonné par sa Lukobescha, et ce ne doit pas être là une circonstance exceptionnelle et même insolite.

Le général Lefroy a ensuite entretenu l'assistance du projet qu'ont toujours les Russes de détourner l'Oxus du lac d'Aral et de le verser dans la Caspienne. Un voyageur américain, qui a récemment

geât d'un grand lac, le Maravi (Nyassa de Livingstone), ayant été mentionné pour la première fois par Louis Mariano, missionnaire jésuite qui écrivait en 1627.

Tel était donc au commencement du xvii^e siècle l'état réel des connaissances géographiques sur l'Afrique centrale. Les cartes abondaient et elles étaient même remplies de détails en apparence précis; mais leurs compilateurs, sans en excepter Mercator et Ruysch eux-mêmes, étaient, d'après M. Ravestein, dépourvus de tout sens critique. Ils se contentaient du système de Ptolémée, en utilisant de plus toutes les indications que pouvaient leur fournir tous les voyageurs et les écrivains leurs contemporains. Qu'on prenne par exemple la carte de Pigafetta de 1491, on y voit figurer quatre lacs distincts qui ne sont en réalité qu'un seul et même lac, le Tsama abyssinien, ainsi que le Coloë de Ptolémée, le Barcena et le Zalaf de nos vieilles cartes ne sont que des noms divers du lac abyssinien. M. Ravenstein, comme conclusion, admet bien que Ptolémée et les Arabes connussent l'existence d'un ou même plusieurs lacs dans l'Afrique centrale, mais cette connaissance était des plus vagues et il n'y a rien là qui soit susceptible de diminuer le mérite et la gloire des grands explorateurs de notre siècle.

Un mémoire de M. Gueritz concerne la partie nord de Bornéo. L'auteur y décrit d'une manière générale la portion de cette île qui est aujourd'hui sous la direction de la *British North Borneo Compagny*, tant d'après ses propres souvenirs et ses propres observations pendant une résidence de près de trois années, que d'après les rapports officiels de MM. Pryer, von Donop, Frank, Halton et Witte. Ce territoire s'étend entre les 116^e et les 119^e degrés de longitude orientale et le 4^e et 7^e parallèles nord, embrassant une aire de 20 milles carrés et un développement côtier de 500 milles. Une rangée de montagnes pénètre dans le cœur du pays, dont elle forme l'ossature; elle présente des pics de 13.600, de 8.000, de 7.000 et 4.000 pieds. Une chaîne de hauteurs d'une moindre altitude s'en détache; elle est couverte en majeure partie de forêts vierges et rompue à de nombreux endroits par des vallons fertiles qu'arrosent de nombreuses rivières. Le pays est riche en ports naturels, dont les principaux sont : Gaya, Ambong et Usokan sur la côte ouest ; Kudat au nord et Sandokan à l'est. Les productions du pays sont le tabac, le sucre, le gambier, le poivre, le thé, le café, le sagou, la gutta-percha et le camphre. Les grottes de Gomenton sur la côte orientale contiennent d'immenses dépôts de guano et des nids d'oiseaux comestibles, dont les naturels retirent annuellement une valeur de 125.000 francs. On se procure du charbon aux mines de Muara à l'embouchure de la rivière Brunei. C'est le seul dépôt exploité jusqu'à ce jour; mais la compagnie est en train d'ouvrir de nouveaux puits sur de nombreux

Je l'ai posée, c'est vrai, mais je la résous négativement, comme M. Martineau, et comme l'a si bien fait mon confrère et ami, M. Passy, dans la réunion du 5 juillet.

Quant à la raison pour laquelle j'ai posé la question dans notre Société, il est bien facile de s'en rendre compte.

N'était-il pas bon de dégager la presque unanimité de nos confrères de toute solidarité avec une opinion qui n'est partagée que par un petit nombre d'entre nous, et de montrer à ceux de nos amis qui ne suivent pas la voie libérale, qu'ils se constituent, en quelque sorte, à l'état de dissidents dans notre Société ?

Le but me paraît avoir été atteint, et quoique, conformément à nos usages, on se soit abstenu, le 5 juillet dernier, d'émettre un vote ou une résolution quelconque, il ne peut être douteux pour aucun de ceux qui assistaient à la réunion, que l'opinion de la Société a été, ce soir-là, représentée par M. F. Passy.

Veillez croire à mes sentiments les plus dévoués.

LÉON SAY.

25 septembre 1884.

LE CAPITAL, DE KARL MARX, A PROPOS D'UNE ANTICRITIQUE.

On aura lu, dans le *Journal des Économistes* du mois dernier, une lettre de M. Lafargue sur la réfutation des théories de K. Marx, entreprise par M. Leroy-Beaulieu dans un livre récent ¹. Je n'ai pas à intervenir directement dans la querelle ; mon savant confrère, M. Leroy-Beaulieu, a bec et ongles, et s'il lui convient de ramasser le gant, il saura trouver les armes dont il aura besoin ; je suis tranquille sur ce point.

La tâche que je me suis donnée est plus restreinte : je voudrais présenter au lecteur deux ou trois courtes explications qui lui permettront, dans le cas où il n'aurait pas lu *Das Capital* de K. Marx, de mieux saisir les points fondamentaux des doctrines que le célèbre agitateur socialiste oppose aux économistes. Ces points fondamentaux peuvent être formulés en peu de mots.

La base de toute l'argumentation de Marx est une définition *fausse*. Tous les économistes définissent le capital par l'ensemble des moyens (matériels) de production appartenant à un individu ou à une collectivité ². Les termes employés diffèrent de l'un à l'autre, chacun met son amour-propre dans la rédaction d'une formule à lui, c'est une faiblesse

¹ *Le Collectivisme*, Paris, Guillaumin.

² Il ne s'agit donc que des moyens appropriés ; l'air peut être un moyen de production, mais comme il ne peut être approprié, ce n'est pas un capital.

Dans tout raisonnement, dès que vous partez de prémisses fausses, je puis vous arrêter, je n'ai pas besoin de connaître vos conclusions pour les rejeter d'avance. Aussi, malgré les dénégations de Marx, si je fais une machine et m'en sers pour doubler le produit de mon travail, en m'en servant, cette machine est pour moi un capital; or, un moyen de production est un moyen de production, que je m'en serve moi-même ou que je le prête ou le loue à un autre. Il n'en est pas de même d'un objet de consommation, qui ne devient capital que si je le mets en vente ou si en le produisant, je le destine à être vendu.

Mais je voulais être court, je dois donc passer à un autre point. J'ai dit que la définition inexacte du capital, à elle seule, malgré l'habile dialectique de Marx, n'aurait pas suffi pour prouver qu'il n'est rien dû au capitaliste. Car, enfin, en admettant qu'on ne doit appeler capital que cette partie des moyens de production appropriés avec lesquels j'occupe des ouvriers, il ne s'ensuivrait nullement que le propriétaire n'a droit à aucun bénéfice, qu'il ne pourrait réclamer que la restitution pure et simple de son capital. Pour arriver à ces conclusions, l'auteur a encore besoin de deux tours de passe-passe dialectique.

L'un consiste à pousser jusqu'à l'extrême, jusqu'à l'absolu, jusqu'à l'erreur une proposition d'une valeur douteuse émise par Adam Smith : « Le travail est donc la mesure réelle de la *valeur échangeable* de toute marchandise ¹. » Dès les premiers jours, les économistes ont fait leurs réserves, et, dans une note de l'édition française, J.-B. Say trouve dans cette proposition une « double erreur ». Il réclame notamment la part de la nature, et avec raison. Supposons que vous et moi nous ayons chacun un hectare de terre, le sol de la vôtre est médiocre, celui de la mienne est excellent; nous semons chacun deux hecto-

toujours en avant l'argent, — le vil métal, — on a tout de suite pour soi la foule de ceux qui n'en ont pas.

Je ne sais si je dois insister davantage sur la fausseté de la définition. Il est évident que Marx restreint arbitrairement le sens du mot capital pour le besoin de sa cause; s'il crée un concept nouveau, qu'il lui donne un autre nom; dès qu'il prend un mot à la science économique, il est obligé de lui laisser le sens qu'il a dans cette science; s'il lui en substitue un autre, c'est comme s'il se servait du mot *voiture* au lieu du mot *table*. Ajoutons que K. Marx distingue l'économie politique vulgaire de l'économie politique scientifique en versant son mépris sur la première; mais lorsqu'il considère l'argent comme le principal représentant du capital, ne choisit-il pas la plus vulgaires des définitions, celle du « vulgaire » dont aucun économiste ne veut entendre parler?

¹ Edition Joseph Garnier, Paris, Guillaumin, 1859, p. 122, où se trouve aussi la note de J.-B. Say.

leurs ; il en donnera 6 aux ouvriers, c'est le salaire convenu, et en gardera 6 pour lui, c'est son bénéfice. Voilà le système dégagé des artifices qui le soutiennent, avec la solidité d'un château de cartes. L'auteur raisonne toujours comme si des abstractions dérivées d'hypothèses, c'est-à-dire le *rien* élevé à la deuxième puissance, représentaient la réalité. On voit qu'il suffit de formuler avec simplicité telle proposition pour qu'il ne soit plus nécessaire de la réfuter expressément.

Avant de terminer, je voudrais présenter encore une observation. On a pu lire, page 381 du *Journal des Économistes*, le passage suivant : « Un homme de science doit-il reprocher à Marx de s'être tenu à la critique positive (??) de la réalité, au lieu de se lancer dans la construction fantaisiste de mondes nouveaux ? Un homme qui aurait de la science, non la semblance, mais la substance, demanderait-il à l'anatomiste et au physiologiste d'user leur imagination à bâtir des organismes nouveaux, des chimères, au lieu de disséquer et de vivisecter les animaux de l'inconsciente nature ? » L'auteur de ce passage a-t-il justifié Marx de son abstention ¹ ? Du tout, car sa comparaison est fautive. Ni l'anatomiste, ni le physiologiste ne sont des critiques ; ils ne prétendent pas non plus à refaire le corps humain, tandis que Marx — c'est aisé à prouver — voudrait refaire la société. S'il ne l'entreprend pas, c'est qu'il sait ne pas avoir la puissance nécessaire ². Or, la critique est aisée, et rien au monde ne lui échappe, puisqu'il n'y a pas de médaille sans revers. Cela est également vrai pour la société humaine ; aussi une critique qui n'indique que le mal, sans proposer un remède, n'est que d'une mince utilité. Que penserait-on du médecin qui se bornerait à dire au malade : vous souffrez de ceci et de cela..., sans lui prescrire de remède ? La critique seule, en matière sociale, et en bien d'autres, reste toujours stérile. Celui qui veut produire un effet utile doit présenter son système et le mettre en présence de celui qu'il voudrait démolir : c'est en montrant le *mieux* qu'on fait délaissé le *bien*, et à plus forte raison le mal. On pourra toujours dire au critique : nous savons qu'il n'y a rien de parfait sous le soleil, montrez donc votre société, et *si elle supporte mieux la critique que la nôtre*, nous l'accepterons.

MAURICE BLOCK.

¹ Si Marx avait eu raison de s'abstenir, les socialistes qui ne se sont pas abstenus ont donc eu tort. Voilà une proposition dont on pourrait tirer parti ; mais on n'en a pas besoin. Du reste, Marx a suffisamment fait connaître ses vues.

² Selon l'auteur du passage ci-dessus, il avait peur d'inventer un « monde fantaisiste » ou « une chimère ». — Du reste, on ne peut pas parler de réalité, quand on se meut dans des abstractions.

comprise) entre le *capital constant* et le *capital variable*. Le capital engagé en machines, édifices, matières premières, bref, le capital qui n'est pas employé sous forme de salaires, se borne à reproduire sa propre valeur (ou la valeur de sa partie détruite pendant l'opération de la production) dans la valeur du produit; mais le capital employé sous forme de salaires reparait dans la valeur des marchandises avec un accroissement sur sa valeur primitive. — Pourquoi? Parce que les ouvriers n'emploient qu'une partie de leur journée de travail à reproduire leurs salaires, et peuvent employer la partie restante à produire une richesse additionnelle, qui forme la plus-value. Donc, le capital qui n'est pas employé sous forme de salaires est *capital constant*, c'est-à-dire qu'il ne donne pas de plus-value, et celle-ci a sa source dans le capital employé dans les salaires, qui par conséquent reçoit la désignation de *capital variable*. Telle est la théorie de Marx. — Eh bien, c'est ici que le procédé même de sa dialectique entraîne Marx dans une contradiction inconciliable avec les phénomènes réels. En effet, si le capital qui n'est pas employé dans les salaires est *constant*, ou ne donne pas de plus-value, les industries qui, en raison de leur constitution technique, exigent une plus grande proportion de capital fixe, ou, comme l'on dit, de *capital engagé*, doivent donner un taux de profit moindre; ce qui est absolument incompatible avec la concurrence des capitalistes, et rend logiquement impossible, irrationnelle, l'existence des industries qui exigent une forte proportion de capital fixe, ou plus encore, de toute industrie autre que celle qui exige la moindre proportion de capital engagé.

Que l'on suppose, par exemple, que l'industrie qui emploie le capital constant dans les moindres proportions soit l'industrie agricole. Un entrepreneur agricole avance un capital constant de la valeur de 100 journées de travail, qui est mis en œuvre par 100 journées de travail vivant, dont les salaires (le capital variable) ont la valeur de 50 journées de travail. — Si nous faisons abstraction du déchet du capital fixe, en le supposant égal à zéro, nous trouvons que la valeur du blé produit sera de 100 journées de travail, que la plus-value sera le produit de 50 journées de travail, et que le taux du profit (que l'on obtient, d'après Marx lui-même, en divisant la plus-value par tout le capital avancé) sera de $\frac{50}{150} = 33 \frac{1}{3} 0/0$. — Maintenant, que l'on suppose un entrepreneur de l'industrie des dentelles, qui emploie 100 journées de travail, dont les salaires ont la valeur de 50 journées, et un capital constant double de celui de l'entrepreneur d'industrie agricole, c'est-à-dire de la valeur de 200 journées de travail. La valeur des dentelles produites sera de 100 journées de travail; la plus-value sera le produit de 50 journées de travail; et le taux du profit du capitaliste sera $\frac{50}{250} = 20 0/0$. — Or, je

M. Lafargue dit, p. 384 : « En estampillant de l'épithète *fantaisiste* la définition de la valeur, M. Leroy-Beaulieu ne frappe pas Marx, mais les maîtres de l'économie politique classique, et il ne peut exciper de son ignorance, car un économiste, M. de Laveleye, avait pris soin de l'avertir que « Marx fonde son système sur des principes formulés par les économistes de la plus grande autorité : Adam Smith, Ricardo, de Tracy, « Bastiat, et la légion de leurs adhérents.... que les économistes qui « admettent le travail comme source de la valeur et de la propriété ne « peuvent qu'admettre le raisonnement de Marx »; c'est-à-dire que la *valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail humain socialement nécessaire à sa production qu'elle contient*. Si l'on admet ces prémisses, continue M. de Laveleye, Marx prouvera avec une logique irréfutable (une logique d'acier, dit-il ailleurs) que le capital est le produit de la spoliation, qu'il n'est que du *travail non payé*. Mais le qualificatif *fantaisiste* appliqué aux principes des maîtres de l'économie politique.... etc ».

Ainsi, d'après M. Lafargue, s'appuyant à cet égard de l'opinion de M. de Laveleye, les prémisses de Karl Marx seraient empruntées aux maîtres de l'économie politique, notamment à Bastiat. Bastiat, *d'accord avec Adam Smith et Ricardo*, admettrait la théorie de la *proportionnalité* de la valeur au travail, doctrine modifiée légèrement par Marx qui parle de proportionnalité de la *valeur* au travail moyen.

J'avais déjà lu, dans le livre du Socialisme contemporain de M. de Laveleye, cette singulière citation de l'opinion de Bastiat, et en la relisant dans la lettre de M. Lafargue, je me disais que le fameux proverbe italien *traduttore traditore* n'est pas complet, et que ce ne sont pas les traducteurs seulement, mais aussi les faiseurs de citations qui sont des *traditori*.

Si nous nous reportons, en effet, au chapitre de la *Valeur* des *Harmonies* de Bastiat, quelle théorie y trouvons-nous développée? Après avoir répudié le langage adopté par ses prédécesseurs, relativement à la distinction de la valeur en usage et de la valeur en échange, terminologie vicieuse qu'il remplace par la distinction de l'utilité et de la valeur (Karl Marx, qui prétend s'appuyer sur la doctrine de Bastiat, reproduit la distinction de valeur en usage et de valeur en échange), Bastiat formule cette célèbre définition : *La valeur est le rapport de deux services échangés*. Une foule de circonstances, ajoute-t-il, peuvent augmenter l'importance relative d'un service. Nous le trouvons plus ou moins grand selon qu'il nous est plus ou moins utile, qu'il exige plus ou moins de peine, d'habileté, de temps, qu'il nous en épargne plus ou moins à nous-mêmes.

« On a cherché le principe de la valeur dans une de ces circonstances

que j'ai combattu, durant toute ma vie de publiciste, le bon combat au nom de la liberté et de la justice. Les prémisses que j'ai posées conduisent à des conclusions diamétralement contraires aux vôtres, à une réfutation décisive de vos doctrines antisociales. Si j'ai relevé avec tant de soin dans les théories de mes maîtres vénérés, Adam Smith, Ricardo, Say, certaines inexactitudes, si j'ai insisté notamment dans mes critiques contre leur théorie de la valeur basée sur la matérialité et la proportionnalité au travail, c'est que j'y trouvais le germe des doctrines socialistes et que sur ces bases fausses le collectivisme essaierait d'appuyer ses dangereux systèmes. »

Voilà la rectification que je tenais à faire pour les lecteurs du *Journal*, la protestation que je voulais élever contre l'inexactitude de la citation de M. Paul Lafargue au sujet de la doctrine de Bastiat.

Que M. Lafargue consulte le chapitre de la *valeur* des *Harmonies*, qu'il le lise et le médite et il reconnaîtra sans doute loyalement qu'il s'est trompé, qu'il a eu tort de ne pas lire l'auteur qu'il citait et de croire, sur la foi du livre de M. de Laveleye, que Bastiat était d'accord avec Adam Smith, Ricardo et Marx sur la théorie de la *valeur* alors que sa doctrine contient la réfutation complète, décisive de la doctrine de Marx.

E. MARTINEAU.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

2 septembre. — **Loi** ayant pour objet l'acceptation de l'offre faite par la société houillère de Liévin d'avancer à l'État la somme de 1.000.000 de francs, destinée à la construction du canal de Lens à la Deule (Pas-de-Calais).

3 septembre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies, relatif à l'application aux colonies de la loi sur le divorce. — Décret conforme.

4 septembre. — **Circulaire** du ministre de l'intérieur relative à la création de certificats d'aptitude pour les personnes qui se destinent ou qui sont employées à l'enseignement des sourds-muets.

5 septembre. — **Loi** ayant pour objet d'autoriser le ministre des travaux publics à accepter au nom de l'État, une avance de 31.000.000 de francs offerte par la ville et la chambre de commerce de Dunkerque

pour l'achèvement des travaux du port de Dunkerque, autorisés par la loi du 31 juillet 1879.

7 septembre. — **Décret** instituant une commission chargée d'étudier les diverses questions concernant le régime des mines en Annam et au Tonkin.

8 septembre. — **État** des importations, exportations et réexportation des établissements français dans l'Océanie pendant l'année 1885.

10 septembre. — **Décret** décidant que la circulation des poissons salés de toute sorte sera assujettie, dans le rayon de la frontière de terre soumis à la police des douanes, à la frontière du passavant.

11 septembre. — **Rapport** présenté au Président de la République française par les membres de la commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

13 septembre. — **Circulaire** adressée aux préfets par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, relative aux examens des enfants instruits à domicile.

14 septembre. — **Circulaire** adressée aux préfets par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, prescrivant l'exécution de la loi du 16 juin 1881 en ce qui concerne les instituteurs et les institutrices non brevetés.

16 septembre. — **Loi** ayant pour objet l'agrandissement et l'amélioration du port de Dieppe.

— ayant pour objet l'achèvement des travaux du port de Boulogne.

— ayant pour objet l'extension et l'amélioration du port de Calais.

18 septembre. — **Décret** autorisant l'expédition des cartes postales avec réponse payée à destination de l'Égypte.

20 septembre. — **Décret** fixant le taux légal de la roupie dans les possessions françaises de l'Inde.

— **Rapport** adressé au ministre du commerce par M. le docteur Proust, inspecteur général des services sanitaires, sur la situation de l'épidémie cholérique en France. — Tableaux y annexés.

26 septembre. — **Décrets** relatifs aux droits et taxes à percevoir pour l'expédition de fonds, par télégrammes-mandats, de la France, de l'Algérie et de la Tunisie en Suisse et dans le grand-duché du Luxembourg.

— portant ouverture du service des colis postaux entre la France

(y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans d'une part, et le Tonkin, d'autre part.

27 septembre. — Liste des récompenses obtenues par les exposants français à l'exposition internationale agricole d'Amsterdam.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 6 OCTOBRE 1884.

NÉCROLOGIE : M. J.-A. Barral.

COMMUNICATION : Ouverture des cours d'économie politique de l'Association philotechnique (section de la mairie Drouot).

DISCUSSION : De l'exhaussement projeté en France des droits d'importation sur les bestiaux, le froment et la farine.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Léon Say, sénateur, président.

A la réunion assistent MM. Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture, sénateur, et Dubost, professeur d'économie rurale à l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon.

M. le président rappelle à la Société la perte récente qu'elle vient de faire dans la personne de M. J.-A. Barral, un de ses membres les plus distingués, décédé à l'âge de 65 ans. C'était un chimiste, un physicien et un agronome du plus profond savoir, qui avait toujours cherché à maintenir l'alliance entre l'agriculture et l'économie politique.

Exécuteur testamentaire de François Arago, d'Alexandre de Humboldt, du comte de Gasparin, il avait conservé les traditions de ces noms illustres.

Compagnon de Bixio dans deux célèbres ascensions aérostatiques, il était par cela même le doyen des aéronautes français. Secrétaire perpétuel de la Société nationale d'agriculture, il contribuait, par son activité, à tenir au premier rang des institutions savantes cette véritable Académie des sciences agricoles.

Né à Metz, il avait été membre du conseil général de la Moselle jusqu'en 1871. Commandeur de la Légion d'honneur, il faisait partie de la plupart des corps savants du monde entier.

M. Barral était membre de la Société d'économie politique depuis 1862, et avait remis, peu de temps avant sa mort, à M. Léon Say, qui présente cet ouvrage à la réunion, le 1^{er} volume de l'Enquête

d'autres tergiversent; d'autres enfin, comme l'aimable et spirituel sénateur d'Eure-et-Loir, M. Labiche, sans renier leurs opinions, cèdent à un courant qu'ils se croient impuissants à remonter et, après avoir fait, au nom de la doctrine, des réserves plus ou moins formelles, ils se résignent à admettre, comme concession pratique, des mesures qu'ils désapprouvent, et viennent dire à leurs électeurs, à qui cela suffit : « Vous y tenez absolument; soit, faisons-en l'expérience. Vous verrez ce qui en résultera. Et si vous n'êtes pas contents, vous ne nous direz pas que c'est notre faute; vous l'aurez voulu ».

Ce peut être là, dit M. Fréd. Passy, de l'économie politique....., très politique (ce n'est pas la mienne, et je n'estime pas qu'un siège au Parlement vaille l'abdication de son libre-arbitre). Ce n'est pas, en tout cas, de l'économie politique.... scientifique, la seule que nous ayons à faire ici, où les considérations électorales n'ont rien à voir. Nous n'avons pas à nous demander si, à raison de l'état des esprits, il convient de voiler plus ou moins la vérité et d'accepter, pour calmer une crise passagère, des remèdes dont la constitution du malade peut recevoir une altération durable; nous avons à voir si, oui ou non, comme on le prétend, les mesures réclamées sont motivées, si elles sont justes, si elles sont conformes à l'intérêt de ceux qui les réclament et à l'intérêt général; si l'agriculture, en particulier, puisque c'est elle que l'on met en avant, a raison de formuler les revendications qu'elle formule. Et si, cet examen fait, notre conviction est que ni l'agriculture ni le reste de la société n'ont à y gagner, alors, quelles que soient les plaintes et quelles que soient les exigences, nous devons résister et maintenir sans faiblesse le drapeau de la liberté. C'est, je le crois, la conclusion à laquelle toute étude impartiale conduira.

Trois points, continue M. Fréd. Passy, préoccupent en ce moment les esprits : le pain, le blé, le bétail. On réclame d'un côté la taxe du pain, c'est-à-dire l'abaissement par voie d'autorité du prix du pain; de l'autre, des mesures contre l'introduction en France du blé et du bétail étranger, c'est-à-dire le relèvement par voie d'autorité du prix du blé et du bétail. Il y a quelque contradiction dans ces deux prétentions, ainsi que le remarquait jadis M. Rouher, se plaignant qu'on demandât à la fois au gouvernement le blé cher et le pain à bon marché; mais toutes deux viennent du même esprit. Toutes deux supposent que c'est au gouvernement à faire les prix, ou du moins à les modérer, qu'il en a le droit et qu'il en a le pouvoir.

M. Fréd. Passy ne s'occupe pas pour le moment de la taxe du pain, bien que cette question ne soit pas peut-être aussi étrangère aux deux

l'espoir de leurs partisans. On sait (et le fait, déjà proclamé plus anciennement par M. Seydoux, ressort d'une façon éclatante des tableaux dressés par M. Poulain, ancien manufacturier à Reims) que toutes les fois qu'on a relevé les droits sur les laines étrangères on a fait baisser les prix des laines indigènes, et inversement. Et cela par la bonne raison qu'on gênait la fabrication et par conséquent la demande. De même lorsqu'en 1822, au plus fort de cette fièvre de protection que Voyer d'Argenson a si bien qualifiée d'*enthousiasme d'enchérissement*, on porta de 3 francs à 50 le droit sur les bœufs, au lieu d'obtenir une hausse, on provoqua une baisse. C'est que la question a plusieurs faces. Le bétail n'est pas seulement, pour le cultivateur ou l'éleveur, un article de vente, il est aussi un instrument de travail, un préparateur de fumier, un consommateur de fourrages et de résidus, une matière première de son industrie, en un mot, qu'il a besoin d'avoir aux meilleures conditions; et sous prétexte de le protéger sur le marché où il livre à la boucherie, on le gêne sur le marché où il s'approvisionne pour son travail. L'arme est à deux tranchants. D'ailleurs, en fût-il autrement, à quoi bon un droit plus élevé? Pour assurer au producteur français un prix de vente supérieur au prix de vente du producteur étranger? Mais il l'a déjà, ce prix, et c'est M. le ministre qui le constate. L'animal qui se vend, dit-il dans son rapport, 480 fr. en France, ne se vend que 450, 430, 420 fr. sur les marchés étrangers.

Une dernière considération enfin. Le droit sur la viande fraîche n'est que de 3 fr. pour les 100 kilogr. Au lieu d'entrer le bétail vivant et souvent de l'entrer pour le faire engraisser par l'éleveur français, on le tuera à la frontière, et on l'entrera par quartiers. Personne n'y gagnera et tout le monde y perdra.

Pour le blé, il faut le reconnaître, la situation est différente et les prix, depuis quelques années, ont sensiblement baissé, baissé au point de ne plus être, paraît-il, réellement rémunérateurs pour certaines terres et certaines cultures. Ils le sont pour d'autres et l'on a cité, à la commission d'enquête, des régions du Loiret et de la Loire-Inférieure qui, pendant que d'autres déclinaient, sont entrées au contraire dans une période de prospérité qu'elles ne connaissaient pas. C'est que, comme on l'a cent fois remarqué, il n'y a pas de prix de revient général, à plus forte raison de prix de revient absolu, au-dessous duquel tous perdent et au-dessus duquel tous gagnent. Il y a autant de prix de revient que de personnes et d'établissements, industriels ou agricoles; et le progrès consiste précisément à éliminer ceux qui perdent et à pousser en avant ceux qui gagnent.

Admettons toutefois (et sans tomber dans des exagérations par

Les grains étrangers. Il n'est pas besoin d'aller chercher si loin. Les blés nationaux, principalement sous l'influence de l'élan donné aux éleveurs par plus de six années de haut prix ont été abondants et ils suffisent à se faire concurrence à elles-mêmes. Et quelle concurrence à la différence d'autres produits pour lesquels les droits de douane sont toujours mortels pour l'ensemble de la nation, mais peuvent en même temps pendant un certain laps de temps des prix avantageux à certains producteurs. La protection qu'on a, dans différents pays, accordée à l'agriculture par des droits de douane sur les grains a toujours été funeste, ce n'est pas assez dire, funeste. La culture a toujours été, comme on l'a dit, la dupe du système protecteur. Elle en souffre pour les objets qu'elle achète; elle n'en peut profiter pour ceux qu'elle vend. Quand le blé est abondant à l'intérieur, la protection n'agit pas, parce que les prix du blé national sont bas et que les blés étrangers, n'étant pas appelés, ne sont pas réellement repoussés par elle. Les prix sont même d'autant plus bas que, n'étant pas en relations habituelles avec le dehors, n'ayant pas pour cet article un marché courant de vente et d'achat, selon les cas, on est à peu près resté, comme ordinairement, au marché national. Quand le blé est rare, au contraire, c'est-à-dire quand le cultivateur, pour compenser le défaut de quantité, pourrait avoir les hauts prix, les droits sont supprimés et la barrière s'abaisse devant les grains étrangers parce qu'à ces moments la faim est le plus haut que tout le reste, et que, lorsque le peuple a faim, il n'y a pas de profit ni de perte qui compte, il faut qu'il mange ou tout au moins qu'il ne puisse accuser personne de l'empêcher de manger en s'interposant, dans un intérêt personnel, l'écluse qui s'offre et la bouche qui l'appelle.

Et voilà pourquoi, dit M. Frédéric Passy, pour les blés comme pour les laines, comme pour la betterave et le sucre, au sujet desquels nous venons de nous livrer l'expérience et d'aboutir si vite à la déception, tout ce qui tend à troubler lequilibre naturel et à maintenir des prix factices au-dessus des prévisions et contre l'intérêt de ceux qui recourent à ces prix est arbitraire. Voilà pourquoi, ainsi que l'a très justement remarqué Turgot, l'intérêt permanent du producteur étant l'être sûr de vendre, comme l'intérêt permanent du consommateur est l'être sûr d'acheter, le marche libre et ouvert, avec lequel les nivellements sont incessants et les mouvements journaliers et faibles, est pour l'un comme pour l'autre la meilleure des garanties et la plus sûre des sauvegardes. Avec le régime des marchés réglementés, on a, comme l'a dit encore Turgot, une maison bien froide en hiver, mais excessivement chaude en été, c'est-à-dire des alternatives également extrêmes de hausse et de baisse; ou,

des denrées. Et il a été parfaitement expliqué par M. Lebaudy, avant le vote, que par les matières premières nécessaires à l'agriculture il entendait d'abord le fer, qui est grevé de 42 0/0, puis la houille, les bois, les tuiles et les engrais chimiques dont l'emploi fait aujourd'hui la supériorité de l'Allemagne. C'est, à peu de chose près, observe M. F. Passy, ce à quoi avait conclu, en 1879, la Société nationale d'agriculture qui, en reconnaissant l'impossibilité de compenser pour l'agriculture par des tarifs suffisants à l'importation les avantages que les produits étrangers tirent de leur entrée en franchise, demandait : la réduction à 5 0/0 au maximum des droits sur les produits manufacturés étrangers ; la révision des impôts ; la diffusion de l'instruction dans les campagnes ; un dégrèvement de 20 0/0 sur l'impôt foncier ; la réduction des droits de mutation, la réforme et la diminution des impôts sur le sucre et sur les boissons, et la suppression des dispositions législatives qui empêchent l'agriculture de jouir des instruments de crédit créés jusqu'à présent presque exclusivement en faveur de l'industrie et du commerce.

Sauf la discussion de quelques points, voilà dans son ensemble, dans son orientation, un programme raisonnable et pratique. Il reconnaît les nécessités de l'alimentation publique ; il accepte le progrès et la concurrence ; il vise des soulagements pour le producteur et non des charges pour le consommateur. Il poursuit, en un mot, l'égalisation des charges par leur diminution et non par leur accroissement, par la liberté et non par le privilège. C'est dans cette direction et dans cette direction seule, que la sagesse, la justice et l'intérêt public commandent de marcher. Puisse le gouvernement le comprendre, les Chambres le proclamer et le pays s'en réjouir.

M. Dubost, sur l'invitation de M. le président, fournit sur les prix, sur la production et sur la consommation de la viande en France, les renseignements suivants :

Sur les marchés d'approvisionnement de Paris, les prix sont restés à peu près stationnaires jusqu'en 1853. Le droit de 50 fr. par tête de bœuf importé, qui fut établi en 1822, n'eut aucun effet sur les prix qui étaient en baisse et qui continuèrent à baisser pendant plusieurs années. De même, quand la hausse se produisit, vers 1853, on eut beau remplacer le droit de 50 fr. par un droit de 3 fr. par tête, la hausse ne fut pas enrayée par ce qu'on appelle si mal à propos l'inondation du bétail étranger. En somme, sous le régime de la protection à outrance, le kilogramme de viande de bœuf valait environ 0,90 sur l'étal du boucher à Paris ; il vaut aujourd'hui de 1 fr. 50 à 1 fr. 60. Le prix moyen général de la France a augmenté dans une

le bétail et de l'impossibilité d'en verser des quantités exceptionnelles sur un marché, à un moment donné. Il se produit d'ailleurs au dehors le même phénomène que chez nous, la consommation y augmente et par l'accroissement de la population et par l'augmentation de son aisance.

C'est donc principalement dans les progrès de notre agriculture que nous devons chercher le moyen de satisfaire les exigences de plus en plus impérieuses de notre consommation. L'étranger ne nous fournira jamais qu'un appoint insuffisant. Or, le progrès ne comprend pas seulement l'extension des cultures de fourrages et les améliorations de race sous le double rapport du poids et de la qualité; il s'applique encore aux modes d'exploitation du bétail et à ce sujet de grandes différences s'observent. Le mouton, par exemple, est devenu aujourd'hui, par le prix, un aliment de luxe, au même titre, sinon à un degré plus élevé, que le veau. Cette élévation du prix de la viande de mouton a déterminé un véritable changement dans le mode d'exploitation des troupeaux. Autrefois on demandait aux moutons, avant de les conduire à l'abattoir, cinq ou six toisons. Royer constate, dans son Commentaire de la statistique de 1839, que sur 32 millions de têtes que possédait alors la France, il s'en abattait un peu moins de cinq millions. Ce qu'on demande aujourd'hui aux moutons, c'est de la viande, et on les abat même avant qu'ils n'aient atteint l'âge adulte. On ne saurait estimer à plus de 36 ou 40 mois l'âge moyen des moutons en France. Il en résulte que sur les 22 millions de têtes que nous possédons encore, nous en abattons annuellement 6 millions, fournissant environ 150 millions de kilog. de viande. Cette viande, qui valait moins de 1 fr. il y a 50 ans, est bien près d'en valoir 2 aujourd'hui. Même en tenant compte de la dépréciation, d'ailleurs fort exagérée des laines, et sans tenir compte des progrès qui ont été accomplis sous forme d'amélioration des races, le revenu que nous donnent les moutons est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'il n'était autrefois quand l'effectif des troupeaux était plus considérable.

C'est la liberté, dit M. Dubost en terminant, qui a toujours fait les affaires de l'agriculture, et la protection douanière a toujours été illusoire pour elle. Il n'y a qu'une manière de la servir, c'est de réclamer le seul régime qui puisse lui être favorable, celui de la liberté.

M. Limousin désirerait que la contradiction pût s'établir et que la parole fût donnée à un membre de la minorité qui assiste à la séance.

M. Ameline de la Briselainne répond aussitôt à cet appel.

Quelle est, dit-il, l'opinion de la très grande majorité des cultiva-

18 fr. 50. Encore une fois, par ce jeu de spéculation, il déprime sans cesse le cours de notre blé.

Cela fait que celui-ci ne se vend pas à son prix vrai, naturel, normal, suffisant. Cela fait que le fermier n'y tient plus et menace son propriétaire de mettre la clef sous la porte. Et le fermier se resserre, raréfie ses dépenses, si bien qu'il n'emploie plus l'ouvrier agricole qui souffre par contre-coup, et d'un autre côté le propriétaire se désole, parce que son fermier ne le paye plus, ou, du moins, ne le paye qu'avec une extrême difficulté.

Mais, s'écrie un des membres présents : « Nous n'avons pas à nous occuper du propriétaire. Qu'est-ce que cela nous fait ? »

« Qu'est-ce que cela nous fait ? » répond l'orateur, mais si vous négligez l'un des facteurs de la production agricole, vous commettez la plus lourde hérésie qui puisse se commettre en économie politique ; en persévérant dans cette voie néfaste, vous ne feriez que semer de funestes éléments de désordre. S'il est une sentence qui devrait être gravée au fronton de la salle des réunions de la Société d'économie politique, c'est celle-ci : « La solidarité, l'harmonie entre les éléments qui concourent également à la production, est la première loi de l'économie politique ».

Tout ce que je viens de dire là, poursuit l'orateur, n'est pas de la fantaisie ; c'est un fait matériel, tangible ; je viens de passer mes vacances sur les rivages de Bretagne, et plusieurs de nos collègues ne me démentiront pas, quand j'affirmerai que dans ces parages on se plaint et on souffre comme je viens de le dire.

Si le mal est bien tel, y a-t-il un remède ? Et lequel ?

Voici les remèdes qu'on a proposés. On dit à l'agriculteur : « Que vous êtes simple et naïf !... Le blé ne va pas ? Qu'à cela ne tienne, faites autre chose... » — « Que voulez-vous que je fasse ?... » — « Faites du tabac... »

M. Ameline de la Briselainne ne veut pas répondre à une pareille ironie. Mais des gens sérieux, des ministres de l'agriculture ont dit : « Faites de l'arboriculture et de l'horticulture ». Puis, cherchant de plus en plus ce qu'on pouvait bien faire à la place du blé désormais démodé, on a été plus heureux et on a dit : « Faites du bétail, faites de la viande, faites des herbages, faites du fourrage ».

Or, M. Ameline prétend que l'application de cette idée pratiquée sur une très large échelle, au delà d'une mesure modérée, est une impossibilité, une erreur de premier ordre.

Est-ce que le blé n'est pas l'alpha et l'oméga de notre sol ?

Mais, interrompt un membre de la réunion : « L'Angleterre a suivi ce conseil. Elle s'en est admirablement trouvée ».

l'excès le système. Il est vrai que les traités de commerce seront un frein tout-puissant contre ces tendances et ces tentations. Mais à présent, en 1884, c'est le blé qui, lui, n'est pas inscrit dans les traités de commerce, c'est le blé qui doit être l'objet premier et principal d'un exhaussement de droit. On parle souvent de finances dans ces réunions de la Société. Eh bien ! quand nos maîtres nous parlent des valeurs mobilières, ils disent que la rente est le *remorqueur* de toutes les valeurs ; M. Ameline dit, après eux, que le blé est le grand *remorqueur* de l'agriculture et de l'industrie.

MM. Passy et Dubost ont exposé précédemment la question de la viande. Très certainement la viande cède le pas au blé. Ce que M. Ameline de la Briselainne veut signaler à cet égard, c'est qu'il ne faudrait pas que le projet d'exhaussement sur le bétail eût pour but de faire obstacle à un relèvement de droits sur le blé et, dans une certaine mesure, on pourrait croire qu'il en a été ainsi dans l'intention du gouvernement. En effet, en juin dernier, le ministre de l'agriculture a voulu présenter un rehaussement de droits sur les farines. Le projet n'a cependant pas été officiellement déposé ; très évidemment le ministre a cédé à des influences contraires. Alors qu'a-t-il fait ? Il a soumis aux Chambres un rehaussement de droits sur le bétail. La crise est intense à ce point que la solution ne peut pas se borner là et l'orateur ne doute pas que, avec les conversions économiques qui se sont opérées depuis peu dans beaucoup d'esprits, le gouvernement ne soit directement ou indirectement amené à prendre la direction du mouvement, ou tout au moins à s'y associer. Le blé doit être l'objectif principal. On atteindra ainsi le but vrai et on ne se contentera pas de palliatifs ou de dérivatifs absolument insuffisants.

Voilà bien, conclut M. Ameline de la Briselainne, voilà l'opinion de l'immense majorité des agriculteurs. Je regrette de me trouver en minorité dans la réunion ; mais notre XIX^e siècle est fécond en revirements, et ce n'est plus une rareté que la minorité de la veille soit la majorité du lendemain.

M. Villain, pour compléter sur quelques points les renseignements fournis par M. Dubost, cite les prix de l'hectolitre de blé à diverses époques sous le régime de la protection, en 1825, 1835 et 1850. Ces prix sont constamment inférieurs à ceux qu'atteignit le froment aux époques de prétendue liberté commerciale.

M. G. de Molinari se demande si les agriculteurs ont vraiment autant à se plaindre du régime libéral inauguré en 1861, que paraît le croire un précédent orateur et s'ils verront la fin de leurs maux

de la classe la plus pauvre? L'orateur ne se dissimule pas toutefois que ces arguments sont peu propres à toucher les protectionnistes; ils ne voient que leur intérêt du moment ou ce qu'ils croient être leur intérêt, et ils abusent sans scrupules de leurs influences électorales pour opposer cet intérêt particulier à l'intérêt général. A quoi il faut ajouter qu'ils ont toutes chances de l'emporter, car les intérêts particuliers sont représentés par des députés, qui veulent, avant tout, être réélus; l'intérêt général ne l'est pas. L'intérêt général, c'est l'intérêt de tout le monde, et l'intérêt de tout le monde ce n'est l'intérêt de personne. Que faire donc? Comment élever une barrière contre ce retour offensif du protectionnisme? En opposant des intérêts particuliers à des intérêts particuliers. L'orateur rappelle — ce que les protectionnistes paraissent oublier — que la France a un commerce extérieur de plusieurs milliards; qu'elle exporte pour 3.500 millions des produits de son sol et de son industrie, et que ces 3.500 millions se distribuent sous forme de salaires, de profits et même de rentes à une fraction considérable de sa population; que plusieurs de ses industries ou de ses productions les plus importantes, les industries de la soie et de la laine, les industries parisiennes, la production vinicole, dépendent en grande partie du débouché extérieur que la politique protectionniste a pour résultat inévitable de rétrécir, d'abord en augmentant les prix de revient, ensuite en provoquant des représailles douanières. C'est à ces industries menacées qu'il faut s'adresser pour susciter un mouvement libre-échangiste contre l'agitation et les menées protectionnistes. En 1846, nous avons constitué une association pour la liberté des échanges, dont Bastiat était le secrétaire général et qui dès son début avait recueilli pour 200.000 francs de souscriptions à Bordeaux, à Paris et dans les autres foyers industriels particulièrement intéressés à la liberté du commerce. Cette association, dont la révolution de 1848 avait interrompu la propagande, il faut la reconstituer; il faut faire appel aux intérêts menacés par le retour à la protection; il faut éclairer les populations aveuglées sur leurs vrais intérêts et sauvegarder la politique de liberté, qui en apportant un stimulant énergique à l'activité nationale, a permis à la France de se relever, avec une facilité merveilleuse, des plus cruels désastres.

M. Léon Say, président, résume en quelques mots la discussion. Il constate spécialement, comme conclusion, que la grande majorité, l'unanimité, à peu près, de l'assistance, demeure fidèle au libre-échange, à la doctrine de la liberté du travail et du commerce. C'est ainsi que la Société d'économie politique continue à défendre la

cause des intérêts généraux contre les attaques des intérêts particuliers, toujours acharnés à provoquer le renchérissement artificiel des produits. La liberté, le progrès économique aboutissent, au contraire, au bon marché dans l'intérêt de tous.

La séance est levée à onze heures quarante.

Le rédacteur du compte rendu, CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

*Société nationale d'agriculture de France. Enquête sur le crédit agricole, faite sur la demande de M. le ministre de l'agriculture, et publiée par les soins de J.-A. BARRAL, secrétaire perpétuel. T. I*¹.

*Ministère des travaux publics. Direction des cartes, plans et archives et de la statistique graphique. Atlas des ports étrangers. 1^{re} livraison*².

Les associations coopératives en France et à l'étranger, par P. HUBERT-VALLEROUX³.

Le libre-échange absolu à l'intérieur et à la frontière, par ALCIDE AMELIN⁴.

Organisation du crédit au travail, par LÉON HIERNAUX⁵.

*Ministero delle finanze. Direzione generale delle gabelle. Bollettino di legislazione e statistica doganale e commerciale. Anno I. 2^o semestre. Luglio, agosto 1884*⁶.

Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Rouen, 1883. Étude sur les sociétés coopératives de production, par M. GEORGES VILLAIN⁷.

*Ministero di agricoltura, industria e commercio. Istituti di credito e provvidenza. Anno VIII, 1883. Bollettino bimestrale del risparmio. Appendice al n^o 6*⁸.

La province de Buenos-Ayres (République argentine, Amérique du Sud), par le D^r EMILE R. CONI. Résumé de l'*Annuaire statistique*. Edition en français⁹.

¹ Paris, imp. de V^e Tremblay, 1884, in-8.

² Paris, Imp. Nationale, 1884, in-4.

³ Paris, Guillaumin et C^e, 1884, in-18.

⁴ Paris, Guillaumin et C^e, 1884, in-8.

⁵ Paris, Ghio, 1884, in-8.

⁶ Roma, tip. Eredi Botta, 1884, in-4.

⁷ Paris, au secrétariat de l'Association, 1883, in-8.

⁸ Roma, tip. Eredi Botta, 1884, in-4.

⁹ Paris, imp. Nouvelle, 1884, in-8.

La question du Congo et l'Association internationale africaine, par GEORGES VILLAIN ¹.

LÉON CHOTTEAU. *Une grande faute économique*. 2^e édition ².

Ministero di agricoltura, industria e commercio. Istituti di credito e provvidenza. Bollettino semestrale del credito cooperativo, ordinario, agrario e fondiario. Appendice al Bollettino del secondo semestre 1883 ³.

Code rural de la Belgique, ou Recueil des lois et arrêtés qui président au régime civil et administratif des intérêts agricoles, par M. VICTOR BRANTS ⁴.

Horace Mann, promoteur de l'instruction populaire aux États-Unis. Conférence par M. M.-J. GAUFRES, 5 mai 1884 ⁵.

Ministère du commerce. Direction du commerce extérieur. Annales du commerce extérieur. Chine ⁶.

Ministero di agricoltura, etc. Direzione generale della statistica. Statistica dell'istruzione elementare per l'anno scolastico 1881-82 ⁷.

Ministerul agriculturii, comerului, industriei si domeniilor. Oficiul central de statistica. Statistica din Romania. Invetamentul pe anul scolar 1881-1882 ⁸.

Preussische Statistik. Herausgegeben vom kœniglichen statistischen Bureau in Berlin. Ergebnisse der meteorologischen Beobachtungen im Jahre 1883 ⁹.

¹ Paris, Challamel aîné, 1884, in-8.

² Paris, Guillaumin et C^e, 1884, in-8.

³ Roma, tip. Eredi Botta, 1884, in-4.

⁴ Louvain, Pecters, 1884, in-16.

⁵ Paris, rue d'Hauteville, 92, 1884, in-8.

⁶ Paris, Imp. Nationale, 1884, in-8.

⁷ Roma, tip. della Camera dei deputati, 1884, 2 vol. in-4.

⁸ Bucuresci, tip. Statului, 1884, in-4.

⁹ Berlin, 1884, in-fol.

Elle a su traverser des révolutions assez nombreuses, échapper aux pillages administratifs et aux pillages populaires avec un succès digne d'admiration dû à la fermeté avec laquelle elle a maintenu son indépendance vis-à-vis du gouvernement, lorsqu'il a élevé la prétention de contrôler ses livres et ses caisses.

Quand nous disons que les monts-de-piété italiens obtenaient du crédit sans capital, nous ne parlons que du moment de leur fondation. Bientôt ils s'enrichissaient par des donations, par des legs faits en leur faveur par des personnes pieuses, afin de faire un fonds destiné à des prêts à intérêt réduit ou sans intérêt. La conservation et l'accroissement de ce capital est particulièrement digne de remarque; on peut y voir une preuve du bon recrutement des administrateurs.

Tel était le caractère général des monts-de-piété italiens, particulièrement de ceux de Naples réunis à celui qui est devenu la Banque en 1599. Les conditions de leur existence et de leur développement, les fonds confiés ou donnés à des conditions et pour des destinations différentes imposaient aux monts-de-piété une comptabilité d'une excessive complication que la banque de Naples a conservée jusqu'à notre temps, mais qu'elle est parvenue à simplifier.

L'ouvrage de M. Tortora nous présente les documents relatifs à l'histoire de cette banque jusqu'à nos jours, dans un magnifique volume de plus de mille pages accompagné de bilans, de tableaux statistiques et graphiques, dont l'étude suffit à donner une idée exacte du caractère et de la situation de la banque de Naples. Le second volume est consacré à la reproduction des lois et règlements qui régissent cet établissement devenu à peu près, sous presque tous les rapports, une banque moderne, constituée sur les anciennes fondations. On peut même reconnaître, à la lecture des règlements, que la transformation est loin d'être complète et que la banque de Naples conserve encore en grande partie son originalité.

En somme, l'ouvrage de M. Tortora est indispensable à quiconque s'occupe de l'histoire des banques ou s'y intéresse et nous ne saurions trop le recommander à ceux qui s'adonnent à ce genre d'études.

COURCELLE SENEUIL.

NOTES ET TABLEAUX, POUR SERVIR A L'ÉTUDE DE LA QUESTION MONÉTAIRE, par H. COSTES, ancien sous-directeur à la Monnaie; un volume in-8° (244 pages), Paris, 1884.

« Lorsqu'on veut étudier la question monétaire, dit M. Costes, on chercherait vainement un ouvrage dans lequel se trouvent réunis les éléments essentiels d'information qui, seuls, peuvent fournir une base sûre à cette étude. » On est contraint d'aller chercher les documents

épars dans vingt recueils divers. M. Costes s'est chargé de ce travail. « Rassembler les matériaux dispersés, les compléter au moyen d'informations puisées, autant que possible, aux sources officielles, et grouper l'ensemble suivant un ordre méthodique, tel est le but que s'est proposé l'auteur des *Notes et Tableaux* ».

Il débute par un aperçu historique de la question monétaire depuis la Révolution, qui, pour la précision et l'exactitude, est un des plus satisfaisants que j'aie rencontrés. Arrivant ensuite à l'exposé des différents systèmes monétaires, il nous donne, dans une deuxième partie, l'indication du système fondamental de chaque pays, des lois qui l'ont organisé, et des modifications que d'autres lois postérieures ont pu y apporter. Il passe ainsi en revue 40 pages, groupant ensemble les métropoles et leurs colonies, et rapprochant tous ceux qui sont liés par une union commerciale ou politique. Je citerai, comme exemple du plan suivi dans cette partie, les vingt et quelques pages consacrées à la France. Travaux de la Convention, travaux du Directoire, rapport de Gaudin, loi du 17 germinal an XI, législation sur le droit de monnayage, tout est analysé dans le texte ou cité *in extenso* aux annexes. Puis, toujours dans le même chapitre, viennent quelques paragraphes spéciaux pour nos colonies : Algérie, Sénégal, Côte-d'Or, Mayotte, Réunion, Indes, Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, Taïti, Saint-Pierre, Antilles et Guyane.

Une troisième partie fournit, sous forme de tableaux synoptiques, pour chaque pays successivement et dans l'ordre déjà suivi, tous les renseignements relatifs aux monnaies d'or, d'argent ou d'alliage, avec des colonnes spéciales qui indiquent la valeur comparative [en francs, le nom, le poids, le titre, et la valeur au pair.

Voici maintenant, dans une quatrième partie, de nouvelles classifications :

1° Classement des pays, par régime monétaire, pays à étalon unique d'or, étalon unique d'argent, double étalon, étalon de papier, avec l'indication de la population pour chaque pays et pour chaque groupe ; 2° classement des pays d'après le système de poids et de numération employé pour les divisions de leurs monnaies ; pays qui ont adopté le système décimal, mais qui se servent d'autres poids que le poids métrique ; 3° classement des pays d'après les titres de leurs monnaies d'or et d'argent : pays qui ont adopté l'alliage au titre de 900, ou 916, ou 875 millièmes de fin ; titres des monnaies principales d'argent, alliage à 900 millièmes, ou à un autre titre ; titres des monnaies d'argent en appoint à cours limité ; 4° classement des pays d'après leurs monnaies inférieures d'appoint.

Enfin, sous le titre de renseignements statistiques, une dernière partie

nous donne un relevé : 1° des variations du prix de l'or et de l'argent, et du rapport de valeur entre les deux métaux sur la place de Londres, de 1841 à 1883; 2° des mêmes variations sur la place de Paris; 3° de l'exportation et de l'importation des métaux précieux en France « et de tous les faits saisissables à l'aide desquels on peut se rendre compte de notre circulation métallique » pendant la même période.

Une fois tous ces documents rassemblés, l'auteur, qui est visiblement bimétalliste, a eu la discrétion de se maintenir strictement dans le cadre de son ouvrage. Tout au plus, se contente-t-il de signaler, en deux lignes, sous formes de propositions, au sens logique et grammatical du mot, la conclusion qui, selon lui, se dégage de son travail. Cette conclusion, c'est que notre stock métallique a diminué, que la diminution a porté sur l'or, et qu'il faudra, sous peine de grands périls, rendre à l'argent son plein rôle monétaire. Je n'ai pas à discuter cette conclusion. On a ici même, à plusieurs reprises, exposé des systèmes tout opposés dont je suis le chaud partisan. M. Costes au surplus n'a pas prétendu écrire une œuvre didactique. Il a fait cette besogne ingrate, qui consiste à amasser les matériaux; qu'il en tire parti lui-même, ou qu'il ait seulement travaillé pour autrui, peu importe. Son livre d'aujourd'hui est excellent, et mérite le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un ouvrage, c'est qu'il se proposait un but et qu'il l'a atteint.

J. CHAILLEY.

LA CONCORRENZA ESTERA E GLI ANTICHI ECONOMISTI ITALIANI, studio del dottor ULISSE GOBBI, un vol. in-8°, Ulrico Hoelpi. Gli infortuni del Lavoro, broch. 8°, Milano 1883.

La concurrence étrangère et les anciens économistes italiens est un mémoire qui a remporté le prix au concours extraordinaire Cossa. La question proposée par l'Institut Lombard de sciences et lettres était : Faire une composition historico-critique de la théorie économique du commerce international en Italie, etc.

M. Ulisse Gobbi, conformément au programme, passe en revue toutes les doctrines émises sur le commerce depuis Aristote jusqu'à la fin du xviii^e siècle. Je dis depuis Aristote, quoique M. Gobbi ne remonte qu'à Saint-Thomas d'Aquin, parce que tous les docteurs du moyen âge n'ont fait que copier le *maître*, ce qui ne veut pas dire qu'ils l'ont compris. En effet, comme l'observe M. Gobbi, l'idée fondamentale de la théorie d'Aristote est que l'État doit se suffire à lui-même autant que possible, que le commerce doit exporter les produits surabondants et importer ceux qui manquent.

C'est effectivement là ce qui se produit tout naturellement lorsque

l'État n'intervient pas, soit pour entraver, soit pour favoriser le commerce. Mais ce n'est point ainsi que l'ont entendu la plupart de ceux qui, en Italie comme ailleurs, ont traité spécialement ou incidemment du commerce. L'un veut, comme on sait, que l'État pourvoie aux besoins du peuple, le protège contre les marchands ; l'autre, qu'il favorise les marchands parce qu'ils enrichissent l'État ; celui-ci demande que l'État protège l'agriculture et les arts de nécessité ; celui-là réclame la protection pour les arts de luxe ; et personne parmi ces prétendus savants ne songe à laisser l'équilibre s'établir de lui-même entre la demande et l'offre des divers produits. Il est de fait que, si la liberté suffisait pour atteindre ce but, à quoi servirait leur science ?

Il serait difficile de tirer une autre conclusion de toutes ces théories annonaires, mercantilistes, protectionnistes des consommateurs, protectionnistes des producteurs, etc., que M. Gobbi fait successivement passer sous nos yeux. Si l'humanité s'avisait de vouloir suivre docilement les enseignements de ce que chacun nomme la science, je ne sais pas comment elle s'en tirerait, au milieu d'opinions si variées ; heureusement elle ne tient pas grand compte de toutes ces élucubrations, elle suit son intérêt, c'est-à-dire la nature, c'est le meilleur moyen de mettre toutes les théories d'accord.

Quoique M. Gobbi s'attache principalement à exposer les doctrines des économistes italiens sur le commerce extérieur, il ne néglige pas de jeter un coup d'œil sur celles des étrangers, surtout des Français et des Anglais, de les comparer entre elles, de rendre justice avec impartialité à qui elle est due pour la primauté des diverses opinions.

On peut donc dire avec le rapporteur de la commission que ce livre contribuera à enrichir l'histoire critique de l'économie, de résultats en partie nouveaux, en partie plus précis que ceux auxquels sont arrivés d'autres érudits. Mais, de même que les peuples heureux n'ont point d'histoire, il est bien possible qu'ils n'aient point non plus d'économie politique. Il est assez vraisemblable que les développements de cette science soient le signe et la preuve de la misère des peuples, misère à laquelle elle se propose de remédier.

Les Accidents du Travail, brochure du même auteur, pourrait peut-être donner quelques éléments pour la solution de ce problème.

Il s'agit, dans cette brochure, de pourvoir au sort du « soldat du travail qui tombe sur la brèche ». M. Gobbi examine les deux principaux systèmes en présence pour atteindre ce but : l'assurance obligatoire et l'assurance libre combinée avec la responsabilité des entrepreneurs.

Après avoir discuté les avantages et les inconvénients de l'assurance obligatoire, soit que l'ouvrier s'assure lui-même, soit que le patron

l'assure, l'auteur constate qu'une loi qui imposerait l'obligation de l'assurance, rencontrerait l'opposition de la grande masse des patrons et des ouvriers, qui feraient leur possible pour chercher à l'éluder.

La responsabilité des patrons ne présente pas moins de pour et de contre, de si et de mais que l'assurance obligatoire. Quant à l'assurance libre, elle a bien quelques bons côtés, mais il paraît qu'elle ne peut pas tout faire.

S'il en est ainsi le mal n'est pas grand : il y a une infinité de choses que nous ne pouvons pas faire ; le meilleur parti à prendre est de les laisser. A l'impossible nul n'est tenu. Il y a ensuite un second parti à prendre, c'est de conserver tous ses moyens pour faire au moins tout ce qui est possible. Si, par exemple, l'assurance libre ne peut pourvoir à toutes les infortunes des hommes, il faut faire en sorte qu'elle pourvoie au plus grand nombre qu'elle pourra ; et pour cela il faut éviter d'y faire intervenir l'État, qui fait toutes choses plus mal et à plus grands frais que la liberté.

Ce n'est pas l'avis de M. Gobbi, qui trouve que l'État complète les institutions de prévoyance et l'initiative privée.

J'ai besoin de 100 francs, je n'en ai que 80, j'en donne 40 à l'État qui m'en rend 10. Voilà comment l'État complète l'initiative privée.

« C'est, dit M. Gobbi, dans cette coopération d'efforts (de l'État et de l'initiative privée), que réside la vraie harmonie économique. Non pas l'harmonie de l'école optimiste, qui trouve que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, pourvu qu'on laisse faire et qu'on laisse passer..... mais une harmonie dans laquelle on se peut confier. »

Avant de condamner aussi sommairement l'école optimiste, M. Gobbi aurait deux tâches à remplir : 1^o nous montrer que l'harmonie dans laquelle on peut se confier, c'est-à-dire l'État, nous a conduit, nous conduit, nous conduira au but qu'il fait miroiter à nos yeux : « l'augmentation de la vitalité et du bien-être dans tout l'organisme social. » N'est-ce pas un axiome de la plus rigoureuse exactitude, que *l'enfer des peuples est pavé des bonnes intentions des gouvernements*? S'il en est ainsi de leurs bonnes intentions, que dire des mauvaises?

2^o Il est d'usage de ne pas condamner quelqu'un sans l'entendre. Avant de condamner l'école optimiste, il faut donc nous montrer quelque temps ou quelque pays où la liberté absolue ayant existé, elle ait empiré la condition de l'humanité.

La liberté absolue n'a jamais existé, disent ses adversaires avec une joie qui montre combien ils sont heureux d'être esclaves. En le supposant, il y a eu du moins des variations dans la somme de libertés dont ont joui divers peuples en différents temps. La question se réduit à com-

parer la somme de bien-être matériel et moral des peuples dans ces différentes conditions. M. Gobbi avait une belle occasion de faire cette comparaison en écrivant son livre sur la *Concurrence étrangère*.

ROUXEL.

VOCABULAIRE AGRICOLE ET HORTICOLE à l'usage des élèves des collèges et des écoles primaires, par A. RICHARD (du Cantal), cultivateur, 2^e édit. 1 vol. in-18. Paris, Hachette, 1883.

M. A. Richard est, comme il le dit, un cultivateur, un vrai, mais qui varie ses plaisirs en menant de front la culture de la terre et celle des sciences qui se rapportent à l'art agricole. Ami et collaborateur de Geoffroy Saint-Hilaire et de nos autres savants naturalistes et agronomes, M. Richard a écrit plusieurs ouvrages, entre autres une *Étude du cheval de service et de guerre*, qui en est à sa sixième édition, et un *Dictionnaire raisonné d'agriculture et d'économie du bétail*, dédié aux instituteurs primaires. Le *Vocabulaire agricole et horticole* est un abrégé du *Dictionnaire raisonné*.

Il serait superflu de faire l'éloge de ce livre. Écrit clairement et simplement, comme il convient de le faire dans un pareil sujet et lorsqu'on s'adresse aux lecteurs auxquels il est destiné, cet ouvrage contient en outre un grand nombre de figures d'animaux et de plantes qui, tout en délassant les enfants et même les grandes personnes de la lecture, aident à l'intelligence du texte. Quoique destiné aux enfants seulement, le *Vocabulaire agricole et horticole* sera lu avec plaisir et consulté avec fruit, non seulement par les cultivateurs, mais par les cultivatrices et même par toutes les ménagères. Il y a une foule de choses d'économie rurale et domestique que toutes les dames ont besoin de connaître, qu'elles ignorent de plus en plus depuis que l'on s'occupe de les endoctriner conformément aux programmes universitaires, et qu'elles trouveront dans le vocabulaire de M. Richard avec d'autant plus de facilité qu'il n'y a qu'à chercher le mot à son ordre alphabétique.

Il y a seulement une chose que je veux conseiller aux lecteurs : c'est de ne pas passer par-dessus l'introduction, comme on le fait bien souvent ; je suis persuadé qu'ils ne regretteront pas leur temps.

Après avoir vu ou lu les tripotages de cour, de cabinet, de chambres, de couloirs, en un mot toute cette dégoûtante cuisine gouvernementale sans laquelle, dit-on, la société ne pourrait subsister, lorsqu'on jette les yeux sur la vie champêtre que M. Richard vit, comme l'a vécue sa famille « de temps immémorial » et qu'il aime sans paraître se douter de toutes les prétendues horreurs de la lutte pour l'existence, on sent les nerfs se détendre, on se dit que la vie a du bon et qu'il suffit de savoir la vivre. Or, on la passe beaucoup plus agréablement sous la domina-

tion de la nature, notre mère commune, bien moins marâtre qu'on ne le dit, que sous la domination des hommes, nos semblables. On est bien plus sûr d'obtenir ce que l'on demande quand on sollicite dans un champ que lorsqu'on postule près d'un ministre ou d'un sous-ministre pour siéger sur un rond de cuir.

Le *Vocabulaire* est destiné aux élèves des écoles primaires. J'aimerais bien mieux voir ces enfants autour de M. Richard et d'autres cultivateurs en esprit et en vérité comme lui, enseignant, par leurs exemples d'abord, par leur conversation et leurs conseils ensuite, ce que l'observation et leur expérience plutôt que les livres leur ont appris ; j'aimerais mieux les voir apprendre la science par l'art, la théorie par la pratique, que de les voir claquemurés dans un lieu obscur, au sein d'un air humide et vicié, privés d'exercice corporel si nécessaire à cet âge. Mais il paraît que le progrès de la civilisation s'y oppose. Autrefois, c'était l'art qui dirigeait la science ; c'est Homère qui servait de guide à Aristote pour tracer les règles de la poétique ; on était barbare alors. Aujourd'hui que l'on est civilisé, c'est la science qui dirige l'art. Allez donc à l'école, mes pauvres enfants, ou votre père sera mis à l'amende et à la prison.

ROUXEL.

CONCETTO E GENESI DELLA RENDITA FONDIARIA, SUOI CORRETTIVI SUA NATURALE ELISIONE. Tesi di laurea di ULISSE MANARA. In-16°. Roma, 1882.

L'étude de M. Manara est divisée en trois chapitres. Dans le premier l'auteur s'applique à distinguer la rente foncière de tout ce qui lui est étranger, c'est-à-dire de tout ce qui n'est pas l'effet des qualités naturelles du sol. Il est ainsi conduit à admettre la définition de M. Wolkoff : « La rente est la portion du produit total qui, déduction faite de celle qui sert à couvrir les charges et les profits de la production, demeure libre et constitue un superflu ». Mais M. Manara se sépare de Wolkoff et des autres auteurs qui voudraient déterminer d'une manière plus ou moins approximative la qualité de cette rente, et il prouve qu'on ne peut parvenir à en mesurer l'étendue à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Le titre du second chapitre semble indiquer qu'il est consacré à la genèse de la rente foncière ; mais il n'en est rien, c'est aux théories de la rente foncière, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. L'auteur admet pour causes génératrices de la rente foncière : 1° la fertilité plus ou moins grande des terres que l'on soumet aux mêmes exploitations ; 2° la diverse distance de ces terres du marché où leurs produits peuvent trouver des acquéreurs ; 3° le profit décroissant des capitaux successivement fixés dans le sol. Mais, d'après l'auteur, cette théorie n'est vraie

qu'autant que l'agriculture est empirique et routinière, comme elle l'est aujourd'hui dans presque toute l'Europe. Lorsque la science aura transformé l'agriculture, la rente foncière disparaîtra. C'est du moins ce que M. Manara entreprend de démontrer dans son troisième chapitre, où il passe en revue les progrès réalisés en agriculture dans les divers pays de l'Europe, progrès qui tendent à mettre l'agriculture sur le même pied que les autres industries.

Lorsque l'agriculture sera scientifique, les profits des capitaux successivement employés à améliorer une terre n'iront plus en décroissant ; les progrès de l'industrie locomotive rendront insignifiante la cause de rente qui provient du plus ou moins d'éloignement du marché, de la grande variété des produits et de l'appropriation de chaque terre au genre de culture qui lui convient le mieux ; il résultera de là qu'il n'y aura plus de différence de fertilité entre les terres. Les moyens de parvenir à rendre l'agriculture scientifique, de routinière qu'elle est, consistent dans l'instruction des classes agricoles, le capital et la liberté du commerce.

Tel est en abrégé le système de M. Manara. Sa brochure est un travail savant et consciencieux ; les diverses théories sur la rente foncière y sont exposées avec clarté et discutées avec talent ; beaucoup d'idées émises par l'auteur sont ingénieuses.

ROUXEL.

FRANCIA E ITALIA. Lettere di Edoardo Laboulaye a Pietro Sbarbaro, con un discorso sulla vita e sulle opere dell'autore ed un giudizio di Tullo Massarani etc., in-12. Parma 1883.

« Je suis le premier qui, depuis sa mort, offre un tribut de larmes à celui duquel Ernest Renan, malgré la profonde différence de ses convictions religieuses, a pu écrire ces paroles : *M. Laboulaye comptera parmi les hommes dont la France du XIX^e siècle a le plus justement le droit d'être fière.* »

M. Sbarbaro, qui s'exprime ainsi dans son discours sur la vie et les œuvres de Laboulaye, pourrait bien avoir raison de dire qu'il est le premier à rendre hommage à notre compatriote. Du moins je ne me souviens pas d'avoir vu dans aucune de nos revues, ordinairement si fécondes en biographies, aucune étude sur la vie et les œuvres de notre feu sénateur, professeur au Collège de France. Cela prouve que Laboulaye n'appartenait à aucune coterie. Félicitons donc M. Sbarbaro, professeur de législation comparée, de l'hommage qu'il rend à son ancien collègue et ami.

M. Sbarbaro compare Laboulaye à Voltaire et trouve celui-là bien supérieur à celui-ci. Je n'ai pas de peine à le croire; je n'ai jamais compris comment le «philosophe de Ferney» avait pu acquérir une si grande réputation. Parlant sur tous sujets, mais toujours superficiellement, Voltaire n'a de particulier que son style, et cette qualité même devient parfois insipide par son uniformité.

Laboulaye, au contraire, était un remueur d'idées, et sans être aussi partisan de ses opinions que l'est M. Sbarbaro, on peut dire qu'il est bien supérieur, comme homme et comme savant, à beaucoup de ses contemporains qui ont été plus considérés que lui pendant leur vie et après leur mort.

Dans une lettre adressée à M. Henri Richard, député au parlement d'Angleterre, M. Sbarbaro trouve étrange que M. Rouxel l'ait désapprouvé d'avoir admis, dans l'*Ideale della democrazia*, l'efficacité de la religion comme intégration de la science, et d'avoir dit que toute religion porte atteinte à la liberté. Je ne vois pas que ce soit là une découverte bien extraordinaire ni bien nouvelle. La liberté consiste-t-elle à suivre sa nature? La religion n'a-t-elle pas pour but de contrarier la nature? Toute religion est donc en révolte contre l'auteur de la nature.

Notre dissentiment est peut être plus apparent que réel; je crois qu'il consiste dans la confusion du culte et de la morale. Je n'ai rien à dire du culte tant qu'il est libre, tant que chacun pratique à ses propres frais celui qui lui plaît; ce que je trouve mauvais c'est que les uns fassent payer les frais de leur culte à ceux qui ne le pratiquent pas. Je ne fais pas non plus un crime à ceux qui ont quelque croyance morale de la prêcher, de chercher à la propager, tant qu'ils se bornent à user de la persuasion; où je me sépare des apôtres, c'est lorsqu'ils prétendent imposer leurs dogmes, c'est-à-dire les élucubrations de leurs cerveaux plus ou moins mal équilibrés, à des gens ineffensifs, qui ne croient à rien ou qui croient à autre chose.

Auquel de ces partis appartient M. Sbarbaro? Je crains bien, d'après plusieurs endroits de son opuscule, notamment d'après la page 14, où il donne la raison qui lui fait approuver l'expédition anglaise en Egypte, que ce soit au parti qui veut imposer par la force son culte et ses croyances. Je demande donc ce qu'il y a de commun entre ce concept de la religion et celui de la liberté.

ROUXEL.

CHRONIQUE

SOMMAIRE: L'agitation protectionniste. Les vœux des comices agricoles, chambres syndicales et autres en faveur du rétablissement des droits sur le blé et la viande. — La crise de l'industrie lyonnaise. — Le vœu du conseil municipal de Lyon. — Le *Courrier de la Gironde* et l'agitation protectionniste. — Le rétablissement de la taxe du pain. — La situation financière de la France. — Comment le gouvernement portugais s'y prend pour attirer les capitaux français dans ses entreprises de chemins de fer. — L'unification des universités russes. — Adam Smith à l'index en Russie.

L'influence des élections générales de l'année prochaine commence déjà à se faire sentir. Les meneurs électoraux sont à la recherche de la *plate-forme* la plus propre à faire impression sur la majorité des électeurs, et comme les agriculteurs forment l'élément le plus considérable de cette majorité, ils leur présentent l'appât séduisant d'un exhaussement des droits sur le blé et le bétail. La campagne s'est ouverte dans les comices agricoles. Les délégués des quatre comices agricoles d'Eure-et-Loir, auxquels se sont joints divers députés et sénateurs, se sont réunis dernièrement à Chartres et ils ont formulé le programme suivant :

5 fr. par quintal sur le blé ; 7 fr. sur la farine ; 3 fr. sur le seigle, l'orge et l'avoine ; 5 fr. sur le maïs ; 3 fr. sur les sons et issues ; 45 fr. par tête pour les chevaux et les bœufs ; 35 fr. pour les vaches ; 7 fr. pour les moutons ; 12 fr. pour les porcs ; 15 fr. par quintal sur les viandes fraîches et salées ; 20 fr. sur les laines en suint ; 60 fr. sur les laines lavées.

Un seul membre, M. le docteur Bacquias, député de la première circonscription de Troyes, a protesté contre ce programme protectionniste et fait entendre ces paroles de bon sens :

Il n'est pas plus donné au législateur de corriger les effets des lois économiques de l'offre et de la demande, de la disproportion entre la consommation et la production, que d'atténuer sérieusement les désastres causés par les intempéries. L'agriculteur est forcé, comme l'industriel, de subir des modifications, de changer son outillage, ses méthodes : ainsi ont fait les industries de Troyes.

La Société des agriculteurs du Nord a naturellement fait chorus avec les comices d'Eure-et-Loir et décidé à l'unanimité dans sa réunion de Lille, tenue avec le concours des présidents des comices des départements :

1° de réclamer un droit compensateur sur les blés et autres céréales, l'élévation des droits d'entrée sur le bétail et un droit égal sur les viandes abattues; 2° l'application immédiate de la loi sur le sucrage des vins et boissons alcooliques; 3° le vote d'une loi sur le vinage à droit réduit; 4° la suppression des tarifs de pénétration qui sont plus favorables aux producteurs étrangers qu'aux producteurs français.

Dans le *Calvados*, M. Edmond Henry, député, tout en s'avouant courageusement « libre échangiste en principe », s'est déclaré prêt à devenir protectionniste dans l'application, si ça pouvait plaire à ses électeurs :

Pour moi, je me contente de déclarer que, si j'ai été libre échangiste en principe (nous ne nous en sommes pas mal trouvés à certaine époque), je suis aujourd'hui partisan de toutes les mesures propres à empêcher une industrie ou une production importante de disparaître.

A Lyon, la chambre syndicale de la meunerie a demandé que « le droit actuel sur les farines soit élevé à un minimum de 4 fr., tout en laissant au gouvernement le soin d'apprécier dans quelle mesure les droits actuels de 0 fr. 60 doivent être relevés ». En revanche, dans une réunion tenue à Lyon, M. Ballue, député, s'est énergiquement opposé à l'augmentation des droits sur le blé et le bétail, et l'assemblée a voté la résolution suivante :

L'assemblée, considérant que toute augmentation de droit sur la viande et le vin aurait un effet désastreux, invite le député de la première circonscription à les combattre par tous les moyens possibles.

Mais on ne doit pas se dissimuler que les manipulateurs d'élections ne pouvaient mieux choisir leur plate-forme, car on est toujours assuré du succès quand on promet aux gens un accroissement de revenus. Que ce résultat flatteur soit atteint ou non, peu importe ! L'essentiel n'est-ce pas de faire croire qu'il le sera ?

Malheureusement, ce retour électoral à la politique protectionniste pourrait bien coûter cher à nos plus importantes industries, en aggravant encore nos prix de revient déjà artificiellement surélevés par les lourdes charges de l'impôt. Si elles avaient conscience du danger qui les menace, elles ne tarderaient pas sans doute à opposer une agitation libre échangiste au mouvement protectionniste. M. Frédéric Passy les y a conviés de la manière la plus pressante dans la dernière réunion de la *Société d'économie politique*. Espérons que ses éloquents paroles ne demeureront pas sans écho.

Indolence des fabricants; résistance des tisseurs à la modification scientifique de leur industrie, voilà qui peut résumer la cause originelle de la crise actuelle.

A cette cause vient se joindre, pour augmenter le prix de revient, la cherté croissante des éléments de la production et de la vie de l'ouvrier, due au impôts et aux droits excessifs de l'octroi de Lyon. Si, comme il y a malheureusement apparence, le gouvernement prête une oreille favorable aux vœux de la chambre syndicale de la meunerie lyonnaise, s'il élève les droits sur le blé et la viande, la cherté de la vie ne manquera pas de s'accroître encore, et le relèvement de l'industrie lyonnaise deviendra plus difficile et plus problématique. En définitive, cette politique de renchérissement n'agit-elle pas pour encourager l'industrie étrangère aux dépens de la nôtre, et faudrait-il s'étonner si les ouvriers lyonnais, chassés par le protectionnisme comme autrefois par le fanatisme religieux, allaient recruter les ateliers suisses, allemands, anglais et américains ?

*
* *

Parmi les causes principales de la crise lyonnaise, il faut signaler encore la préférence que les consommateurs donnent de plus en plus aux tissus à bon marché mélangés de coton. Malheureusement, les fabricants de Lyon sont obligés de payer les fils de coton de 25 à 50 0/0 plus cher que leurs concurrents suisses, anglais ou allemands, et ils n'ont pu obtenir jusqu'à présent, nous ne dirons pas un abaissement des droits, mais la simple faculté de travailler en franchise les fils étrangers à charge de réexportation. Ils la réclament de nouveau aujourd'hui; le conseil municipal et la chambre de commerce viennent d'être saisis de propositions dans ce sens. Voici un extrait du Rapport adressé au conseil municipal et dont les conclusions ont été adoptées à l'unanimité :

Parmi les causes principales qui ont motivé cette crise, il en est une sur laquelle la sollicitude du gouvernement de la république doit se porter d'urgence et son attention être mise en éveil, c'est l'état d'inégalité et d'infériorité dans lequel se trouve placé le tissage des soieries lyonnaises vis-à-vis des nations concurrentes au point de vue de l'emploi et de l'approvisionnement des textiles.

En effet, les préférences toujours croissantes de la consommation pour l'épaisseur, le poids, l'apparence et le bon marché, font abandonner progressivement l'étoffe de soie pure en faveur de l'étoffe de mélange, pour laquelle notre fabrique emprunte de plus en plus l'emploi du coton. Cet emploi et cette progression sont tels que, dans la production générale lyonnaise, on peut estimer aux deux tiers la fabrication des tissus de mélange-coton.

Les fils de coton qui entrent dans cette fabrication sont, dans la proportion de 75 0/0, achetés dans les filatures anglaises, alsaciennes et suisses, qui font mieux et à meilleur marché que les filatures françaises du Nord et de l'Est.

Ces fils acquittent, à leur entrée en France, des droits élevés qui permettent difficilement de produire pour l'exportation, puisque la fabrication lyonnaise doit perdre la somme représentée par ces droits acquittés et non remboursés à la sortie.

Il n'est pas nécessaire, Messieurs, d'entrer dans de plus grands développements pour comprendre qu'une amélioration à cet état d'infériorité s'impose, non seulement en raison des circonstances présentes, mais pour éviter, à l'avenir et dans la mesure du possible, de nouvelles crises.

C'est dans ce but que le Conseil municipal, qui vous a précédé, s'était vivement préoccupé, dans sa séance du 15 mars 1881, des conséquences que devait avoir pour notre industrie le maintien de droits élevés sur les fils de coton. Ces conséquences, nous les subissons malheureusement aujourd'hui, malgré l'énergique et unanime protestation de vos prédécesseurs. C'est pourquoi nous vous proposons, si vous voulez défendre comme eux les intérêts les plus précieux de la cité, de vous associer à la chambre de commerce et à la chambre syndicale des fabricants de soieries et de voter le projet de résolution suivant :

« Le Conseil municipal de Lyon,

« Estimant que les droits élevés qui frappent les fils de coton de gros numéros ne permettent pas aux fabricants de Lyon de lutter avec la concurrence étrangère ;

« Estimant que cette situation est des plus graves pour l'avenir de notre population ouvrière ;

« Convaincu que la liberté des approvisionnements est de plus en plus indispensable aux transactions internationales, et considérant que toutes les matières premières qui concourent à la fabrication des soieries devraient être affranchies de tout droit.

« Demande instamment qu'une admission temporaire soit étendue sans aucune exception à tous les numéros de fils de coton. »

*
* *

Sous ce titre : *Nécessité d'une nouvelle ligue pour réagir contre l'agitation protectionniste*, le *Courrier de la Gironde* publie un excellent et vigoureux article dont nous reproduisons la conclusion, en y applaudissant des deux mains.

Si l'on peut admettre que dans l'ordre des êtres inférieurs à l'homme les petits d'une espèce sont faits pour être mangés par les sujets rela-

tivement gros d'une autre espèce, il convient de réagir contre la prétention, ici trop peu fraternelle, de ces chefs de grandes exploitations industrielles ou agricoles qui cherchent à vivre plus amplement en appliquant à leurs semblables les procédés de réfection des animaux entre eux. Désireux d'éviter au peuple un nouveau renchérissement des produits de grande consommation, renchérissement qu'amèneraient d'une manière infaillible des droits de douane encore plus considérables, nous faisons appel à l'esprit d'initiative des hommes les mieux placés dans la Gironde pour qu'ils y provoquent une manifestation humanitaire et libérale, qui serait le premier grand acte de résistance opposé par le pays aux doctrines restrictives qui tendent à le mettre au redoutable régime des chômages et du pain cher. E. S.

Nous souhaitons que ce vœu soit pris en considération, mais franchement nous en doutons. Les influences protectionnistes sont actuellement toutes puissantes, et il faudrait pour en avoir raison constituer une « ligue des intérêts libre-échangistes », qui fût contre-poids à la coalition protectionniste. Jusque-là, la liberté du commerce pourra dire à ses tièdes adorateurs :

Par de stériles vœux pensez-vous m'*assister*?

*
* *

On a découvert à la vérité un spécifique pour abaisser le prix de l'article le plus nécessaire à la vie, article que, d'un autre côté, on va s'occuper de faire renchérir par voie législative, nous voulons parler du rétablissement de la taxe du pain. A ce sujet, M. le ministre de l'agriculture vient d'adresser aux préfets la circulaire diplomatique que voici :

Monsieur le préfet,

Le décret du 22 juin 1863, qui a rendu libre l'exercice du commerce de la boulangerie dans toutes les villes de France, n'a pas abrogé la loi des 19 et 22 juin 1791, qui laisse aux autorités municipales le droit de fixer la taxe du pain, quand elles le jugent nécessaire.

L'administration, sans porter atteinte aux droits que les maires tiennent de la loi en pareille matière, s'est toujours efforcée, vous le savez, de faire prévaloir, dans le sens le plus large, le système libéral inauguré par le décret du 22 juin 1863; cependant, il existe encore un certain nombre de communes où les municipalités ont cru devoir maintenir la taxe officielle.

A ce sujet, des réclamations se sont élevées de la part d'un certain nombre de boulangers sur le mode de procéder employé pour la fixation de ladite taxe. Le principe même de la taxe est aujourd'hui vivement attaqué; un congrès spécial, où les principaux boulangers se

*
* *

Tandis que le protectionnisme nous menace d'un supplément illimité d'impôts payés à des particuliers et notamment aux propriétaires fonciers qui réclament un *minimum* de rente, nous allons être obligés, selon toute apparence, de fournir à l'État un autre supplément d'impôts pour combler les déficits constants de ses budgets.

Le déficit croissant de nos budgets, voilà le mal qu'il faut d'abord signaler, lisons-nous dans un Exposé, fait au nom de la minorité de la Chambre, exclue de la commission du budget. Ce mal, tout le monde en soupçonne l'existence, peu de personnes en connaissent l'étendue. La gestion de nos finances pendant ces neuf dernières années se résume par un déficit de 830 millions sur l'ensemble des budgets *ordinaires* de 1876 à 1884. Sans parler de la progression de la dette flottante, les emprunts que l'on a fait contracter à la France, pendant cette courte période, s'élèvent à plus de trois milliards de francs. Enfin, le budget que M. le ministre des finances nous propose pour 1885 présente un déficit de plus de 317 millions.

Pour mesurer le gaspillage des deniers publics, nous avons jugé utile de comparer les dépenses ordinaires de l'État à quelques années de distance. Au budget qui nous est présenté pour 1885 nous avons opposé le dernier budget voté par l'Assemblée nationale, celui de 1876.

En 1876, la liquidation des dépenses de guerre était près d'être terminée. Le total des impôts s'élevait bien encore au chiffre effrayant de 2 milliards et demi, mais on entrevoyait un prompt allègement de ces charges; l'impôt de la guerre allait diminuer avec la paix. Après quatorze années de paix, le gouvernement, dans son projet de budget de 1885, propose de demander au pays plus de 3 milliards d'impôts.

Ce temps de paix, que les gouvernements sages emploient à diminuer leurs charges, n'a servi qu'à augmenter les nôtres. Chaque français paye pour les seules dépenses de l'État un sixième environ de plus qu'en 1876; au lieu de 69 fr. 77, il paye aujourd'hui à l'État 80 fr. 92.

La commission du budget, issue de la majorité, n'est pas beaucoup plus rassurante, quoiqu'elle veuille paraître plus rassurée. Elle est bien obligée de convenir que les dépenses continuent d'augmenter tandis que les recettes baissent. La moins-value des impôts indirects par exemple, s'est élevée dans les neuf premiers mois de 1884 à 13.569.000 fr. par rapport à 1883 et à 47.620.000 fr. par rapport aux évaluations budgétaires. Comment combler le déficit? Par des économies? Les divers ministères ont accepté des réductions s'élevant ensemble à 50 millions, mais l'augmentation prévue, — sans parler de

avaient fait de nombreux achats d'actions pour comparaitre dans cette assemblée, les dépôts faits par les actionnaires français assuraient à ces derniers une majorité considérable.

Sous un prétexte ridicule et honteux, on fit arrêter, avant l'ouverture de la séance de l'assemblée, un ingénieur de la Compagnie qu'on supposait porteur des pouvoirs des actionnaires français, afin qu'il ne pût pas assister à la réunion. Le tour était bien imaginé : en écartant, à l'aide de cette manœuvre, les actionnaires dont il était le mandataire, l'assemblée se serait trouvée composée des Portugais, qui, eux seuls, auraient composé la majorité. Heureusement, c'était une autre personne qui était le porteur de ces pouvoirs. Le coup était manqué. Quand on vit que cette arrestation ne conduisait pas au but qu'on s'était proposé, la personne arrêtée fut mise en liberté.

On trouva un autre moyen. Les assemblées générales de la Compagnie Royale sont présidées de droit par un agent du gouvernement, par le gouverneur civil de Lisbonne. D'accord avec ce fonctionnaire, les actionnaires portugais ont prétendu que les pouvoirs donnés par les actionnaires français, n'étant ni notariés, ni légalisés, ne pouvaient être acceptés ; ils ont exclu, pour cette raison, de la délibération, 17.000 actions ; et de cette façon, les Portugais ont composé seuls la réunion, avec moins de 8.000 actions.

Il est inutile de dire que les statuts n'exigent en aucune façon les formalités dont il s'agit ; depuis vingt-cinq ans, les pouvoirs ont toujours été rédigés dans cette même forme. Jamais aucune objection n'avait été faite. Il n'y avait d'ailleurs aucun motif légal pour justifier une semblable exigence.

Les Portugais, devenus ainsi maîtres de l'assemblée, ont accepté la concession de la nouvelle ligne par la Compagnie Royale des chemins de fer portugais.

Quoique l'assemblée n'eût été convoquée que pour délibérer sur cette concession, quoique aucune autre proposition n'eût été publiée, ni mise à l'ordre du jour, le gouverneur civil de Lisbonne a soumis à la réunion la modification des clauses des statuts d'après lesquelles les administrateurs portugais ne peuvent pas être en minorité dans le conseil. Cette modification a été votée séance tenante. L'assemblée a révoqué immédiatement le conseil d'administration tout entier, et a nommé à sa place un autre conseil composé de vingt membres, dont douze sont Portugais.

Le gouverneur civil de Lisbonne a installé ensuite le nouveau conseil ; il l'a fait accompagner d'un agent de la force publique pour expulser les administrateurs délégués en résidence à Lisbonne, et mettre les nouveaux membres en possession des services.

Nous doutons que ces procédés autoritaires, renouvelés de feu M. le marquis de Pombal, soient de nature à engager les capitalistes français à placer leurs économies dans les chemins de fer portugais.

*
* *

Le gouvernement russe vient d'imposer aux Universités de nouveaux statuts qui leur enlèvent le peu qu'elles possédaient d'indépendance. A l'avenir, l'instruction supérieure sera placée tout entière sous l'autorité dictatoriale du ministre de l'instruction publique. Apparemment, le gouvernement se flatte de « diriger » ainsi les esprits, et de les faire manœuvrer à son gré, comme s'il s'agissait de régiments de cosaques. Nous avons peur qu'il ne s'abuse sur l'étendue de son pouvoir, et que l'esprit de l'Université ne vaille pas mieux que celui des Universités.

*
* *

La censure impériale travaille cependant de son mieux à préserver l'esprit public de l'infection scientifique et littéraire de l'étranger. Elle vient de faire retirer de la circulation des bibliothèques publiques un grand nombre d'ouvrages parmi lesquels nous nous bornerons à citer la *Richesse des Nations* d'Adam Smith. En France aussi, la censure impériale avait interdit le *Traité d'économie politique* de J.-B. Say. Cela n'a pas suffi pour sauver l'empire.

G. DE M.

Paris, le 14 octobre 1884.

Le X^e volume des DISCOURS ET PLAIDOYERS de *Léon Gambetta* paraît chez Charpentier. Ce volume embrasse la période comprise entre le 9 novembre 1881 et le 26 janvier 1882. Il comprend par conséquent toute l'étendue du Ministère de Gambetta et donne, entre autres, tous les documents pouvant servir à éclairer le lecteur sur les affaires d'Egypte et du Tonkin, et sur la manière dont l'auteur, ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil, les a dirigées à cette époque.

Bibliographie économique.

OUVRAGES ENREGISTRÉS AU DÉPÔT LÉGAL EN SEPTEMBRE 1884.

ADAM (M^{me}) [Juliette Lamber]. *La patrie hongroise, souvenirs personnels*. In-8 de 334 p. Paris, à la « Nouvelle Revue ».

ARMAGNAC (Bernard d'). *Les questions du jour résolues par le Christianisme*. In-18 Jésus de 408 p. Paris, librairie de l'Œuvre-de-Saint-Paul.

ARNAULT (Louis). *Rapport de la commission extra-parlementaire du 14 février 1882 à l'appui d'un projet de loi sur les sociétés*. Suivi du projet de loi soumis au Sénat, le 6 décembre 1883. In-8 de 234 p. Paris, Rousseau.

Assemblée générale de 1884 de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. In-18 de xvi-470 p. Paris, Levé.

BARILLOT (Henri). *Traité pratique et théorique des comptes-courants et d'intérêts; méthode de calcul, législation spéciale, etc.* In-8 de viii-104 p. Paris, Delagrave.

BARRAL. V. *Enquête*.

BONNET (Jean). *La question municipale au Gua*. In-8 de 40 p. Rochefort, Martin.

BOURNAS. *Rapport d'ensemble de la légation ouvrière lyonnaise à l'exposition d'Amsterdam* sur des questions politiques, économiques et sociales des chambres syndicales, etc. Précédé d'un discours du cit. Doméla Nieuwenhuis. In-4 de 44 pages. Lyon, Plan.

Chambre de commerce de Constantine. Compte rendu des travaux des exercices 1881, 1882 et 1883. In-8 de 120 p. Constantine, Marle.

Chambre de commerce de Marseille. Compte rendu de ses travaux pendant l'année 1883. Petit in-4 de 404 p. Marseille, au « Journal de Marseille ».

CHANCY (Emmanuel). *L'indépendance nationale d'Haïti, étude his-*

torique contenant des appréciations nouvelles, suivie d'états inédits des sommes versées dès 1838 en exécution du traité financier du 12 février, et précédée d'une préface de M. Jérémie. In-8 de xxxiv-336 p. Paris, Marpon.

CHAVÉ-LEROY. *La crise agricole et la franc-maçonnerie*. In-12 de 84 p. Paris, Michelet.

CLAPARÈDE (Jules). *L'industrie du sucre de betterave et la crise sucrière*. In-8 de 6 p. Montpellier, Hamelin. [Extrait du « Messenger agricole ».]

Compte rendu analytique des séances de l'année 1883-84 de la Société d'économie politique de Lyon. In-8 de 580 p. et carte. Lyon, Bonnaviat.

DELAGRANGE (P.). *Organisation du travail, association professionnelle pour la formation des ateliers*. In-12 de 16 p. Paris, Levé.

DESCHANEL (Paul). *La politique française en Océanie, à propos du canal de Panama*. Avec une lettre de M. Ferdinand de Lesseps. 1^{re} série. L'Archipel de la Société. In-12 de xx-624 p. Paris, Berger-Levrault.

DESDEVISES DU DEZERT (Th.) *La France dans l'Extrême-Orient*. In-8 de 32 p. Rouen, Cagniard.

— *Le mouvement colonial, conférence faite le 15 mars 1884*. In-8 de 32 p. Caen, Le Blanc-Hardel.

DUMAREST (F.). *La Roumanie*. In-8 de 18 p. Bourges, au « Progrès de l'Ain ». [Extrait du « Bulletin de la Société de géographie de l'Ain ».]

DUPUY (Elie). *Un sou épargné est un sou gagné*. Instruction morale et civique. Petit manuel pratique de l'épargne. In-18 de 88 p. avec tableaux. Paris, Martin.

DUSUZEAU (J.). *Rapport de la Commission des soies sur ses opérations de l'année 1883*. Gr. in-8 de 14 p. Lyon, Pitrat [« Société d'a-

T. III. In-4 de CLXII p. et 3 pl. Paris, Gauthier-Villars.

VAISSE (Jean-Louis). *Manifeste socialiste*. In-8 de 4 p. à 2 col. Toulouse, Fournier. [Extrait du « Quatrième Etat », 11 mai 1884.

— *Mémoire scientifique* sur les causes certaines de la misère parmi les nations et les moyens pratiques infaillibles de la détruire, présenté

au gouvernement de la République française. In-8 de 58 p. Toulonse, Violèlle.

VILLAIN (Georges). *La question du Congo et l'Association internationale africaine*. In-8 de 36 p. Paris, Challamel.

VUILLEMIN (E.). *La grève d'Anzin de février-mars-avril 1884*. In-8 de 86 p. Lille, Danel.

Le Gérant : F^{ic} GUILLAUMIN.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

CONSTITUTION D'UNE LIGUE ANTI-PROTECTIONNISTE

La réaction protectionniste menace aujourd'hui non seulement les intérêts généraux des consommateurs, mais encore l'existence de nos grandes industries d'exportation. On peut faire aisément le compte de ce que coûteraient aux consommateurs les droits proposés sur les blés et sur le bétail. La France consomme annuellement 100 millions d'hectolitres de froment, 130 millions d'hectolitres de grains inférieurs et 1.300 millions de kilogrammes de viandes. En prenant la moyenne des droits réclamés au nom des intérêts prétendus de l'agriculture, on trouve qu'ils renchériraient les nécessités de la vie de plus d'UN MILLIARD par an. Les consommateurs seraient-ils bien en état de payer cet énorme impôt, ajouté à tant d'autres ? Ne se trouveraient-ils pas de nouveau réduits, pour le plus grand nombre, à se contenter de grains inférieurs, comme au temps de l'échelle mobile et à exclure la viande de leur régime alimentaire ?

Le retour au régime de la protection aurait, en effet, pour résultat inévitable de diminuer leurs revenus, tout en enchérissant la plupart des produits agricoles ou manufacturés que ces revenus servent à acheter. La France n'est pas un État isolé, se suffisant à lui-même. Sous l'influence des progrès de la sécurité, du développement des moyens de communication et de l'abaissement des barrières douanières, son commerce extérieur, autrefois insignifiant, a septuplé depuis un demi-siècle et doublé depuis l'avènement de la nouvelle politique commerciale. Il n'était que de 1.014 millions en 1834 et de 4.174 millions en 1860 ; il s'est élevé à 8.519 millions en 1883. Quelques-unes des branches les plus importantes de la production nationale, l'industrie vinicole, l'industrie de la soie et de la laine, les articles de Paris, etc., exportent, les uns un tiers, les autres la moitié de la valeur totale de leur production annuelle. L'année dernière, par exemple, la France a exporté pour 1.810 millions de produits manufacturés, tandis qu'elle n'en importait que pour

663 millions, un peu plus du tiers. Que signifient ces chiffres? Ils signifient qu'un nombre croissant d'industriels, de négociants, de capitalistes et d'ouvriers gagnent leur vie en travaillant pour des consommateurs disséminés dans le monde entier, tandis que, à l'étranger, un nombre correspondant de producteurs se procurent les moyens d'existence en travaillant pour les consommateurs français. Cependant, nous ne sommes pas seuls à exploiter les marchés étrangers; nous y rencontrons, pour la plupart des produits de notre sol et de notre industrie, la concurrence des autres pays exportateurs, et cette concurrence est devenue de plus en plus serrée. Avant l'avènement de la locomotion à vapeur, lorsque le commerce extérieur n'avait encore qu'une faible importance, notre exportation ne se composait guère que d'articles de luxe et de goût, dont nous avions en quelque sorte le monopole. Aujourd'hui, les articles de luxe et de goût ne forment plus qu'un appoint dans le total des exportations. Ce sont les produits à l'usage du grand nombre qui constituent la masse des échanges.

Qu'est-il résulté de cet accroissement extraordinaire du commerce extérieur et de ce changement qui s'est opéré dans sa nature? C'est que la question du bon marché a acquis une importance prépondérante. Nous ne pouvons conserver et accroître notre clientèle à l'étranger qu'à la condition de lui fournir nos tissus de soie, de laine et de coton, nos articles de Paris, nos machines, notre quincaillerie, etc., à aussi bon marché que nos concurrents anglais, allemands, belges, suisses, italiens. Mais, à son tour, cette question du bon marché se résout en une question de prix de revient. Il faut que nos prix de revient ne soient pas supérieurs à ceux de nos rivaux si nous voulons lutter avec eux. Nous sommes aussi favorisés qu'ils peuvent l'être sous le rapport du sol et du climat, nous sommes aussi intelligents, aussi industriels et aussi laborieux, nous sommes plus économes que la plupart d'entre eux, et quoique nous soyons plus chargés d'impôts, nous avons réussi jusqu'à ces derniers temps à soutenir honorablement notre rang sur les marchés de concurrence. Nous commençons toutefois à fléchir sous le poids de nos charges croissantes, et nos exportations vont déclinant. Nous avons perdu plus de 300 millions à l'exportation depuis 1875 et, dans les neuf premiers mois de cette année, la diminution a été de 113 millions, en comparaison de l'année dernière. Que sera-ce donc quand aux impôts que nous payons à l'État et qui menacent de s'accroître au lieu de diminuer, aux tributs que nous fournissons aux propriétaires de houillères, aux maîtres de forges, aux filateurs de coton et à tant d'autres, sous forme de droits protecteurs, aux fabricants de sucre et aux armateurs sous forme

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE EN 1884

A entendre les réclamations qui s'élèvent de toutes parts concernant la situation de toutes les branches de la production française, il semblerait que notre pays en est arrivé à un état voisin de celui de la Rome de la décadence ou de l'Espagne après Philippe II. Ce vieux sol gaulois, qui tant de fois a donné des preuves de sa vitalité, et il n'y a pas quinze ans encore, serait-il si bas !

L'agriculture en particulier, que l'on a toujours considérée à juste titre comme la principale industrie française, n'est pas la dernière à jeter son cri dans ce concert de lamentations ; par moments, même, on pourrait croire que c'est elle qui donne le ton. Ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, messieurs les agriculteurs sérieux d'aller banqueter le plus souvent et le plus chèrement possible au Grand-Hôtel et autre part pour y étaler plus gaiement leurs misères.

Qu'y a-t-il de vrai dans ces plaintes nombreuses dont presque tous les journaux spéciaux sont remplis ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier en remontant peut-être un peu loin — pas au déluge ! — à cent ans environ, et en évitant avec soin de soulever les questions doctrinales se rattachant à l'étude de la répartition qui sont du domaine de l'économie politique pure.

M. de Lavergne, qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on s'occupe d'économie rurale, disait dès 1856 : « L'Économie politique est importune, je le sais, parce qu'elle écarte les chimères et les apparences ; mais si l'on peut nier ses principes, on ne les viole jamais impunément ». Trouverait-on à changer un mot de cette affirmation, aujourd'hui ? Cependant, en haut lieu, on paraît n'y songer guère.

Voyons d'abord le beau côté de la médaille ; nous pourrons ensuite larmoyer à loisir sur le revers.

I.

Notre siècle est surtout caractérisé par un développement inouï de l'activité humaine, par l'utilisation d'un grand nombre d'éléments jusqu'ici délaissés, et par l'intervention de plus en plus marquée de la science d'expérimentation dans les opérations de la vie. Au milieu du mouvement de modification à outrance qui entraîne l'industrie, l'agriculture n'est pas restée en arrière, ainsi qu'on l'en accuse couram-

nos agriculteurs, a publié, il y a peu d'années¹, un travail admirable duquel il résulte que la production française annuelle en blé est passée de 54.700.000 hectolitres pour la période 1820-1824 à une moyenne de 100.800.000 hectolitres pour la période 1860-1864, moyenne qui a été depuis dépassée encore, mais que trois récoltes très faibles et successives ont fait retomber. Le rendement moyen à l'hectare pour tout le pays a monté dans le même temps de 11 hectolitres 41 à près de 15 hectolitres. Par suite de ces changements, la ration journalière de pain attribuée à chaque Français, qui était de 300 grammes à peine pour la période 1820-1829, s'est élevée à 538 grammes pour la période 1876-1880. Inutile de faire remarquer que dans les calculs de la consommation, l'auteur a tenu compte des importations.

Avec le blé, auquel on attribue aujourd'hui trop d'importance peut-être, la vigne est la plante qui a bénéficié le plus des progrès culturels de ce siècle. Reléguée au début sur les côteaux pauvres, dans les sols improductifs, elle a envahi peu à peu la plaine fertile, elle est même devenue la favorite par excellence partout où elle a quelques chances de réussite. Il est vrai que ses rendements, quoique très variables, sont les plus avantageux que le sol puisse donner. Un petit propriétaire de l'Aude, nous disait qu'avant le vin, sa commune était endettée de la moitié de la valeur de tous les champs, mais que, actuellement, il n'y avait plus *un sou* d'hypothèque. La récolte du vin a atteint en 1875, 83 millions 836.000 hectolitres, d'une valeur approximative de 3 milliards. Malheureusement, la crise qui pèse sur cet arbuste depuis quelques années oblige à changer les méthodes. Le blé et la vigne sont les cultures les plus importantes à signaler parmi celles qui ont le plus bénéficié de l'évolution économique de ces derniers temps, mais toutes les autres s'en sont aussi ressenties. Le sarrasin et le seigle, par exemple, tout en perdant beaucoup du rôle important qu'ils jouaient dans l'alimentation de l'homme, ont aussi vu leurs rendements s'accroître dans de très grandes proportions.

Pour arriver à ces résultats, il a fallu créer de nouvelles ressources en substances fertilisantes. Demandant à la terre plus que par le passé, il a fallu lui restituer davantage pour ne pas la rendre inféconde. L'exemple des prairies des Marcites, près Milan, a amené à tenter sous Paris l'expérience de l'utilisation des eaux d'égouts dans l'aride plaine de Gennevilliers, où 600 hectares ont été déjà conquis à la culture maraîchère avec le succès le plus remarquable. On se propose aujourd'hui de généraliser le procédé. Le guano recueilli sur quelques écueils de l'Océan Pacifique a fourni un élément d'enrichisse-

¹ *Annales agronomiques*, 1880. La question du blé.

sont aujourd'hui parfaits pour les besoins de la société moderne.

Depuis moins de cinquante ans s'est aussi répandue une méthode d'amélioration foncière qui a donné de grands résultats, le drainage. La loi du 10 juin 1854, en donnant le droit d'écoulement des eaux provenant du drainage à travers les fonds voisins, en a été comme la charte. Cette opération a pour effet, non seulement d'assécher les terres humides, mais encore de rendre plus frais les sols secs en créant une sorte d'appel de l'eau pluviale vers les couches inférieures où elle ne peut être atteinte par l'évaporation. Après quelques années d'engouement pour cette méthode excellente, pendant lesquelles on a drainé quelque cent mille hectares, on semble ne plus l'appliquer maintenant que rarement, bien qu'il y ait encore d'immenses surfaces à drainer en France.

La méthode précisément inverse, l'adduction de l'eau sur les sols où elle manque, rallie aujourd'hui le goût public. L'agitation qui se produit en faveur de l'irrigation est de bon aloi et ne saurait qu'être encouragée. Les surfaces qui acquerraient par elle une très grande plus-value sont incalculables dans le sud et le sud-est. Les résultats indéniables obtenus légitiment absolument tout engagement de capitaux dans ce sens. Malheureusement, ici comme en bien d'autres points, les profits ne répondent pas à l'attente; en ce moment même les entreprises d'irrigation, à part quelques très anciens canaux de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, sont loin d'être brillantes; le canal du Verdon, celui de la Bourne, se débattent dans des embarras financiers très regrettables. On comprend alors et on approuve le peu d'empressement de l'État à s'engager dans les entreprises nouvelles aussi vastes que le canal dérivé du Rhône dont la nécessité se fait si vivement sentir. Plutôt que de grever le budget annuel de sommes considérables, l'État peut fort légitimement dire aux agriculteurs de la vallée du Rhône, du midi ou d'ailleurs: « Vous voulez des canaux, vous affirmez qu'ils pourront vivre sans trop de malheurs, faites-les vous-même, vous aurez toutes nos sympathies, mais fort peu de subventions ». Les compagnies de chemins de fer, dues à l'initiative privée, pourraient, en quelque mesure, servir de modèle à la constitution des compagnies d'irrigation.

Concernant le régime des eaux, une réforme à effet plus durable et aussi plus longue à réaliser, est celle du reboisement et du gazonnement des montagnes. Cette œuvre poussée avec assez d'activité, surtout depuis la loi du 4 avril 1882 qui l'a réorganisée sur de plus larges bases, restera malgré de vives critiques, un des bienfaits les plus précieux de l'époque présente.

Enfin, dans un autre ordre d'idées, l'ensilage, grande découverte que

lente et constante, mais avec la condition que l'agriculteur *n'empruntât pas*.

M. Lecouteux, qui occupe depuis plusieurs années la première chaire d'économie rurale de notre pays, a ramené les systèmes de culture à deux types, les uns *extensifs*, les autres *intensifs*, subdivisés chacun en deux périodes; il s'appuie uniquement sur la quantité de fumure incorporée au sol¹. Pour l'adoption dans une ferme donnée d'un système quelconque, il fait intervenir, avec raison, la situation, le taux des salaires et son grand dada favori, la *concurrence universelle*, de laquelle il va bientôt être question.

Après ce rapide exposé de l'agriculture telle qu'elle est en dehors de toute cause perturbatrice, il est utile de juger de la gravité de la maladie dont elle souffre actuellement.

II

De tout temps l'agriculture s'est plainte de la crise qui pesait sur elle, excepté peut-être un court instant, lorsque les effets des traités de commerce de 1860 ont commencé à se faire sentir. — On sait du reste que le paysan français ne dit jamais que la récolte est *bonne*, tout au plus se laisse-t-il aller dans les années exceptionnelles à la trouver *passable*. Il est donc inutile d'insister sur cette crise latente plus ou moins déclarée, qui ne tient qu'aux fluctuations inhérentes à la nature même des opérations agricoles.

Mais, depuis 1877, ces plaintes habituelles ont pris une telle acuité que tout le monde s'en est ému, et qu'il est devenu aussi naturel de dire : L'agriculture souffre, que de dire : C'est la faute à Voltaire. Et il y a en réalité sujet à examiner les choses de près, lorsqu'on considère les grandes importations de blé et de vin de ces dernières années.

En première ligne, le plus sérieusement atteint de tous nos produits est le vin, par suite d'une invasion sans exemple dans l'histoire de l'agriculture. Un petit puceron qu'avec du grec et du latin on a baptisé du nom de *phylloxera vastatrix*, a détruit en France, depuis 1869, 859.352 hectares de vigne, et 642.362 hectares sont en ce moment atteints sur 2.465.310 que la France en comptait en 1875¹. Comme les plantations nouvelles ont continué sur d'autres points — 442.628 hectares — il nous reste encore 2.048,586 hectares, y compris les 640.000 déjà envahis par l'insecte. Le phylloxéra n'est d'ailleurs pas lassé et il continue ses ravages avec sûreté. La production

¹ *Journal d'agriculture pratique*, 13 mars 1884.

² Rapport de M. Tisserand sur le service du phylloxéra. Imp. Nat., 1884.

aux pays pauvres qui se nourrissent encore de seigle, de châtaignes ou de sarrasin. Précisément, depuis quelque temps on paraît en venir à ce point de vue. Cette nouvelle voie pourra devenir féconde en résultats; les racines fourragères, les légumineuses y gagneront autant et la production du lait, celle de la viande, **plus rémunératrices**, pourront s'étendre. Quoi qu'il **en soit**, c'est à partir de la mauvaise récolte de 1879 que le **concert** de récriminations a commencé à se faire entendre, — la récolte ne s'éleva qu'à 79.350.000 hectolitres au lieu de 102.600.000 hectolitres, récolte moyenne de la décade; celle de 1878 avait été assez faible et celles de 1880 et 1881 le furent aussi.

L'Amérique, qui s'est trouvée là fort à propos pour nous empêcher de subir une famine, n'a cependant pas réussi par ses importations à abaisser sensiblement nos prix de vente, bien que l'on aille courant le monde répéter à tous les échos qu'aux États-Unis l'hectolitre de blé ne revient qu'à 11 ou 12 francs. « C'est que, dit M. Dubost¹, qui en a étudié les causes, un hectolitre de blé dans le Kansas ou le Minnesota n'est pas la même chose qu'un hectolitre de blé en Beauce ». D'ailleurs, les importations de blé suivent depuis cette époque les fluctuations de nos récoltes et ne servent qu'à compléter les quantités qui sont nécessaires à notre consommation. Si actuellement le prix du blé est très bas, cela est dû à l'abondance de la récolte dans tous les pays simultanément. Qui est-ce qui voudrait qu'un seul Français fût obligé de se passer de pain? Ce qu'il y a à faire avec le blé, c'est de lui donner une place plus appropriée à son rôle dans l'agriculture d'un pays à population dense, c'est de le considérer comme une récolte secondaire dans la ferme ou, si on le considère comme une récolte principale, ne pas craindre de le traiter comme tel. Déjà les Allemands, contrairement à tous les principes d'assolement admis depuis un siècle, placent le blé en tête de la rotation sur fumure et au lieu de la verse sur laquelle on compterait en France, ils obtiennent 50 hectolitres de récolte par hectare, tandis que nous n'en obtenons que de 15 à 24 dans nos bonnes cultures.

Ce procédé leur a été inspiré par les nécessités de l'industrie sucrière, qui marche chez eux à pas de géant, grâce à une législation fiscale complaisante. En France, la betterave à sucre a également donné lieu ces dernières années à des réclamations fort vives en vue d'arriver à une protection efficace que ne pouvait lui accorder la loi que nous possédions sur la matière et qui datait de 1873. L'impôt

¹ *Annales agronomiques*, 1880. Le spectre américain.

Il a toujours été constaté en économie rurale que la viande de porc ne suit pas la marche ordinaire des prix. A part cette exception, pendant les trois années, la hausse a été continue, et c'est sur ce fait que l'on se base pour démontrer la nécessité d'améliorer la situation de nos éleveurs. En vérité, le moment paraît singulièrement choisi.

Pour les bovidés, deux pays seulement nous vendent beaucoup de produits, ce sont la Belgique et l'Italie; pour les moutons, l'Allemagne et l'Autriche nous en fournissent le plus et ensuite loin derrière elles, l'Italie. Quant aux États-Unis qui, suivant les prédictions de 1879 et 1880, devaient nous inonder de leur bétail, voici, pour nous édifier, les importations du port du Havre, point naturel d'arrivée, pendant l'année 1883 : 1 veau, 17 moutons, 13 chèvres et 34 porcs, le tout sans indication de provenance. Dans la consommation totale du pays les animaux importés ne représentent certainement pas 5 0/0, bien que les bases d'appréciation manquent un peu pour être affirmatif. Sur le marché de la Villette, excepté les moutons, pour lesquels la proportion dépasse 50 0/0, elle n'atteint pas en moyenne 1 0/0. Il n'y a pas là de quoi crier à la disparition de l'élevage français. Le marché de la Villette n'est pas toute la France; en dehors de Paris, il n'y a guère que Marseille qui consomme du bétail étranger dans une notable proportion.

L'industrie séricicole est aussi depuis trente ans en souffrance et au lieu des 30 millions de kilogrammes de cocons que le pays produisait annuellement, il n'en produit pas même 10 millions. Le délaissement du ver à soie, provoqué par l'apparition d'une maladie, la *pébrine*, pour laquelle il n'a pas fallu moins que l'intervention du génie de M. Pasteur, a continué même après que ce savant a eu donné sa méthode de grainage cellulaire, sous l'influence de la concurrence active faite par les soies importées avec surabondance depuis l'ouverture de la Chine au commerce. Il n'y a plus ici qu'une question de prix de revient, une situation de fait qui pourrait changer rapidement, si ce pays était atteint à son tour par le fleau, ainsi qu'on le pense aujourd'hui.

Dans l'ensemble, la situation de l'agriculture française n'est pas si désespérée qu'on la fait. Si l'on en juge par les tableaux des douanes, on la trouve même en progrès : depuis trois ans, les importations de produits agricoles n'ont pas augmenté, elles ont plutôt diminué, et les exportations ont, au contraire, augmenté régulièrement, quoique faiblement. A ce point de vue, l'industrie manufacturière est bien plus atteinte que l'agriculture. Les vins français, malgré l'affreuse situation dans laquelle ils se trouvent, conservent à peu

cherchent dans la possession de la terre que le prestige qu'elle donne encore dans notre société. Sans citer des personnalités à l'appui de cette assertion, le romancier Georges Ohnet nous fournit une preuve de son exactitude lorsqu'il fait dire dans *le Maître de forges*, à M. Moulinet, enrichi dans l'industrie : « Il faut de la terre dans une grande fortune. » Les autres petits propriétaires ou fermiers n'ont souvent ni les moyens de se livrer à des réformes rapides, ni la science suffisante pour les concevoir. De telle sorte que riches et pauvres ne peuvent ou ne veulent contribuer à l'amélioration de l'industrie du sol.

La carrière d'agriculteur, à l'inverse de toutes les autres, d'industriel, d'ingénieur, de maçon, de peintre, de professeur, est toujours embrassée sans aucune préparation spéciale. Chacun se croit capable de diriger une exploitation au mieux de ses intérêts, dès qu'il a vu trois fois la campagne. Et cependant quelle autre profession réclamerait autant de connaissances que celle-ci pour être bien comprise ? L'agriculteur doit être forcément botaniste pour étudier les plantes qu'il cultive, distinguer les bonnes et les mauvaises graminées de ses prairies ; il doit connaître la physiologie animale pour régler les rations, le travail, les installations de ses animaux ; il doit être chimiste pour analyser ses engrais, les répartir aux différentes cultures suivant leurs besoins ; il doit être familier avec la mécanique pour surveiller le fonctionnement de ses machines, en tirer le meilleur rendement possible et les réparer au besoin ; il doit aussi être un peu physicien et météorologiste pour prévoir les intempéries ; il doit être encore ingénieur pour établir ses drainages et ses irrigations, ses granges et ses celliers ; nécessairement, il faut qu'il soit bon négociant, spéculateur, pour vendre à propos ses récoltes, acheter ses engrais au moment et au lieu où il les obtiendra à meilleur compte ; enfin, il doit être praticien proprement dit, c'est-à-dire savoir semer, récolter, labourer, tailler, etc. La plupart du temps, l'agriculteur ne possède guère que cette dernière qualité. Et encore, comment peut-il en tirer profit si elle n'est pas étayée sur de solides connaissances scientifiques ?

L'enseignement technique, donné dans trois ou quatre écoles, est à peine suivi par quelques renégats de la *pratique*. On a précisément attribué les progrès de l'agriculture de nos voisins d'Outre-Rhin à la grande diffusion de l'enseignement agricole chez eux. Si l'exploitation de la terre était dirigée par des savants, par des ingénieurs, comme l'usine de l'industrie, ses rendements s'élèveraient bien plus rapidement. Toujours il arrive que, quand un grand

de table, la tomate, les fraises donnent des résultats tels qu'on ne saurait qu'étendre leur culture. Le Languedoc et tout le midi reconstitueront leurs vignes prochainement. De ce côté du moins, le reproche d'apathie n'est pas mérité.

Où il y a le plus à faire, c'est dans l'ouest et le centre ; tous les pays humides devront étendre leurs prairies, se livrer de plus en plus au bétail, les magnifiques succès obtenus dans diverses régions pourront être renouvelés aisément. Tout le monde sent ce qu'il y a à faire, peu osent le dire et personne ne se risque à tenter la fortune. Une révolution agricole est dans l'air, elle est inévitable ; l'immobilisme prolongé nous fait déchoir chaque jour. Le protecteur actuel des agriculteurs, le ministre M. Méline, disait lui-même récemment dans le nord : « Une évolution nécessaire s'impose, il faut restreindre la culture du blé aux terres de premier ordre, à celles dont on peut obtenir des rendements de 25 à 30 hectolitres à l'hectare, et transformer les autres en prairies partout où cela est possible, ou en cultures variées, maraîchères, horticoles et arboricoles ». Le savant M. Dehérain dit de son côté dans ses « Annales agronomiques » : Il faut modifier les pratiques séculaires, faire une part de plus en plus large au bétail, de plus en plus étroite aux céréales.

La vente du lait, du fromage, du beurre, devenue beaucoup plus facile depuis la multiplication des voies de communication, est encore une opération que peut aborder plus facilement la petite culture. L'organisation des fruitières, vicieuse en plusieurs points, peut donner à bref délai des résultats de beaucoup supérieurs à ceux obtenus jusqu'ici¹.

Cependant dans la fièvre de réforme dont on devra être pris, il ne faut pas s'imaginer que l'on va convertir toute la France en un vaste Éden, il faudra aussi tenir compte des impossibilités. Tel plateau cultivé serait plus utilement engazonné ou boisé, ou même abandonné entièrement quelquefois, qu'amélioré à grands frais sous prétexte de progrès. L'Angleterre, qui passe pour posséder l'agriculture la plus perfectionnée, a d'immenses surfaces où jamais la charrue ne passe, le reste n'en est que mieux utilisé. C'est en cela surtout que la théorie des systèmes de culture trouve ses plus importantes applications.

De tout ce qui précède, il résulte que l'intervention administrative devra être à peu près nulle. L'État pourra continuer ses concours régionaux, créer des prix pour les plus grands rendements, pour les plus belles fruitières, pour le meilleur aménagement des champs, mais c'est tout.

¹ A. Gobin. *Étude économique sur les fruitières du Jura.*

rik, à Affreville, qui ne sont qu'une application du warrant commercial à l'agriculture ¹. En outre, ce même article 2.102 que l'on veut détruire, a précisément pour objet de garantir du crédit au fermier. Cependant il a été suffisamment démontré ² que pour organiser le crédit mobilier d'une façon générale, il faut renoncer aux dispositions de ces articles qui font reposer le crédit, non sur la confiance, mais sur la loi, et il est de principe que toujours le crédit le plus efficace est personnel. La loi du 3 septembre 1807, aussi visée par les créateurs de systèmes, n'a, croyons-nous, qu'un effet d'ordre moral en pratique; elle ne prévient aucun abus, elle est une arme de vengeance pour le juge contre l'usurier, mais rien de plus. Son maintien est anti-économique.

En général, le crédit immobilier ne fait pas défaut au cultivateur français, c'est même la situation difficile qu'il s'est souvent créée par l'hypothèque qui a accrédité cette maxime : Le crédit soutient l'agriculture comme la corde soutient le pendu.

Quant à l'organisation proprement dite de la caisse de crédit agricole, on ne peut que se ranger à l'opinion de M. de Molinari qui veut laisser le champ libre à l'initiative privée. On est pourtant bien amoureux en France de beaux et grands établissements avec des fonctionnaires nommés par l'État, mais ici la banque locale cantonale, administrée par les propriétaires du pays pouvant, en connaissance de cause, apprécier la mesure du crédit à accorder à chacun, rendra plus de services.

Pour faire arriver l'agriculteur à recourir couramment à la banque, il faut commercialiser ses engagements et même lui accorder la faillite. Alors ses mœurs longanimes, qu'on lui a tant reprochées quelquefois avec raison, plus souvent à tort, se modifieront rapidement, car tout aussi bien que le commerçant, il est esclave de sa parole.

On pourrait s'étendre longuement sur le crédit, mais on ne ferait que répéter ce qui a été dit, cette question ayant été, ces derniers temps, l'objet de nombreuses études parmi lesquelles il faut signaler le petit travail de M. H. Doniol (*L'Économiste français*, 16 et 23 février 1884), qu'on ne saurait trop louer, et celui de M. Léon Say sur les banques de la Lombardie.

Après avoir parcouru ainsi tous les aspects de la question agricole, nous n'avons pas à prévenir l'agriculteur de se garder des entraînements et des engouements irréfléchis; pareilles erreurs ne sont pas

¹ F. Convert. *La Propriété en Algérie*, 1883.

² *Le Crédit agricole mobilier*, publication du ministère, juillet 1880.

son fait ; il n'en faut pas moins renouveler le précepte, que toute réforme est d'autant plus profonde et sérieuse qu'elle est plus mesurée et qu'elle arrive en son temps. La nouvelle révolution agricole ne doit pas durer quinze jours, mais quinze ans, vingt ans même.

Devant maintenant fournir une conclusion, nous résumerons notre pensée en disant avec M. de Lavergne : « qu'il n'est pas vrai que les capitaux trouvent nécessairement dans l'agriculture une moindre rémunération que dans l'industrie ». Les agriculteurs doivent néanmoins s'attendre chaque jour à une lutte plus vive que par le passé ; les conditions d'existence restent toujours soumises au *struggle for life* et malheur à ceux qui s'attardent ! Dans la voie d'évolution dans laquelle l'humanité est engagée depuis qu'elle existe, un plus grand bien-être a toujours été le prix d'une plus grande activité. L'agriculture française doit subir la loi commune, et l'État ne pourrait que prendre arbitrairement aux uns pour donner aux autres ce qui serait nécessaire à rendre plus aisées les opérations agricoles. Le seul résultat qu'on pourrait obtenir par une protection prolongée quelques années, ce serait de sortir d'une crise pour retomber dans une autre. Une série d'expédients n'a jamais été une solution.

FRANÇOIS BERNARD.

LES MONNAIES

LA RÉFORME MONÉTAIRE EN ALLEMAGNE. — PASSAGE DU DOUBLE ÉTALON A L'ÉTALON UNIQUE D'OR.

- I. Préliminaires. — État de la question monétaire. — Échec de la dernière conférence internationale à Paris.
- II. L'étalon unique d'or en Allemagne; son origine et ses rapports avec la question générale de l'argent. (Die Goldwahrung in Deutschland, ihre Ursprung und ihre Beziehungen zur allgemeinen Silberfrage), par M. Soetbeer. — Étude historique de la réforme allemande, par M. J. Malou.
- III. Conséquences et résultats probables de la réforme. — Sa défense continue dans la presse, au Reichstag comme à la dernière conférence internationale par les représentants de l'Allemagne.

1.

Les monnaies, ces marchandises spéciales qui servent à mesurer la valeur de toute marchandise, ces instruments nécessaires au règlement de tout achat et de toute vente, indispensables aux besoins incessants de la vie, offrent à l'étude une actualité constante et un intérêt qui croît avec la multiplicité même des échanges et des besoins.

Ainsi plus on va, plus règne l'impitoyable loi du « donnant-donnant », plus il importe de rechercher les éléments constitutifs d'un bon système monétaire et d'établir les conditions essentielles à l'existence et au perfectionnement de ces instruments d'échanges, des monnaies.

L'accord est déjà unanime pour reconnaître que toute monnaie doit être, non pas un terme abstrait de comparaison, non pas une mesure, une balance imaginaire, mais un objet réel recherché un peu par tout le monde, présentant assez de valeur sous un petit volume, très peu variable et susceptible de recevoir une empreinte particulière, de se conserver longtemps et de pouvoir se fractionner commodément. Aussi certains métaux qui, à divers degrés sans doute, réunissent la plupart de ces qualités, sont-ils avec raison tout particulièrement employés; ce sont le cuivre et le nickel pour le paiement des petites sommes, l'or et l'argent pour les gros paiements.

On s'entend encore assez universellement pour conférer à l'État le monopole de la fabrication des pièces de monnaie, parce qu'il

l'étude des monnaies, en passant en revue le travail des commissions françaises de 1857 et 1861, l'œuvre de la conférence de 1865, qui a abouti à l'union monétaire dite « l'Union latine » entre la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse et la Grèce, de la réunion des dix-neuf États européens et de l'Amérique du Nord, lors de l'Exposition universelle de 1867, et de la nouvelle convention de l'Union latine en 1880, nous avons montré combien grand était le mouvement qui poussait à l'adoption générale d'un étalon monétaire unique, et qui a déjà conduit les pays faisant partie de l'Union latine à ne reconnaître que la pièce de 5 fr. en fait d'argent comme monnaie légale et même à suspendre provisoirement toute fabrication nouvelle de cette pièce.

Il est une puissance, l'Allemagne, qui a fait mieux et plus vite et qui, plaçant au premier rang des questions monétaires celle dont nous venons de parler, est passée résolument en 1870 du double étalon à l'étalon unique d'or.

Cette importante réforme a tout d'abord précipité le mouvement monométalliste, mais elle n'a pas tardé à provoquer la réaction bimétalliste, qui semble toutefois avoir perdu sa dernière espérance par son échec à la dernière conférence internationale.

On se souvient de l'enthousiasme plus ou moins sincère que plusieurs témoignèrent, au printemps de 1881, lorsque de nouvelles assises s'ouvrirent à Paris pour permettre aux délégués¹ des principales puissances de débattre la question de la frappe des monnaies d'or et d'argent, et du rapport fixe ou variable qui doit exister entre les deux métaux considérés comme instruments libérateurs. Pour notre part, sans illusion sur le résultat pratique immédiat des travaux de cette conférence monétaire inspirée par les États-Unis, provoquée par M. Cernuschi et présidée par M. Magnin, nous souhaitions uniquement voir les représentants autorisés de la France et de l'étranger mettre un soin scrupuleux à ne s'inspirer, dans ces débats, que de l'intérêt général et universel, tenir compte, sans doute, pour asseoir une opinion des moindres faits et des plus petites circonstances, mais sans se laisser détourner de la question générale de l'or par la

¹ Ces délégués étaient, pour la France : MM. Cernuschi, Denormandie et Dumas ; pour l'Allemagne : Schrand et Thielmann ; pour la Suède et la Norvège : Broch et Forssell ; pour les provinces néerlandaises : Pierson et Vrolick ; pour l'Italie : Seismit-Doda, Luzzatti et Morana ; pour les États-Unis : Evarts, Howes, Thursmann d'Osic et Dana Horton ; pour l'Espagne : Sigismond Moret ; pour la Suisse : M. Kern ; pour la Hollande : M. Mees, et pour la Russie : M. Thoerner.

oracle quand il a ajouté dans ce même article : « L'idée de démonétiser l'argent et de s'en tenir à une circulation d'or, tout en étant un désidératum de la science économique, a cessé de pouvoir être sérieusement discutée au point de vue pratique ». C'est dans tous les cas en historien très peu fidèle qu'il dit : « En France, les partisans les plus convaincus et les plus éclairés de la démonétisation se sont retirés de la lutte et gardent le silence ou modifient leur opinion. »

Il ne se tait guère cependant, M. Leroy-Beaulieu, et il paraît bien peu converti de la façon dont l'entend *la Liberté*; de même M. Victor Bonnet¹, de même aussi M. Octave Noël² et un autre économiste très habitué à la pratique des affaires de banque, M. Le Touzé, qui a longtemps défendu le monométallisme or dans *le Courrier de la Gironde* et qui écrivait il y a quelque temps dans *le Correspondant* :

« Nous connaissons la répulsion du public pour la monnaie d'argent dans les transactions de chaque jour. Mais si le commerce intérieur la repousse, que sera-ce dans les grandes affaires internationales ? Alors, malgré les conventions diplomatiques, malgré les traités monétaires, nous serons bien forcés d'exporter la monnaie qu'on nous imposera, et c'est encore notre or qui sortira de la circulation. » Et ensuite dans *la Revue de France* : « Notre stock d'argent monnayé atteint 2 milliards, sinon plus, notre stock d'or 5 milliards, et c'est en présence d'une pareille accumulation de numéraire qu'on prend l'alarme ! C'est quand on voit les caves de la Banque regorger d'écus de 5 francs, qu'on viendrait proposer d'en reprendre la frappe ! mais ce serait le comble de l'imprévoyance ».

Et le premier, le plus autorisé des monométallistes, M. de Parieu, n'est-il pas venu au Sénat, il n'y a pas encore très longtemps, faire appel aux sentiments de prudence du gouvernement, rappeler les ménagements à avoir pour l'œuvre importante accomplie déjà par l'union latine, et manifester hautement sa confiance dans le succès de la cause monométalliste ? Voilà pour la France ; quant à l'étranger, cette cause est si peu abandonnée que de nombreux délégués, MM. Pierson, Vrolic, Hower, Broch, Forsell, etc., l'ont vaillamment soutenue au dernier congrès.

¹ Voir *la Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1882. La question monétaire et les procès-verbaux de la dernière conférence internationale.

² Voir *la Revue britannique* numéros de novembre et de décembre 1881 : La question de l'argent et les instruments de crédit dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et *le Journal des Économistes* du 15 juillet 1884 : La question monétaire et l'union latine.

d'or de 23 carats ¹, 8 grains de fin, devait l'être à 67 ducats de 4 Gulden, ce qui équivalait pour l'or et l'argent à une relation de valeur de 15,2 à 1.

Dans les années suivantes le rapport devint défavorable à l'or par suite de la production des mines du Brésil.

En Prusse, à la fin de la guerre de Sept Ans, furent fabriqués les frédéric d'or au titre de 21 $\frac{3}{4}$ carats de fin dans la proportion de 35 pièces par marck. La valeur nominale de cette sorte de monnaie était de 5 thalers d'or, qui étaient comptés par rapport aux thalers dits de convention pour 13 $\frac{1}{3}$ pièces dans un marck d'argent fin. C'était l'établissement entre l'or et l'argent d'une relation de valeur de 14,5 à 1. Les paiements étaient d'ordinaire stipulés en thalers d'or. Les proportions ci-dessus se conservèrent en Prusse jusqu'en 1826 ; mais l'habitude se perdit complètement de compter en thalers d'or. Par suite des dispositions des 30 octobre et 16 novembre 1826, on décida qu'à l'avenir le frédéric d'or serait pris aux caisses publiques au cours de 5 thalers $\frac{2}{3}$.

Dans la plus grande partie des autres pays de l'Allemagne du Nord régna également fort longtemps cette sorte d'étalon parallèle avec lequel des oscillations existèrent de 1821 à 1870, pour la pistole d'or entre 5 $\frac{1}{2}$ et 5 $\frac{2}{3}$ thalers d'argent ; mais à Brème, il n'y eut que l'étalon unique d'or avec lequel on compte et règle par thalers d'or (5 thalers pour une pistole).

La convention monétaire conclue à Dresde, le 30 juillet 1838, entre les Etats du Zollverein, ne contient aucune disposition nouvelle. L'emploi des monnaies d'or ne prit jamais une grande extension ; le stock de ces monnaies diminua à vue d'œil et à leur place l'usage des billets de banque s'accrut considérablement.

Sauf de rares cas qui suivent, on ne s'occupa guère de modifications dans la fabrication et la circulation monétaire en Allemagne dans le long espace de temps de 1770 à 1850. Toutefois, en 1787, dans un écrit intitulé : « De l'introduction en Europe d'une base monétaire uniforme », le professeur Hegewisch, de Kiel, déclarait déjà que l'or devait être pris comme base monétaire générale.

Environ cinquante ans plus tard, en 1838, parurent : *les Leçons sur les espèces monnayées*, de J.-G. Hoffmann, directeur du bureau de la statistique royale de Berlin, recommandant le passage, à l'image de l'Angleterre, de l'étalon d'argent à l'étalon d'or, s'appuyant d'une façon toute particulière sur cet argument que l'or est monnayé avec des frais beaucoup moins grands que l'argent. Au commencement

¹ 1/288 marck.

et recommander l'assimilation avec les pièces de 20 francs françaises ou avec les souverains anglais. Onze corporations se prononcèrent pour l'acceptation d'une monnaie d'or correspondant à peu près à 1/2 souverain et d'une valeur de 10 marcks, et les dix-neuf autres pour la fabrication d'une monnaie d'or identique aux pièces de 20 francs françaises.

En interrompant ici son résumé historique, M. Sætber fait ressortir combien ces faits prouvent déjà la préoccupation constante de l'Allemagne pour tout ce qui avait rapport aux monnaies. Il est vrai qu'à la conférence de 1867, à Paris, les délégués du gouvernement prussien déclarèrent qu'on était satisfait en Prusse de l'étalon d'argent existant ; néanmoins lorsque les travaux de la conférence eurent posé les bases d'une entente générale la Prusse prit l'étalon d'or en considération. La Prusse n'a cependant pas obéi particulièrement à des influences internationales. Ce qui en 1868 et 1869 l'a surtout poussée vers l'étalon d'or et a provoqué la législation en ce sens, c'est avant tout la continuation ardente et régulière des efforts du journal *le Publiciste*, du congrès économique et du Handelstag. La transformation politique de l'Allemagne par la formation de la confédération du Nord et d'un parlement douanier vint encore accroître les embarras de la réforme monétaire. Dans un mémoire détaillé, présenté par le comité du Handelstag en mars 1869 au chancelier de la confédération, au Conseil fédéral et au gouvernement du sud de l'Allemagne, on formula, comme résolution définitive, le désir de voir les États unis allemands adopter également et l'étalon d'or unique et le système décimal. Il faut l'avouer, ce ne fut pas là toutefois l'opinion exacte d'un champion bien connu de la liberté commerciale, M. John Prince Smith, qui à ce moment s'exprimait ainsi : « Si l'Allemagne venait à vendre plusieurs centaines de millions d'argent démonétisé, on a peine à prévoir quels changements surviendraient par suite d'une pareille offre d'argent et d'une semblable demande d'or dans les relations de prix des deux métaux entre eux ! N'est-il pas de toute évidence que la France, à la première annonce d'une telle mesure, supprimerait son double étalon, c'est-à-dire son tarif de l'argent, qui jusqu'alors a agi comme un puissant régulateur du prix des deux métaux ?.... Il ne resterait d'autre marché européen que celui nécessité par l'usage de petites pièces et des ustensiles et objets d'art. Or, celui-ci ne se maintient à des cours raisonnables que parce qu'il est en concurrence avec les hôtels des monnaies, principaux consommateurs actuels des lingots d'argent. L'approvisionnement d'or préexistant aurait à servir aux échanges dans des proportions beaucoup plus grandes, de telle sorte que le prix des marchandises

férence internationale et au numéro de novembre 1879 du « Bulletin de statistique et de législation comparée ».

D'après ces lois, l'étalon unique d'or a été définitivement admis. On a adopté le système décimal avec le marck pour unité, 1255,1/2 partie d'une livre d'or pesant 500 grammes, et procédé à la fabrication de pièces de 20, 10 et 5 marcks au titre de 9/10^e, qui est aussi le titre de l'argent. Les particuliers ont le droit de faire frapper des pièces de 20 marcks avec l'or qu'ils fournissent, en payant 3 marcks par livre d'or frappé.

Le marck se subdivise en 100 pfennigs. Le marck d'or vaut relativement au franc 1,2345, tandis que le shilling d'or anglais vaut 1,26105 et le 5^e du dollar des États-Unis 1,0365. La conversion des monnaies anciennes a été fixée à 10 marcks pour 3 1/2 thalers ; 5 flor. 50 kr. de l'Allemagne du Sud ; 8 marcks 5 1/2 sch. de Lubeck et de Hambourg ; 3 1/93 thalers d'or de Brème.

Les monnaies de billon sont les pièces d'argent, de nickel et de cuivre ; en argent 5, 2, 1, 0,50 et 0,20 pfennigs, fournissant 100 marcks à la livre ; en nickel, 10 et 5 pfennigs, et en cuivre, 2 et 1 pfennigs. Le montant de la monnaie impériale d'argent ne peut excéder 10 marcks par habitant.

Personne ne peut être obligé d'accepter plus de 20 marcks d'argent dans un paiement, ni plus d'un marck en nickel et en cuivre.

Les caisses impériales et provinciales devront l'accepter quelle que soit la somme ; et à certains bureaux désignés la monnaie d'argent pourra être échangée contre des pièces d'or.

Un article autorise le Conseil fédéral à déterminer la valeur au-dessus de laquelle les pièces d'or et d'argent étrangères ne peuvent être offertes ni acceptées en paiement, et à interdire d'une manière absolue la circulation des monnaies étrangères. Un autre article pose en principe le retrait avant le 1^{er} janvier 1876 des billets de la Banque non libellés d'après le système nouveau de marck de l'Empire, ainsi que du papier-monnaie émis par les États, sauf à remplacer celui-ci par du papier-monnaie de l'Empire ; d'où la loi du 30 avril 1874, sur l'émission de billets de caisse de l'Empire (Reichskassenscheine) et la loi du 14 mars 1875 sur les banques.

Par la loi de 1874, a eu lieu la création de 120 millions de marcks desdits billets sans obligation pour les particuliers de les accepter entre eux. Les coupures furent de 5, 20 et 50 marcks ; on les répartit entre les États d'après la population.

Par la loi du 14 mars 1875, la Banque de l'Empire a été substituée à la Banque de Prusse. Le capital était de 120 millions de arcks. C'est une institution d'État dirigée par le Chancelier de

En 1875.	166.420.850 marcks.
Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 1876.	146.344 570 —
1 ^{er} octobre 1876 au 31 décembre 1877. ...	125.619.185 —
En 1878.	125.130.790 —
Du 1 ^{er} janvier au 15 novembre 1879.	44.680.710 —
	<u>1.717.540.505 marcks.</u>

La somme des monnaies du système français transformées en monnaies d'or allemandes a été très considérable, ce qui s'explique par le change favorable à l'Allemagne, à la suite du paiement de l'indemnité de 5 milliards.

Depuis 1873, le Conseil fédéral a poursuivi le retrait continu des monnaies d'argent, à l'exception des thalers. Et attendu que la circulation monétaire en argent était la suivante en 1871 :

Fabrication primitive.....	1.886.334.000 marcks.
Sortie présumée (à déduire).....	377.267.000
Soit.	<u>1.509.064.000 marcks.</u>

et que de 1873 à 1879, la démonétisation s'est élevée à 1.079.734.000 marcks¹, il restait à cette époque, 429.330.000 marcks d'argent à démonétiser.

Voici comment se décompose le chiffre de ce qui a été démonétisé de 1873 à 1879 :

	Argent démonétisé.	Frappé à nouveau.	Prix moyen de l'argent. En pence.
Fin 1874.....	148.941.100 m.	48.681.900 m.	58.5
En 1875.....	217.556.600	115.560.000	56.15
1876.....	306.425.500	210.079.200	53.1
1877.....	273.008.600	46.223.000	54.13
1878.....	107.115.200	6.566.793	52.3
Janv. à mai 1879.	26.687.400	»	50
Totaux...	<u>1.079.734.400</u>	<u>427.110.893</u>	

En 1871 tout l'approvisionnement monétaire allemand s'élevait :

En or, à.....	90.960.000 marcks.
En argent, à.....	<u>1.509.040.000 —</u>
Total.....	1.600.000.000 marcks.

¹ Sur ce chiffre, 427.000.000 marcks environ ont été transformés en nouvelles monnaies d'argent, mais sans cours légal.

fassent aux conditions des ventes effectuées pendant l'exercice 1877-1878. Ce qui constituerait un sacrifice total de 77.078.112 m. 31 pf., chiffre qui n'a rien d'effrayant pour le budget allemand. Suspendue depuis 1879, la démonétisation de l'argent en Allemagne n'a pas été reprise. Nous verrons plus loin que cette suspension est simplement une mesure de prudence et non le moindre pas de recul dans la voie de la réforme.

III.

M. Sætbeer termine la défense de cette réforme en montrant que celle-ci n'a pas eu sur la dépréciation de l'argent l'influence qu'on lui prête souvent. Il dit que la commission établie le 9 mars 1876 par la Chambre des communes en Angleterre, puissance étrangère, pour examiner les causes de la baisse de l'argent, a elle-même reconnu que la vente d'argent allemand était une cause secondaire, perdue au milieu de beaucoup d'autres, comme la production des mines, l'accroissement des traites indiennes, la limitation de la fabrication en France et dans l'Union latine. Combien peu sont les 871.800 kilogrammes d'argent fin vendus par l'Allemagne de 1872 au 30 septembre 1876, à côté de la production de l'argent et de la diminution des remises en espèces aux Indes ! D'ailleurs, ajoute-t-il en parfait connaisseur des dates et des chiffres, si la politique monétaire allemande eût été la cause capitale de la dépréciation de l'argent, la situation aurait pu devenir très mauvaise, surtout à partir de juillet 1876, attendu que la vente d'argent démonétisé a été très importante du 1^{er} octobre 1876 au 30 septembre 1877, et qu'elle a dépassé alors 1.680.000 kilogrammes d'une valeur de 312 millions de marcks. Or, le prix moyen de l'argent a été en 1876 d'environ 53 pences, tandis qu'il est remonté en 1877 à 54 3/4 pence. En octobre 1876 également, il était connu de tous que le chancelier avait présenté un projet de loi pour porter de 10 marks à 15 marks par tête d'habitant la somme des monnaies d'appoint en argent. Ne devait-on pas s'attendre à ce que cette perspective produisît une hausse subite et forte du prix de l'argent ? Il n'en fut rien cependant, ce qui prouve combien le marché reste indifférent aux chances d'une diminution même notable de la vente de l'argent allemand. A M. Cernuschi qualifiant d'Érostrates dans son ouvrage du 31 décembre 1875, *la Monnaie métallique*, les 40 millions d'Allemands qui ont adopté le monométallisme, et à M. E. Seyd déclarant dans son écrit *of Prosperity*, en 1879, que la misère commerciale est survenue du jour où l'Allemagne a entrepris le changement de son étalon monétaire, M. Sætbeer répond par ces paroles de M. Feer-Herzog, délégué de la Suisse à la conférence inter-

ajouta que, sur 1.700 millions de marcks d'or qui ont été frappés, une notable partie de cette somme a émigré (177 millions et plus à la fin de 1878) et que, si le change continuait à être défavorable à l'Allemagne, sa circulation se trouverait d'autant plus menacée que le retrait des thalers en favorise l'exportation.

Ce projet de loi, il est vrai, tendant à augmenter la monnaie divisionnaire a été abandonné du consentement de toutes les parties, et la vente des thalers d'argent n'a pas été reprise. Cela veut-il dire que l'Allemagne est sur le point de revenir au bimétallisme et qu'elle est la première à condamner sa réforme monétaire ? Nullement. Si on laisse dans la circulation les thalers qui y sont, c'est parce qu'ils ne gênent pas assez cette circulation pour qu'on continue des ventes dont la réalisation entraîne fatalement des pertes sensibles pour le Trésor. — Et d'ailleurs, il n'y a pas si longtemps que le Bundesrath, c'est-à-dire le Conseil de tous les gouvernements réunis de l'Empire, a pris une décision par laquelle toutes les pétitions tendant à une revision de la loi monétaire ont été repoussées à l'unanimité.

Dans un temps, il est vrai, a écrit M. Leroy-Beaulieu¹, le chancelier avait prêté l'oreille aux émissaires du parti bimétalliste et reçu en audience M. Killey, l'homme d'affaires des propriétaires des mines de Nevada, mais depuis, le chancelier a renoncé à ces tendances. — Quant au Reichstag, il n'y a que le centre ultramontain pour adhérer à un revirement bimétalliste, et il est guidé par l'unique raison de son hostilité générale contre tout ce qui a été fait par le nouvel Empire. — Les conservateurs n'ont aucune opinion arrêtée sur la question ; et même parmi les protectionnistes les plus prononcés, bon nombre, comme MM. de Vornbühler et Lœve, sont ouvertement les adversaires du double étalon. — D'autre part, qu'est-ce que les délégués allemands, MM. Schrand et Thielmann, sont venus dire au sein de la conférence de 1881 ? Rien qui ne confirme l'exposé et les conclusions de M. Sæetbeer. Pour eux, l'exécution de la réforme monétaire entreprise en 1871 ne laisse, dans le passé, aucun regret, pour l'avenir aucune crainte. Dans un mémoire déposé à la séance du 2 mai, ils ont exposé que le montant des anciennes monnaies retirées de la circulation à la fin de 1880, était de 1.080.436.136 marcks, ayant occasionné au Trésor une dépense de 41.069.440 marcks seulement ; et qu'il reste à vendre à peine de 400 à 500 millions, et moins encore, si on tient compte de ce qui sera nécessaire pour augmenter les pièces divisionnaires d'argent jusqu'à 10 marcks par tête d'habitant. — A leurs yeux, cela est insignifiant ; on s'en débarrassera

¹ Voir *l'Économiste français* du 7 août 1880.

gent en provoquant le monnayage illimité de ce métal dans les États du système français et, si c'est possible, en Allemagne. M. Sœtbeer déclare bien haut que les partisans de la loi monétaire, existant actuellement en Allemagne, sont loin de contester les mesures qui pourraient être prises, par les autres pays, pour la réhabilitation de l'argent, loin même de vouloir faire de la propagande pour un étalon d'or universel ; il déplore seulement qu'on ne veuille pas reconnaître que la principale cause de cette dépréciation de l'argent réside dans le fait que le développement du commerce du monde donne à l'or et retire à l'argent la préférence comme mesure universelle de valeurs et comme moyen international d'échange, et il reste inébranlable dans sa conviction que le meilleur remède est dans l'adoption de l'étalon unique d'or

Ce n'est qu'avec restriction qu'il admet la seule conclusion pratique de la conférence, tendant à ce que, pour pousser à l'emploi de l'argent, les gouvernements suppriment un certain nombre de petites coupures d'or ; car il prétend avec une certaine raison que si l'opération est facile pour les pièces de 5 marcks allemandes, elle est dangereuse pour les pièces de 10 marcks.

Nous savons comment s'est terminée cette conférence de 1881. Après une discussion de trois mois, elle a clos ses séances par l'ordre du jour suivant : « Considérant que les déclarations faites par « plusieurs délégués l'ont été au nom de leur gouvernement, qu'il « est permis de croire qu'une entente pourrait s'établir entre les États « de la conférence, mais qu'il convient de suspendre les réunions ; « qu'en effet, la situation monétaire peut, pour quelques États, motiver l'intervention des pouvoirs publics, et qu'il y a lieu, quant à « présent, à des négociations diplomatiques, la conférence s'ajourne « jusqu'au mercredi 12 avril 1882 ».

C'était pour sauver l'honneur de la conférence. On n'osait prononcer le mot avortement et on disait : ajournement. C'était pourtant bel et bien un avortement ; car la réunion annoncée pour mars 1882 n'a pas eu lieu et c'est presque sans bruit que vont s'ouvrir aujourd'hui après maints attermoiements les portes du nouveau Congrès.

D'où viennent ce silence et cette impuissance après ces ardues menées ? De difficultés particulières et imprévues qui auraient inopinément surgi de la question ? Nullement ; ils sont dus en partie, il est vrai, à l'attitude résolue de l'Allemagne, mais aussi et surtout à ce fait que, malgré l'initiative la plus pressante des partisans du double étalon, il est impossible de trouver parmi les nations une majorité prête à consentir à ce prétentieux et ridicule système de la réglementation du rapport de valeur des monnaies d'or et d'argent.

globule dont le diamètre mesure des millions de lieues, l'homme, dis-je, est un parasite religieux ; il cherche à relier entre eux et avec lui tous les êtres qui l'entourent, et en particulier ceux de son espèce. Le culte des ancêtres et la conservation des traditions ont été l'objet de soins tout particuliers chez la plupart des peuples.

En France, comme ailleurs, ce fut là l'objet des chansons de geste pendant le moyen âge. Le nouvel âge, inauguré par la scolastique, qui, comme dit Bacon, excella à couper en deux un grain de millet, continué par la Renaissance, qui se plongea dans la grécolâtrie ; le nouvel âge renonça à cette coutume surannée, rompit nos traditions ; si bien qu'au xvii^e siècle elles étaient complètement oubliées. Depuis lors, on a cherché à diverses reprises, et l'on cherche encore à ressaisir le dernier anneau de la chaîne. C'est ainsi que M. Pio Rajna en Italie, M. Paul Meyer en France, viennent de publier chacun un livre sur notre ancienne littérature, et que M. Gaston Boissier en fait l'analyse dans la *Revue des deux Mondes* (15 juillet). Donnons en passant un petit aperçu des mœurs de nos barbares aïeux, d'après la chanson de *Girart de Roussillon*.

Le roi Charles se répand en violences de langage contre Girart, vassal révolté, et veut détruire tout ce qui lui appartient. Un de ses vassaux se contente de lui dire, comme à un enfant mutin : « Roi, Dieu t'affole ! » Un courtisan moderne aurait dit : « Prends ta foudre, Louis, et va comme un lion, etc. »

Après une défaite, quand on fait tristement le compte des morts, Boson s'écrie : « Par Dieu ! je ne veux pas pleurer. Nous avons été tous élevés et dressés pour une telle fin ; pas un de nous n'a eu pour père un chevalier qui soit mort en sa maison, et je ne veux pas porter le reproche d'avoir fini autrement ».

Quelle élévation de caractère ! quelle philosophie, auprès de celle des francs-fileurs... devant l'ennemi ? pas même : devant le choléra !

Il ne faut pourtant pas croire que la guerre était faite alors par amour de l'art, par férocité naturelle. Elle ne l'était que par nécessité, comme on peut le voir par ce qu'en disent l'auteur de la chanson de Girart et plusieurs de ses personnages (p. 257-258). On faisait la guerre pour avoir la paix, puis on retournait chacun chez soi. On n'avait pas encore imaginé le moyen économique d'éviter la guerre et qui consiste à tenir perpétuellement sur pied des centaines de mille hommes dans chaque État, et tout ce qui s'ensuit.

— Nous ne regardons comme une véritable instruction que celle qui apprend à devenir meilleur. Ainsi parle le divin Platon dans ses *Lois* ; beaucoup d'autres écrivains ont exprimé la même opinion ; et ceux mêmes qui ne croient pas que l'instruction puisse rendre les

Comme il est impossible que l'enseignement donné par l'État ou sous son patronage ne présente pas ce caractère, il n'y a guère d'apparence que le moyen indiqué par M. Fouillée pour moraliser le suffrage universel, l'éducation nationale, atteigne son but.

Jadis les propriétaires de la terre étaient aussi ses défenseurs, ou, ce qui revient au même, les défenseurs du territoire en étaient les propriétaires. Ces propriétaires étaient nécessairement bons pour leurs locataires, car la concurrence entre eux les y obligeait; ces défenseurs formaient aussi de bons soldats, car ils défendaient leurs biens. Avec les progrès de la civilisation, tout cela a changé, et il devient de plus en plus difficile de former une bonne armée.

M. Hennebert indique, dans *le Correspondant* (10 juillet), les moyens qui lui paraissent convenables pour le recrutement des armées. Ces moyens consistent à imiter, non « à copier » l'Allemagne pour le mode de recrutement; à, comme elle, amasser un « trésor de guerre » en numéraire dans une *tour Julius*, et à donner à l'armée un chef suprême, un généralissime. Nous n'avons pas de généralissime ! Si nous avions un généralissime, il trouverait peut-être le trésor et les soldats; si nous avions un trésor et des hommes, nous trouverions peut-être un généralissime. Nous avons un généralissime en 1870.

— Les Français sont-ils colonisateurs ? La question n'est pas encore résolue. M. de Mandat-Grancey trouve que les faits semblent donner raison à la négative. « Voilà plus de cinquante ans que nous sommes en Algérie : nous n'en avons pas encore tiré un bien grand parti. » Nous y avons trouvé le placement de nos capitaux à fonds perdus, capital et intérêt. C'est quelque chose.

« La raison la plus universellement admise (de nos insuccès) dans le monde éminemment « gobeur » des économistes, ce sont les habitudes tracassières et autoritaires de notre administration coloniale. Le régime militaire a été surtout, pour ces messieurs, la bête noire de l'Apocalypse. »

Heureusement ce début est modifié un peu plus loin; le monde éminemment gobeur se réduit à l'école de M. Laboulaye, qui n'est pas très nombreuse, que je sache. Quant au régime militaire, il ne vaut guère mieux que le régime civil, mais ce ne sont pas les « gobeurs » qui ont préconisé celui-ci, ce sont les bacheliers, licenciés et docteurs en quête d'emplois.

A part les coups d'épingle aux gobeurs économistes, que l'auteur aurait pu laisser aux collectivistes, son étude intitulée : *Émigration*,

Au **xiii^e** siècle, l'État n'avait pas des attributions bien étendues, et il est certain qu'il ne s'occupait en aucune façon de tenir son peuple propre. C'est sans doute ce qui a fait dire à de profonds historiens, qui ne voient que l'État, que nos pères étaient d'une malpropreté repoussante. « Pas un bain pendant mille ans ! » Il fallait dire : *Pas un bain officiel* ; car d'autres, tant publics que privés, il n'en manquait pas, comme on peut le voir dans *la Vie au xiii^e siècle*, par M. Lecoy de La Marche (*Nouvelle Revue*, 15 juillet).

Comment se fait-il qu'ils ont disparu, au point qu'on regardait comme une merveille leur établissement au commencement du **xix^e** siècle ? L'auteur passe à côté de la cause sans l'apercevoir. « Les bains, dit-il, sont si bien dans les habitudes de tous les pays et de toutes les classes, que les établissements balnéaires sont soumis à des droits seigneuriaux qui ne sont pas les moins productifs. » Ce sont ces droits seigneuriaux, sur lesquels vinrent se greffer les droits royaux, qui, élevant le prix des bains, les mirent hors de la portée du peuple, et ruinèrent les baigneurs.

M. Lecoy de la Marche, qui s'étend longuement sur ce qui concerne le vêtement, passe trop légèrement sur le point le plus important : la nourriture. On peut donner beaucoup d'autres preuves de son abondance et de sa variété au moyen âge. Je me bornerai à indiquer une source de renseignements : les chartes des communes, qui, comme on sait, datent, pour la plupart des **xii^e** et **xiii^e** siècles.

— Le système des *Corporations de métiers*, cher aux catholiques et à la plupart des protecteurs de la classe ouvrière, fait l'objet d'une intéressante étude de M. G. d'Orceet dans la *Nouvelle Revue* (1^{er} août). Il serait trop long de montrer que ces sociétés (ghildes) ont été libres et prospères jusqu'au **xii^e** siècle ; que les privilèges qu'elles ont sollicités et obtenus, moyennant finances, n'ont profité ni aux membres de ces corps, ni à l'industrie ; je dirai seulement, contrairement à M. d'Orceet, qu'elles ne faisaient point obstacle au pouvoir absolu, comme on a pu le voir sous Louis XIV, et que ce n'est pas pour ce motif que la royauté voulut les supprimer en 1776.

Quant à les rétablir, sous le nom de syndicats ou tout autre nom, en supposant que le gouvernement y puisse quelque chose, il semble qu'il devrait commencer par les empêcher le moins possible de naître librement. Il est probable que dans ces conditions elles trouveraient au moins aussi bien leur *modus vivendi* que par un décret du ministre de l'intérieur ou de ses commis, qui sont « en travail » depuis une dizaine d'années, et qui ne sont pas capables d'accoucher d'une souris.

— « Tandis que les colonies anglaises se suffisent presque toutes

pays de l'Europe où elles ont le moins de racines et constituent un moindre péril pour l'ordre et les institutions. »

D'où il est permis de conclure que ce ne sont pas les causes économiques : grande industrie, division du travail, sociétés anonymes, etc., qui engendrent les théories subversives. Les classes qui travaillent ne souffrent pas parce qu'elles travaillent, loin de là ; elles souffrent parce que le produit de leur travail est soutiré pour entretenir des gens qui passent leur vie à faire des règlements inutiles quand ils ne sont pas nuisibles, et à faire observer ces règlements.

Si la reine Élisabeth n'avait pas institué « des magistrats spéciaux pour contraindre les ouvriers à travailler à des conditions » et pour un temps fixés », c'est-à-dire à un prix inférieur au salaire normal, il est clair qu'elle n'aurait pas eu besoin d'établir la taxe des pauvres pour compléter le salaire desdits ouvriers. S'il n'y avait point eu de taxe des pauvres, qui obligeait les chefs d'industrie à la récupérer sur les salaires des ouvriers, il n'y aurait pas eu plus de grèves après l'établissement de cette taxe qu'il n'y en avait avant ; on n'aurait pas eu besoin de prononcer la peine de mort (en 1727) contre les grévistes, peine qui n'empêcha pas les grèves de se reproduire.

Tout le monde n'ayant ni le temps, ni peut-être la volonté de lire les volumineuses œuvres de Herbert Spencer, il est bon que l'on en fasse des abrégés, et quoiqu'il y en ait déjà pas mal, on lira avec plaisir celui que M. Léo Quesnel publie dans la *Revue suisse* (juillet et août), car à bien des points de vue il diffère des autres.

M. Léo Quesnel est un écrivain religieux et même chrétien. Il cherche à prouver que ce qu'il y a d'essentiel dans les doctrines de Spencer n'est pas nouveau et se retrouve dans la doctrine chrétienne. Il y a du vrai dans cette opinion ; mais il aurait fallu ajouter que ce qu'il y a d'essentiel dans la doctrine chrétienne n'était pas nouveau non plus. J'entends ce qu'il y a de bon, car, pour le mauvais, je ne le conteste pas. Un exemple capital.

« La morale est fondée sur un postulat, dit M. Léo Quesnel. Ce postulat, c'est que la vie est bonne, c'est-à-dire qu'elle apporte plus de plaisirs que de peines et qu'on doit par tous les moyens tendre à la conserver. Si l'on prenait pour point de départ l'opinion contraire, si l'on considérait la vie comme mauvaise, c'est-à-dire comme apportant avec elle plus de peines que de plaisirs, la morale, telle que l'humanité la conçoit, tomberait par terre, »

Ceci est parfaitement exact ; on peut même ajouter que, dans la

certificats, des brevets, des diplômes à toutes les aspirantes, les dames sont très capables de voter; mais pour Dieu, avant de les y envoyer, commencez par supprimer le vote des hommes, ou bien ceux-ci gâteront tout ce que celles-là feront de bien. Si vous mêlez des brebis saines parmi des brebis galeuses, non seulement vous ne guérissez pas celles-ci, mais vous contaminez celles-là. Or, il serait vraiment dommage, après avoir pris tant de soins pour donner une bonne éducation civique et morale aux demoiselles, de les voir se pervertir au contact des hommes, autour des urnes électorales.

Au reste il suffira peut-être d'un peu de patience pour voir arriver le suffrage universel à la perfection : l'éducation morale et civique va son train ; lorsqu'elle aura accompli son œuvre, tout le monde pourra sans doute voter loyalement et compétemment, sans distinction de sexe ni d'âge.

Les manuels d'éducation morale et civique se suivent, mais il paraît qu'ils ne se ressemblent pas. M. Grindelle en analyse deux nouveaux (*la Critique philosophique*, n° 28). Dans le premier il ne trouve que défauts. Ce n'est pas moi qui le contredirai. Le second est au contraire rempli de qualités. J'avoue, à ma honte, que je ne les vois pas. M. Grindelle extrait un grand nombre de maximes de ce dernier manuel, je n'en vois pas une seule dont on ne puisse tirer des conséquences tout opposées, suivant les circonstances dans lesquelles on se trouve.

Un exemple : « Pourquoi les enfants doivent-ils obéissance à leurs parents ? Parce qu'un père, une mère, sont la raison de l'enfant qui n'en a pas encore. » D'où résulte que dès que l'enfant aura la raison, ou croira l'avoir, il ne devra plus d'obéissance. Voilà ce que l'on gagne à raisonner sur ce qui n'est pas du domaine de la raison. « Il est bon, dit Malebranche, de comprendre clairement qu'il y a des choses qui sont absolument incompréhensibles. » Pourvu que, sous prétexte qu'il est plus instruit et plus raisonnable qu'eux, l'enfant n'exige pas l'obéissance de ses parents !

Que des parents fassent enseigner de pareilles maximes à leurs enfants, c'est leur affaire ; mais que l'État y emploie les deniers des contribuables, c'est un peu raide.

— Voici du moins de la franchise en fait de pédagogie. C'est M. Lionel Dauriac, professeur de ladite science, qui parle : « Se trouver face à face avec une nature d'enfant, se dire que, sous peine de la déformer à jamais, il faut s'en rendre maître et lui faire prendre le pli convenable ; se rappeler qu'on ne s'en rendra maître qu'a-

de l'eau est fait par 8 compagnies particulières ; les citoyens emploient pour leur usage personnel les 4/5 de l'eau consommée dans la ville ; ils lavent largement les cuisines, les cabinets et les cours, et ils prennent des habitudes de propreté corporelle dont bénéficie la santé publique.

A Paris, on sait qu'il n'y a qu'une compagnie. Demandez à MM. Marié-Davy, de Piétra-Santa, Riche, Lami, comment elle s'arrange pour la qualité de l'eau. Quant à sa distribution, « sur les 125,000 m. c. d'eau de source reçus chaque jour à Paris, le service privé consomme seulement 70,000 m. c. ». Le reste sert à l'arrosage des rues.

« A Londres, conclut le Dr du Claux, la maison est propre, toujours propre. A Paris, la maison est sale, toujours sale. »

Ajoutons que, suivant toute apparence, le lavage des maisons, outre qu'il donne de la fraîcheur, tue les microbes, tandis que la combinaison de l'eau avec les détritux animaux et végétaux de la rue, sous l'influence solaire, les multiplie, cela se sent avec le nez, sans même avoir besoin d'analyser l'air. Et concluons que les municipalités s'entendent à multiplier les microbes.

La Revue de France et du Brésil, qui vient de naître (in-4° à 2 colonnes : français et brésilien, 140 p.), se propose de faire mieux connaître le Brésil en Europe, avec tous ses besoins et toutes ses ressources. La première livraison contient d'intéressantes études : le Brésil pittoresque (1° les Sauvages, 2° les Français) ; le café, sa culture, sa préparation, ses échanges, ses usages ; la situation de l'enseignement primaire à Rio-de-Janeiro ; et surtout, la colonie française du Brésil, etc.

« La France souffre parce qu'elle a écouté les hommes de système qui lui disent d'un côté : *Laissez faire, laissez passer...* et qui lui crient de l'autre : *Envahissez, administrez.* » En d'autres termes, la France souffre parce qu'elle écoute les hommes qui parlent d'une façon et agissent d'une autre. Le nouveau-né est viable, donnez-lui à boire... pas de l'eau sucrée, du café.

Le ministre de l'agriculture ne s'endort pas dans la mélasse, je veux dire dans la jouissance de la surtaxe qu'il a obtenue sur les sucres. Il vient de mettre au monde les *Tableaux des récoltes de la France en 1882 et 1883*. Ces documents seront d'une très grande utilité à ceux qui n'en ont pas besoin. Quant aux intéressés, il y a longtemps qu'ils sont renseignés par les statistiques dues à l'initiative privée, non seulement sur l'état des récoltes en France, mais

séance du 3 juin 1884, où elle se plaint de l'inégalité des tarifs de chemins de fer.

Du Havre à Épinal, le coton paye 49 fr. 55; du Havre à Mulhouse (100 k. m. en plus), 47 fr. 20, etc.

Les Compagnies objectent que si elles n'accordaient pas ces concessions, les cotons américains destinés à Mulhouse prendraient un autre chemin.

Les Vosgiens peuvent objecter aux Compagnies : Ou vous gagnez ou vous perdez sur ces transports. Si vous gagnez, vous pouvez transporter nos produits dans les mêmes conditions ; si vous perdez, non seulement vous nous faites payer vos services plus qu'ils ne valent, mais vous nous faites, par-dessus le marché, compenser vos pertes.

Les compagnies répondront : Il faut bien que d'une manière ou d'une autre nous nous dédommions de l'exploitation des chemins de fer électoraux dont l'État nous a dotés. Notre situation n'est pas brillante, vous le savez, et il n'y a guère d'apparence qu'elle s'améliore de sitôt.

— La Chambre de Marseille publie le compte rendu de ses travaux et celui de sa situation commerciale et industrielle pendant 1883.

C'est à l'initiative individuelle, y est-il dit, qu'il appartient de chercher au dehors, des débouchés. La Chambre de commerce l'aidera de son mieux; elle ne cessera de demander les transports vers l'intérieur à bon marché; elle luttera pour que, par des tarifs détournés, les compagnies de chemins de fer n'éloignent pas la marchandise de notre port ou ne rendent pas impossible, dans l'intérieur la vente des produits de nos usines. Bonne chance dans cette lutte.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler des travaux de la Chambre de Marseille; les questions maritimes et de navigation intérieure les questions commerciales, industrielles et économiques, les questions intéressant Marseille et sa circonscription y sont traitées, non pas sous forme de sentences, comme font les ministres et les préfets dans les comices agricoles et autres réunions semi-officielles, mais par des raisonnements suivis et basés sur des faits et des observations recueillis par des hommes du métier. Cela ne veut pas dire que les Chambres de commerce ne soient pas protectionnistes; mais les non-protectionnistes peuvent du moins discuter leurs opinions, il y a de la prise, ce n'est pas comme dans les phrases officielles.

— Ce que nous avons dit de la Chambre de Marseille s'applique également, sur une moindre échelle, à celle de Besançon. Ici, c'est principalement l'horlogerie et les industries qui s'y rapportent, qui font l'objet des travaux de la Chambre. Le commerce des bois, les

cialisme d'État a inspirées. A son sens, l'État a fort bien fait de rendre le *Factory Act* et l'*Education Act*, parce qu'il fallait protéger les parents pauvres contre les abus et les tentations qui naissent pour eux du système industriel ou commercial des temps modernes. Il a bien fait aussi d'intervenir dans le règlement des conventions privées quand ces conventions lui ont paru constituer une atteinte à l'humanité ou à la morale. Lord Lymington croit qu'en général, les prêts consentis par l'État en faveur des autorités ou de certaines corporations locales ont eu un effet bienfaisant, et qu'ils ont suscité, chez les municipalités, des efforts particuliers et puissamment contribué à la création ou à l'achèvement d'œuvres d'utilité publique. Cependant, il formule à cet endroit quelques réserves; il ne voudrait pas, par exemple, que l'on portât de la sorte atteinte aux principes mêmes du gouvernement local, qu'il regarde comme d'une importance vitale pour le développement des franchises anglaises et leur conservation. Par contre, lord Lymington ne reconnaît pas au gouvernement, dans la question de la marine marchande, les mêmes droits d'intervenir que dans celle du travail des enfants et des femmes dans les manufactures; il se demande, comme M. Shaw-Lefèvre, si la législation nouvelle n'a pas simplement déplacé les responsabilités sans bénéfice pour les gens de mer. Enfin, sur la question des logements insalubres, il subordonne l'intervention pécuniaire de l'État à l'accomplissement préalable de tous leurs devoirs tant par les propriétaires que par les cités. Sinon, cette intervention lui paraît constituer un abus véritable d'autant plus à redouter que dans cette voie, il est très facile de faire, sous couleur de fausse philanthropie, des dépenses énormes.

La section a entendu la lecture d'un mémoire de M. Colings sur le régime terrien de l'Angleterre. M. Colings est un adversaire intraitable des *Landlaws*, et, comme on dit communément, il ne met pas de gants pour leur dire leur fait. « Ces lois, dit-il, n'auraient été tolérées dans aucun pays du Continent : elles ont à moitié ruiné le tenancier et tenu le laboureur dans un demi-servage; aujourd'hui, comme par un acte de justice de l'antique Némésis, elles semblent sur le point de ruiner les *Landlords* eux-mêmes. Le remède serait de donner à la classe des cultivateurs, soit fermiers, soit garçons de ferme, les moyens pécuniaires d'acquérir pour eux-mêmes la propriété foncière. » M. Colings expose même, à cet effet, dans ses menus détails, tout un plan financier. On nous permettra de ne pas le discuter ici, d'autant que nous ne pourrions le faire que très incidemment, et qu'en somme, le projet de M. Colings rappelle beaucoup les idées de M. Wallace sur l'expropriation forcée du sol, système que nous rejetons absolument.

Mais la grosse question à l'ordre du jour dans la section d'économie

donné et qui, s'appuyant lui aussi sur la statistique, arrive aux résultats suivants : l'accroissement de revenu des classes moyennes serait, selon lui, de 37 0/0, tandis que celui des classes laborieuses serait de 59. Les prix auraient diminué de 97 0/0 en ce qui concerne les combustibles, et de 144 0/0 en ce qui touche le vêtement.

..

Dans les travaux des autres sections, nous signalerons le mémoire de M. Pringle, docteur-médecin longtemps attaché au service de l'Inde, sur le régime, la propagation, le traitement du choléra et les moyens d'en prévenir l'invasion. A l'exception de l'épidémie de 1882-1883, qui semble être venue du Punjaub au Bengale, toutes les épidémies cholériques, depuis une trentaine d'années, ont eu leur point de départ dans le bas Bengale, pour de là se répandre dans le N.-O. de l'Inde et franchir ses frontières. M. Pringle, à en juger par sa propre expérience et celle de ses confrères, estime que, dans le même laps de temps, le fléau s'est propagé par voie de contagion, quoique cette contagion n'ait pas affecté les formes de la contagion qui caractérisent la petite vérole et autres maladies du même genre. Pour lui, il y a certains faits relatifs à la propagation du choléra, qui restent simplement inexplicables ; tel est, par exemple, l'épidémie actuelle qui se répand en Italie et à l'Est, au lieu de suivre les grandes lignes de communication, telles que celles de Toulon à Marseille et de Marseille à Paris.

En thèse générale, le docteur Pringle n'admet pas que les conditions insalubres d'une localité soient susceptibles, à elles seules, d'engendrer le choléra. Cependant il est clair pour lui, ainsi qu'il l'a vu à Jaggernaut en 1856, à Hudwar en 1867 et en 1879, que des cas sporadiques éclatant, les conditions d'insalubrité locales peuvent aisément en faire sortir une épidémie véritable. M. Pringle condamne d'ailleurs comme inutiles, pour ne pas dire plus, les quarantaines à terre, qui cachent, — ce sont ses mots propres : — « la maladie lorsqu'elle existe et l'admettent secrètement lorsqu'elle est absente ». Il aurait plus de confiance dans les dispositions à prendre dans les gares de chemins de fer, pour constater les cas réels ou supposés d'infection cholérique, de même, on devrait retenir en rade les navires infectés ou même leur assigner un autre lieu de relâche, jusqu'à guérison de leurs malades. Alors le navire serait vidé et soumis à des fumigations et autres mesures de salubrité, avant d'être admis à la libre pratique.

HENRI TACHÉ.

ceux qui contribuent, et ont contribué pendant de si longues années, à les rendre riches. Il y avait bien des choses à faire dans une pareille voie, parmi lesquelles M. Thompson signale en première ligne la réforme du système terrien. Il approuve la nouvelle loi sur les canaux — *Canal Boats Act amendment bill*, — laquelle se propose pour objet l'amélioration du sort de la population batelière, en armant de nouveaux pouvoirs les autorités locales et en rendant le ministère de l'instruction publique responsable de l'éducation des enfants de cette classe. M. Thompson constate en outre le succès de l'Unionisme en obtenant du gouvernement l'augmentation des inspecteurs chargés de l'exécution de la loi sur les employeurs et les ouvriers — *Employers and Workmen Act*. — Il mentionne l'enquête entreprise en vue de constater les effets délétères sur la santé des ouvriers tisseurs du collage des cotonnades et aborde en ces termes le bill sur la marine marchande — *Merchant Shipping Bill*.

« Ce bill, quoique susceptible de certaines améliorations de détail, au moins au point de vue où les ouvriers se placent nécessairement, constitue à coup sûr une des tentatives les plus courageuses et les plus effectives que jamais ministre ait tentées en vue de supprimer un grand scandale. Mais il a, pour ainsi dire, sombré sous l'avalanche des intérêts des grands armateurs, des grands constructeurs et des grands commerçants par les voies maritimes. Ce sacrifice de tant de vies d'hommes sur l'autel de l'égoïsme et de la cupidité se continue donc et se continuera, cela est fort à craindre, jusqu'au moment où le peuple tout entier se résoudra à faire, en faveur de nos matelots, un de ces efforts puissants auxquels les pouvoirs publics ne conçoivent même pas la pensée de résister. En somme, il s'agit de savoir si la vie des pères de famille est plus précieuse que l'argent. La question est maintenant entre les mains d'une commission royale dont M. Burt est l'un des membres. Ce choix nous est une garantie que les intérêts de nos matelots trouveront dans cette commission, à tout le moins, un défenseur convaincu et un champion énergique; mais n'est-il pas bien regrettable que, dans une pareille matière, on en soit encore à s'enquérir de faits depuis longtemps connus, authentiques, évidents? »

M. Broadhurst a donné lecture du « Rapport du Comité parlementaire ». Après avoir détaillé les mesures que le comité a prises pour le soutien du bill de franchise électorale et regretté la perte de temps que l'attitude de la Chambre des lords a occasionnée dans cette circonstance, il s'exprime ainsi :

« Le comité ne se sent pas libre de discuter, en ce moment, la grave question de savoir si la Constitution britannique doit continuer de comporter ou non deux Chambres; mais quand même il en aurait le désir,

classes populaires et de leur assurer une plus grande part d'action sur la chose publique. Nous ne demandons point l'aide directe de l'État; nous réclamons seulement la suppression des obstacles que l'État peut avoir placés jadis sur la route de la liberté, de l'égalité, et de la prospérité communes. Beaucoup de ces obstacles sont destinés à disparaître par le seul jeu du bill de franchise électorale et de l'accroissement d'influence qu'il confère au peuple. En parlant de la sorte de l'avenir, nous ne nous abandonnons point à l'optimisme et nous n'avons garde d'oublier les souffrances de tant de pauvres et d'indigents. Personne ne peut se promener dans les rues de quelqu'une de nos grandes villes sans ressentir une véritable angoisse d'esprit à la vue des signes de misère qui viennent frapper ses yeux, et nous regardons comme le devoir strict de tout homme que la fortune a favorisé de ses dons, de soulager ceux de ses semblables qu'elle a maltraités et déshérités. Cette obligation figure au nombre des principes cardinaux de l'Unionisme, et nous devons diriger nos efforts de façon à être toujours fidèles au devoir qui en résulte dans tous les temps et dans toutes les circonstances. »

Après l'audition de ce discours et l'adoption du Rapport de M. Broadhurst, les travaux proprement dits du Congrès commencent. M. Arch développe une motion tendant à féliciter vivement le gouvernement du bill de franchise électorale et à manifester de non moins vifs regrets de l'attitude prise dans cette circonstance par la Chambre des lords. M. Arch exprime l'espoir « que le gouvernement ne négligera rien pour triompher de cette résistance, et il prédit aux lords que le pays ne l'oubliera pas de sitôt. Mais certainement M. Gladstone, le premier ministre, n'est pas homme à se tenir pour battu dès le premier échec. La nation a confiance en lui; cette confiance ne sera point trompée et l'on verra bien ce que les lords acculés au pied du mur oseront faire contre la volonté populaire si nettement exprimée ».

Plusieurs membres, entre autres M. Simmons, de la *Kent Agricultural Labourers Union*, soutiennent la motion de M. Arch, qui, à la vérité, ne rencontre nulle part d'opposition tranchée; seulement, M. Simmons la trouve trop débonnaire et demande au Congrès d'émettre un vœu pour la suppression de la Chambre Haute. M. Harris suggère un amendement aux termes duquel un bill de nouvelle répartition des sièges électoraux accompagnerait le bill d'extension du suffrage électoral. Mais cette dernière proposition ne vaut à son auteur que des cris répétés : « A l'ordre ! à l'ordre ! » et des rires ironiques, voire même des grognements et des sifflets. Bref, la motion de M. Arch est adoptée dans sa forme même, sauf une addition de M. Rowlands, à savoir « que les masses devront continuer de faire leurs plus énergiques efforts pour l'émancipation politique de deux millions de leurs concitoyens ».

M. Thompson présidait la réunion, et parmi les invités étrangers au Congrès, figuraient le comte de Roseberry et le comte d'Aberdeen, le fils du célèbre homme d'État. Des toasts ont été portés par le docteur Farquharson, membre du Parlement « aux Congrès des Trade's Unions » ; par le professeur Minto, « à la Législature » ; par le comte d'Aberdeen « aux classes ouvrières ». « De nos jours, a dit sa Seigneurie, chacun s'honore d'exercer une profession, et c'est un honneur que d'être un ouvrier. Ce qui caractérise surtout un bon ouvrier, c'est la tolérance, la patience, la modération. Ce sont ces qualités qui le font progressivement prospérer et quand on compare le sort des ouvriers anglais à celui des ouvriers français, on voit très clairement le bénéfice que ceux-là ont retiré de l'exercice de ces qualités. » Lord Roseberry n'a pas que nous sachions pris la parole lors de la réunion de l'Hôtel-de-Ville. Mais le matin il avait assisté à la séance du Congrès, accompagné de lady Roseberry, et leur présence avait excité un grand enthousiasme. Là, sa Seigneurie avait prononcé un long discours dans lequel, après avoir adhéré aux doctrines et aux prétentions économiques des Unions, dans leur majeure partie, et confessé ses sympathies générales pour leurs aspirations politiques, il leur avait vivement recommandé de ne pas rester isolées les unes des autres et de se constituer, au contraire, en une véritable fédération qui embrassât les trois royaumes.

La question est venue le lendemain devant le Congrès et M. Bailey a proposé « que le Congrès actuel, renouvelant les votes plusieurs fois émis par les Congrès antérieurs, déclarât la nécessité pour les *Trade's Unions* de former une fédération. » Ce n'est pas que M. Bailey se dissimule la difficulté de faire aboutir un tel plan, et ne se rappelle l'échec complet qu'a subi naguère le comité parlementaire quand il a formulé un projet d'une application immédiate dans sa pensée. Un nouveau projet de toutes pièces serait probablement destiné au même sort pour le moment du moins ; le but et le dessein véritable de M. Bailey est donc de soumettre de nouveau la question au comité parlementaire qui prendrait langue auprès des principales Unions et s'efforcerait de jeter les bases d'une entente solide. Dans ces termes, sa motion a obtenu une grande majorité.

Quelques personnes pensent que les Trade's Unions peuvent se désintéresser de la question terrienne ; telle n'est pas l'opinion de M. Simmons, secrétaire de la société des paysans des comtés de Kent et de Sussex, — *Kent and Sussex Agricultural Labourers Union*. Il estime au contraire que rien n'est plus urgent qu'un remaniement de fond en comble des *Land Laws*, et le Congrès homologue son opinion à une très grande majorité. C'est à l'unanimité qu'il cote la résolution de M. Telfer, d'Edimbourg, portant un témoignage de vive sympathie pour les paysans écos-

nent leur cause en main et leur prêtent une puissante assistance. C'est là un fait significatif et un avertissement dont il ne serait pas prudent aux propriétaires de navires de se dissimuler la gravité. Jusqu'ici, ils ont réussi à entraver le vote d'un nouveau *Merchant Shipping Act*; mais c'est gagner du temps seulement et ils peuvent se tenir pour assurés que les Unionistes, convaincus comme ils le sont que la vie des matelots est ici en cause, ne se donneront point de répit, tant qu'ils n'auront pas arraché aux législateurs la mesure qu'ils réclament. Leur influence politique est en hausse tandis que celle des *Shipowners* a baissé, et ceux-ci ont gâté leurs affaires par une résistance aussi opiniâtre qu'inintelligente au principe même du bill de M. Chamberlain. Dans certains détails, ce bill peut être critiquable; mais, évidemment, il part d'une idée aussi morale que juste en proclamant que la perte d'un navire ne saurait être l'objet d'une heureuse spéculation de la part de son propriétaire ou de son armateur. C'est en se faisant les adversaires intraitables de ce principe que les propriétaires et les armateurs de navires se sont aliéné dans cette question les sympathies du public qui autrement se serait, peut-être, intéressé à eux en tant que victimes d'une sorte de persécution et d'une tentative de faire violence dans leurs personnes à la liberté individuelle.

L. KERRILL.

NÉCROLOGIE

M. FAWCETT. 1833-1884.

C'est avec un vif regret et un sentiment de douleur toute personnelle que nous annonçons la mort de M. Henry Fawcett. Le postmaster général a succombé le 6 novembre à une fluxion de poitrine. Amis et adversaires politiques ont rendu hommage aux nobles qualités du défunt. Lord Salisbury, sir Stafford Northcote, ont disputé à lord Granville et à lord Hartington l'honneur douloureux d'insister sur la perte que l'Angleterre et le Parlement britannique viennent de subir. M. Fawcett avait su inspirer à tous ceux qui le connaissaient le respect et la sympathie. L'infirmité physique même dont il était affligé et qu'avec un courage extraordinaire il avait su vaincre, augmentait encore la considération dont il était l'objet,

M. Fawcett était né à Salisbury en 1833. Il fit son éducation au King's College, de Londres, et au Trinity Hall, de Cambridge. Il se destinait au barreau et avait commencé les études nécessaires, lorsqu'un acci-

économies du pauvre, il fit une place aux femmes et aux jeunes filles dans son administration.

Il n'avait que cinquante et un ans lorsque la mort est venue interrompre le cours d'une vie bien remplie et qui laissait encore espérer des années de travail fécond et de gloire bien méritée. M. Fawcett avait trouvé un collaborateur actif, un secrétaire infatigable dans sa femme (miss Mellicent Garrett), qui s'était identifiée en quelque sorte avec son mari; elle s'était adonnée aux mêmes études que lui. M. et madame Fawcett ont publié en collaboration un volume d'Essais, et madame Fawcett est l'auteur de quelques ouvrages de vulgarisation fort appréciés. Le père de M. Fawcett, âgé de 92 ans, est encore à Salisbury.

Malgré son infirmité, M. Fawcett excellait aux exercices de corps, il patinait et faisait de longues courses à cheval.

Comme économiste, M. Fawcett se distingue par la lucidité extrême, la précision mathématique avec laquelle il expose, par l'orthodoxie de sa doctrine. Voici ses principaux ouvrages.

Manual of Political Economy, arrivé à sa 6^e édition.

Economic position of the British labourer.

Pauperism, its causes and remedies.

Free Trade and protection. Ce dernier ouvrage est un excellent manuel, dont il faudrait recommander la lecture par le temps qui court.

On peut encore ajouter à cette liste *Labour and wages* (Travail et salaires) qui a eu beaucoup de succès en Angleterre et qui a été traduit en français ¹ et en italien.

A. R.

CORRESPONDANCE

A M. LE RÉDACTEUR EN CHEF DU *Journal des Économistes*.

Je crois devoir fournir quelques mots d'explication en réponse à la lettre de M. Léon Say que vous avez insérée dans le dernier numéro du *Journal*.

M. Léon Say avait posé, dans les termes suivants, la question qui a fait l'objet de la discussion de la Société d'économie politique, à la date du 5 juillet dernier : « Faut-il employer les agents du fisc comme des redresseurs des torts de la liberté ? » Après avoir cité cette phrase dans ma lettre du mois de septembre, j'ai fait cette observation : Il m'est impossible de comprendre qu'il puisse y avoir lieu de redresser les torts

¹ Paris, Guillaumin; traduit et augmenté d'une préface par M. Arthur Raffalovich.

LE *Capital* DE KARL MARX ET LA CRITIQUE DE M. BLOCK.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Le *Journal des Économistes* du mois dernier contient trois lettres, non en réponse, mais à propos de ma lettre sur *la théorie de la plus-value de Marx et la critique de M. Leroy-Beaulieu*. Dans l'une, M. Block m'avertit que M. Leroy-Beaulieu a « bec et ongles »; en attendant qu'il achève de les aiguïser et de les préparer, permettez-moi de répondre à ses critiques.

« La base de toute l'argumentation de Marx, dit-il, est une définition fausse. » MM. Block et Loria croient que Marx imagine des définitions, des principes *a priori*, et puis en retire, ainsi que d'une mine, des séries de déductions logiques; et c'est le contraire; Marx rejette toute conception à priorique; son livre, à proprement parler, ne contient pas de définitions; il les laisse aux fabricants de catéchismes et de manuels. — Ouvrez le *Capital*; comment débute-t-il? par la constatation d'un fait, qui, selon, l'expression populaire, crève les yeux. « La richesse des sociétés, dans lesquelles règne le mode de production capitaliste, s'annonce comme une immense accumulation de marchandises. » Marx empoigne la marchandise, cet élément de la richesse, la tourne et retourne sens devant derrière; sens dedans, dehors; lui arrache un à un ses secrets plus nombreux et plus mystérieux que ceux de la religion catholique; la marchandise analysée en elle-même, il l'étudie dans ses rapports avec ses semblables, dans l'échange; il passe ensuite à sa production et aux conditions historiques de sa production; il aurait pu intituler son livre : *Anatomie et histoire de la marchandise*.

M. Block chicane sur les mots : « Tous les économistes, écrit-il, définissent le capital par l'ensemble des moyens (matériels) de production appartenant à un individu ou à une collectivité ». Ce n'est pas tout à fait exact : les économistes se disputent sur le sens du mot capital. Mac Culloch comprenait sous ce terme toutes les valeurs accumulées, qu'elles servent à la production ou à l'ornementation des oisifs et des oisives; il prétendait que les objets de luxe contribuent à la production autant que tout autre objet, que les instruments aratoires par exemple. J.-B. Say limitait le sens de capital « aux valeurs soustraites à la consommation improductive ». Rossi le restreignait davantage; si toute valeur soustraite à la consommation est du capital, disait-il, à ce compte la fourmi est une capitaliste¹. Nombre d'économistes refusent d'étendre le nom de capital à la terre et autres objets

¹ Voir l'article *Capital* de Ch. Coquelin dans le *Dictionnaire de l'économie politique*.

ou marchande. Tant que l'industrie demeure domestique, le mot n'a pas de raison d'être, le phénomène économique qu'il marque n'existant pas, du moins comme fait général et quotidien.

Le moyen de production ne devient du capital que lorsqu'il cesse d'être mis en mouvement par son propriétaire. Dès que dans une société, ce phénomène s'affirme avec une tendance à se généraliser, la société entre dans une phase nouvelle ; dans l'Europe occidentale le phénomène s'est manifesté après la découverte de la route des Indes et de l'Amérique. Une révolution religieuse caractérisa ce mouvement économique : tandis que le pape de Rome, ce représentant religieux du vieux système économique, fulminait ses foudres spirituelles contre l'intérêt de l'argent, l'anti-pape de Genève, Calvin, ce représentant religieux du système économique, qui naissait, en proclamait au contraire la légitimité, au nom de toutes les vertus théologiques. Le protestantisme, avec son abolition des saints et de leurs jours fériés, sa condamnation du droit à l'assistance, sa théorie de la grâce, etc., est la véritable expression religieuse du mode de production capitaliste.

Si le moyen de production ne s'était pas transformé en capital, c'est-à-dire si sa mise en valeur n'avait pas échappé des mains de son propriétaire pour tomber dans celle de ses salariés, la société moderne, avec ses compagnies par actions, ses mines, ses chemins de fer, ses tissages mécaniques, etc., avec sa séparation des villes et des campagnes, sa dépopulation des champs et ses entassements urbains, avec son prolétariat sans propriété, ni feu, ni lieu, et sa classe capitaliste monopolisant les moyens de production et d'échange..., n'aurait jamais pu naître et se développer. Les révolutions économiques, qui depuis le xvi^e siècle, pétrissent l'humanité, comme le potier l'argile, lui imposant sa manière de vivre et de penser, son mode de groupement, la forme de ses gouvernements, de sa religion, de ses arts, ont été mises en branle par cette transformation du moyen de production en capital¹. Marx a eu raison de maintenir au mot capital, la signification que lui a imprimée le sens profond du peuple, puisqu'il désigne un phénomène d'une portée immense dans l'histoire humaine.

¹ Les économistes doivent de la reconnaissance à Marx : il est le premier penseur qui ait assigné à la science économique son grand rôle historique. Tandis que les historiens, les philosophes et les sociologues cherchent les causes des évolutions et des révolutions sociales dans les mouvements de la pensée religieuse ou philosophique, Marx renverse les termes du problème et essaie de démontrer comment les sociétés humaines, avec leurs gouvernements, leurs religions, leurs arts et leurs philosophies se transforment sous l'action et la réaction des phénomènes économiques. Marx a donné à l'histoire sa base matérialiste.

L'argument Raphaël-Aristote, si à la mode de nos jours, est un peu vieillot et tout à fait enfantin ; il y a grand temps que Ricardo en a fait justice. « Il y a des choses, disait-il, dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par leur plus grande abondance ; tels sont des statues, des tableaux précieux, etc. Cette valeur dépend uniquement des facultés, des goûts et du caprice de posséder de tels objets.... Ils ne forment cependant qu'une petite part des marchandises qu'on échange journellement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier à un degré auquel il est presque impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y employer l'industrie nécessaire pour les créer. » Plus loin, répondant à un M. Block de l'époque, il ajoute : « Des produits dont un particulier ou une compagnie ont le monopole varient de valeur d'après la loi que lord Landerdale a posée : ils baissent à proportion qu'on les offre en plus grande quantité et ils haussent avec le désir que montrent les acheteurs de les acquérir ; *leur prix n'a point de rapport nécessaire avec leur valeur naturelle*. Mais quant aux choses qui sont sujettes à la concurrence parmi les vendeurs et dont la quantité peut s'augmenter, leur prix dépend en définitive non de l'état de la demande et de l'approvisionnement ; mais de *l'augmentation ou de la diminution des frais de production*¹. » Laissons dans la paix de leurs tombeaux, Raphaël et Aristote, ces morts glorieux, et tenons-nous en aux marchandises qu'aucun privilège ne protège contre la concurrence, tels que mulets, licenciés ès-lettres, ès-sciences, ingénieurs, journaliers, drap, laine, poudrette, etc. Voyons comment les choses se passent dans un monde où les Raphaël et les Aristote ne courent pas les rues.

Un capitaliste se rend au marché, il cherche un caissier, un chimiste, un agronome, il les trouve à raison de 300 francs par mois ; pour relever son bouilli conjugal, il lui faut une dame du lac, il loue ses services 1.000 fr. par mois ; les écrivains qui vident leur cervelle dans son journal lui coûtent moins cher, de 200 à 600 francs par mois ; les journaliers, les ouvriers, les mécaniciens, il les paye de 90 à 250 francs par mois ; il achète la livrée de son valet 120 fr. ; les fleurs pour la fête de sa fille, 500 fr., etc., etc. En un mot le capitaliste rencontre sur le marché, tarifées d'avance, les marchandises les plus diverses, et il n'a pas besoin de *réduire*, à l'aide de machines à calculer, l'heure de la prêtresse de Vénus, à l'heure du journaliste ou aux heures nécessaires pour élever un mouton, tondre sa laine, la filer,

¹ D. Ricardo. *Principes de l'économie politique*, traduit par J.-S. Constancio, 1835, t. I, p. 4 et 5, t. II, p. 150.

quent qu'une quantité déterminée ¹ ». M. Block n'avait sans doute pas lu cette page quand il a écrit : « Pour Marx une heure de travail vaut absolument une heure de travail. »

Comme on le voit, la théorie de la valeur de Marx résout le problème.

..

M. Block aborde ensuite la théorie de la plus-value; s'il change de sujet, il ne varie pas sa méthode critique. Tout à l'heure une fausse définition était la base de l'argumentation de Marx, maintenant il déclare que sa théorie de la plus-value ne repose que sur une supposition; aussi pour qu'elle s'écroule « comme un château de cartes... il suffit de dire: tout cela est une simple supposition, partant rien de réel.... L'auteur raisonne toujours comme si des abstractions dérivées d'hypothèses, c'est-à-dire *rien* élevé à la deuxième puissance, représentaient la réalité ».

La supposition de Marx, la voici : il suppose que tout homme usant productivement sa force vitale (musculaire ou cérébrale) pendant 10, 12, 14 heures, ainsi que cela se pratique dans les ateliers capitalistes, crée non seulement une valeur égale à celle des marchandises nécessaires à son entretien; mais encore quelque chose au delà, que lui ou le capitaliste peut mettre de côté, peut épargner. Cette supposition est si ridicule que tous les économistes l'ont faite. Peu satisfait de cette supposition, Marx, l'abstracteur de quintessence, fend la marchandise-travail en deux : valeur d'échange et valeur d'usage, et se met à « jongler » avec ces abstractions. Après bien des « jongleries dialectiques » il aboutit à ceci :

Le capitaliste paye 4, 5 ou 10 francs la marchandise travail, au prix qu'il coûte au salarié pour la reproduire; il la consomme entièrement dans ses ateliers pendant des 10 et 12 heures; elle lui appartient en toute propriété, ainsi que tous les bénéfices qu'il peut retirer de son usage. Mais comme un homme usant productivement sa force vitale pendant 10 et 12 heures, reproduit la valeur des marchandises que nécessite son entretien et quelque chose au delà; pendant la première partie de la journée, l'ouvrier crée une valeur égale au salaire reçu et pendant l'autre une nouvelle valeur, qui revient de droit à l'acheteur de la marchandise travail, payée à son exacte valeur, c'est-à-dire au prix de ses frais de production. — Ainsi Marx, avec ses jongleries dialectiques, arrive à expliquer ce fait, bien connu de tous, que le capitaliste cherche à donner le plus petit salaire, pour la plus longue journée de travail possible. En effet plus le salaire est raccourci et plus la jour-

¹ Le *Capital*, p. 17.

jours pour effet, à tous les degrés de son développement de diminuer le prix des marchandises et d'en améliorer la qualité. Il est un certain degré de son évolution où la concurrence produit les deux effets inverses, détérioration de la qualité et même renchérissement ¹ .» — *Tu quoque, Brute*, exclame M. Prudhomme, qui dans les grandes occasions parle latin, adieu l'économie politique, si la concurrence est à la fois et le mal et le bien!... Le louis d'or fin se change en pourriture pestilentielle!... C'est de la sorcellerie!... Pauvre M. Prudhomme.

*
*
*

J'arrive à la dernière critique : — Si Marx, qui veut refaire la société, dit M. Block, n'entreprend pas la construction d'un monde idéal, c'est qu'il sait ne pas avoir la puissance nécessaire. — Parfaitement, Marx est un impuissant qui s'est borné à chercher et à trouver les causes des mouvements sociaux, à découvrir l'avenir dans le présent et à indiquer l'opération césarienne qui accouchera le monde capitaliste. — La société du xix^e siècle, ainsi que celle du xvm^e, porte dans ses flancs un nouvel univers : « *les éléments matériels et intellectuels de la forme collective de la production sont constitués par le développement même de la société capitaliste* ² . » La production et la distribution sociale des produits existent *potentiellement*, comme on dit en mécanique, mais pour qu'elles existent *effectivement*, il faut briser le moule capitaliste de la société qui les emprisonne et empêche leur jeu. — Les Rousseau, les Diderot, les Quesnay, les Galliani, les Turgot, ces précurseurs géants de la révolution qui approchait, ont-ils perdu leurs veilles à élucubrer le plan d'une société idéale ? — ils ont analysé et critiqué la vieille société, qui au nom du sentiment, qui au nom de la raison pure, qui au nom des principes économiques : et pendant la tempête qu'ont fait les révolutionnaires ? ils ont brisé les chaînes féodales qui enserraient le monde vagissant ; ils ont décapité les privilèges royaux, qui vidaient le Trésor (acquits de comptant), qui déséquilibraient le crédit d'Etat, cette base du crédit public (suspension du paiement des rentes), etc. ; ils ont pulvérisé les privilèges des corporations qui écrasaient l'industrie et le commerce ; ils ont volé les privilèges des paysans (vaine pâture, formes féodales de tenure, bans de moissons, biens communaux, etc.), qui barraient la marche à l'agriculture moderne ; ils ont incendié les privilèges des seigneurs, des états, des provinces et des villes qui paraly-

¹ *L'Economiste français*, 18 octobre 1884.

² Cette phrase caractéristique du programme du parti ouvrier français est de Marx.

16 octobre. — **Bulletin** des accidents arrivés dans l'emploi des appareils à vapeur pendant l'année 1883.

17 octobre. — **Décret** prescrivant la promulgation de la convention relative à l'échange des mandats postaux entre la France et le Canada.

18 octobre. — **Relève** des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1884.

22 octobre. — **Rapport** au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'expédition des affaires civiles pendant l'année judiciaire 1883-1884.

25 octobre. — **Loi** sur les ventes judiciaires d'immeubles.

29 octobre. — **Rapport** adressé au ministre du commerce par le docteur A. Proust, inspecteur général des services sanitaires, sur la prophylaxie sanitaire maritime des maladies pestilentiellles.

30 octobre. — **Rapport** adressé au Président de la République française, concernant la situation, au 1^{er} janvier 1884, des engagements du Trésor contractés pour le remboursement d'avances faites à l'État et pour l'exécution de divers services publics.

31 octobre. — **Circulaire** adressée par le ministre du commerce aux préfets, relative aux travaux d'approvisionnement d'eau potable pour les villes et communes.

Loi sur les ventes judiciaires d'immeubles. — Art. 1^{er}, § 1^{er}. — Les ventes judiciaires d'immeubles dont le prix principal d'adjudication ne dépassera pas deux mille francs (2.000 fr.) seront l'objet des dégrèvements prévus aux articles 3 et 4 de la présente loi.

§ 2. — Les lots mis en vente par le même acte seront réunis pour le calcul du prix d'adjudication, et la valeur des lots non adjugés entrera dans ce calcul pour leurs mises à prix.

La vente ultérieure des lots non adjugés profitera du bénéfice de la loi, d'après les mêmes règles.

Art. 2, § 1^{er}. — Le bénéfice de la présente loi s'applique à toutes les ventes judiciaires d'immeubles de la valeur constatée, comme il est dit à l'article 1^{er}, ainsi qu'à leurs incidents de subrogation, de surenchère et de folle enchère.

§ 2. — Dans les procédures n'ayant d'autre objet que la vente sur licitation, si les immeubles à liciter, dont les mises à prix seront inférieures à 2.000 fr., appartiennent indivisément à des mineurs ou inca-

poursuivant, sur sa simple décharge et sur la remise d'un extrait délivré sans frais de l'ordre de restitution, le tout dans les vingt-trois jours de cette adjudication, les sommes perçues par le Trésor public et comprises en l'état taxé.

§ 3. — Le greffier du tribunal ou le notaire délégué pour la vente délivrera à l'adjudicataire un extrait suffisant pour la transcription de son titre, et au vendeur, mais seulement dans le cas de non-paiement du prix ou de non-exécution des conditions de l'adjudication, un extrait en la forme exécutoire.

Art. 5. — Le tribunal devant lequel se poursuivra une vente d'immeuble dont la mise à prix sera inférieure à deux mille francs (2.000 fr.) pourra, par le jugement qui doit fixer les jours et les conditions de l'adjudication, ou par le jugement qui autorisera la vente, ordonner : 1° que les placards et insertions ne contiendront qu'une désignation très sommaire des immeubles ; le prix des insertions sera de la moitié de celui fixé pour les autres ventes judiciaires ; 2° que les placards seront même manuscrits et apposés, sans procès-verbal d'huissier, dans les lieux que le tribunal indiquera, et ce, par dérogation à l'article 699 du Code de procédure civile.

Art. 6. — Les dispositions de la présente loi ne pourront être appliquées qu'aux ventes judiciaires d'immeubles dont la poursuite ne serait pas commencée avant sa promulgation.

Fait à Paris, le 23 octobre 1884.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
MARTIN-FEUILLEE.

Manifeste protectionniste. — Le Conseil général de l'Aisne a adopté à l'unanimité le vœu suivant, proposé par M. Nice, l'un des membres :

Considérant que le tarif général des douanes crée une inégalité choquante, non seulement entre les divers produits de l'industrie, mais surtout entre ceux de l'industrie et ceux de l'agriculture, que le législateur a cru devoir sacrifier dans l'intérêt du consommateur, en engageant l'avenir, pour les textiles, les plantes oléagineuses, etc., dont la production entraînait le développement des céréales, et en ouvrant les portes aux céréales et aux bestiaux ;

Considérant la situation désastreuse dans laquelle se trouve l'agriculture française, qu'elle soit intensive ou pastorale ; situation telle que sa ruine imminente n'est que le précurseur de la ruine de l'industrie, qui ne peut plus lutter à l'extérieur à cause de ses prix de revient trop élevés, qui a perdu son débouché à l'intérieur, non seulement pour la même

raient une compensation pour le consommateur et créeraient pour le Trésor les ressources nécessaires pour réaliser les réformes et les améliorations qui sont à l'étude :

A l'honneur de proposer au Conseil général de l'Aisne l'émission des vœux suivants :

1° Que le tarif général des douanes soit révisé ;

2° Que toutes les matières non comprises dans les traités de commerce soient frappées de droits d'entrée assez élevés pour que l'agriculture française puisse se relever de ses désastres ;

3° Qu'avant l'expiration des traités consentis, les mêmes mesures soient prises en faveur des matières industrielles exigeant la protection, soit pour elles-mêmes, soit pour le travail qu'elles subissent ;

4° Que les traités qui peuvent être dénoncés le soient dans les délais de rigueur ;

5° Qu'aucun traité nouveau ne soit consenti avant la révision du tarif général.

Communication a été faite de ce vœu aux membres des six comices agricoles de l'Aisne par les présidents de ces comités. Voici le texte de la lettre d'envoi :

Laon, le 22 octobre 1884.

Messieurs et chers collègues,

Vous savez que, dans sa session d'août dernier, le Conseil général de l'Aisne a, par une résolution unanime, réclamé des droits d'entrée sur les céréales, bestiaux et autres produits agricoles réservés aux tarifs de 1880, et décidé qu'il se transporterait en corps auprès des ministres pour leur présenter et appuyer auprès d'eux cette délibération.

Cette démarche a été faite le 15 septembre ; elle a établi qu'aux yeux des ministres la crise agricole existait bien avec une intensité indéniable, mais que, peut-être, l'opinion publique n'était pas encore suffisamment éclairée sur la nature des remèdes qu'il convenait d'y appliquer.

C'est pourquoi les six comices agricoles de l'Aisne, réunis aujourd'hui en assemblée plénière au chef-lieu du département, ont tout d'abord, dans un vote unanime, affirmé leur adhésion au vœu précédemment émis par le Conseil général et ont pensé qu'en présence d'un projet de loi dont la présentation est imminente, il y avait urgence pour toute l'agriculture française de s'unir dans une action commune pour la défense d'intérêts communs et nationaux.

Nous venons donc, Messieurs et chers collègues, vous adresser le texte de la délibération de notre Conseil général, texte auquel ont adhéré sans réserve tous les sénateurs et députés du département, et nous vous demandons en même temps de vouloir bien vous y associer vous-mêmes et obtenir, aussi rapidement et aussi complètement que

gnent à consommer moins de viande, et qu'après avoir mangé le pain blanc du libre-échange ils reviennent au pain noir de la protection ; bref qu'ils se contentent d'une nourriture de qualité inférieure, moins chère, partant moins productive de revenu foncier ; ensuite, il y a bien aussi quelque danger à percevoir un accroissement artificiel de revenu, pompé au moyen du mécanisme législatif dans les revenus de la masse de la nation. Les propriétaires anglais et la Chambre des lords en savent quelque chose. L'impopularité de la noble Chambre date de son opposition prolongée à l'abolition des lois céréales, et on peut attribuer pour une bonne part à la même cause la faveur extraordinaire avec laquelle la théorie communiste de la nationalisation de la terre, de M. Henry George, a été accueillie en Angleterre.

Nous engageons donc les agriculteurs et les propriétaires des comices agricoles et des comités électoraux à y réfléchir à deux fois avant d'imposer au gouvernement et à la Chambre une mesure si énorme et dont les conséquences peuvent être si graves. C'est surtout à leur intérêt intelligent et prévoyant que nous nous adressons. Nous savons bien que l'occasion qui s'offre à eux est des plus séduisantes. La proximité des élections a rendu leur influence pour ainsi dire irrésistible. Les députés les plus radicaux eux-mêmes sont obligés de compter avec eux, et ces avocats bruyants des intérêts du peuple restent muets sur cette question vitale. Chose curieuse, la mesure la plus aristocratique qui ait été proposée à la législature depuis soixante ans sera, selon toute apparence, votée sans difficulté par les représentants de la démocratie la plus pure. Mais c'est un cadeau dangereux, ce milliard agricole et électoral, et nous nous plaçons encore à espérer que la propriété foncière aura la sagesse de le refuser. (*Journal des Débats.*)

G. DE MOLINARI.

La question du pain à Paris.

I.

Avant de rechercher les causes qui maintiennent le prix du pain à un niveau relativement élevé, il est intéressant de jeter un coup d'œil en arrière et de comparer les prix actuels avec les prix anciens.

Pour aujourd'hui nous nous occuperons seulement de Paris.

Au commencement du siècle, le prix du pain est de 90 c. les 2 kilog. ; en 1803, de 60 c. ; au mois de juin 1804, il tombe à 45 c., mais il se relève au mois de décembre à 60 c. Pendant les années 1805 et 1806, il se maintient aux environs de 60 c. ; en 1807 la taxe s'élève à 70 c. et oscille entre 70 c. et 90 c. pendant les années 1811 et 1812. Du mois de mars 1812 au mois de mars 1813, le prix se maintient invariablement à 90 c. Avec la paix nous voyons reparaître les cours de 60 c. ; mais la

impossible de se prêter aux caprices de la clientèle, il faut renoncer aux pains de fantaisie pour se consacrer uniquement aux pains de 4 ou 2 livres de qualité relativement inférieure dont le public ne veut pas. On doit aussi tenir compte des « soldes ». En fabriquant le pain en grande quantité, on ne peut jamais être assuré de l'écouler entièrement le jour même. Etant donnée l'aversion du consommateur pour le pain rassis, tout pain non vendu dans les vingt-quatre heures constitue une perte sèche qu'il est bien difficile d'éviter.

Une des causes un peu inattendues de l'insuccès des grandes manutentions provient de leur impossibilité de faire du crédit. Or, sans crédit, pas de clientèle dans les quartiers ouvriers. Entre le boulanger et ses clients s'établissent forcément mille liens qui n'existent pas avec les représentants d'une usine organisée administrativement. Le boulanger connaît personnellement presque tous ses clients ; il sait l'étendue du crédit qu'il peut accorder à chacun d'eux en cas de chômage ou de maladie ; de son côté, l'ouvrier sait qu'il peut compter dans les cas difficiles sur son fournisseur. Avec l'organisation administrative rien de pareil, le paiement au comptant est une loi rigoureuse à laquelle on ne saurait manquer impunément. Aussi l'ouvrier aimera-t-il toujours mieux recourir au boulanger qui fait crédit qu'à une société qui ne peut se prêter à cette combinaison.

Il nous reste enfin à examiner si, dans les conditions actuelles de la boulangerie, il est possible d'obtenir une réduction générale du prix du pain. C'est là le côté le plus intéressant de la question.

II

Un des préjugés les plus enracinés dans la population parisienne est de croire que les boulangers sont maîtres de provoquer à leur gré la hausse ou la baisse du prix du pain. A lire certains journaux, à entendre certains orateurs, on se croirait en 1790 et non en 1884, vingt et un ans après la liberté de la boulangerie. On semble ignorer que, comme toutes les autres industries, la boulangerie est soumise à d'impérieuses lois économiques, qu'elle doit subir les fluctuations du marché, et qu'il n'est pas plus au pouvoir des boulangers d'affamer le peuple que de réaliser sans un travail persévérant de rapides et excessifs bénéfices. Plus peut-être encore que les autres industries de détail, la boulangerie traverse une crise. La légende du boulanger se retirant dans ses terres avec 25.000 livres de rentes, après quelques années d'exercice, a fait son temps. Par suite de la concurrence, de la hausse des loyers, du renchérissement de la main-d'œuvre, de l'élévation exorbitante de tous les impôts, par suite aussi de regrettables errements, sur lesquels nous aurons à nous expliquer, les gains de la boulangerie, loin de suivre la

voisin qui n'en cuit qu'un seul, et dont les frais généraux ne sont pas très sensiblement inférieurs. Demander à un boulanger de confectionner du pain à bon marché, quand il ne peut pas se « rattraper » sur la quantité, c'est demander l'impossible.

Est-ce à dire qu'il faille revenir au système à jamais condamné de la limitation du nombre des boulangeries et à son corollaire, le rétablissement de la taxe? Ce remède serait pire que le mal. Mais il n'est pas défendu d'espérer que par la force même des choses les petites maisons qui végètent sans profit pour leur patron et sans avantage pour le public disparaîtront ou se syndiqueront pour former dans chaque quartier une vaste boulangerie outillée pour cuire le pain par grandes quantités, et par conséquent à bon compte. Mais cette transformation ne paraît pas malheureusement devoir être prochaine.

Essayons, maintenant, de nous rendre compte de l'accroissement des frais qu'ont dû subir les boulangers depuis 1863. Une maison moyenne occupe deux ouvriers: le geindre-brigadier et son aide. En 1863, le geindre-brigadier était payé à raison de 35 fr. par semaine, soit 5 fr. par jour; l'aide touchait 32 fr. Aujourd'hui le prix de la semaine est de 49 fr. pour le brigadier, soit 7 fr. par jour, et de 42 à 45 fr. pour l'aide. En outre, le geindre-brigadier et son aide ont droit chacun à 1 kilog. de pain par jour et à 20 c. de vin payés en argent. Ces prix sont calculés à raison de quatre fournées par jour; les fournées supplémentaires sont payées à part. Le salaire des porteurs de pain qui était de 2 fr. 50 c. est aujourd'hui de 4 fr. Le prix de la main-d'œuvre a donc augmenté depuis vingt et un ans de 33 0/0 environ.

Le bois de boulange variait autrefois entre 11 et 12 fr. le stère, à l'heure actuelle il vaut de 15 à 16 fr., suivant les sortes et les qualités. Quant à l'augmentation des loyers, elle est assez difficile à préciser parce que les éléments d'appréciation sont variables, mais en prenant le chiffre de 15 0/0 on peut être assuré de rester plutôt en deçà qu'au delà de la vérité.

A l'heure actuelle le sac de farine de 157 kilog. vaut 48 fr.; il faut près de 3 hectolitres de blé pour faire un sac de farine. 100 kilog. rendent en moyenne de 65 à 66 0/0 de farine blanche, 9 à 10 0/0 de farine bise, en totalité de 74 à 76 0/0 de farine panifiable, et le surplus en issues dites son de remoulage, moins 2 à 3 0/0 de déchet. Pour une boulangerie moyenne cuisant 1 sac et demi, la dépense quotidienne de ce chef sera donc de 72 fr. A ce chiffre il faut ajouter le salaire de deux ouvriers, l'un à 9 fr., l'autre à 7 fr., soit 16 fr.; celui d'un porteur, 4 fr.; le gaz 2 fr. 35 c.; le loyer 6 fr.; contribution et balayage, 1 fr. 10 c.; fournitures diverses et levûres, 1 fr.; bois, déduction faite de la braise, 5 fr., soit une somme supplémentaire de 35 fr. 45 c. Si maintenant on tient compte de l'amor-

y a vingt ans. Dire au peuple qu'il suffirait d'une décision parlementaire ou d'une décision révolutionnaire pour faire revenir les cours de 50 centimes, c'est aller directement contre le bon sens et la vérité. Lors même que l'on pendrait tous les boulangers de Paris, comme le proposent certains énergumènes, et qu'on les remplacerait par des patriotes du plus pur civisme, le peuple ne payerait pas son pain moins cher. Il n'y aurait qu'un remède à cette situation : la création de boulangeries syndiquées ou l'établissement de Sociétés coopératives ou autres fabriquant le pain en grandes masses. Mais nous ne sommes pas près d'assister à cette transformation.

L'esprit d'association est trop peu développé dans la population parisienne pour se prêter à ces combinaisons, et le pain de qualité relativement inférieure, le seul que l'on puisse fabriquer en grand et livrer à bon compte, répugne d'une façon absolue à ses goûts raffinés. Cela est si vrai que l'ouvrier parisien en se rendant le matin au travail n'achète plus sa miche de pain qu'il mangeait en déjeunant soit à l'atelier soit chez le traiteur. Le maçon lui-même a rompu avec cette tradition. Au lieu de se charger d'un pain qui ne serait plus assez frais à midi, il préfère le pain de luxe sortant du four, que le marchand lui débite à raison de 1 fr. les 2 kilog. Ce simple fait suffit, il nous semble, pour montrer ce qu'il y a de factice dans cette agitation pour l'abaissement du prix du pain, agitation qui se renouvelle d'ailleurs régulièrement à la veille de chaque période électorale. (*Journal des Débats.*)

Propositions communalistes des citoyens Vaillant et Chabert, membres du Conseil municipal de Paris :

La taxe du pain.

Le Conseil : Pour mettre un frein à une spéculation homicide ;

Pour réduire les souffrances du chômage et de la faim ;

Vu la loi des 19 et 22 juillet 1791, les ordonnances et décrets ultérieurs ;

Délibère : Article premier. — La taxe du pain est rétablie. Elle sera fixée en rapport avec la valeur du grain, de telle sorte que le prix du pain soit le plus bas possible.

Art. 2. — Un service d'inspection sera institué, ayant pour objet d'assurer la bonne qualité, la valeur nutritive du pain, la fidélité, la régularité du débit, l'exactitude du poids.

Art. 3. — Le gouvernement, les Chambres sont invités à donner aux communes la faculté de taxer les grains, les farines, la viande, etc.

Art. 4. — En chaque quartier sera établi un bazar municipal d'alimentation où les aliments essentiels à la vie, et tout d'abord le pain et la viande, seront vendus à prix de revient.

disposition des citoyens et des familles sans logement ou occupant des logements insalubres.

Art. 2 — Pendant toute la durée de la crise, quittance ou remise gratuite sera faite aux locataires ne pouvant le payer de tout loyer annuel d'un prix égal ou inférieur à 400 francs.

* *

Le Conseil : Pour assainir Paris,

Pour éviter tout délai à des travaux indispensables,

Vu le titre VII de la loi du 16 septembre 1807,

Délibère : Article premier. — Il y a lieu d'établir une taxe annuelle, égale à un dixième de la valeur vénale, sur tout terrain non bâti, propriété particulière, compris dans le territoire de la commune de Paris, jusqu'au jour où commenceront les constructions.

Art. 2. — Tout logement inoccupé donnera lieu à une taxe annuelle égale au cinquième de la valeur locative.

Art. 3. — Tout logement reconnu insalubre par la commission des logements insalubres payera une taxe annuelle égale à la moitié de son loyer.

Art. 4. — Toute autorisation de bâtir devra comprendre, dans ces conditions, l'établissement de logements salubres et à bon marché.

Art. 5. — Il ne sera plus fait par la Ville d'expropriations et de travaux sans que les propriétaires soient obligés de payer les frais d'expropriation et les travaux dans la mesure où ils en profitent.

Art. 6. — Le gouvernement et les Chambres sont invités à donner à la commune de Paris la faculté d'établir les taxes indiquées sur les terrains non bâtis, les logements inoccupés et insalubres.

Création d'un fonds de secours.

Le Conseil : Considérant que le premier de ses devoirs est d'assurer contre la misère et la faim ses électeurs et administrés;

Considérant que, dans la société actuelle, le secours donné au pauvre, au travailleur, n'est que la restitution d'une fraction de ce que lui ravit le prélèvement capitaliste,

Délibère : Article premier. — Un fonds de secours sera mensuellement établi de façon à donner au travailleur sans travail suffisant le complément du prix moyen de la journée de travail de la série officielle, et au pauvre et à l'infirmes, à l'enfant nécessiteux, un secours correspondant.

Art. 2. — Une partie de la somme votée sera attribuée aux cantines scolaires, pour que l'enfant trouve à l'école un repas substantiel en rapport avec ses besoins.

Art. 3. — Ces fonds de secours seront déterminés chaque mois par le Conseil sur le rapport des chambres syndicales ouvrières, qui seront char-

aucune partie à l'étranger. Ce serait là une tentative pour limiter la liberté d'action des particuliers; — de plus, elle pourrait avoir de fâcheuses conséquences pour les ouvriers anglais. Si le gouvernement stipulait, afin de protéger les intérêts des fabricants de papier anglais, qu'aucune partie du matériel nécessaire à l'exécution de la fourniture ne doit venir de l'étranger, je ne vois pas comment on pourrait résister à des demandes identiques, faites par d'autres branches d'industrie. Aucune branche d'industrie n'a souffert davantage en Angleterre que l'agriculture; si donc l'on protégeait les papetiers, je pense que les fermiers anglais, prenant en considération les prix excessivement bas, demanderaient à leur tour que le gouvernement n'acceptât, pour les fournitures de biscuit ou de drap pour l'armée, que des produits exclusivement fabriqués avec de la farine ou de la laine anglaise.

L'adoption de cette politique aurait des effets désastreux. Si le gouvernement anglais posait le principe de n'admettre que des produits anglais, — les pays étrangers exerceraient des représailles très promptement; ils feraient la même chose et excluraient tout ce qui serait d'origine anglaise. Le résultat en serait bien fâcheux. Pour prendre un exemple dans la papeterie, la même maison qui a acheté du carton en Allemagne fabrique des timbres-poste pour l'étranger; les salaires payés par elle aux ouvriers travaillant en Angleterre à ces timbres dépassent de beaucoup le montant des sommes dépensées en achat de carton allemand.

A. R.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 NOVEMBRE 1884.

NÉCROLOGIE : M. Marguerin.

COMMUNICATION : Troisième série des conférences de la Société de statistique.

— Le cours d'économie politique du Conservatoire des Arts et Métiers. —
L'Exposition agricole de Hongrie en 1885.

DISCUSSION : Du rôle et de l'avenir de la petite et de la grande industrie.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée par M. Léon Say, sénateur, président.

Il ouvre la séance par quelques paroles de souvenir consacrées à M. Marguerin, décédé récemment. M. Marguerin avait fait jadis partie de la Société d'économie politique, aux études de laquelle il s'était intéressé autrefois. Puis ses préoccupations, ses travaux, avaient pris une autre direction; après avoir été le collaborateur et l'ami de M. Bau-

à ses propres forces, quelquefois assistée d'un petit nombre d'auxiliaires ou d'apprentis. Les outils sont rudimentaires, les procédés de travail assez immuables. Chaque boutique a son débouché constant, sa clientèle attitrée, son milieu approprié. Sous ce régime, l'industrie ne connaît ni les fièvres de hausse et les crises, ni les grèves et les chômages; vivant de traditions, elle s'accommode assez mal des inventions techniques, et suit la consommation sans la devancer; c'est la stabilité dans la médiocrité.

La machine à vapeur, avec la locomotive et le paquebot, est venue troubler cet équilibre séculaire, rompre le tête-à-tête de la boutique et de ses fidèles clients, ouvrir tous les marchés à la concurrence, en établissant entre eux la solidarité la plus étroite, déchaîner la production, abaisser les prix de revient, surexciter les besoins; voici l'avènement de la grande industrie.

Bien que ces deux formes de l'industrie coexistent aujourd'hui presque partout à des degrés différents, on peut dire que, presque partout aussi, la grande industrie fait de rapides progrès et restreint de plus en plus le domaine de sa devancière.

Cette absorption graduelle de la petite industrie va-t-elle continuer à l'amoinrir jusqu'à l'anéantissement complet?

Sur une population totale de 37 millions 1/2 d'habitants, d'après le recensement de 1881, la France n'en comptait guère que 4 millions 1/2, ou moins du huitième, vivant de la grande industrie (mines, métallurgie, manufactures, commerce de gros, chemins de fer).

En laissant de côté l'agriculture et les professions libérales, pour s'en tenir à l'industrie et au commerce, on trouve que le personnel directement attaché à la petite industrie, en dehors des membres inoccupés de la famille, est de plus de 4 millions, tandis que celui de la grande industrie est à peine de moitié ¹.

Si l'on note que sur ce dernier effectif, on compte seulement *en*

¹ Voici les chiffres exacts :

	Patrons.	Ouvriers et commis.	Total.	Nombre d'ouvriers pour 10 patrons.
Grande industrie.....	113.903	1.387.051	1.500.954	120
Commerce en gros. ...	88.856	235.963	325.820	26
Chemins de fer.....	33.323	183.955	217.278	55
Totaux.....	<u>236 082</u>	<u>1.806.969</u>	<u>2.044.052</u>	<u>75</u>
Petite industrie.....	1.065.638	1.877 052	2.942.690	18
Commerce de détail...	527.810	307.144	836.954	6
Hôtels, cafés et cabarets.	320.435	122.507	442.942	4
Cabotage et pêche.....	29.564	59 396	88.960	20
Totaux.....	<u>1.943.447</u>	<u>2.366.099</u>	<u>4.311.546</u>	<u>12</u>

ploi des machines et du développement des moyens de communication énergiques et rapides.

Il rappelle alors ce qui se passe sous nos yeux dans l'outillage de la marine marchande, où le voilier fait en partie place au vapeur, tandis que, sur terre, la longueur des voies ferrées, qui, il y a vingt-cinq ans, ne dépassait pas 100.000 kilomètres, atteint aujourd'hui 400.000 kilomètres et au delà, sur la surface du globe.

M. Broch analyse ensuite les conditions dans lesquelles s'exerce, à l'heure qu'il est, le commerce international et surtout le trafic interocéanique.

Le rôle de la petite industrie, dit-il, est indiqué lorsque les connaissances techniques du producteur ont plus d'importance pratique que les connaissances commerciales.

Il cite ce qui se passe, par exemple, dans l'industrie du gaz, où les déchets payent presque tous les frais de fabrication.

L'horlogerie, en ce moment, tend de plus en plus à se transformer en grande industrie.

Peut-on assister la petite industrie, remédier à cette sorte de décadence dont nous la voyons menacée ? Sans doute. Les progrès de la science et la mise à la disposition des ouvriers à domicile de forces motrices commodes et économiques, la distribution de l'eau sous pression, la vulgarisation, dans les grandes villes, de moteurs à gaz de puissance très réduite, la force électrique, qui peut-être avant peu de temps donnera la solution complète de la distribution de l'énergie dans toutes les maisons ; voilà déjà des éléments importants du problème, qui permettent d'espérer des remèdes efficaces à la situation de la petite industrie.

M. Raffalovich dit qu'en Allemagne cette question, du rôle et de l'avenir de la grande et de la petite industrie, est vivement discutée en ce moment même. Le parti conservateur a essayé, en ce pays, de préparer le rétablissement des anciennes corporations abolies en 1869, pour galvaniser la petite industrie ; mais cette tentative, ajoute l'orateur, est probablement destinée à avorter.

M. C. Lavollée s'associe complètement aux observations qui viennent d'être développées par M. Levasseur sur les principaux points de la question posée par M. Cheysson. Il se bornera donc à de courtes réflexions sur l'évolution industrielle qui fait l'objet du débat ; et il s'arrêtera tout d'abord aux critiques qui ont été exprimées par M. Cheysson au sujet des sociétés anonymes.

Il est très vrai que, depuis la loi de 1867, l'on a abusé de l'ano-

lement un progrès industriel, mais encore et surtout un progrès moral, un progrès social.

Ceux qui applaudissent sans réserve au progrès de la grande industrie peuvent, de leur côté, faire remarquer que celle-ci, loin de nuire à la petite industrie, lui apporte un supplément de travail. La statistique ne fournit point, à cet égard, d'informations qui puissent être acceptées comme certaines; elle devrait faire, pour les professions et pour les ateliers, un dénombrement bien difficile qui ne paraît pas avoir été tenté jusqu'ici en vue de cette discussion spéciale. Il serait aisé d'apporter de nombreux exemples démontrant que tel progrès réalisé dans les grands ateliers a eu pour conséquence récente et immédiate un accroissement d'activité dans les ateliers secondaires et annexes. Une comparaison fera bien ressortir cette vérité : est-ce que la création des chemins de fer n'a pas développé tous les autres modes de transport ? Les chemins de fer, dans l'œuvre des transports, représentent la grande industrie; les anciennes routes, les véhicules ordinaires, représenteraient la petite industrie. Eh bien ! depuis l'établissement des voies ferrées, les routes sont plus fréquentées, les véhicules et les chevaux employés au transport sont plus nombreux.

En un mot, il n'y a point à regretter, dans l'intérêt de la petite industrie, que la grande industrie continue son mouvement d'accroissement. Chacune d'elles a son rôle, et l'avenir de l'une ni de l'autre n'est menacé.

M. Levasseur désire ajouter brièvement quelques observations à celles qu'il a présentées.

La première porte sur le salaire. M. Lavollée a fait remarquer, avec raison, que le développement de la grande industrie a pour conséquence la hausse des salaires dans un pays. En effet, le salaire n'est pas une chose arbitraire; des économistes croyaient qu'il était réglé par la quantité de capital qui était affectée à le payer et qu'ils nommaient « fonds des salaires »; d'autres, M. Fr. Walker particulièrement, ont contesté qu'il existât un fonds des salaires et ont présenté la productivité du travail comme la règle du salaire. Il y a du vrai dans les deux théories, dans la seconde surtout. L'augmentation de la richesse, résultant d'une production plus économique et plus abondante, accroît la masse des capitaux avec lesquels le salaire est payé. L'accroissement de productivité du travail qui, armé d'outils perfectionnés, crée en une journée dix fois, vingt fois plus de richesse qu'autrefois, lui donne droit à une part plus grande dans la répartition de la richesse produite, et permet de la lui

pour effet de restreindre la facilité des communications et cette cause de concentration des forces industrielles subsistera, quels que soient les moyens que l'on imagine plus tard pour diviser et répartir la force mécanique.

La machine à vapeur commune à tous les ateliers d'une maison, la machine à gaz, l'électricité, sont déjà des moyens de débiter la force en détail, qui rendent à la petite industrie des services très appréciés et qui en rendront plus encore à mesure qu'ils seront eux-mêmes perfectionnés. Mais ce sont des moyens de production plus coûteux que la force concentrée, et cette dernière a en outre pour elle l'économie de frais généraux que réalise à beaucoup d'autres égards la concentration du travail en manufacture sous l'œil du maître.

M. Levasseur ne combat ni la grande ni la petite industrie. Cherchant à se rendre compte de leur situation relative par l'observation des faits, il remarque que, sous le régime de la liberté, chacune d'elles trouve place, et il croit que cette liberté suffit pour établir à cet égard l'équilibre qui convient à chaque état économique d'une nation et qui se déplace quand cet état se modifie. Il ne voit pas que les inventions ayant pour objet de distribuer la force en détail aient jusqu'ici fait reculer la grande industrie sur un point quelconque. Il prie M. Cheysson de citer, s'il en connaît, des exemples pris dans les faits actuels, qui autorisent l'hypothèse du revirement de l'industrie vers les petits ateliers.

Avec MM. Lavollée et Levasseur, M. Cheysson admet que les progrès de la grande industrie ne sont pas également funestes à toutes les branches de la petite industrie. S'ils attaquent et parfois même étouffent celles de la production, ils développent au contraire quelques-unes des branches de la répartition et contribuent à accroître cet encombrement de notre appareil circulatoire, qui se traduit par la progression des patentes de la catégorie A (En 1883, ce nombre s'est accru de 13.000, dont 11.000 débitants de vin).

En matière de transports, comme l'a dit M. Lavollée, la grande industrie, celle des chemins de fer, loin de faire désertir les voies terrestres, a surexcité la fréquentation des affluents. Si les routes nationales ont perdu de leur importance au début, elles sont en train de la reprendre, comme le montrent les derniers comptages de 1881; et tout le reste du réseau terrestre a progressé dans une énorme proportion.

Répondant ensuite aux questions que lui a posées M. Levasseur, M. Cheysson ne pense pas que l'on puisse traiter de « rêve » les pers-

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Rapport fait le 23 mars 1849 à l'Assemblée nationale constituante, au nom de ses comités de l'agriculture et de la guerre réunis pour étudier la production du cheval au point de vue des besoins de l'armée. par A. RICHARD (du Cantal). Suivi du *Rapport fait [à l'Académie des sciences de Paris sur le même sujet, le 16 avril 1849* ¹.

Travail et salaires, par H. FAWCETT, traduit et précédé d'une préface par ARTHUR RAFFALOVICH ².

Dictionnaire pratique des assurances terrestres, par E. LECHARTIER. 2^e éd. ³.

MARIANO MANTERO. *Istituzioni del commercio. I. Gli ordinamenti monetari* ⁴.

Note sur le canal d'assainissement de Paris à la mer, par A. DUMONT ⁵.

La nouvelle loi sur les sociétés anonymes en Allemagne, par ARTHUR RAFFALOVICH ⁶.

(Extrait du *Journal des Économistes*, octobre 1884.)

Les sociétés coopératives. Conférence faite le 12 mars 1884 à la salle Gerson, sous les auspices de la Société de statistique de Paris, par ERNEST BRELAY ⁷.

¹ Paris, Hachette et C^o, 1874, in-18.

² Paris, Guillaumin et C^o, 1884, in-18.

³ Paris, Guillaumin et C^o, 1884, in-12.

⁴ Palermo, tip. fratelli Puglisi, 1884, in-18.

⁵ Paris, imp. de Schlæber, 1884, in-8.

⁶ Paris, Guillaumin et C^o, 1884, in-8.

⁷ Paris, Guillaumin et C^o, 1884, in-8.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 15 OCTOBRE 1884.

NÉCROLOGIE : MM. J.-A. Barral et Adéodat de Souich.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

Projet de célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la Société, en juin 1885. Rapport de M. E. Cheysson.

COMMUNICATION : Le gaz à Paris et à Londres.

La séance est présidée par M. A. Cochery, ministre des postes et télégraphes.

Le Président rappelle à la Société la perte récente qu'elle vient de faire dans la personne de M. J.-A. Barral, secrétaire perpétuel de la Société nationale d'agriculture. C'était, en agronomie surtout, un savant de premier ordre, et il avait compris, depuis longtemps, l'importance de la statistique dans les questions agricoles. M. Cochery consacre ensuite quelques paroles sympathiques à la mémoire de M. Adéodat de Souich, un des membres fondateurs de la Société.

La réunion procède alors à l'élection de nouveaux membres.

Sont nommés membres titulaires : MM. Fernand Worms, avocat à la Cour de Paris ; Adelson Monteaux, administrateur de la Caisse d'épargne de Paris.

Sont admis comme membres associés étrangers : MM. Sauveur, secrétaire général du ministère de l'intérieur et de l'instruction publique de Belgique ; Latzina, directeur de la statistique de la République argentine ; Beaujon, professeur de statistique à l'Université d'Amsterdam.

M. T. Loua, secrétaire-général, fait l'énumération des ouvrages parvenus à la Société depuis la dernière séance ; il cite particulièrement la Statistique des sociétés de secours mutuels en 1882, offerte par le ministre de l'intérieur, et les deux dernières publications de la Statistique de France : la Statistique de 1881 et l'*Annuaire statistique* de 1884. Il insiste principalement sur ce dernier ouvrage, qui a reçu de nombreux perfectionnements et devrait se trouver entre les mains de tous les statisticiens.

Le Président prévient la Société que le 25^e anniversaire de sa fondation tombe dans la première semaine du mois de juin prochain. Le Conseil a longuement discuté les mesures à prendre pour célébrer dignement cet anniversaire, et il a chargé M. Cheysson de présenter un rapport à l'Assemblée générale et de lui en soumettre ses conclusions. Voici ce Rapport, qui est très court :

national, le Conseil a pensé qu'il conviendrait d'y inviter les savants qui s'occupent de statistique à titre officiel ou privé. Les statisticiens français seront certainement très heureux de saisir cette occasion de nouer ou de consolider des relations personnelles avec leurs collègues des autres pays.

« Pour défrayer ces réunions amicales, la Société doit pouvoir compter sur les travaux de ses invités. Elle-même, d'ailleurs, pourrait y contribuer, en apportant, outre l'histoire de ses travaux et les études individuelles de quelques uns de ses membres, un tableau qui présenterait l'*organisation technique* de la statistique en France, les *méthodes* mises en œuvre par les diverses administrations pour recueillir les faits et les *principales statistiques* publiées à intervalles plus ou moins périodiques.

« Il y a lieu d'espérer qu'il entrera dans les convenances des autres pays, de rédiger des tableaux semblables sur tout ou partie de leurs services statistiques, notamment en ce qui concerne la démographie, l'agriculture, le commerce et l'industrie, les travaux publics, la justice...., etc. Si cet espoir se réalisait, le rapprochement de ces travaux, d'abord au sein même des réunions, puis plus tard dans le volume qui en rendrait compte, pourrait être fécond pour la science et contribuerait en général à l'amélioration de son organisation et de son outillage.

« Tel est le programme qui a rallié les suffrages du Conseil. Mais avant de le soumettre à l'approbation de la Société, il a paru prudent de pressentir nos amis du dehors sur l'impression qu'ils en éprouvaient et sur la part de collaboration qu'ils pourraient y apporter.

« Les membres du Conseil se sont donc chargés d'entretenir de ce sujet, à titre officieux, leurs correspondants habituels pour les inviter à cet anniversaire et leur demander s'ils seraient disposés à préparer un exposé de l'organisation de la statistique dans leur pays, sans préjudice de leurs travaux personnels sur tel autre sujet de leur choix.

« Bien que toutes les réponses ne soient pas encore parvenues au Conseil, celles qu'il a déjà reçues lui paraissent dès à présent suffisantes pour assurer le succès du programme tel qu'il vient d'être défini. Les principaux statisticiens de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, ont répondu de la façon la plus cordiale ; dans la limite des exigences de leur service, ils ont promis leur présence et leur concours. Avec les adhésions qu'on est encore en droit d'espérer, le programme peut être aujourd'hui engagé sans témérité.

« Les dépenses consisteraient principalement dans les frais du compte rendu qui réunirait les travaux, certainement considérables — on peut l'affirmer d'avance — dont cet anniversaire sera l'occasion. Pour diminuer cette charge, le Conseil se rejettera sur quelque combinaison de

A la suite de cette lecture, M. A. Chérot annonce qu'il a quelques objections à présenter sur les conclusions de M. Cornuault, mais il attendra que ce travail soit imprimé *in extenso*.

L'ordre du jour appelait une communication de M. Turquan sur la densité moyenne des communes de France, mais l'heure avancée oblige d'en remettre la lecture à une prochaine séance.

Un court débat s'engage sur la fixation de l'ordre du jour. Le Président pense que la question agricole, qui préoccupe aujourd'hui l'opinion publique, pourrait être utilement traitée par la Société. MM. Broch et Cotard se déclarent prêts à faire connaître le résultat de leurs études à cet égard, et d'autres membres sont disposés à se préparer à cette discussion. Dans ces circonstances, il convient de mettre ces questions à l'ordre du jour. La proposition est adoptée, et la prochaine séance fixée au mercredi 12 novembre.

COMPTES RENDUS

L'IMPÔT SUR LE REVENU, par M. JOSEPH CHAILLEY. Un vol. in-8°.
Paris, 1884. Guillaumin et Cie.

Ce livre est une étude consciencieuse et considérable de l'impôt sur le revenu. Il se divise en deux parties : dans la première, l'auteur expose à grands traits la législation relative à cet impôt en Angleterre et en Italie ; la seconde contient une théorie de l'auteur sur cet impôt et une analyse des discussions auxquelles il a donné lieu dans notre pays. Ces deux parties de l'ouvrage sont précédées d'une introduction dans laquelle une appréciation de la situation financière de la France est accompagnée de considérations générales sur les contributions publiques.

Ce travail, fait avec beaucoup de soin, est recommandable : on y trouve à peu près tous les arguments qui ont été formulés pour et contre l'impôt sur le revenu considéré en principe, pour et contre les formes qui lui ont été données en Angleterre et en Italie. C'est un bon manuel à consulter pour ceux qui seront appelés ultérieurement discuter et voter sur l'impôt du revenu.

En pareille matière, il est difficile et peut-être dangereux d'être original ; aussi l'auteur ne l'a pas été et n'a pas cherché à l'être. Il a conclu avec bien d'autres que l'impôt du revenu était praticable en France, c'est-à-dire qu'il n'y avait, dans la nature des choses, aucun obstacle qui s'opposât à son établissement et, sur ce point, il est difficile de le

auxquelles a donné lieu l'impôt du revenu ; mais il semble qu'il a lu et annoté sans se donner beaucoup de peine pour penser. Nous craignons aussi que M. Chailley n'ait pas sur les lois qui régissent la production et l'appropriation des richesses des idées bien exactes ; maints passages de son livre nous ont alarmé ; nous n'en citerons qu'un : « Plus on ira, plus les sentiments d'humanité se développeront ; plus on cherchera, par l'extension des devoirs de la société, à soulager des misères qui ne peuvent que s'accroître, à niveler des inégalités qui ne peuvent que grandir, et plus il deviendra utile de procurer à l'État les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses nouvelles fonctions, et d'adopter des mesures qui simplifieront sa tâche. » Qu'est-ce que cette *extension des devoirs de la société*, ce soulagement de *misères qui ne peuvent que s'accroître*, ce nivellement d'*inégalités qui ne peuvent que grandir* ?

Notre auteur ne se contredit-il pas sensiblement lorsqu'après avoir proposé de dégrever, il affirme la nécessité d'augmenter les dépenses ? Et quelles dépenses ? Justement celles que réclament les vieilles rengaines socialistes sur les devoirs de la société (qui n'existent que dans leur imagination), sur une prétendue inégalité croissante, contraire à l'évidence, tout comme les misères destinées à augmenter nécessairement. Ce sont là des erreurs capitales qui vont à l'augmentation des dépenses et à l'affaissement de la production. C'est la crainte qu'inspirent ces erreurs qui a été, qui est et qui sera le plus grand obstacle à l'établissement de l'impôt sur le revenu, et ce n'est pas de ceux qui les professent que nous pourrions jamais attendre une sérieuse réforme des finances de la France.

COURCELLE SENEUIL. •

TRAITÉ DU RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, par M. A. DEMASURE, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Paris, Pedone Lauriel, 1884. 1 vol. in-8°.

Les sociétés sont un des puissants moyens de production de la richesse nationale. L'intérêt bien entendu du Trésor public exige donc que leur développement ne soit pas entravé par des impôts trop lourds. On le comprit lors de l'élaboration de la loi du 22 frimaire an VII et plus tard en 1816, malgré de pressantes nécessités, on refusa d'assujettir à un droit proportionnel les actes de formation de sociétés. Depuis, une réaction a paru se produire. Sans doute le législateur a proclamé comme principe que l'association ne doit être contrariée en rien et que la fiscalité ne peut que gêner son développement ; néanmoins il n'a cessé d'aggraver les charges et les impôts. Cette conduite a porté ses fruits : elle a occasionné une perturbation sérieuse et a causé un grave préjudice aux sociétés, et leur accroissement a subi des temps d'arrêt ; elle a déve-

aurait-il bien fait de s'y renfermer exclusivement et de laisser de côté quelques considérations sur le système colonial, le *self-government*, la politique coloniale qui sont nécessairement incomplètes et insuffisantes. La question de l'acclimatation y est au contraire parfaitement traitée, et il serait bien à souhaiter que le livre du docteur Bordier devint le *vade mecum* de tous les agents de notre gouvernement dans sa politique coloniale. L'auteur observe en effet avec grande raison que notre ignorance de ces questions a toujours été complète. « Arriver sur un point choisi à bon escient avec des idées arrêtées et motivées sur le climat, l'hygiène, les ressources du pays, sa faune, sa flore, les facilités qu'il peut offrir à l'acclimatation, les races qui l'habitent, les aptitudes spéciales de chacune d'elles, les services qu'on est en droit d'en attendre, voilà ce qui ne s'est jamais vu chez nous. » Hélas ! ce n'est que trop vrai. Nous avons eu la main si malheureuse dans le choix de nos colonies qu'on pourrait croire que nous avons choisi à dessein les régions les plus insalubres et les plus inhabitables du globe. En dehors de la Nouvelle-Calédonie et de quelques îles, il n'est pas une seule de nos possessions où notre race ait chance de s'acclimater.

On peut s'étonner seulement que l'ouvrage, quoique portant le millésime de 1884, soit aussi en retard sur les événements. C'est ainsi, pour n'en citer qu'un seul exemple, et on en pourrait citer beaucoup d'autres, qu'en ce qui concerne le Tonkin l'auteur en est resté à l'expédition de Garnier.

On peut regretter aussi que l'auteur n'ait pas soumis ses renseignements à une critique assez sévère et qu'il ait accepté comme vérités des faits notoirement inexacts ou du moins très douteux. La légende du chemin de fer de Panama, dont chaque traverse recouvrirait le cadavre d'un travailleur chinois (p. 96), a été vingt fois réfutée. Le fait que nous posséderions à Obock « du charbon à fleur de terre et de qualité excellente » (p. 328) est malheureusement plus que douteux. Il n'est nullement prouvé que les races indigènes de l'Algérie ou même du Far-West américain soient en train de disparaître devant les Européens (p. 43); les statistiques les plus récentes semblent au contraire démontrer qu'elles s'accroissent.

En dépit de ces quelques taches qu'il sera facile à l'auteur de faire disparaître dans une 2^e édition, à l'aide d'une revision un peu attentive, l'ouvrage du docteur Bordier n'en est pas moins précieux pour quiconque veut s'occuper de colonisation, — et qui ne s'en occupe pas aujourd'hui? — Il abonde en renseignements intéressants, instructifs, même piquants; qui ne serait charmé d'apprendre, par exemple, que ces augures de l'antiquité dont on a tant ri, alors qu'ils consultaient les entrailles des victimes au moment de jeter les fondements d'une colonie

de plus en plus le marché d'approvisionnement et de dépôt du monde entier.

Que sera-ce si la France exhausse de nouveau les prix de revient de tous ses articles d'exportation, en taxant, avec les nécessités de la vie, les matières premières de son industrie? Nous ne voulons pas accuser nos protectionnistes d'être « vendus aux Anglais », mais ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'ils travaillent, — gratis sans doute, — dans l'intérêt de l'Angleterre.

*
* *

On commence à faire le compte du prix de revient des quarantaines. En Espagne, le commerce extérieur a diminué de près de 100 millions de francs; les recettes de la douane ont baissé de 6.188.000 fr. en juin, juillet et août; les autres sources de l'impôt ont été atteintes par contre-coup, et dans les deux mois de juillet et d'août les pertes du Trésor ont dépassé 13 millions. Nous savons, par une triste expérience, ce que valent les quarantaines; il est bon que l'on sache aussi ce qu'elles coûtent.

Notons encore que le choléra a envahi la France, l'Italie et l'Espagne, pays à quarantaines, et qu'il n'a point paru jusqu'à présent en Angleterre, où l'on a renoncé à ce système aussi suranné que vexatoire de protection de la santé publique.

G. DE M.

Paris, le 14 novembre 1884.

M. J.-J. Garnier, ancien élève de l'École supérieure de commerce de Paris, directeur de l'École spéciale de commerce à Turin, a obtenu la médaille d'or à l'Exposition générale italienne à Turin.

Son école a exposé divers travaux de ses élèves. Cette école, dirigée par M. Garnier depuis 1850, a été fondée sur l'initiative du comte de Cavour et du comte T. de Santarosa.

Lyon-Socialiste, organe hebdomadaire des travailleurs de la région de l'Est. N° 1 (14 septembre 1884). Petit in-f° de 4 p. à 3 col. Lyon, impr. Vocher.

Marine marchande. Droits de port à l'étranger. Belgique, Anvers. In-8 de 36 p. Paris, Impr. Nationale. [Extrait des « Annales du commerce extérieur ».]

MARTIN (L.). *Tarif des douanes*, répertoire alphabétique des marchandises classées par des décisions de l'administration des douanes depuis l'année 1877 jusqu'au 30 avril 1884, suivi d'un tarif des médicaments admissibles en vertu des décisions ministérielles. In-4 de 112 p. Lille, Danel.

Notice sur le port de Rouen. Situation du port; conditions de navigabilité, de ses accès; outillage, aménagements...; renseignements statistiques. In-8 de 130 p., tableaux et carte. Rouen, Lapiere. [Publié par la Chambre de commerce de Rouen.]

PRAX (René). *Essai sur les sociétés vectigaliennes*, précédé d'un exposé sommaire du système fiscal des Romains; étude sur les nullités des sociétés anonymes commerciales. In-8 de 302 p. Montauban, Forestié.

RECOING. *Géographie militaire et maritime des colonies françaises*,

suivie d'un aperçu sur la géographie militaire et maritime des colonies anglaises. In-8 de vin-296 p. et 15 cartes. Paris, Baudoin.

ROUSIERS (Paul DE). *L'Etat social dans la région de Confolens*, étude présentée à la réunion du 1^{er} décembre 1883. In-8 de 32 p. Angoulême, Debreuil. [Unions de la paix sociale, Angoulême, Aunis et Saintonge,]

Situation (la) financière des communes de France et d'Algérie, précédée d'un tableau indiquant la situation financière des départements (année 1884, présentée par M. Le Guay au ministre de l'intérieur (7^e publication). In-4 de xvm-688 p. avec tableaux, Paris et Nancy, Berger-Levrault. [Ministère de l'intérieur.]

Statistiques coloniales pour l'année 1882. (Population, culture, commerce, navigation). In-8 de 246 p. Paris, Impr. Nationale. [Ministère de la marine et des colonies.]

VILLE (Georges). *De la puissance de production de la famille agricole dont la loi protège le foyer*. In-8 de 24 p. Paris, Rougier. [Extrait du « Bulletin de la Société d'économie sociale ».]

VOISIN (Jules). *La question ouvrière ou question sociale*. 2^e édit. In-8 de 44 p. Cognac, Vincent.

Le Gérant : F^{ts} GUILLAUMIN.

encore la solution. On conçoit, au surplus, qu'une œuvre si considérable exige beaucoup de temps et de veilles pour être menée à bien. Mais ce qu'on conçoit moins c'est que ces mêmes écoles poussent la multitude à faire la révolution sociale sans s'être entendues sur la constitution économique de la société future et avant même d'avoir achevé les parties essentielles de cette constitution. Qu'arrivera-t-il, en effet, si la révolution éclate au milieu de ce laborieux travail d'enfantement? Comme il faut bien produire de la richesse et la distribuer pour faire subsister les travailleurs, ne sera-t-on pas obligé de s'en tenir à l'ancien mécanisme jusqu'à ce qu'on ait « inventé » le nouveau? La révolution sociale se sera donc faite en pure perte. Elle n'aboutira et ne pourra aboutir qu'au remplacement d'un personnel gouvernant par un autre, ce qui peut, à la vérité, n'être pas tout à fait indifférent au personnel dirigeant du socialisme, mais elle ne changera rien à l'état de choses existant. Il y a bien quelques croyants qui attribuent à la révolution le pouvoir magique de créer le nouveau système d'organisation encore à l'état d' x , qui sont convaincus qu'il suffira de supprimer la propriété individuelle, base du régime capitaliste, pour que le nouveau régime surgisse de toutes pièces, comme la Minerve, qu'un coup de hache bien asséné avait fait sortir toute armée du cerveau de Jupiter. Mais cette foi dans la vertu organisatrice du coup de hache révolutionnaire n'est-elle pas un peu risquée?

Quelle est la meilleure méthode à employer pour avoir raison du socialisme? Au lieu de s'attarder à la besogne méritoire sans doute, mais fastidieuse et jusqu'à présent stérile de critiquer ses systèmes et d'en faire ressortir l'impraticabilité, n'est-ce pas de démontrer que l'organisation de la production et de la distribution de la richesse, que les socialistes veulent détruire et remplacer par une autre, est une « organisation naturelle », qu'elle repose sur des « lois économiques » que l'homme ne peut changer, — pas plus qu'il ne peut changer les lois physiques et chimiques? Le jour où cette démonstration sera faite avec assez de clarté pour devenir accessible à toutes les intelligences, sera-t-il encore possible de trouver un marché pour un système quelconque d'organisation artificielle, socialiste, communiste ou anarchiste ¹?

Essayons donc de démontrer que l'économie politique a ses *lois naturelles*.

¹ Les anarchistes prétendent, à la vérité, qu'ils ne veulent d'organisation d'aucune sorte, mais comme ils se déclarent en même temps communistes, il leur faudra bien « organiser » le communisme.

C'est que la valeur est composée de deux éléments : un pouvoir dépensé et un pouvoir acquis, un pouvoir producteur et un pouvoir réparateur. Telle est la constitution naturelle de la valeur, constitution qu'il ne dépend pas plus de l'homme de modifier qu'il ne dépend de lui de changer la composition de l'eau ou celle de l'air.

Si maintenant nous observons l'homme, qui produit la valeur et qui la consomme, nous constaterons un autre phénomène naturel : c'est que toute dépense de sa puissance vitale, tout travail est accompagné d'une peine, d'une souffrance, tandis que toute consommation d'un pouvoir réparateur de ses forces ou de sa puissance vitale est accompagnée d'une jouissance; d'où il suit que la valeur contient à la fois une certaine somme de peine subie et une certaine somme de jouissance possible. De là une loi naturelle qui gouverne la production de toutes les choses matérielles ou immatérielles, pourvues de valeur : *la loi de l'économie des forces*, en vertu de laquelle tout producteur s'efforce d'obtenir la somme la plus considérable possible du pouvoir réparateur, contenu dans la valeur, en échange de la moindre dépense de pouvoir producteur et qui dérive de la tendance naturelle de l'homme à diminuer ses peines et à augmenter ses jouissances.

La composition de la valeur étant connue, il reste à étudier ses propriétés, qui sont de diverses sortes : la valeur est mesurable, échangeable, accumulable et appropriable. Elle est susceptible d'augmentation ou de diminution; elle peut se conserver d'une manière indéfinie, grâce à son échangeabilité, ou être détruite au moment même où elle se produit. A mesure que l'organisme économique de la société humaine se développe et se perfectionne, ces propriétés naturelles de la valeur deviennent plus visibles, et on peut mieux apprécier l'importance de leur rôle. Sans l'appropriabilité et la mesurabilité de la valeur l'association des forces productives et la distribution des produits seraient impossibles; il en serait de même de la division du travail, de la capitalisation et du crédit si la valeur n'était pas échangeable et accumulable; enfin si l'ordre s'établissait naturellement dans la production et la distribution des choses nécessaires à l'homme, c'est grâce à la propriété de la valeur d'augmenter ou de diminuer, de hausser ou de baisser, toujours d'une manière ou suivant une loi naturelle.

La nature et les propriétés de la valeur, la production, la distribution et la consommation de la valeur investie dans les produits et les services nécessaires à la conservation et à l'extension de la vie humaine, vie physique, intellectuelle et morale, sont le domaine naturel de l'économie politique. Elle recherche comment, sous l'impul-

donné, chargé de l'exécution; c'est enfin le matériel d'agents et d'éléments extérieurs qu'il s'agit de mettre en œuvre, de façonner ou de transformer ou dont il s'agit d'extraire un produit, c'est la terre, ce sont les bâtiments d'exploitation, les outils, les machines, les matières premières, etc. C'est encore, si, comme la chose arrive d'habitude, le personnel ou une partie du personnel ne possède pas les avances nécessaires pour subsister jusqu'à ce que l'opération de la production soit achevée et le produit réalisé, une somme de valeur accumulée, constituant un capital dit circulant, qui suffise pour fournir ces avances. Le personnel et le matériel sont associés ou combinés dans des proportions diverses, déterminées par la nature de la production; ces proportions varient suivant que l'industrie est plus ou moins avancée ou perfectionnée, qu'elle emploie des moteurs physiques ou des moteurs mécaniques, mais elles sont « naturelles » en ce sens qu'elles dépendent de la nature de la production et des agents productifs et non de la volonté ou de la fantaisie des entrepreneurs. On peut, à la vérité, ne pas les observer, mais quand on ne s'y conforme point, on court le risque de ne point obtenir le résultat que l'on a en vue. La même observation s'applique aux dimensions des entreprises, lesquelles sont naturellement déterminées par le degré d'avancement de l'outillage et des méthodes de la production. Elle s'applique encore à l'objet des entreprises, lequel doit être unique et non multiple, sous peine d'occasionner une déperdition de forces productives.

La même observation s'applique enfin aux modes de constitution des entreprises, et d'association de ceux qui y coopèrent, soit par l'apport de leur travail de direction et d'exécution, soit par l'apport de leur capital. Ces modes sont très variés; ils diffèrent surtout selon la grandeur de l'entreprise et les risques auxquelles elle est exposée; mais la construction des entreprises comme celle des édifices n'en a pas moins ses règles ou ses lois naturelles. Le mode de constitution, encore aujourd'hui le plus général des entreprises, quoiqu'il soit destiné selon toute apparence à cesser de l'être avec les progrès de l'industrie, c'est celui de l'entreprise individuelle ou en nom collectif, constituée au moyen d'un personnel de direction et d'un capital d'entreprise, qui en courent les risques et en recueillent les profits, d'un personnel d'exécution et d'un capital auxiliaire qui sont assurés contre les risques, et reçoivent leur part dans le produit sous forme de salaire pour le travail, d'intérêt pour le capital. Les entreprises qui exigent une agrégation considérable de matériaux et d'agents productifs ont les mêmes éléments constitutifs, mais réunis de préférence sous la forme de « sociétés », et cette forme des entre-

entreprise, travail de direction et travail d'exécution reçoivent leur part dans le produit éventuel sous une forme anticipative et assurée, autrement dit sous la forme d'un « salaire » indépendant des résultats de l'entreprise et qui se paye régulièrement à des intervalles plus ou moins rapprochés, dans le cours de l'opération ; il en est de même du capital auxiliaire qui reçoit également sa part sous la forme d'un « intérêt fixe » et qui est garanti par le capital responsable. Supposons maintenant que l'opération, au lieu de se solder par une augmentation de la somme de valeur engagée, se solde par une diminution, par une perte au lieu d'un bénéfice, qui supportera cette perte ? Le capital responsable. A lui donc revient le bénéfice éventuel de l'opération, à lui aussi appartient le contrôle sinon la direction d'une entreprise dont il est appelé « naturellement » à supporter les pertes. Si on lui refuse, dans la constitution de l'entreprise, le droit au contrôle et au bénéfice, il refusera son concours, et, en admettant même qu'il ne le refuse pas, qu'il consente à être subordonné aux autres agents non responsables, ne finira-t-il point par être absorbé et détruit par les risques accrus d'une gestion et d'une exécution non contrôlées et, en fait, sans responsabilité effective ?

Les socialistes de toutes les écoles ne s'accordent pas moins pour condamner la subordination du travail non responsable au capital et à la gestion responsables ; tous condamnent aussi, d'une façon absolue, le salariat et prétendent le remplacer par un mode quelconque de participation directe aux résultats de l'entreprise. Car, à leurs yeux, le salaire implique nécessairement l'exploitation du travailleur par l'entrepreneur capitaliste. Cette condamnation de la forme la plus générale de la rétribution du travail d'exécution est-elle fondée ? Le salarié ne peut-il recevoir la part utile qui lui revient dans les résultats de la production ? Il serait facile de citer des exemples, — entre autres, ceux de certains artistes lyriques, — attestant que la part des salariés est parfois supérieure à celle des entrepreneurs-capitalistes eux-mêmes ; mais, en laissant de côté les exceptions, il suffit d'analyser le salariat dans sa généralité pour se convaincre que rien dans ce mode de rétribution n'implique l'exploitation du salarié par le salariant ; que s'il s'est universellement et spontanément établi depuis que le travailleur est devenu propriétaire de sa personne et libre de disposer de son travail, c'est qu'il répondait mieux à sa situation qu'aucune autre forme de rétribution ; c'est qu'il était le mode de rétribution naturellement adapté à la condition et aux convenances de l'immense majorité des travailleurs, ce qui ne veut pas dire que cette condition et ces convenances venant à changer, un autre mode de rétribution ne puisse être préférable et préféré.

telle sorte qu'ils disposent des ressources nécessaires pour attendre les résultats de la production et supporter leur part dans les risques industriels, mais dans ce cas même, on peut douter qu'ils préfèrent jamais la part proportionnelle au salaire. Enfin, — et cette combinaison est la plus probable parce qu'elle réaliserait dans un grand nombre de cas une économie des frais d'avance et d'assurance à la charge du salarié, — on peut concevoir que la part du travail d'exécution cesse d'être avancée et assurée par l'entrepreneur-capitaliste, qui, étant obligé trop souvent d'en emprunter lui-même le montant à un taux élevé, ne peut à son tour la fournir au travailleur qu'à un taux plus élevé encore; qu'un tiers bien pourvu de capitaux se charge de faire cette avance et cette assurance à des conditions plus favorables au travailleur et en exonérant l'entrepreneur de l'obligation de se procurer la portion de capital circulant nécessaire au paiement des salaires, sauf à se rembourser par la réalisation de la part éventuelle du travail dans les résultats de la production. Cette combinaison, que nous nous bornons à indiquer, est possible, car elle n'est point en opposition avec les lois naturelles qui président à l'organisation et au fonctionnement des entreprises, mais ce qui est impossible, c'est de subordonner la direction et le capital effectivement responsables au travail d'exécution non responsable, c'est de substituer la participation au salariat, alors que l'immense majorité, disons même la presque totalité des travailleurs salariés sont incapables de faire les avances et de courir les risques attachés à la participation.

On voit donc que la constitution et l'organisation des entreprises sont « naturelles », en ce qu'elles sont déterminées par la nature des agents et des éléments de la production, et par celle de l'opération productive. On ne peut pas produire sans mettre en œuvre une certaine quantité de matériel et de personnel, réunis dans des proportions déterminées par la nature particulière de la production. De même, l'opération productive, en vertu de sa nature, exige toujours du temps pour être achevée et réalisée, partant une avance de capital; elle comporte aussi toujours des risques, partant une assurance. De là enfin une responsabilité naturelle qui se partage entre le travail de direction et le capital d'entreprise, morale pour l'un, matérielle pour l'autre, et la nécessité de leur subordonner le travail d'exécution non responsable. L'analyse du phénomène de la production nous montre ainsi, clairement, que la subordination de la direction et du capital d'entreprise au travail d'exécution et l'attribution de la totalité du produit au travail, à l'exclusion du capital, qui sont les fondements de toutes les organisations socialistes, se trouvent en opposition avec la nature des choses et doivent être.

III.

Au reproche que les socialistes adressent à la « production capitaliste » de ne laisser au travail qu'une part insuffisante dans un produit qui devrait, selon eux, lui revenir en totalité, vient se joindre un autre grief non moins sérieux : c'est de manquer de règle, c'est d'être « anarchique ». Cette règle qui lui fait défaut, les collectivistes de l'école de Karl Marx prétendent l'établir en instituant des « commissions de statistique » qui auraient pour mission de constater officiellement et quotidiennement l'étendue des besoins de la consommation et d'y faire proportionner la production des milliers de produits ou services qu'elle exige, en un mot, d'établir un équilibre permanent entre la production et la consommation. Ces « commissions de statistique » seraient évidemment fort occupées ; voyons si elles sont nécessaires ; cherchons s'il n'existe aucune « loi naturelle » qui agisse pour faire régner l'ordre dans le monde économique en établissant l'équilibre entre la production et la consommation.

Si l'homme vivait dans l'isolement, cette question ne se poserait point ; il réglerait sa production bien ou mal, mais rien ne lui serait plus facile que de la régler, car il connaît ses besoins et il peut, par approximation, évaluer les quantités de produits et de services qu'ils demandent. Il peut faire à chacun sa part, en raison de la quantité de forces productives dont il dispose, du nombre et de l'intensité des besoins qui le sollicitent. Il en est autrement sous le régime de la production divisée. Tandis que l'homme isolé ou associé à un petit nombre de ses semblables et sans relations avec les autres, produit les choses qu'il consomme, lui et les siens, il n'en produit que la plus faible part sous le régime de la production divisée, et se procure les autres par voie d'échange. Il arrive même qu'il ne produise aucune des choses qu'il consomme, qu'il se procure par voie d'échange la totalité des articles de sa consommation. C'est déjà actuellement le cas presque général dans les sociétés en progrès, et il en sera de plus en plus ainsi, à mesure que l'industrie se perfectionnera et que la division du travail s'étendra davantage. Songez maintenant au nombre croissant d'articles de tout genre qui entrent dans la consommation individuelle même la plus restreinte, songez que ces articles sont produits fréquemment dans les régions les plus éloignées du consommateur et parfois même longtemps avant qu'il ne les consomme, et vous vous émerveillerez de voir la production s'ajuster, comme elle le fait, sauf des perturbations passagères, avec la consommation ; vous vous demanderez comment, par quel procédé magique,

marché et du besoin auquel il répond, une diminution plus ou moins grande de la quantité de monnaie offerte en échange. Au lieu de monnaie, on peut supposer n'importe quel autre article; seulement la monnaie étant devenue l'intermédiaire universel des échanges, nous nous en tenons au phénomène, tel qu'il se produit chaque jour sous nos yeux.

Le taux auquel se fixe la valeur dans l'échange est donc déterminé par la quantité offerte des produits ou des services dans lesquels elle est investie, et cette quantité est déterminée, de son côté, par le degré d'abondance de la production. Rappelons ici comment les choses se passent sous le régime de la production divisée. La généralité des produits et des services sont créés en vue de l'échange. Or, en quoi consiste leur valeur *avant qu'ils ne soient échangés*? Elle consiste dans le montant de leurs frais de production, c'est-à-dire dans la somme de capital et de travail qu'il a fallu dépenser pour les créer et qui se trouve investie dans ces produits ou ces services. L'échange s'opère. Trois cas peuvent se présenter. Ou la valeur obtenue en échange d'un produit ou d'un service est inférieure à ses frais de production, elle ne suffit pas à reconstituer le capital et le travail employés à le créer; ou elle est égale, elle reconstitue le capital et le travail mais rien de plus; ou elle est supérieure, elle donne un excédent. Dans le premier cas, la production est en perte, la valeur obtenue dans l'échange n'égalant point la valeur dépensée; dans le troisième, elle est en bénéfice, la valeur obtenue dépassant la valeur dépensée. Mais toute dépense de valeur représentant une peine, une souffrance, tandis que toute acquisition de valeur représente une jouissance, et l'homme en vertu de sa nature, s'appliquant d'instinct à diminuer la somme de ses peines et à augmenter celle de ses jouissances, qu'arrive-t-il? C'est que les producteurs abandonnent les industries en perte pour porter de préférence leurs capitaux et leur travail dans les industries en bénéfice, à commencer par celles où ce bénéfice est le plus élevé. Et quelle est la conséquence de ce retrait d'un côté, de cet afflux de l'autre? C'est d'établir un équilibre naturel entre la multitude des branches de la production, au niveau des frais qu'il a fallu faire, du capital et du travail qu'il a fallu dépenser et qu'il faut reconstituer pour mettre, d'une manière continue, un produit ou un service quelconque à la disposition de ceux qui en ont besoin. Quand cet équilibre vient à se rompre, par un accident ou par un autre, il tend aussitôt à se rétablir, sous l'impulsion de la loi naturelle de dilatation et de contraction des valeurs, et il se rétablit d'autant plus vite qu'il a été rompu davantage. Le déplacement d'une quantité de produits ou de services en-

IV.

Si les collectivistes prétendent résoudre le problème de l'équilibre de la production et de la consommation au moyen des « commissions de statistique », ils n'ont pas encore réussi à découvrir, — ils l'avouent eux-mêmes, — la règle en vertu de laquelle les produits doivent se distribuer entre les producteurs. Cette règle ou cette loi qu'ils ont cherchée en vain, elle existe cependant et elle préside depuis la naissance des sociétés à la distribution des richesses. C'est la même « loi naturelle » qui détermine l'équilibre de la production et de la consommation. Voyons comment elle agit pour répartir utilement les produits entre les producteurs.

Un produit ou un service, créé par la mise en œuvre d'une certaine quantité d'agents productifs, capital et travail, est échangé. Le problème à résoudre, ce problème qui est demeuré jusqu'à présent la quadrature du cercle du socialisme, consiste à partager utilement, entre les pourvoyeurs des agents productifs, la valeur obtenue en échange ou réalisée. Sous le régime actuel de la production, une portion de cette valeur a déjà été fournie d'une manière anticipative et assurée au travail d'exécution et au capital auxiliaire. La portion restante se partage entre le travail de direction et le capital d'entreprise. Chacune de ces parties prenantes s'efforce naturellement de s'attribuer la fraction la plus considérable possible de la valeur à partager. Qui décide entre ces prétentions opposées ? Comment s'opère le partage ? Quand des obstacles naturels ou artificiels ne viennent point se mettre en travers, il s'opère de la manière la plus utile, c'est-à-dire de manière à permettre aux pourvoyeurs des agents productifs, capital et travail, de les reconstituer et de les accroître dans la proportion nécessaire pour continuer la production et l'étendre au besoin. Et quel est l'instrument au moyen duquel s'opère ce partage utile ? Cet instrument, c'est la « loi naturelle » des valeurs.

Comme chacun ne peut obtenir les produits et les services nécessaires à sa consommation qu'à la condition ou de les produire isolément, ou de les obtenir par voie d'échange, comme d'une autre part, grâce à l'action continue et progressive de la « loi naturelle » de l'économie des forces, le régime de la division du travail et de l'échange a remplacé successivement le régime de la production isolée, des marchés se sont créés où chacun apporte les pouvoirs productifs dont il dispose : celui-ci apporte des pouvoirs investis sous forme de terres, de machines, d'outils, de matières premières ou de monnaie, celui-là d'autres pouvoirs investis dans son intelligence ou sa force musculaire. Ces agents et ces matériaux productifs sont mis

particulière de leur rétribution, profits, dividendes, intérêts ou salaires.

Telles sont les « lois naturelles » qui gouvernent la production et la distribution des richesses.

V.

Ces lois naturelles sont immuables, l'homme ne les a pas faites et il n'est pas en son pouvoir de les changer, pas plus qu'il ne peut changer sa propre nature et les conditions de son existence sur la terre. Il n'est pas plus en son pouvoir de modifier la composition de la valeur que celle de l'eau ou de l'air ; il ne dépend pas de lui d'empêcher la valeur d'être appropriable, accumulable, mesurable, échangeable, ou de remplacer par une loi issue de sa sagesse légiférante la loi naturelle qui fixe la valeur dans l'échange, de faire que les produits et les services croissent en valeur à mesure qu'ils sont offerts en quantités plus grandes, et que leur valeur diminue à mesure qu'ils sont offerts en quantités plus faibles. Il ne dépend pas de lui davantage de changer les lois naturelles qui président à la production aussi bien qu'à la constitution et à la gestion des entreprises, de faire que la production puisse s'opérer sans agents productifs, que le produit puisse être achevé et réalisé d'une manière instantanée sans exiger aucune avance et sans comporter aucun risque, de constituer des entreprises sans associer dans des proportions déterminées du matériel et du personnel, du capital et du travail, sans que ces entreprises aient leurs limites utiles quant à leurs dimensions et à leur objet, sans que la direction et le contrôle en soient attribués au travail et au capital responsables, etc. Ce sont là des lois naturelles que l'homme peut enfreindre mais qu'il est hors de son pouvoir de changer.

Maintenant, que disons-nous, nous autres économistes ? Nous disons que ces lois naturelles gouvernent la production et la distribution de la richesse de la manière la plus utile, c'est-à-dire la plus conforme au bien général de l'espèce humaine : qu'il suffit de les observer en aplanissant les obstacles naturels qui s'opposent à leur action et surtout en n'y ajoutant point des obstacles artificiels pour que la condition de l'homme soit aussi bonne que le comporte l'état d'avancement de ses connaissances et de son industrie. C'est pourquoi notre évangile se résume en ces quatre mots : *laisser faire, laisser passer.*

L'évangile socialiste est infiniment plus compliqué. Comme il n'existe point, au dire des socialistes, de lois naturelles qui président à la production et à la distribution de la richesse, il faut combler cette lacune. Il faut faire des lois pour « organiser » cette production

HISTOIRE CRITIQUE DES SYSTÈMES SOCIALISTES

LEÇON D'OUVERTURE DU COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE ¹
de M. ALPH. COURTOIS.

Quand un nouveau livre nous tombe sous la main, notre premier mouvement est de nous reporter à la table des matières et de la parcourir ; nous voulons connaître l'étendue du sujet traité, ses divisions suivant l'auteur. Nous avons ainsi un avant-goût du volume. Alors, revenant sur nos pas, nous lisons la préface, cherchant à faire connaissance avec l'auteur, à voir à quelles tendances il a obéi en écrivant cet ouvrage. Cette présentation intime faite, nous lisons le livre avec une attention plus calme, plus patiente, plus réfléchie, l'étudiant sans hâte s'il en vaut la peine, savourant, s'il y a lieu, les beautés qu'il contient. Cette manière de faire est si naturellement tracée qu'un critique humoriste forçant, sans aucun doute, la note, prétendait pouvoir rendre compte d'un livre sans le lire, pourvu que table et préface fussent bien faites.

J'en agirai ainsi, par analogie, pour ce cours, énumérant les divers sujets que je traiterai ultérieurement avec plus ou moins de développements, selon l'opportunité, et donnant place à l'occasion aux réflexions générales que chaque système suggérera. Mais d'abord permettez-moi d'accuser l'intention de parler aussi peu que possible de politique, de religion ou même de morale, un seul cas excepté, quant à cette dernière : je dis aussi peu possible, car, d'une manière absolue, on ne peut promettre de s'abstenir, en traitant de sujets économiques, d'une excursion, de temps à autre, sur le domaine de ces sciences. Vous savez, en effet, que les limites des sciences entre elles sont purement artificielles et n'ont de raison d'être que dans la faiblesse relative de notre intelligence. « Pour une intelligence infinie, a dit Bastiat, il n'y a qu'une vérité. » Il y a même fort souvent divergence sur les limites utiles à assigner aux diverses sciences, outre que le progrès des connaissances humaines impose quelquefois des remaniements de frontières et de nouvelles divisions. Vous m'excuserez donc de ne pas m'abstenir d'une manière absolue de

¹ Cours professé à la section Drouot de l'Association philotechnique et ouvert le 20 octobre.

conditions plus ou moins homogènes d'ailleurs, cinq à six cents ans. C'est beaucoup. Cela est dû d'abord à ce que repoussant le luxe, bannissant la richesse, contraignant l'homme, dès sa jeunesse, à mener une vie d'ascète, les besoins moraux ou intellectuels (religion et musique à part) étant nuls et les besoins matériels fort réduits, la consommation totale, économiquement considérée, était très limitée, ce qui permettait à une production peu importante d'y faire aisément face.

Et encore cette production résultait-elle du travail des esclaves, les Périæques en Crète, les Ilotes à Sparte, dont il suffit de prononcer le nom pour réveiller le souvenir des traitements odieux et abrutissants auxquels ils étaient soumis, le restant, les citoyens libres, se réservant tout entier pour le noble métier des armes, comme nous disions avant 89.

Il fut d'ailleurs plus facile, aux deux noms classiques que nous avons cités, d'amener leur concitoyens à accepter leurs lois, que cela ne l'eût été, en 1794, à leur admirateur, continuateur et disciple Saint-Just, vu les distances respectives des états de civilisation; le chemin à parcourir il y a trois mille ans fut moins considérable qu'il ne l'eût été même sous la Terreur.

Les instituts de Pythagore furent des couvents analogues à ceux de nos bénédictins, plus que des écoles pratiques de communisme. On semble y avoir été plus occupé de philosophie que de réformes sociales. Ils se multiplièrent rapidement dans la Grande-Grèce, mais disparurent non moins promptement.

C'est à Platon que semble dévolue, par droit d'ancienneté, l'affirmation théorique de l'excellence du communisme. L'esclavage en est la base; la communauté des femmes ou, pour être plus exact, les mariages forcément réduits à un an de durée, en sont la condition: les enfants n'y connaissent ni leur père ni leur mère et, comme à Sparte, ceux d'une constitution débile sont immolés à l'amélioration de la race humaine.

La République de Platon est un haras où la perfection physique de l'espèce est le premier point à atteindre. Mœurs, famille, sentiments, tout est sacrifié à ce but suprême. Le disciple de Socrate a, sous le rapport économique, comme au point de vue philosophique, fait école. Il n'a jamais eu néanmoins occasion d'appliquer ses doctrines.

Les Esséniens, les Thérapeutes et les premiers Chrétiens pratiquèrent le communisme; mais l'ascétisme qui fut la base de leur système économique fut tempéré par un esprit fortement empreint de religion. Ils vécurent d'ailleurs sur les capitaux apportés par leurs adhérents

son intelligence qui croupissait dans des superstitions insensées, incapable de prévoir ni de se défendre, et qui, lors de l'expulsion des jésuites, ne put faire autrement que de devenir la proie d'un dictateur sans vergogne ni principes, du docteur Francia.

Les Mormons, en dépit de l'erreur générale, ne sont pas des communistes. Ils ne sont que polygames, autant au moins que leur budget parvenuier le leur permet. Leurs livres religieux expriment bien des sentiments communistes, mais ils se gardent bien d'en pratiquer les préceptes.

Thomas Morus en Angleterre, Campanella en Italie, renouèrent la chaîne des communistes théoriciens, interrompue depuis Platon. L'esclavage au moins chez Thomas Morus, la communauté des femmes, l'abolition de la famille, sont en général la condition fondamentale des rêves de ces communistes en chambre. Ils se préoccupent peu de faire équilibrer la production avec la consommation. Cette dernière, ils la laissent se développer à loisir. L'y encouragent même parfois, théoriquement convaincus qu'ils sont que, grâce à l'excellence de leur système, la production s'accroîtra dans une beaucoup plus forte proportion.

L'Utopie de Thomas Morus, la Cité du soleil de Campanella eurent chez leurs contemporains ou dans les siècles qui suivirent des imitateurs plus ou moins fidèles, parfois même peu convaincus, mais visant plus à une satire de leurs contemporains qu'à l'élaboration d'un système praticable.

La Cité nouvelle de Doni, la Nouvelle Atlantide de François Bacon, la République des abeilles de Bonifacio, l'Océana d'Harrington, certains passages du Télémaque, la République des Sévérambes de Vairasse d'Alais, celle des Ajaciciens ou des philosophes attribuée à Fontenelle, celle des Césars de Van der Heck (pseudonyme), le Téléphe de Pechmeja, la République des Galligènes de Diderot, la Découverte australe de Restif de la Bretonne, etc., etc., furent de ce nombre. Un moment ce fut une maladie : supposer une société parfaite et la décrire idéalement sans espoir, sans désir même d'en arriver à l'application, rien que pour critiquer le monde réel au milieu duquel on vivait.

D'autres réformateurs socialistes entreprirent la même tâche, mais avec une idée d'application plus affirmée.

J.-J. Rousseau, dans ses deux fameux discours et dans son Contrat social particulièrement, fut le principal dans cette voie. Son style enchanteur, le bonheur avec lequel il signala dans les mœurs, plus que dans les lois, certaines réformes utiles, lui acquirent une popularité qui atteignit son apogée sous la Révolution.

désordonnée. Il imagina de toutes pièces un système où il utilisait toutes les passions, tous les penchants. « Ne vous contraignez pas ; « suivez vos inclinations sans vous occuper du but ni des moyens ; « tout est bon dans la nature, le milieu social seul est mauvais qui « ne sait pas utiliser vos mobiles. » La famille disparaît, dans son Harmonie, pour faire place à une promiscuité comme jamais peut-être un penseur n'eut l'audace d'en imaginer. Ses rêves embrassent tout l'univers ; les astres y figurent avec une âme et des sexes (ils sont hermaphrodites), et la cosmogonie de Fourier finit, à force d'imagination vagabonde, par devenir si bouffonne, même aux yeux de ses plus fidèles disciples, que le maître en arrive à leur reprocher de châtrer son système qu'ils n'osent accepter en entier.

Voici venir les saint-simoniens, que Saint-Simon ne soupçonnait pas, mais qui tirent des œuvres de leur maître tout un système qui a séduit une foule d'intelligences distinguées de la première moitié de ce siècle.

« A chacun suivant sa capacité.

« A chaque capacité suivant ses œuvres. »

Telle est la formule économique de ce système, à laquelle il faut joindre néanmoins l'abolition de l'héritage.

Bientôt, désertant le terrain économique qui les eût amenés, à la suite de Michel Chevalier, à l'économie politique, ils fondent une religion, la religion saint-simonienne, et revêtent un costume uniforme. Ce n'était plus de notre siècle, trop raisonneur pour cette sorte de création, et le Père, condamné avec plusieurs autres saint-simoniens pour doctrines outrageant les mœurs (ils voulaient la femme libre en dehors de tout lien marital), finit par rentrer dans le milieu de cette civilisation que lui et les siens voulaient réformer.

Viennent maintenant les socialistes auxquels la Révolution de 1848 a procuré un succès inattendu de popularité.

Cabet d'abord qui, dans son Voyage en Icarie, esquisse dans ses plus grands détails une société communiste toute constituée et a la naïveté d'y vouloir conserver la famille, grave faute de logique que lui reprochent durement quelques-uns de ses disciples qui, à cette occasion, se séparent de lui.

Pierre Leroux ensuite, esprit des plus distingués, mais dévoyé dans une métaphysique quintessenciée dont la base est fausse, ce qui compromet gravement ses conclusions. Sa Triade et son Circulus ne lui attirent que bien peu de disciples.

Louis Blanc, le brillant mais peu profond historien, a plus de succès avec son Organisation du travail, — organisation artificielle bien

Michel Bakounine, le pape Michel, comme on l'appela, le rival de Karl Marx comme fondateur d'une Association opposée à l'Internationale, remet en honneur les arguments anarchistes de Proudhon. Mais ce dernier, qui avait horreur de la force brutale, eût reculé d'épouvante, s'il eût vécu assez pour voir les actes criminels de ses disciples.

Pourquoi faut-il que des noms chers à la science et dignes de toute estime se laissent aller à des accointances compromettantes et ne croient pas devoir dégager leur responsabilité de crimes odieux commis par leurs coreligionnaires anarchistes !

Mais la dynamite ne se discute pas ; elle relève d'un autre tribunal que de celui de la science. Arrêtons-nous.

Le collectivisme, nouvelle forme du mutuellisme, gagne à l'existence de l'anarchisme. Beaucoup y adhèrent, qui le font par répulsion pour les doctrines nihilistes. Trop ignorants pour arriver à l'économie politique qui les satisferait s'ils la connaissaient, ils se laissent prendre aux sophismes du collectivisme.

Qu'est-ce que le collectivisme, qui a pour fondateurs Colins, Pecqueur et Vidal, pour adhérent vapoureux Louis Blanc, pour partisans plus accusés MM. Schœffle, ancien ministre du commerce en Autriche, Fr. Engels, et d'autres qu'il est inutile de nommer ?

C'est la prise de possession, par voie de rachat suivant les uns, de force suivant d'autres, des instruments matériels de la production, puis leur mise à la disposition des ouvriers manuels, avec ou sans rétribution de leur part.

Je ne voudrais pas trop prolonger cette liste des erreurs économiques ; aussi la terminerai-je en mentionnant les économistes de la chaire, socialistes honteux qui nient les lois économiques, les remplaçant par des expédients variables selon les temps, les pays et les circonstances.

Ce sont les théoriciens des réglementaires qui, eux, affectent gravement l'état économique du pays, par leur intervention incessante, quoique en détail, dans le domaine de l'industrie privée. Ils ne se croient pas des socialistes pour cela et cependant ils nuisent plus peut-être que les socialistes francs et accusés. Leur action délétère engourdit l'activité économique, le réseau de leurs règlements enserre la nation par voie administrative et finalement, alourdissant la production générale par l'élévation des prix de revient, atteint la richesse nationale ; on ne s'aperçoit de leur nuisance qu'à la longue : souvent même une erreur d'optique leur laisse croire qu'ils tiennent la tête de la civilisation, comme, en chemin de fer, on croit souvent marcher, quand c'est le train voisin qui est en mouvement.

Arrivé au terme de cette course un peu trop hâtive, remarquons qu'au fond les socialistes, en voulant combler un vide, suivant eux, de la création, en se proposant de compléter l'œuvre de la Providence avec des lois de leur propre invention, n'ont pas, quoi qu'il semble, fait preuve, les uns ni les autres, d'une imagination bien originale. Non seulement il se sont copiés sans scrupule, retournant simplement l'habit du prédécesseur et le donnant comme leur production propre, mais ils ont brodé sur un thème naturel qui n'est nullement leur œuvre, qui n'a rien d'humain comme loi, sur le communisme de la famille.

Ils sont tous communistes, ne nous le dissimulons pas ; communistes honteux, communistes illogiques, communistes sans le savoir, mais, en fin de compte, communistes. C'est là le canevas commun à tous.

Or, la famille n'est-elle pas un communisme embryonnaire ? entre le mari et la femme, entre eux et les enfants qui n'ont pas encore l'âge de se suffire à eux-mêmes, n'y a-t-il pas société communiste au plus haut degré ? Etendez cette communauté, et vous entrez dans l'arbitraire au point de vue des lois naturelles. C'est là l'erreur économique des socialistes de toute sorte. Ils ont voulu prolonger l'enfance du travailleur ; ils en ont fait un mineur à perpétuité, dont chacun d'eux s'érige en tuteur.

Il n'y a qu'un tuteur de l'humanité, c'est le créateur de toutes choses, de quelque nom qu'on l'appelle, quelque attribut qu'on lui reconnaisse et encore ne lui a-t-il imposé, au point de vue moral, que des lois que l'homme peut reconnaître ou méconnaître, à ses risques et périls. C'est ce qui constitue notre libre-arbitre, ce qui atteste notre liberté.

ALPH. COURTOIS.

richesse nationale ; on ne s'aperçoit de la
souvent même une erreur d'optique leur
la tête de la civilisation, comme, en cher
narcher, quand c'est le train voisin qui

• tout

arrivé au terme de cette course un peu trop hâtive, remarquant
fond les socialistes, en voulant combler un vide, souvent la
réation, en se proposant de compléter l'œuvre de la Providence.
s lois de leur propre invention, n'ont pas pu se combler
ve, les uns ni les autres, d'une imagination bien négative.
ment il se sont copiés sans scrupule, reproduisant simpli-
it du prédécesseur et le donnant comme leur propre bien.
s ils ont brodé sur un thème naturel qui n'est nullement
qui n'a rien d'humain comme lui, sur le communisme.

communistes, ne nous le dissimulons pas, les commu-
nistes illogiques, communistes, au lieu de
ompte, communistes, c'est là le cancer commun

est-elle pas un communisme embryonnaire ? entre la
entre eux et les enfants qui n'ont pas encore l'ap-
nêmes, n'y a-t-il pas société communautaire au plus
cette communauté, et vous enfoncez dans l'oubli
des lois naturelles, c'est la terreur économique
toute sorte. Ils ont voulu prolonger l'enfance
et fait un mineur à perpétuelle, dont chacun

le l'humanité, c'est le crime de l'humanité.
l'on l'appelle quelque attaché à la terre.
t a-t-il imposé, au point de vue moral, l'ob-
et reconnaître au mouvement socialiste l'ob-
à constituer notre libre arbitre, à la pu-

Henri Coudreau

e
r-
ats,
ndre
eret,
ment.
Blam-
saye de
comme
ntéresser

es doctrines
seignements
dons une qui
te la police a
ec des têtes de
urs a été rédigé
empruntées aux
ligible la théorie,
x à peine dégro-
élémentaire de so-
r particulière. Nous



LE PROGRAMME PARLEMENTAIRE DES SOCIALISTES ALLEMANDS

Les socialistes allemands peuvent sans outrecuidance se féliciter du résultat des dernières élections générales au Reichstag. Leurs candidats ont obtenu 526.241 voix, soit 214.280 voix de plus qu'en 1881¹. Ils ne disposaient que d'une douzaine de sièges durant la législature de 1881 à 1884, ils en possèdent aujourd'hui vingt-quatre. Ils peuvent introduire des propositions de loi, sans avoir recours à l'appui d'aucune autre fraction, puisqu'ils sont en mesure de les accompagner de quinze signatures, minimum exigé par le règlement parlementaire.

Avant les élections déjà, ils portaient la tête très haut; ils parlaient comme s'ils avaient eu le pressentiment de leur triomphe. Au congrès de Copenhague (mars 1883) ils avaient constaté les progrès effectués dans les derniers temps, progrès qu'ils attribuaient à leur excellente organisation². Les lois d'exception, que le Parlement avait votées contre eux et dont il avait prolongé l'existence, les gênaient bien un peu, mais moins que leurs adversaires ne l'avaient espéré. Ils avaient installé leur imprimerie en Suisse à l'abri de la police allemande, et avec une habileté extraordinaire ils inondaient l'empire de brochures et de journaux défendus.

Les réformes sociales, inaugurées par M. de Bismarck, n'ont pas jusqu'ici amené de conversion. Au contraire, on dirait qu'elles ont infusé une vigueur nouvelle au socialisme : y verrait-on une preuve de faiblesse, d'indécision, une reconnaissance du bien-fondé des revendications socialistes?

Quoi qu'il en soit, les socialistes ont gagné du terrain. On prétend que dans certaines circonscriptions le gouvernement a fait voter pour leur candidat, préférant celui-ci à des adversaires plus incommodes. Ils ont pris pied dans quelques villes qui étaient restées indemnes

¹ En 1864, à la mort de Lassalle, le nombre de ses adhérents montait à 4.610. En 1867, on compte 40.000 voix socialistes aux élections, 339.000 en 1874, 493.000 en 1877; en 1878 il n'y en a plus que 78.000, le parti compte seulement trois représentants. En 1874, à Berlin, 11.279 voix socialistes; en 1884, 63.910.

² Du mois d'août 1881 à février 1883, il a été encaissé en Allemagne par le parti socialiste 120.000 fr., en dehors de 20.000 fr. envoyés à Zurich, sans compter 160.000 fr. dépensés en frais d'élection et en secours.

que, tout le reste est accessoire. La société est malade, il s'agit de la guérir. Le gouvernement et les différents partis ont promis la guérison, il n'a pas manqué de médecins dont chacun prônait l'excellence de ses remèdes. « Choisissez entre les docteurs et les méthodes de traitement. Pour que vous ne soyez pas victimes de charlatans, nous en appelons à votre raison, vous mettant en garde contre les entraînements de la passion. Pour guérir les maux d'un organisme, il faut avoir étudié l'organisme, en connaître la théorie. C'est pour cela que le *socialpolitiker* doit avoir étudié préalablement l'économie politique et s'être mis au courant des lois qui régissent les fonctions sociales et économiques. »

Malheureusement c'est une économie politique toute spéciale, que le socialiste a étudiée et qui ne répond pas du tout à la nôtre; dès qu'il s'agit d'édifier, de construire un ordre de choses susceptible d'exister, le socialiste est frappé de stérilité, de même lorsqu'il critique l'essence de l'organisation sociale. Mais il fait preuve de bon sens, lorsqu'il démolit les doctrines du socialisme gouvernemental, qui prétend faire le bonheur de ses sujets avec la protection industrielle, les corporations, les lois contre l'usure et les entreprises coloniales. La crise intense qui sévit depuis dix ans en Allemagne ne saurait être guérie avec des palliatifs de cette espèce: elle provient, à l'entendre, d'un vice d'organisation; la consommation ne se développe pas en proportion de la production; celle-ci est entre les mains de gros capitalistes qui écrasent les petits producteurs et qui abusent de leurs avantages. On tourne dans un cercle sans issue dont l'excès de production, la dépréciation des prix, la ruine, la baisse des salaires sont les traits marquants.

Il faut mettre fin à ces crises chroniques. La *socialdemokratie* seule s'efforce d'y remédier sérieusement. Elle a trouvé la formule, *organisation de la consommation et de la production par l'État*. Aujourd'hui il y a un excès de production, on fabrique trop et ce ne sont pas les sauvages à demi nus des îles Samoa, d'Angra-Pequena et autres lieux, qui sauveront la situation. A quoi bon chercher le salut au loin?

Cet appel aux électeurs contient quelques passages remarquables sur le protectionnisme. « Droits protecteurs — ils ont assisté quelques grands industriels; quant au petit producteur, ils ne lui ont servi de rien. Au contraire ils ont rendu sa condition encore pire, en renchérissant les articles de toute nécessité et les matières premières. »

Les tentatives faites en vue de galvaniser les corporations de métiers ne sont pas plus efficaces. On veut retourner en arrière, revenir au temps béni du moyen âge, mais si les corporations se sont dissoutes, c'est la force des choses qui l'a voulu. La liberté professionnelle

la vieillesse, les accidents, ne sont qu'une forme de l'assistance publique. Elles ne vont pas au cœur de la question, elles ne touchent pas à la production et à la distribution de la richesse nationale. Elles modifient purement et simplement l'administration des secours aux indigents, qui constitue depuis longtemps déjà le devoir de l'État et des communes. « Nous protestons contre les prétendues réformes sociales du gouvernement impérial; le caractère de police et de bureaucratie, dont elles sont empreintes, nous rend impossible de les appuyer de nos votes, d'autant plus que tous nos essais d'amélioration ont échoué devant la résistance de la majorité cléricale conservatrice, renforcée des Alsaciens et des Polonais... Électeurs, notre programme est simple : nous voulons un règlement équitable et sensé des conditions économiques par l'État, et comme cette transformation gigantesque ne peut être décrétée d'en haut, par la volonté d'un seul, qu'elle a besoin de la coopération des masses, nous adoptons toutes les revendications de la démocratie. Du socialisme sans démocratie, c'est du socialisme de caserne, — la démocratie sans le socialisme, c'est du *Manchesterthum* (*sic*). Adversaires par principe du système gouvernemental actuel, nous avons dû lui refuser les moyens d'exister et de s'affermir, — nous avons voté contre toutes les propositions d'impôt, contre l'adoption du budget. Adversaires de toutes les lois d'exception qui détruisent l'égalité du droit pour tous, nous avons réclamé l'abolition de ces lois... Nous sommes les seuls qui prenions la réforme sociale au sérieux, — tous les autres partis s'en servent pour arriver au but... Nous avons obtenu un grand triomphe positif; — grâce à nous, la question sociale est à l'ordre du jour. Nous sommes le parti de l'avenir. Votez pour nous. Ne vous laissez pas effrayer par le spectre rouge, ce dernier expédient de politiciens aux abois. Par le fait même que nous sommes des révolutionnaires à outrance, que nous voulons l'extirpation radicale de tous les abus, la transformation des formes de la production, par ce fait nous sommes adversaires de toute émeute, de tout acte de violence, indigne d'un pays civilisé. »

Ce curieux factum se termine par une protestation contre les calomnies de ceux qui veulent établir une solidarité entre les socialistes et les attentats insensés de Nobiling et de Hœdel.

Nous avons indiqué rapidement ce qu'il contenait de plus saillant. On sera frappé de retrouver le caractère essentiel des documents de ce genre. Les socialistes ont découvert la panacée qui doit guérir tous les maux de la pauvre humanité souffrante, il suffit d'organiser socialement la production et la consommation par l'État. En quelques phrases nuageuses, on prône l'excellence de la formule, incompréhensible pour les gens auxquels elle s'adresse. Qu'importe ! Elle ne

REVUE DE L'ACADÉMIE

DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

(Du 15 août au 22 novembre 1884).

SOMMAIRE : Travaux de philosophie et d'histoire. — L'origine de l'idée de la liberté. — La criminalité en France et la transportation. — L'ancienne Académie des sciences morales et politiques. — La circulation sur les routes nationales. — La condition des ouvriers en Suisse. — L'enseignement de l'histoire morale et civique aux États-Unis. — La condition des Indiens. — Décès. — Concours.

Soucieuse de terminer l'examen des nombreux mémoires envoyés pour les concours et désireuse de tenir sa séance publique annuelle avant l'expiration de l'année, l'Académie des sciences morales et politiques a consacré la majeure partie de ses réunions à la lecture des rapports présentés par les sections ou par les commissions spéciales. Ce travail toutefois n'a pas absorbé tout son temps et de très intéressantes communications ont pu être faites soit par les membres de la savante compagnie, soit par des savants étrangers à l'Académie.

Dans les sciences philosophiques il y a lieu de signaler la suite de l'important mémoire de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur le *Traité des parties des animaux d'Aristote*; le travail de M. Secrétan, correspondant de l'Académie, sur *la Liberté et l'Évolution*, la note de M. Naville, correspondant, sur *l'Origine de l'idée de liberté*; à un autre point de vue il importe de mentionner le fragment de M. Gréard sur *les Programmes de l'enseignement secondaire*; l'étude de M. Chéruel sur *la Ligue ou alliance du Rhin*, ainsi que le morceau consacré par M. Zeller à *la Diète de Mayence sous Frédéric II*; les communications de M. Jules Simon sur *l'Académie sous le Directoire*; les observations du vénérable M. Ch. Lucas sur *le Régime pénitentiaire de la criminalité*. Parmi ces travaux il en est plusieurs qui ne rentrent point dans le cadre du *Journal des Économistes*; nous les laisserons de côté et nous n'analyserons que ceux qui peuvent à divers titres intéresser nos lecteurs.

I.

La première étude à mentionner est celle de M. Naville, sur *l'Ori-*

... intimidation : la gradation. L'in-
... de crimes capitaux provient
... commutations qui fait que l'exécution
... sous que l'exception. En admettant
... les attentants le jury commue indirecte-
... l'Etat se montre de plus en
... au châtiment capital. C'est ce
... crimes capitaux parricide, assassinat,
... pour la période de 1873 à 1880 :
... coupables, 2.420 ont ob-
... seulement n'ont pu obtenir
... par le chef de l'Etat dans 131
... à 68 300. Ail-
... la statisti-
... sur 538 individus condam-
... en qu'une seule per-
... contre la vie de l'empereur :
... pour 26 condam-
... dans le Wurtemberg
... des 73 condamnés n'a
... pour 265 condam-
... : en Suède
... aucun des 445 ac-
... la peine capitale
... un autre ta-
... à mort, des
... dans notre pays de-

[illegible]

« Mais, si l'on se rappelle que, dans la France qu'à l'époque de la révolution on appelait la presque certitude de la mort, la peine de mort la condition de la vie, on se rendra compte que ce ne se produit pas pour la France ce qui se produit pas plus pour la peine des travaux forcés qu'en Angleterre. Cette peine serait remplacée par la peine de mort, l'individu envoyé au loin n'a rien qui lui fasse regretter de se trouver là, et se débarrassent leur peine de la ré-

...ration résultant de l'ail

...Prest conclut en disan

...grandes villes des gen

...la crime, mais qu

...s soient soumis à un

...une intimidation s

...d'aires, tout l'ou

...se sont attachés

...tation, mais

...stérile qui fat

...règlements de l'

...des morales et

...à la

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

...s

Le 1^{er} mai 1871, le 1^{er} ministre de l'Intérieur a adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur. Le 1^{er} ministre de l'Intérieur a alors adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur. Le 1^{er} ministre de l'Intérieur a alors adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur.

Le 1^{er} ministre de l'Intérieur a alors adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur. Le 1^{er} ministre de l'Intérieur a alors adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur.

Le 1^{er} ministre de l'Intérieur a alors adressé au 1^{er} ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il a exposé les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à proposer la suppression de la loi du 15 mai 1864 sur la tenue des armes à feu. Le 1^{er} ministre de la Guerre a répondu à cette lettre le 2 mai 1871, en exprimant son accord avec les motifs exposés par le 1^{er} ministre de l'Intérieur.

degré élémentaire, sont dirigées par des instituteurs indigènes formés à une école spéciale. En 1881, sur 1.607 enfants iroquois, 1.175 fréquentaient les écoles, mais on doit reconnaître que ce n'était guère avec régularité. Les tribus des Cherokees, des Muotokees, des Seminoles, des Chactaws et des Chikasaws, originaires des États du sud-est, ont été presque entièrement transportées dans le territoire indien, avec une certaine résistance, il est vrai. Depuis ce moment, elles ont fait des progrès très sérieux. En 1881, elles comptaient 11 écoles d'internes, 198 écoles de jour recevant 6.183 élèves. Les Indiens sauvages ont été les plus négligés; toutefois, il a été fondé à leur intention des écoles industrielles où, indépendamment des matières spéciales aux écoles populaires qui y sont enseignées, l'on donne une instruction pratique très complète : agriculture et métiers pour les garçons; couture, cuisine et soins de ménage pour les filles. Les jeunes Indiens ont de l'intelligence, de la mémoire, un vif sentiment de l'honnêteté et de la justice, mais ils ne sont ni patients ni persévérants. Toutefois, les Indiens des territoires montrent un vif désir de s'instruire. Il n'a été fait que peu de chose pour les Indiens de l'Alaska : les anciennes écoles qui avaient fait beaucoup de bien ont disparu, mais elles n'ont pas été remplacées. Les Indiens civilisés dont les réserves dans les États sont devenues des *townships*, ont les mêmes droits que les blancs et ils ont adopté presque toutes les habitudes de ces derniers. Pendant longtemps, la Californie a refusé aux Indiens et aux Chinois l'entrée des écoles publiques; cette injustice n'existe plus aujourd'hui; néanmoins les Indiens doivent encore payer pour être instruits, sauf lorsqu'ils ont été placés par des blancs. Mais ce n'est là qu'une exception; partout ailleurs il n'existe plus de distinction entre les deux races; bien mieux, il est assez fréquent de les voir se mêler.

Mentionnons enfin, mais sans nous y arrêter, les communications de MM. Rambosson, G. Depping, Tessier, sur *le problème des alliances consanguines, les premiers temps de la vie de Laffemas, la quatrième croisade*.

III.

L'Académie a perdu M. Faustin Hélie qui avait été élu, le 23 juin 1855, membre de la section de législation en remplacement de M. Vivien, et M. Fawcett, nommé, le 10 mai 1884, correspondant pour la section d'économie politique à la place de M. William Farr.

Le 8 novembre elle a tenu sa séance annuelle sous la présidence de M. Nourrisson; M. Jules Simon, secrétaire perpétuel, y a lu une *notice historique sur la vie et les travaux de M. Thiers*.

Section d'histoire. — L'Académie a ouvert, pour l'année 1887, le concours de la *chevalerie* (prix de 1.000 fr.). Le sujet du concours est : *Exposer les origines, la formation, l'évolution du Barreau français, depuis le traité de Verdun en 843 jusqu'à la loi sur la législation judiciaire en 1830*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1887.

Section d'économie politique. — L'Académie a ouvert, pour l'année 1887, le concours de la *philosophie* (prix de 1.000 fr.). Le sujet du concours est : *Exposer les origines, la formation, l'évolution du Barreau français, depuis le traité de Verdun en 843 jusqu'à la loi sur la législation judiciaire en 1830*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1887.

Section de philosophie. — L'Académie a ouvert, pour l'année 1887, le concours de la *philosophie* (prix de 1.000 fr.). Le sujet du concours est : *Exposer les origines, la formation, l'évolution du Barreau français, depuis le traité de Verdun en 843 jusqu'à la loi sur la législation judiciaire en 1830*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1887.

Prix de la langue française. — L'Académie a ouvert, pour l'année 1887, le concours de la *philologie* (prix de 2.500 fr.). Le sujet du concours est : *Exposer les origines, la formation, l'évolution du Barreau français, depuis le traité de Verdun en 843 jusqu'à la loi sur la législation judiciaire en 1830*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1887.

Section de philosophie. — L'Académie a ouvert, pour l'année 1887, le concours de la *philosophie* (prix de 1.000 fr.). Le sujet du concours est : *Exposer les origines, la formation, l'évolution du Barreau français, depuis le traité de Verdun en 843 jusqu'à la loi sur la législation judiciaire en 1830*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1887.

En 1889, l'Académie décernera le prix Kœnigswarter pour le meilleur ouvrage sur l'histoire du droit.

Section d'économie politique. — Les deux sections réunies d'économie politique et d'histoire ont proposé, pour l'année 1887, la question suivante : *Exposer les origines, la formation et le développement jusqu'en 1789, de la dette publique en France*. Le montant de ce prix est de 1.500 fr. ; les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1886.

Pour 1888, le prix Léon Faucher (de la valeur de 3.000 fr.) portera

sur les *Variations du prix et du revenu de la terre en France depuis un siècle*; les mémoires devront être déposés au plus tard le 31 décembre 1887.

L'Académie a décidé que le concours Rossi, pour l'année 1887, porterait sur *l'Incidence de l'impôt*; le prix est de la valeur de 4.000 fr. et les concurrents devront faire parvenir leurs mémoires au secrétariat de l'Institut avant le 31 décembre 1886.

Section d'histoire. — L'Académie a substitué à la question des *Origines et des caractères de la chevalerie* la question suivante : *L'administration royale sous François I^{er}*. « L'Académie n'attend pas des concurrents une histoire du règne; elle exclut le récit des guerres et des négociations; elle entend provoquer les recherches principalement sur l'administration de la justice, sur les affaires ecclésiastiques, enfin sur l'organisation financière et militaire et sur les rapports de la royauté avec les parlements et les trois ordres de l'État. » Le prix est de la valeur de 1.500 fr.; les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1887.

En outre, la section a proposé, pour 1887, le sujet suivant : *Richelieu et le Père Joseph*; le programme est ainsi conçu : « Distinguer, par l'examen attentif des documents originaux, quel a été le rôle du célèbre religieux auprès du cardinal-ministre; à quelles grandes affaires il a été mêlé et de quelle manière; quelle part d'initiative ou de résolution, ou d'influence personnelle peut lui être reconnue dans l'œuvre politique et diplomatique de Richelieu ».

JOSEPH LEFORT.

LE COLLECTIVISME

ET M. PAUL LEROY-BEAULIEU

Il ne se passe guère d'année qui ne soit signalée par la publication de quelque nouveau livre de M. Paul Leroy-Beaulieu ou tout au moins par la réédition d'un ouvrage antérieur, et qui ne démontre ainsi tout à la fois l'heureuse fécondité de l'auteur et la constante faveur dont il jouit auprès du public. Parvenu aujourd'hui à la force de l'âge et à la pleine maturité du talent, M. Paul Leroy-Beaulieu possède toutes les qualités qui justifient sa réputation, et la fortune s'est plu à lui donner par-dessus le marché quelques-uns de ces défauts heureux qui, pour entraîner l'opinion publique, ne valent pas moins que des qualités. Un esprit lucide et précis comme l'objectif d'un photographe qui place toute chose à son vrai point de vue, mais qui projette sur les questions une lumière un peu crue où s'évanouissent toutes les nuances, — un souverain bon sens qui excelle à faire bonne et prompte justice de toutes les théories confuses, de tous les systèmes louches et mal venus, ~~mais~~ qui procède souvent par voie d'exécution un peu sommaire, — une haute et magistrale façon d'apprécier les hommes et les choses, mais où l'on voudrait sentir parfois un peu plus de sympathie pour les misères humaines, — une telle autorité dans l'affirmation qu'elle peut donner même à des erreurs l'apparence de la vérité et même à des redites l'illusion de la nouveauté, — voilà certes plus qu'il n'en faut pour constituer une personnalité peu commune.

On peut se rendre compte du reste de la méthode de M. P. Leroy-Beaulieu et du tour particulier de son esprit par une phrase caractéristique que nous lisons justement dans la préface de son nouveau livre sur le Collectivisme : « Qui nous délivrera des conciliateurs, ces esprits flottants et vides, qui croient que le crépuscule concilie la lumière et la nuit ? Cette manie de vouloir unir et fondre les contraires est le signe le plus caractéristique de la débilité intellectuelle. » A cela, on peut répondre que s'il est absurde de vouloir concilier les ténèbres et la lumière, il ne faut pourtant pas oublier que cette lumière elle-même n'est simple et une que pour le vulgaire ; en réalité, elle n'est qu'un faisceau de couleurs diverses « unies et fondues ensemble ». Ainsi les vérités qui paraissent les plus simples, soumises à l'analyse d'une science plus exacte, se décomposent souvent en principes divers ou même opposés, de même qu'à l'inverse les principes les plus contradictoires en apparence peu-

intéressante¹. Dans le même ordre d'idées, on peut regretter aussi que, tout en démontrant avec raison, selon nous, que l'expropriation du sol constituerait une opération ruineuse pour l'État, l'auteur n'ait pas cherché à réfuter les calculs par lesquels Gossen d'abord et tout récemment M. Walras se sont efforcés d'établir au contraire qu'une semblable opération serait non seulement possible, mais lucrative.

Sans insister davantage, nous le répétons, sur ces doctrines particulières, arrivons au collectivisme proprement dit, tel qu'il est enseigné d'ordinaire par les disciples de l'école de Karl Marx.

Sa formule est bien connue ; elle est répétée à satiété dans tous les manifestes du parti : c'est l'appropriation au profit de la collectivité du sol, sous-sol, usines, machines et généralement de tout l'outillage industriel, commercial et agricole. En d'autres termes, tout ce qui sert à la production doit cesser désormais d'appartenir aux individus pour appartenir à la société. La propriété individuelle doit faire place à la propriété collective en ce qui touche les instruments de production seulement. C'est même par-là que le collectivisme se distingue nettement du communisme.

Désire-t-on savoir pourquoi les collectivistes veulent soustraire les instruments de production à la propriété privée et en faire une catégorie à part ? En voici brièvement les raisons.

D'abord, parce que le fait d'attribuer à une catégorie quelconque d'individus la propriété exclusive des instruments de production, leur confère nécessairement une puissance absolue sur tous les autres membres de la société ; ils deviennent les maîtres, et il faut, bon gré mal gré, accepter leur loi.

Ensuite, parce que les instruments de production, à raison de leur nature même, doivent rester en dehors de l'appropriation privée. Les uns, comme le sol ou le sous-sol, sont une création de la nature ; les autres, comme les instruments et les machines, sont le résultat d'inventions sociales et plus ou moins impersonnelles. Quels sont les titres des propriétaires ou des capitalistes actuels sur les instruments de production qu'ils détiennent ? Qui donc les a créés ? Quelque inventeur, mort depuis des siècles, probablement anonyme, et dont l'idée première, répandue et diffuse jusqu'aux extrémités de la masse par la loi de

¹ M. Leroy-Beaulieu ne paraît pas du reste avoir une idée tout à fait exacte des doctrines de M. Henry George, bien qu'il cite fréquemment son livre *Progress and Poverty*. Il lui attribue en effet l'intention d'indemniser les propriétaires dépossédés (p. 167). Or, rien n'est plus éloigné de la pensée de M. Henry George. Il consacre au contraire tout un chapitre de son livre à réfuter cette prétention qu'il trouve tout à fait impertinente.

l'imitation, est devenue le patrimoine de tous. Qui les a réalisés sous la forme matérielle ? Les mains de milliers d'ouvriers dont la coopération consciente ou inconsciente embrasse la nation tout entière. Qui leur a conféré leur utilité ou leur valeur ? Les besoins et les désirs de chacun de nous tous tant que nous sommes. Ainsi, rien en eux ne porte la marque de l'individualité : œuvre collective, ils doivent revenir à la collectivité.

Le passage des instruments de la production du domaine de la propriété individuelle dans celui de la propriété collective, poursuivent-ils, n'a rien d'impraticable ni même de difficile. Il est en train de s'effectuer tous les jours sous nos yeux. Il faut insister sur ce trait original et ingénieux de la doctrine collectiviste.

Quelle est l'évolution économique qui s'accomplit en ce siècle ? Hier, nous avons vu les entrepreneurs de diligences et de roulage obligés de disparaître devant les grandes Compagnies de chemins de fer. Aujourd'hui, nous voyons les petits boutiquiers évincés par les grands magasins de nouveautés. Demain, nous verrons les petits propriétaires supplantés par de gigantesques exploitations agricoles, semblables à celles qui sont installées déjà aux États-Unis. Avant qu'il soit longtemps, toute la production industrielle, commerciale ou même agricole se trouvera concentrée entre les mains de quelques puissantes compagnies, et les sociétés modernes présenteront le spectacle suivant : d'une part, la masse presque totale de la nation réduite à la condition de salariés ou d'employés et, d'autre part, un petit groupe de capitalistes touchant, sous forme de dividendes ou d'intérêts, la plus grosse part du revenu national et se désintéressant de plus en plus de toute direction effective. Mais ce jour-là la grande société, représentée par l'État, ne tardera pas à se substituer à ces sociétés privées. Cette substitution se fera nécessairement, parce que le pouvoir politique appartiendra exclusivement, comme il appartient déjà en partie, à la masse : — elle s'accomplira sans trouble et même sans soulever de réclamations bien vives, si l'on a la complaisance de rembourser aux capitalistes le montant de leurs actions ou obligations ; — elle n'amènera pas, comme on le croit à tort, un grand remue-ménage et pourra même passer inaperçue ; la seule modification apparente dans la machine sociale, c'est que les employés et salariés des grandes sociétés privées deviendront les employés et salariés de l'État. On ne s'apercevra pas plus qu'on passe du système de la grande production dans le système collectiviste qu'un voyageur ne s'aperçoit aujourd'hui qu'il passe du réseau d'Orléans sur le réseau de l'État.

Mais le changement, pour ne pas se révéler par des signes sensibles, n'en sera pas moins considérable au point de vue de l'amélioration du

à elle-même, mesurera à la minute et à la seconde la part de chacun. Ce ne sera plus comme autrefois l'inconstante Fortune, un bandeau sur les yeux, qui dispensera aux hommes la richesse, ce sera le Temps inexorable, son sablier à la main !

Voilà certes une idée qui n'est pas vulgaire et qui même, dans sa simplicité mathématique, ne manque pas d'une certaine grandeur, mais comme elle appartient à une sphère étrangère aux choses de ce monde et combien il faut la corriger ou même la mutiler pour l'adapter aux exigences de la vie pratique ! D'abord, il faut évidemment déterminer le temps moyen nécessaire pour un travail quelconque, sans quoi les nonchalants et les paresseux auraient vraiment trop beau jeu, s'ils pouvaient se prévaloir du temps même qu'ils ont gaspillé pour grossir d'autant leur part. Quand un mauvais élève consacre une heure à apprendre une leçon pour laquelle un quart d'heure aurait suffi, ce n'est pas une raison pour qu'on lui donne un bon point. Ce n'est pas tout encore ; toutes les heures de travail ne se valent pas ; on ne peut compter sur pied d'égalité, au point de vue de la peine prise, l'heure de travail de l'ouvrier puddleur qui se rôtit à la bouche d'un haut fourneau et celle d'un jardinier fleuriste qui cueille ses roses, ni même l'heure de travail d'un simple manoeuvre et celle d'un travailleur comme Pasteur ou comme Karl Marx. Nous voilà donc amenés à distinguer l'heure de travail simple et l'heure de travail *qualifié* et à faire même de nombreuses catégories dans le travail qualifié. Il faudra introduire le système des coefficients, comme dans les examens d'admission de certaines écoles. « Supposons l'heure de travail simple, dit M. Malon¹, qui sera par exemple la conduite d'une machine à tisser, tarifée à 1 fr. ; on pourrait établir que le cassage des pierres sur la route est qualifié valoir $\frac{1}{4}$ de plus, que le travail du mineur est qualifié valoir $\frac{1}{2}$ de plus et celui de l'égoutier qualifié valoir le double, etc. ». Voilà qui sera compliqué et terriblement arbitraire ! Aussi bon nombre de collectivistes, tout en adoptant le principe théorique d'après lequel le temps serait la mesure des valeurs, le rejettent comme principe de répartition. Certains même semblent préférer la formule de Louis Blanc : A chacun selon ses besoins, ce qui nous ramènerait tout simplement au communisme². Sans nous faire pour le moment un argument de ces contradictions, concluons simplement que la ques-

¹ *Économie sociale*, p. 337.

² « En ce qui touche la distribution des produits, on garantira à tous les « travailleurs, dans les limites des forces productives, une possibilité de con- « sommation *égale*. Les besoins et l'abondance des produits seront donc les « seuls guides dans la répartition des produits. » (Deville, *Cours d'économie sociale*. L'évolution du capital.)

choisissant parmi les arguments fournis par M. Leroy-Beaulieu ceux qui nous paraissent les plus décisifs, et sans nous astreindre d'ailleurs à suivre l'ordre choisi par l'auteur.

II.

Plaçons-nous d'abord au point de vue de la production et demandons nous si l'organisation collectiviste sera en état de l'assurer mieux ou seulement aussi bien que l'organisation actuelle.

Il est permis d'en douter, et la première raison que M. Leroy-Beaulieu met en avant, c'est l'incapacité de l'État à jouer le rôle de producteur quelconque et *a fortiori* de producteur universel. A voir la complaisance avec laquelle l'auteur insiste sur ce point, il est facile de deviner que c'est là son argument favori, et on sait de reste que cette question de la compétence ou de l'incompétence de l'État constitue le véritable sujet de querelle entre économistes et socialistes. Que faut-il en penser? La création de grandes sociétés par actions est venue fournir un argument aux collectivistes, en démontrant qu'une direction impersonnelle et même le plus souvent anonyme, était parfaitement capable d'accomplir de grandes œuvres, à commencer par les plus mémorables travaux d'art de notre temps. M. Leroy-Beaulieu s'efforce de faire tomber cet argument d'analogie en faisant observer que « l'assimilation qu'on tente d'établir de l'État producteur aux sociétés anonymes, repose sur des observations superficielles. Les sociétés anonymes reposent sur l'intérêt personnel et comportent la concurrence; l'État producteur unique exclut et la concurrence et l'intérêt personnel, p. 351 ». On pourrait répondre qu'un jour nous aurons des sociétés anonymes si puissantes qu'elles rendront toute concurrence impossible, à l'intérieur du moins. Il n'y a guère de concurrence possible contre les grandes compagnies de chemins de fer, même aux États-Unis. Toutefois, même en ce cas extrême, il restera du moins la concurrence internationale qui devient de jour en jour plus efficace, tandis que l'État collectiviste ne sera tenu en bride ni par la concurrence intérieure, ni même par la concurrence extérieure, tout commerce privé étant supprimé, comme nous le savons déjà. L'observation de M. Leroy-Beaulieu demeure donc. Il n'est que trop vraisemblable que le jour où l'État sera, par exemple, seul vendeur de nouveautés, il ne se donnera pas la peine de distribuer autant de catalogues et d'échantillons que le *Louvre* ou le *Bon Marché*, ni de faire distribuer à domicile les marchandises achetées, ni de reprendre celles qui ne plairont pas. Les clients s'arrangeront comme ils pourront; la montagne n'ira pas à eux; ce sont eux qui iront à la montagne, et il le faudra bien, puisqu'ils ne pourront aller ailleurs. Et quand ils auront été mal servis par un fonctionnaire, car tout commis de rayon sera doréna-

leur travail le maximum d'énergie et d'activité qu'ils sont susceptibles de déployer. Il faut bien reconnaître au contraire, et ici encore ce ne sont pas les collectivistes qui nous contrediront, que dans le salariat l'ouvrier réduit son activité productrice au minimum et semble craindre toujours d'en faire trop. Supposons maintenant les principes du collectivisme mis en pratique : quelle en sera la conséquence ? Suppression complète de tous les producteurs individuels, enrôlement général et sans exception de tous les citoyens dans les ateliers sociaux, c'est-à-dire que, comme le dit fort bien M. Leroy-Beaulieu, le divorce entre le travailleur et les instruments de son travail, — contre lequel le collectivisme ne cesse de protester et qui dans l'état actuel n'est encore que partiel et limité, — deviendra universel et définitif. En somme, le dernier mot du collectivisme consiste à faire de tous les Français autant de salariés, de « prolétaires », dit M. Leroy-Beaulieu, et l'expression n'est pas trop forte, si être prolétaire c'est n'avoir rien à soi que ses bras.

Sans doute les collectivistes protesteront contre cette qualification. Ce ne seront pas des salariés, disent-ils, ce seront des associés. Oui, sans doute, nous savons que 37 millions de Français auront droit sur le revenu social à une part proportionnelle à leur travail, mais comme il faudra tout de même leur assurer une somme fixe annuelle, leur situation ne différera pas de celle des ouvriers qui sont admis à participer aux bénéfices ; or, le salariat avec participation aux bénéfices n'en est pas moins le salariat.

On insiste, et pour nous montrer combien leur condition différera de celle des salariés de nos jours, on nous fait observer que le travailleur en régime collectiviste n'aura à travailler que peu de temps, peut-être quatre ou cinq heures par jour seulement¹, qu'il aura une retraite assurée, qu'il n'aura pas à redouter le chômage résultant soit de la fermeture des usines, soit de la maladie ou des accidents, parce que la société devra les entretenir en tout cas... Eh bien, employons alors une autre expression. Aussi bien, travailler le moins possible, être payé même quand on ne fait rien, vivre en attendant sa retraite, voilà des traits qui nous sont familiers. A ce portrait nous avons tous reconnu des fonctionnaires ; donnons-leur donc ce titre plus flatteur et disons que le collectivisme fera de tous les Français autant de fonctionnaires. Nous ne nions pas que ce programme ne fût de nature à rallier dans notre pays, un jour d'élection, un bon nombre de voix, mais il est douteux que sa réalisation fût de nature à développer beaucoup la production nationale.

¹ « Après les quatre heures peut-être de travail quotidien, il y aura pour « tous un libre loisir... Il n'y aura plus le labeur excessif des uns et le chômage des autres.... » (Deville, *op. cit.*)

conséquent augmenter mon personnel de cordonniers, mais je puis vous offrir une place de casseur de pierres sur la grande route. » Que fera notre homme ? S'il accepte, il est à croire que dans son for intérieur il pestera contre l'organisation collectiviste. Et s'il refuse, que fera la Société ? Lui fera-t-elle tout de même des rentes ? Certes non : ce serait trop commode ; elle lui supprimera donc toute rémunération, en vertu du principe *qui non laborat non manducet*. On aura donc un pauvre ; oui, un pauvre dans le sens odieux de ce mot, c'est-à-dire un homme qui vivra des aumônes de ses concitoyens, et il est à croire qu'il y en aura un bon nombre.

Aujourd'hui, dans les fonctions publiques, magistrature, administration, université, finances, armée, ce sont les examens ou la faveur qui décident seuls de la question de savoir qui doit remplir les places disponibles. En sera-t-il de même pour tous les métiers dans l'organisation collectiviste ? Il faut sans doute supprimer la faveur qui ne saurait être de mise dans un régime égalitaire ; reste donc l'examen, mais faudra-t-il donc subir un examen pour avoir le droit d'être serrurier, casseur de pierres, porteur d'eau, n'importe quoi ? Ce serait le dernier mot de l'absurdité et même de l'injustice, car si tout le monde n'a pas le droit d'occuper une fonction publique, tout le monde a le droit d'avoir un métier pour gagner sa vie. Il faut imposer des conditions dans le premier cas ; on ne saurait en imposer aucune dans le second. Il est parfaitement permis de refuser aux gens une place de préfet ou d'ambassadeur en leur disant qu'ils feraient mieux de planter des choux, mais il n'est pas permis de dire à qui veut planter des choux qu'il n'a pas les capacités requises pour l'emploi. Avec un semblable système en effet, que pourrait-on faire des gens incapables ? Il ne resterait plus qu'à les condamner à mourir de faim, ce qui serait bien dur pour eux, ou à leur faire une rente, ce qui ne serait pas moins dur pour ceux qui auraient à la payer.

Passons maintenant à la consommation et demandons-nous si dans le régime collectiviste elle sera mieux ordonnée, mieux réglée, moins dilapidatrice que dans notre régime actuel.

Le fait que l'État sera le producteur unique présente d'abord au point de vue de la consommation un danger que M. Leroy-Beaulieu signale avec beaucoup de finesse. Il est bien à craindre que l'État, du jour où il sera chargé de subvenir à tous nos besoins, ne s'avise de les réglementer, j'entends par là de décider lui-même quels sont les besoins qu'il lui convient de satisfaire, quels sont ceux, au contraire, pour lesquels il juge inutile de se mettre en frais. Les collectivistes nous promettent, il est vrai, que l'État réglera sa production non point d'après ses idées ou ses caprices, mais uniquement d'après les renseignements

de la prêter à qui pourrait la faire valoir, cette épargne privée ne pourra compter au point de vue de la production ; elle ne pourra servir à accroître l'outillage national ni à développer les forces productives du pays : elle est et doit rester nécessairement stérile ; elle est vouée tôt ou tard à une consommation improductive. Alors, puisque ces millions de petites sources seront désormais taries, quelle autre source alimentera et accroîtra le capital national ? — La caisse de l'État. Seul il sera en position, sinon d'accumuler des capitaux, du moins de les faire valoir, car seul il aura le droit de le faire. C'est donc uniquement sur sa prévoyance et sur sa sagesse qu'il faudra compter pour assurer l'épargne du pays, cette épargne indispensable à son développement agricole, industriel, commercial, et sans laquelle il aboutirait fatalement à l'état stationnaire, sinon à l'état rétrograde. Tous les ans le gouvernement devra prélever sur le revenu social, avant toutes dépenses, une somme au moins égale à celle que prélève actuellement l'épargne de millions d'individus et la consacrer, comme eux, à des emplois productifs. Le fera-t-il ?

Pourquoi pas, disent les collectivistes ? Les sociétés par actions le font bien ! Elles mettent tous les ans à la réserve 5 ou 10 0/0 de leurs bénéfices : pourquoi la société ne ferait-elle pas de même ? Hélas ! Dieu sait ce que l'on trouverait trop souvent dans les réserves de ces sociétés, si l'on voulait y fouiller pour faire un sérieux inventaire. De plus, les collectivistes ne remarquent peut-être pas que si les sociétés font des réserves, c'est d'abord parce que la loi les y oblige, et c'est aussi parce que la concurrence leur en fait une nécessité ; une société qui serait connue pour ne rien mettre à ses réserves risquerait de perdre son crédit. L'État collectiviste ne sera retenu ni par le respect de la loi, puisque c'est lui qui la fait, ni par la crainte de la concurrence, puisqu'elle aura cessé d'exister, ni par le soin de ménager son crédit, puisque le crédit sera supprimé. Alors qu'est-ce donc qui déterminera l'État à mettre de côté chaque année quelques milliards ? Le soin des intérêts des générations futures ? La préoccupation de la prospérité à venir du pays ? Les collectivistes qui s'imaginent que les gouvernements et les majorités de leur choix seront plus sensibles à ces considérations que ceux d'aujourd'hui, ne sont certes pas moins utopiques qu'un Fourier ou un Cabet ! La vérité, c'est qu'au lieu de mettre en pratique les excédents annuels de recettes, l'État collectiviste suivra comme ceux d'aujourd'hui la pratique des déficits annuels. Or, si les déficits sont déjà dans le système actuel une dangereuse maladie, que sera-ce le jour où tous les revenus particuliers seront submergés dans le budget général ? Ils conduiront, non plus seulement à la banqueroute du gouvernement, mais à la banqueroute universelle.

On peut croire, il est vrai, que, nonobstant toute la législation col-

les plus décisifs ; tous, il est vrai, ne le sont pas au même degré. Pour terminer, nous relèverons encore une critique d'une portée plus générale que les précédentes et qui nous permettra de jeter sur la doctrine collectiviste un dernier coup d'œil d'ensemble.

M. Leroy-Beaulieu déclare que le collectivisme « est manifestement « contraire aux constatations de tous les philosophes et de tous les naturalistes du XIX^e siècle, et surtout à la doctrine de l'évolution ». C'est là un reproche grave et qui sera particulièrement sensible aux chefs de cette école, qui se piquent fort d'être « dans le mouvement », comme on dit, et ont sans cesse à la bouche le nom de Darwin et les doctrines de l'évolution.

Si l'on s'en tient aux déclarations des chefs de l'école, si l'on prête l'oreille à leurs menaces, on ne peut que trouver cette condamnation très justifiée. Les collectivistes, en effet, semblent s'inspirer beaucoup plus des doctrines de la révolution que de celles de l'évolution. Ils se présentent toujours à nous portant, comme l'ambassadeur romain, dans les plis de leurs manteaux, la paix ou la guerre. Ils déclarent bien haut que de même que la bourgeoisie a renversé les privilèges de la noblesse et du clergé par la révolution de 1789, de même le parti ouvrier doit renverser la bourgeoisie par une révolution qui ne peut tarder et dont les journées de juin 1848 et de mai 1870 n'ont été que les préludes. Tout cela, assurément, n'a rien de bien scientifique. Entre cette doctrine qui fait consister le progrès social dans une série de destructions et de cataclysmes et les doctrines scientifiques du jour, il y a autant de distance qu'entre les théories de Cuvier sur les destructions et créations successives des espèces vivantes par voie de grands bouleversements géologiques et celles de Darwin. Il est à remarquer, en effet, que si les grands changements politiques se manifestent quelquefois par coups brusques, il n'en est pas de même des changements économiques. Si l'on considère par exemple, les trois âges qui jouent dans l'enseignement collectiviste un rôle aussi considérable que les trois périodes théologique, métaphysique et scientifique dans l'école d'Auguste Comte, à savoir l'esclavage, le servage et le salariat, on voit que les deux premières ont disparu d'une façon tellement lente et insensible qu'il est impossible à l'historien de fixer dans aucun pays la date de leur disparition, et la prévision scientifique nous autorise à conclure qu'il en sera de même du salariat, si jamais il doit disparaître à son tour. Mieux que cela, il est à remarquer que ce n'est jamais d'en bas, mais d'en haut que le progrès est venu. Ce ne sont pas les révoltes des Spartacus qui ont aboli l'esclavage, ni les insurrections des Jacques qui ont émancipé les serfs, et ici encore la prévision scientifique autorise à conclure que ce

observés ne suffisent pas encore à l'établir ¹. Mais il faut bien reconnaître aussi que si un jour elle devait se faire, elle aurait pour résultat de faire crouler comme un château de cartes tout l'édifice collectiviste, et les collectivistes de bonne foi seraient les premiers, en ce cas, à avouer la ruine de leurs espérances.

CHARLES GIDE.

LE 13^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

Du 4 au 12 septembre dernier, l'Association française pour l'avancement des sciences a tenu, à Blois, sa treizième session.

Conformément à l'usage annuel, M. Bouquet de la Grye, président de l'Association, a inauguré la session par un discours consacré aux progrès de la science dont il s'est plus spécialement occupé pendant sa carrière; il a parlé des *Progrès de l'hydrographie en France*. Malgré l'intérêt de cet exposé qui résumait avec lucidité la part prise par les savants français au développement des études hydrographiques, nous ne ferons que citer ce discours dont le sujet, envisagé ainsi au point de vue technique, ne rentre guère dans le cadre de ce journal.

Aussitôt après les comptes rendus habituels du secrétaire général, du trésorier, et la réception de rigueur, par la municipalité, des membres de l'Association, ceux-ci se sont distribués dans leurs diverses sections et ont commencé leurs travaux. Nous n'avons l'intention d'analyser ici que les discussions de la Section d'économie politique, en signalant çà et là, dans quelques autres sections, certains travaux se rattachant de près ou de loin aux sciences économiques et sociales.

Dès le vendredi 5 septembre, à 8 h. 1/2 du matin, la section d'économie politique était constituée, avec MM. Besselièvre comme président, Liégeois, professeur à la Faculté de Nancy, comme vice-président, et Breul, avocat à la Cour de Paris, comme secrétaire.

L'ordre du jour comportait un certain nombre de communications dont les auteurs ne se sont pas toujours empressés de répondre à l'appel de leur nom. En voici, par exemple, l'ordre: MM. Chaix, *Participation aux bénéfices*; — G. Renaud, *la Crise agricole et industrielle*; — Fréd.

¹ Ces pages étaient imprimées avant la discussion de la Société d'économie politique du 5 novembre, dans laquelle justement M. Cheysson a exprimé sa confiance dans l'avenir de la petite industrie et a fait valoir à l'appui quelques faits rassurants.

après avoir entendu de nombreuses dépositions de patrons, de chambres syndicales, d'associations coopératives, a élaboré un projet de modification du cahier des charges générales des travaux de la Ville, dans lequel il est stipulé qu'une remise de rabais sera accordée à l'entrepreneur qui aura pris l'engagement d'attribuer à son personnel une part dans les bénéfices. Ce projet a été approuvé par le Conseil municipal dans sa séance du 26 juillet 1882.

M. Chaix termine cette nomenclature des actes des pouvoirs publics concernant la participation, en relatant le plus important de tous peut-être, par le retentissement qu'il a eu dans le monde industriel et par l'influence qu'il est appelé à exercer sur la diffusion des idées de ce genre. Il s'agit de l'enquête ouverte en vertu de l'arrêté du Ministre de l'Intérieur, M. Waldeck-Rousseau, en date du 20 mars 1883. Cet arrêté a institué une commission de vingt-quatre membres, composée de fonctionnaires de tous ordres, en vue de rechercher :

1° Le moyen de faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions des travaux de l'État ;

2° D'étudier dans quelle mesure il serait possible d'obtenir des entrepreneurs la participation de leurs ouvriers dans les bénéfices de leurs entreprises.

C'était le programme du Conseil municipal, étendu aux travaux de l'État. Bien que l'arrêté fasse mention de la participation aux bénéfices, on pouvait pressentir que l'enquête porterait principalement sur les Sociétés coopératives. Or, les dépositions faites sur la participation par les trente et un patrons convoqués par la Commission ont été de beaucoup les plus importantes et les mieux accueillies ; en sorte que la conférence, qui était partie pour la coopération, est arrivée finalement... à la participation.

M. Chaix décrit ensuite quelques-uns des modes de participation aux bénéfices usités dans l'industrie actuelle, et spécialement le système appliqué dans le grand établissement qu'il dirige ; ce système est déjà connu de nos lecteurs, et M. Chaix continue à se féliciter des résultats qu'il a produits.

Il aborde ensuite la discussion et l'appréciation des principes essentiels sur lesquels ont eu à se décider les 75 à 80 chefs d'industrie qui pratiquent aujourd'hui, en France, ce mode de rémunération du travail.

Et d'abord, en créant la participation aux bénéfices, le patron déclarera-t-il qu'il entend faire une libéralité ou proclamer un droit ?

La différence est importante : dans le premier cas, le chef d'établissement conserve son entière liberté dans la gestion de l'entreprise et la fixation des bénéfices : il ne concède aux participants aucun droit de

ciaux, auxquels il importerait de les soustraire. A cet effet, on a demandé au gouvernement d'instituer à la Caisse des dépôts et consignations un service spécial qui tiendrait en dépôt l'épargne des participants jusqu'au moment où la liquidation en serait effectuée suivant le règlement de chaque maison. Tout fait espérer que cette utile création ne tardera pas à être autorisée.

Un point capital et très controversé est celui de la destination à donner aux sommes provenant de la répartition. A cet égard, deux systèmes sont en présence : les uns recommandent le compte individuel de chaque intéressé et la formation d'un patrimoine transmissible à ses héritiers ; les autres, beaucoup moins nombreux, préfèrent assurer des rentes viagères dont le montant est fixé d'avance par les statuts ou reste éventuel suivant les ressources de la caisse commune. Sans méconnaître le mérite des arguments invoqués en faveur des pensions viagères, M. Chaix croit que la constitution d'un patrimoine attribue à la participation aux bénéfices une bien plus haute portée sociale : favoriser le mariage, fortifier la famille en donnant au travailleur la pensée consolante qu'il ne laissera pas en mourant les siens dans le dénûment, n'est-ce pas, dit-il, le but le plus noble et le plus élevé que l'on puisse se proposer en instituant la participation ?

Dans la même séance du 5 septembre, M. Th. Ducrocq, alors professeur à la faculté de droit de Poitiers, — nommé depuis à Paris, — a donné lecture d'une communication sur l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, relatif aux sépultures, considéré au point de vue économique et social. Cet article 14 autorise les inhumations en propriété privée. Or, on croit généralement qu'elles constituent une rare exception. Dans certaines contrées elles sont, au contraire, très nombreuses, notamment dans une partie du Poitou, et constituent dans beaucoup de communes la règle au lieu d'être l'exception. Ce fait qui existe également dans d'autres régions et qui est peu connu, donne un intérêt particulier à la disposition législative qui l'autorise.

L'auteur de la communication présente le tableau des inconvénients économiques et sociaux et des avantages que présente l'application étendue de cette disposition. Sur le premier point il signale l'immobilisation et la dépréciation qui résulte pour la propriété de la présence des tombeaux partout établis dans les champs, les vergers, les jardins ; il fait connaître les inconvénients et les difficultés qui en sont la conséquence ; il signale d'autres inconvénients d'ordre moral et social. Néanmoins, M. Ducrocq conclut au maintien d'un droit subordonné aux autorisations administratives et qui est à la fois un acte de justice pour des traditions respectables, une conséquence du droit de propriété, une

qui essaient, comme M. Léon Walras, par exemple, d'appliquer à une science dite « morale », telle que l'économie politique, les **procédés** d'analyse et les moyens d'étude dont disposent les sciences mathématiques.

M. Vincent de Romero, de Barcelone, a spécialement entretenu la Section des habitations pour ouvriers et de la formation des petits capitaux.

Comment, dit-il, les ouvriers peuvent-ils devenir propriétaires de leurs maisons ?

M. de Romero rend compte d'une opération faite à Barcelone, par la constitution de la Société immobilière anonyme, au capital de 2.000.000, au moyen de titres de 10 fr. émis par séries de 2.000. Ce sont des bons sans intérêt, amortissables en 50 ans; par la combinaison des intérêts composés, on arrive à amortir ces bons par tirages annuels, en allouant au premier numéro sortant de chaque série une maison construite par la Société; la maison comporte quatre pièces et une terrasse, et elle a une valeur de 3.000 fr. C'est un peu le système des obligations à lots.

La Société immobilière de Barcelone a acheté des terrains à côté des centres industriels et a construit là des maisons économiques. Ce système fonctionne parfaitement; il y a déjà des ouvriers qui avec 10 fr. ont gagné une maison et en sont devenus propriétaires.

L'auteur fait des vœux pour que ce système, tout à l'avantage de l'ouvrier, puisse se répandre dans d'autres pays.

M. Georges Renaud, s'occupant de la *crise industrielle et agricole*, a examiné d'abord s'il y a réellement en ce moment, en France, une crise économique.

On a beaucoup discuté l'existence de cette crise. Il n'y a pas, dit-il, de crise aiguë, sans doute, mais il y a une crise lente, latente, infiniment plus redoutable, parce qu'elle agit d'une façon bien moins saisissante, moins apparente. Elle est moins visible, et cependant elle n'en existe pas moins.

M. Renaud montre quels sont les faits partiels qui permettent d'établir l'existence d'une crise industrielle latente : la crise de l'ameublement à Paris, la crise sucrière, etc. La crise agricole n'est pas niable. Elle est déjà ancienne; elle date d'avant 1870. Elle va sans cesse en s'aggravant. En dehors de la perte annuelle de 600 millions de francs qu'occasionne la persistance du phylloxéra, perte répétée depuis dix ans environ et qui se chiffre, en définitive, par un total de quatre à cinq milliards, il faut mentionner la succession de l'insuffisance répétée des récoltes depuis un certain nombre d'années et dont l'action est aggravée par la baisse du prix du blé.

Il en est autrement pour la grande enquête entreprise, en 1881, par une commission anglaise, qui a visité le continent et le Royaume-Uni, au même point de vue. Le rapport qui vient d'être publié sur elle, ou plutôt dont la publication vient de commencer, donne de nombreux détails que le gouvernement et les industriels français consulteraient avec fruit.

Il est à désirer que ce rapport soit traduit et publié en France; il pourrait servir de base aux investigations de nos ingénieurs, de nos industriels, etc., qui en contrôleraient l'exactitude et pourraient le vérifier et le compléter.

M. Laussedat donne ensuite des détails sur les musées industriels de la France et l'étranger, ainsi que sur le mode d'enseignement et de propagande; il expose ce qu'il croit utile de faire, notamment pour donner le développement qui conviendrait au Conservatoire des Arts-et-Métiers, premier musée industriel de notre pays.

M. Georges Bois a donné la *Statistique des enterrements civils à Paris*.

Pour des causes très variées, la statistique générale des enterrements civils est à peu près impossible; mais il est plus aisé de faire celle d'une localité isolée, d'une ville. Voici celle de Paris pour les années 1882 et 1883 :

	En 1882	En 1883
Nombre total des enterrements.....	58.599	47.932
Dans le culte catholique.....	21.346	32.372
— protestant.....	1.199	965
— israélite.....	627	499
Selon divers cultes étrangers (chinois, indous, etc.)	94	50
Total des enterrements religieux.....	43.266	33.886
	58.599	47.932
	43.266	33.886
Différence.....	15.333	14.046

Cette différence ne représente pas encore le chiffre réel des enterrements civils. Il convient d'en déduire le chiffre malheureusement considérable à Paris, des enfants mort-nés: il a été en 1882 de 3,771, et en 1883 de 2,945. Il reste en conséquence, pour l'année 1882, 11,562 enterrements civils et, pour 1883, 11,101.

Tout l'intérêt de cette statistique est dans la comparaison des chiffres au total des enterrements religieux et dans la moyenne qui en résulte. Malheureusement cette moyenne et cette comparaison nous échappent et perdent tout sens par suite de l'introduction d'un élément de trouble très grave: la statistique des décès dans les hôpitaux. Depuis la

M. Alglave propose spécialement comme mesure pratique immédiatement réalisable l'interdiction de tout stationnement exceptionnel dans une gare des wagons de gadoues; il demande aussi qu'on supprime dans les tarifs spéciaux relatifs aux transports de gadoues tout allongement des délais légaux de transport fixés par les actes de concession, et surtout que l'administration exige le respect de ces délais. C'est presque exclusivement le réseau de l'Ouest qui est en jeu en ce qui concerne Paris et c'est là qu'il est particulièrement facile d'activer les transports.

Enfin, M. Alglave voudrait aussi qu'on examinât s'il ne serait pas possible, sans grande dépense, d'effectuer les transports de gadoues dans des wagons clos qui emprisonneraient les émanations dangereuses.

La plupart des orateurs se sont élevés contre l'idée de détruire les gadoues par incinération ou autrement; on enlèverait ainsi à l'agriculture un engrais dont elle a le plus grand besoin, surtout dans les environs des villes, pour les cultures maraîchères, et on ferait monter indirectement le prix des autres engrais qui pourraient leur être substitués; et pour arriver à cet étrange résultat économique, il faudrait encore dépenser beaucoup d'argent en pure perte. M. Alglave fait d'ailleurs remarquer que même avec ces mesures draconiennes on n'atteindrait sans doute pas encore absolument le but qu'on poursuit. En effet, les maraîchers des environs des villes feraient venir pour remplacer les gadoues d'autres engrais qui ne seraient peut-être pas plus agréables, mais qui leur coûteraient certainement plus cher et feraient ainsi monter encore le prix déjà bien élevé des légumes.

Tout en demandant qu'on prit les mesures nécessaires contre les effets nuisibles des transports de gadoues, dont s'occupe un décret du 14 janvier 1884, M. Alglave a insisté pour qu'on rassurât le public en ce qui concerne les dangers d'épidémie. Il lui semble que l'affolement provoqué par l'épidémie du Midi révèle une sorte d'affaissement moral contre lequel il faut réagir énergiquement, car il constitue un mal aussi terrible que la plus terrible épidémie. En somme, personne ne tremble au voisinage d'autres maladies qui font cependant bien plus de victimes, la fièvre typhoïde ou la diphthérie, par exemple.

Comme conclusion de cette longue discussion, M. Alglave a proposé les vœux suivants, qui ont été votés à l'unanimité par les trois sections et confirmés ensuite par le Congrès en assemblée générale :

« Le Congrès émet le vœu :

« 1° Que les gadoues ne soient pas détruites, mais seulement modifiées par des moyens qui leur enlèveraient leurs propriétés nocives sans les priver de leurs qualités comme engrais ;

« 2° Que le stationnement prolongé des wagons de gadoues dans les

Le jeudi 11 septembre, le Congrès de Blois tenait sa séance de clôture, s'ajournant à l'année 1885, pour la session de Grenoble.

Les vendredi, samedi, dimanche, 12, 13 et 14 septembre, ont été consacrés à d'intéressantes excursions à Tours, à Mettray, à Amboise, Loches, et surtout au château de Chenonceaux : les membres du Congrès, au nombre de 150, y reçurent la plus brillante et la plus gracieuse hospitalité, de la part de M^{me} Pelouze et de son frère, M. D. Wilson, député, notre collègue à la Société d'économie politique : cette réception restera parmi les plus charmants souvenirs de la session de 1884.

En terminant, enregistrons un vœu qu'avant de se séparer le Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, réuni en séance générale, a adopté à l'unanimité ; il lui avait été soumis par la Section de géographie :

La Section de géographie du Congrès,

Considérant que le projet de « mer intérieure africaine » est absolument contraire aux intérêts de la colonisation et que les dépenses de l'établissement de cette mer seraient hors de proportion avec les résultats que ses auteurs prétendent en retirer, ainsi que l'a établi la Commission supérieure nommée à cet effet par M. de Freycinet en 1882,

Émet le vœu à l'unanimité :

« Que le gouvernement français ne favorise point cette entreprise et ne prenne aucune décision sans avoir pris à nouveau l'avis de la Commission supérieure. »

Ce vœu a été adopté à la suite des documents nouveaux apportés dans le débat par M. le docteur Rouire et par M. Doumet-Danson, chef de la mission scientifique en Tunisie.

Les lecteurs du *Journal des Économistes* se souviennent certainement que ces conclusions sont celles mêmes que le journal a toujours soutenues, et auxquelles la Société d'économie politique, elle aussi, s'était ralliée, dans une séance où elle s'est spécialement occupée de cette importante question. Du reste, les corps savants, et en particulier l'Académie des sciences, se sont constamment prononcés dans le même sens.

CHARLES LETORT.

dresser une situation des mouvements effectués et écrits par la comptabilité, plus sera grande la sécurité des commerçants. La Banque de France, qui peut chaque semaine en extraire une de sa comptabilité, ne laisse aux aléa que huit jours pour se produire. Dans les entreprises où la seule situation régulière qui puisse être connue est celle de l'inventaire annuel, les écritures laissent le commerçant pendant une année en face de l'inconnu. Cela peut avoir de graves conséquences. Mais si l'individu a sa fortune en jeu dans les affaires, s'il y a pour lui une nécessité de premier ordre à tenir une comptabilité sévère qui ne lui laisse aucune illusion sur les faits en lui montrant à tout instant l'état réel de son capital, combien plus grand est l'intérêt du pays, qui est la réunion de toutes les fortunes, à connaître sa situation réelle, à savoir que la gestion des intérêts collectifs est bien conduite et qu'il n'y a pas de gaspillage des trésors qu'il prodigue à ses administrateurs !

Notre comptabilité publique répond-elle au besoin d'ordre qu'on est en droit de lui demander ?

Dans un premier article, nous avons essayé de démontrer qu'il n'en est pas ainsi ; ce qui va suivre viendra à l'appui de cette opinion.

Malgré les soins avec lesquels les règlements prévoient la marche à suivre pour faire un mouvement et l'écrire, cette comptabilité ne fournit pas des situations qui présentent les faits sous leur véritable jour. Elle ne donne pas les rapports exacts qui lient les mouvements l'un à l'autre, elle ne marque pas leur place dans un ensemble de coordination et les mouvements y sont inscrits à des dates différentes dans deux comptabilités chargées de se contrôler : celle de l'ordonnateur et celle du payeur. De plus, la comptabilité des matières est tenue à part avec des prix fictifs. Mais à ces défauts il faut joindre le plus grave : ses situations ne peuvent être fournies à des dates utiles.

Le règlement établit une juste distinction entre les ordonnateurs de la dépense et les payeurs chargés du mouvement des fonds. Cette distinction est capitale et logique. L'ordonnateur, pour rendre compte de sa gestion, doit avoir une comptabilité dans laquelle il enregistre les mandats qu'il délivre, c'est la comptabilité ministérielle. Le payeur, de son côté, tient écritures du mouvement des valeurs qui lui sont confiées et qui ressortissent au ministère des finances. Le contrôle qui résulte de ce double mouvement serait de la plus haute importance si une comptabilité d'ensemble les reliait automatiquement. Nous allons voir qu'il n'en est pas ainsi.

Les ministres seuls peuvent faire ouvrir les caisses de l'État. Ils sont les ordonnateurs de tous les mouvements, mais ils peuvent déléguer leur pouvoir aux ordonnateurs secondaires : préfets, intendants militaires, commissaires de la marine, etc. La comptabilité des ordonnateurs

bilité du budget et encore elle ne peut être définitive, puisque l'art. 129 du règlement prévoit qu'il reste des créances non payées dont les ordonnateurs doivent fournir au ministère des finances un bordereau signé.

Supposons que les pouvoirs publics veuillent connaître la situation du budget au milieu d'un exercice. Deux cas se présenteront naturellement : ou bien on s'adressera à la comptabilité des ordonnateurs, ou bien on la demandera à celle du Trésor. Or, ces deux comptabilités présenteront des différences certainement considérables, et suivant que l'on verra la situation de la première, on pourra trouver que le budget des dépenses prévues est dépassé ou bien on trouvera, dans la seconde, que les paiements sont largement en retard sur les prévisions.

Le budget des recettes, au contraire, sera exact quant aux réalisations, et sa situation sera vraie parce qu'il ne donne lieu à aucun ordonnancement et que les entrées s'inscrivent au moment même où elles s'effectuent.

Les écritures du ministère des finances reproduisent tous les mouvements qui sont faits en argent pour la réalisation des budgets : les écritures séparées des ordonnateurs donnent le compte des ordonnancements comparés aux crédits accordés. Le règlement de la comptabilité publique n'a pour but que de régulariser à part ces deux genres d'écritures ; mais il est un fait qui reste en dehors de ses prévisions, c'est celui de la coïncidence des mouvements dont les dates échappent à la réglementation. Nous venons de voir l'importance de cette coïncidence et les malentendus qu'elle peut produire.

Les Italiens, qui ont fait leur comptabilité de toutes pièces depuis les derniers événements, ont eu bien soin de profiter des études modernes sur la comptabilité et ils ont organisé un journal qui, par un simple jeu de colonnes, leur montre constamment, et on pourrait dire automatiquement, la situation de l'État vis-à-vis du budget et la situation du budget vis-à-vis du Trésor. Cette comptabilité est telle que ces situations sont vraies et continues, sans malentendus, sans intervention de calculs plus ou moins habiles, sérieux et compliqués.

La difficulté de dresser des situations qui représentent les faits dans leur vérité absolue ne s'arrête pas aux mouvements financiers comparés aux ordonnancements. Si l'on veut se rendre compte des rapports qui lient le trésor public aux opérations de l'achat et de la consommation des matières, la difficulté devient une impossibilité. Non seulement les mouvements des matières d'approvisionnement font l'objet d'une comptabilité distincte, sans autre rapport avec le budget que celui des paiements effectués, mais encore cette comptabilité ne peut fournir de situation régulière qu'à des dates éloignées et après un travail considé-

absolument, puisque, dans nos administrations, la situation, au lieu de ressortir de la comptabilité, est au contraire le point de départ de la comptabilité. Voici comment :

Le mouvement des magasins est indiqué seulement en quantités pendant un laps de temps de trois mois (art. 867). Au bout de trois mois, les sorties sont totalisées en quantité et le prix fictif dont nous avons parlé leur est appliqué. C'est cet état, cette situation des sorties, qui sert aux écritures des travaux ou des consommations. Tant que cet état n'est pas dressé, les écritures restent en suspens comme valeur mouvementée. On n'enregistre effectivement les sorties de matières que lorsque cet état trimestriel a été fait, calculé, vérifié. Il faut trois mois pour l'établir après les trois mois écoulés. Or, si l'on prend la première date des mouvements que doit comprendre cet état et la date de sa terminaison, on voit qu'il peut se passer six mois avant que ces écritures ne deviennent définitives.

C'est le défaut capital de notre comptabilité publique d'être divisée en parties diverses, sans un ensemble qui les réunisse sous un seul dénominateur, celui de la valeur réduite en francs ; de ne pouvoir présenter des résultats utiles en donnant des situations composées à loisir au lieu de les faire ressortir de la comptabilité.

A-t-on réussi à remédier à ce défaut en instituant à côté de la comptabilité des finances la comptabilité administrative ou comptabilité des ordonnateurs dont nous avons parlé ? Nous ne le croyons pas, et nous en avons donné les raisons plus haut. Les chefs de comptabilité des grandes administrations libres savent combien c'est un travail délicat que celui de faire concorder les chiffres des mouvements qui s'opèrent dans des lieux différents avec ceux de la comptabilité qui leur sert de coordination et de contrôle. Combien plus grande doit être la difficulté de coordonner des écritures qui agissent à part sur toute la surface du pays et que l'on ne résume chaque année que par des tableaux synoptiques tracés dans un ordre d'idées souvent très différent de celui qui dirige la comptabilité.

Dans les comptabilités des grandes administrations libres, il n'y a pas de comptabilités séparées et agissant à part. Il y a la comptabilité qui unit dans un ensemble synthétique les écritures de chaque établissement et qui écrit chaque mouvement en tenant compte des intérêts distincts engagés.

Tous les mouvements sont contingents, et comme une opération d'entrée ou de sortie a lieu entre deux intéressés, la comptabilité doit indiquer les rapports qui les lient dans l'opération. Si un établissement reçoit une matière première, il doit la prendre en charge au bénéfice du fournisseur. Quand le fournisseur reçoit du payeur le montant de sa

l'unité d'ensemble, c'est l'équivalent de ce que possèdent toutes les grandes sociétés libres : une comptabilité qui soit un contrôle permanent, automatique de toutes les comptabilités de détail. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une comptabilité qui, tout en condensant tous les mouvements, se propose de leur donner l'unité pour fournir à des intervalles rapprochés et réguliers des situations exactes et complètes des opérations et du capital qui leur donne la vie, en montrant les rapports de ce capital avec les valeurs mises en mouvement et avec les comptes des étrangers dont les intérêts se lient à ces valeurs.

La comptabilité de l'État devrait être distincte de toutes les autres comptabilités publiques dont elle doit former un ensemble synthétique. Elle devrait, suivant nous, être tenue à la Cour des comptes et servir de point de départ à ses contrôles et à ses examens judiciaires. Le ministère des finances y aurait deux comptes : un compte comme ministère ordonnateur, un compte comme agent financier de l'État, au même titre que la Caisse des dépôts et consignations. Tous les autres ministères auraient droit à un compte d'ordonnateur. Enfin, les comptes d'ordonnateurs seraient contrôlés par les comptes ouverts au budget prévu et devenu loi de l'État.

Le budget débattu et arrêté par les chambres y figurerait pour les sommes à recevoir et pour les sommes à dépenser.

Enfin, les agents correspondants et tiers intéressés y seraient installés en des ensembles bien définis et par catégories distinctes.

La comptabilité de l'État ne devrait être formée que par des résumés mensuels des comptabilités des ministères ordonnateurs, des agents et des intéressés. Sa situation donnerait la situation générale de l'État vis-à-vis des capitaux disponibles, d'une part, et vis-à-vis des agents et des tiers intéressés de l'autre. Cette situation, remise aux grands pouvoirs de l'État, permettrait un contrôle permanent et logique et mettrait la nation en état de suivre en connaissance de cause les variations de la fortune publique dans ses grandes lignes, comme la Banque de France le fait chaque semaine, comme les grandes administrations libres le font chaque mois.

Nous nous demandons pourquoi l'État, qui représente l'universalité des intérêts, n'agirait pas vis-à-vis du pays lui-même comme les grandes associations agissent vis-à-vis des tiers intéressés à leurs opérations, pourquoi il ne mettrait pas chacun en état de connaître et de suivre sa situation générale, c'est-à-dire de montrer le capital actif de la France en regard de sa dette. Ce capital et cette dette sont deux termes corrélatifs, ainsi que nous le démontrerons ; une balance logique doit être établie entre eux. Nous avons montré que l'assimilation entre l'État et

des questions de comptabilité et de contrôle de nos administrations publiques, ce n'est plus à des rouages démodés qu'on s'attaque, mais aux ministres de la République eux-mêmes. Il s'ensuit que si nous sommes de très forts politiciens, nous sommes les plus mauvais comptables de l'Europe pour les affaires publiques. Nous ne voulons pas dire par là que nos administrations soient les moins honorables, mais nous voulons dire que si nous comptons honorablement nous ne savons nullement compter. Les budgets que nous votons, à grand renfort de paroles, sont d'une obscurité désespérante et leur réalisation se fait dans des conditions plus obscures encore.

Les Italiens ne craignent pas de publier la situation financière de leur trésor public. C'est d'un bon exemple et nous ne voyons pas pourquoi nous n'en ferions pas autant. Ouvrons nos livres au grand jour, c'est le meilleur moyen d'appeler la confiance. Nous montrerons que nous pouvons dresser en France une situation qui mette tout le monde à même de juger que si nous avons des dettes, nos ressources bien administrées peuvent suffire à les payer. Le meilleur des contrôles est encore celui de tout le monde, surtout s'il est appuyé sur une comptabilité ouverte.

X....

UN REPRÉSENTANT

DE

L'ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINE

A LA FIN DU SIÈCLE DERNIER

SAINT-JOHN DE CRÈVECŒUR ¹

C'est un personnage singulier que ce Saint-John de Crèveœur, dont M. Robert de Crèveœur, son arrière-petit-fils, vient de nous retracer la vie. J'ajoute que c'est un personnage caractéristique et typique, car il présente un des côtés curieux de cette période attachante et passionnante entre toutes dans l'histoire de nos idées et de notre société au XVIII^e siècle, je veux parler de la période des dix ou quinze années qui précédèrent la Révolution ; années suprêmes, années charmantes, années de lumière, de printemps et d'aurore, où la sève du génie français monte et bouillonne sous l'écorce et par toutes les branches du grand arbre. Quel souffle d'enthousiasme court à travers la nation

¹ *Saint-John de Crèveœur, sa vie et ses ouvrages (1735-1813)*, par M. Robert de Crèveœur. Un vol. in-8, avec les portraits de Crèveœur et de la comtesse d'Houdetot. Paris, Jouaust, 1883.

Elles ont été beaucoup lues, elles répondaient à merveille au goût et à la préoccupation de l'époque où elles parurent, et c'était chose nouvelle que ces descriptions poétiques de la nature américaine. Dieu me garde de faire aucune allusion, de prononcer de grands noms à propos d'un écrivain de second ou troisième ordre, et de déclarer que Saint-John a été dans cette branche de notre littérature un précurseur ! Mais, enfin, ce livre était bien fait pour séduire le public auquel il s'adressait ; on n'était pas habitué à ces peintures sauvages, à ces mœurs de trappeurs et de peaux rouges aborigènes ; on ignorait encore cette poésie des forêts indiennes, que Châteaubriand allait bientôt peindre avec la pourpre éclatante et l'incomparable magie de son pinceau. Et puis les *Lettres* de Saint-John avaient l'attrait des choses vues et vécues. J'ai eu la curiosité de le rechercher, ce vieux livre ; j'ai là, sous les yeux, les deux volumes de l'édition de 1784. Je n'engage d'ailleurs pas le lecteur à faire comme moi. Est-ce une erreur de goût ? mais il me semble que les *Lettres d'un cultivateur américain* ne nous présentent qu'un intérêt médiocre. D'abord, tout cela est bien lointain ou bien connu ; et il y a un mélange de fiction et un certain accent de naïveté solennelle que l'on ne goûte plus guère. Enfin le style, le procédé de mise en œuvre, a beaucoup vieilli ; il porte la marque du temps comme un de ces tableaux ou de ces meubles qui nous évoquent un monde disparu. C'est merveille à quel point Saint-John avait pris avec une souplesse singulière le tour de cette phraséologie qui apparaît avec Rousseau dans la littérature et dans la société françaises ; où les mots de *vertu* et de *sensibilité* reviennent si souvent, et où l'imagination des écrivains se complait à la peinture déclamatoire et un peu fade des mœurs primitives. Mais ce langage et ce ton convenaient parfaitement aux sujets que traitait l'auteur de ces *Lettres*. Pourquoi M. Robert de Crèveœur s'est-il borné à quelques citations ? Que n'a-t-il essayé de nous en donner une analyse et un aperçu ? Cette étude méritait bien un chapitre de son livre érudit et consciencieux. Il insiste sur des détails de la vie de Saint-John, qui certainement nous le font moins bien connaître que ne feraient des extraits dont le nombre et l'étendue permettraient au lecteur de juger non seulement l'écrivain, mais l'agronome et aussi l'économiste.

Est-ce à dire que Crèveœur fût théoriquement versé dans l'économie politique ? En tout cas, il a passé la plus grande partie de son existence à pratiquer ce que l'économiste étudie, et par son goût de l'agriculture, par le tour de son esprit observateur et novateur, par le sentiment très vif et très juste des conditions nouvelles de la vie économique, il a eu sa part modeste mais honorable dans le mouvement d'idées et de faits qui alors commençait à peine, et dont nous voyons l'essor prodigieux depuis cinquante ans. C'est à ce point de vue sur-

sante, car elle nous révèle un état de choses qui forme avec l'organisation présente un contraste bien frappant. Le service des paquebots entre Lorient et New-York, institué par l'arrêt du Conseil du 28 juin 1783, ne comportait, par mois, qu'un seul départ, et quels paquebots! quels équipages! où, écrivait Crèveœur, « le plus petit pilotin ou mousse est « reçu, non pas qu'il soit bon sujet, mais parce qu'il est recommandé à « M. Lecoulteux (le banquier directeur) par des dames ». Un des capitaines, peu pressé, mettait à la cape tous les soirs; un autre était pris dans les glaces et y perdait beaucoup de monde par suite de l'état misérable du bâtiment. Crèveœur se plaignait, réclamait, mais en vain. On remaniait l'organisation, sans obtenir de meilleurs résultats. En 1788, le ministre de France aux États-Unis, le comte de Moustier, faisait connaître que le paquebot qui aurait dû repartir le 25 janvier de New-York n'était pas encore arrivé. Brissot rapporte, dans son *Voyage dans les États-Unis*, que, dans cette même année, la malle destinée à New-York resta au bureau pendant quatre ou cinq mois avec celles qui survinrent ensuite. L'année d'après, un paquebot mit quatre mois pour arriver. Un moment même le service avait été supprimé tout à fait, et tout à coup, et naturellement sans avis préalable au public. Puis, on avait passé un marché avec un entrepreneur qui s'engageait à entretenir six bâtiments, à raison de 10.000 livres par voyage, aller et retour. Un de ces bâtiments était si misérablement équipé (il n'y avait que neuf hommes d'équipage) qu'il ne put aller jusqu'à Norfolk en Virginie, le grand entrepôt des tabacs, qui était le point *terminus* du service. Aujourd'hui, si vous ouvrez le budget, pour l'année 1885, vous voyez, au chapitre 16 des dépenses du ministère des postes et télégraphes, que l'État alloue chaque année aux compagnies qui exploitent les lignes de New-York et des Antilles une subvention de presque dix millions (9.958.606 fr.). C'est beaucoup; mais quelle différence entre les résultats obtenus il y a un siècle et maintenant!

Crèveœur fut-il du moins plus heureux dans son effort intelligent et persévérant pour établir entre les deux pays un courant d'affaires, et donner à la France, au moins en partie, la clientèle américaine? A peine installé dans ses fonctions, nous le voyons à l'œuvre, adressant au ministre des renseignements techniques, des échantillons de marchandises, des modèles de machines. C'est ainsi qu'il rend compte des essais de navigation à vapeur dont il est témoin. — Il étudie les bois de construction, il obtient même qu'un bâtiment soit construit en Amérique pour le compte du gouvernement français. Malheureusement, notre commerce ne put ou ne sut pas s'implanter chez ce peuple demeuré malgré tout anglais de race, de langue, et d'habitudes. Le commerce anglais réussit à garder ses positions; il servait mieux le client américain. Il le fraudait

moins, ou moins maladroitement ; ou ses industriels faisaient moins bien mais moins cher, et plus conformément au goût des acheteurs. Et puis, le commerce international rencontrait en France, dans nos colonies et aux États-Unis même, des barrières qui le rebutaient et qui irritaient les deux peuples. Crèveœur et les ministres bien intentionnés qui l'avaient compris et soutenu ont échoué ; mais c'est leur honneur d'avoir eu, dès le siècle dernier, une vue nette et raisonnable des véritables intérêts économiques. Plût à Dieu qu'aujourd'hui le Parlement américain fût animé de leur esprit de clairvoyance !

Crèveœur quitta New-York en 1790. Il n'y devait plus revenir. Il partait en congé ; mais la Révolution allait faire de ce congé provisoire une retraite définitive. Les hommes nouveaux n'apprécièrent pas Crèveœur ou se défièrent de lui. Il se tenait fort à l'écart, et la modération de ses sentiments politiques faillit comme à tant d'autres lui coûter la vie. Il vécut tristement et pauvrement durant la période révolutionnaire. Le régime suivant rendit à sa vieillesse la félicité et l'aisance ; il ne rentra pas dans la carrière, mais il avait marié sa fille à Otto, qui fut un des diplomates marquants sous l'empire. Il vit sa petite-fille épouser le comte Pelet de la Lozère, et passa doucement à Munich, chez son gendre, puis dans d'agréables maisons des champs, les dernières années d'une vie qui avait été si longtemps errante, si longtemps partagée entre deux nationalités, entre deux mondes, et traversée par tant d'épreuves qu'en lisant sa biographie l'on croit lire, par instants, un étrange roman d'aventures. Ces aventures n'offrent pas toutes un égal intérêt, et le lecteur pensera peut-être que les faits et gestes de l'honnête Crèveœur ont été racontés un peu minutieusement par son pieux biographe. Il y a bien des détails qu'il faut passer. Mais il y a des chapitres qui méritent d'être lus. L'ami de M^{me} d'Houdetot, de Lafayette, de cette pléiade d'Américains illustres, Washington, Franklin, Jefferson, Adams, n'était sans doute pas un esprit ordinaire. En tout cas sa destinée ne le fut pas, et son nom demeure attaché à l'entreprise généreuse et malheureusement vaine qu'il avait conçue de resserrer l'amitié politique de la France et des États-Unis par ces relations commerciales qui sont souvent pour les nations amies le résultat le meilleur et le gage le plus certain de leur union.

BÉRARD-VARAGNAC.

LIGUE NATIONALE

CONTRE

LE RENCHÉRISSEMENT DU PAIN ET DE LA VIANDE

La Ligue anti-protectionniste dont nous avons annoncé la formation dans notre dernier numéro vient de se constituer sous la présidence de M. Léon Say. Sans renoncer à poursuivre la réforme de notre tarif douanier, demeuré, malgré les traités de commerce, l'un des plus protectionnistes de l'Europe, les fondateurs de cette Association ont pensé qu'il fallait pour le moment concentrer la lutte sur le terrain où les protectionnistes viennent de la porter, en demandant le relèvement des droits sur le blé et le bétail. Il ne s'agit de rien moins, comme on sait, que de renchérir de 15 à 25 0/0 les nécessités de la vie, en établissant sur la généralité des mangeurs de pain et de viande un impôt, dont le montant atteindrait un milliard, en vue de garantir aux propriétaires fonciers un minimum de rente. C'est pourquoi l'association a pris le titre significatif de : *Ligue nationale contre le renchérissement du pain et de la viande*. Voici son programme :

La culture des céréales traverse, en ce moment, une phase difficile, dont les causes multiples et, il faut l'espérer, transitoires, tiennent en partie aux charges qui pèsent trop lourdement sur la propriété foncière, à la rareté de la main-d'œuvre, et aussi aux droits de douane qui frappent la majorité des objets nécessaires à l'agriculture. C'est là un fait, depuis longtemps déjà signalé à la sollicitude des pouvoirs publics, et que les enquêtes officielles ont, à diverses reprises, mis en pleine lumière.

Des propriétaires et des agriculteurs, émus de cette situation critique, ont cru pouvoir en profiter pour élever la voix au nom de l'agriculture tout entière, et pour demander, comme un remède à ses souffrances, un relèvement sensible des droits sur le blé et sur le bétail. Grâce à une agitation habilement entretenue sur différents points, ils sont parvenus à intéresser le gouvernement à cette cause et à obtenir le dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de frapper d'une surtaxe le bétail, c'est-à-dire la viande de boucherie, à son entrée en France.

Les mêmes personnes ont obtenu de l'initiative parlementaire le dé-

au moyen d'une sorte de mesurage, par une application plus ou moins exacte des cours commerciaux ; c'est là sans doute une de ses fonctions, mais ce n'est pas la seule, ni la principale, car il fixe en outre les cours commerciaux eux-mêmes ; il les fait et les défait avec une souveraine autorité.

Notons encore que le rôle de l'esprit n'est pas seulement nécessaire, mais il a de plus un autre caractère : il est, à beaucoup d'égards, discrétionnaire, et même arbitraire. En effet, ses estimations sont sujettes aux écarts les plus extrêmes, les plus inattendus, et par suite les plus inexplicables. On peut en voir des exemples frappants dans les objets le mode : durant leur période de faveur, ils atteignent souvent des prix excessifs, hors de proportion avec leur utilité réelle ; et plus tard, à la suite d'un revirement plus ou moins prompt, survenu dans les esprits par des causes purement intellectuelles et qui sont absolument étrangères à leurs qualités intrinsèques, ils tombent fréquemment à des prix infimes sans aucun rapport avec les services qu'ils sont encore susceptibles de rendre. Or, ces variations profondes et subites, nées du caprice, qui sont par conséquent l'œuvre exclusive de l'esprit humain, prouvent sa puissance en cette matière par leurs excès mêmes ; elles montrent de la manière la plus irrécusable et la plus saisissante la part qu'il prend dans la formation de la valeur.

Et l'esprit intervient ici, non pour constater des phénomènes accessibles aux sens, non pour découvrir et appliquer des lois naturelles, non pour dégager de leurs ombres des rapports préexistants et inaperçus jusque-là, comme dans les sciences ordinaires, comme dans les autres parties de la science économique elle-même ; mais il intervient pour édicter ces lois, pour susciter ces rapports, pour participer à la création de ces phénomènes ; toutes choses foncièrement différentes de celles qui ont lieu dans les opérations ou les applications de nature scientifique. — Il procède, avons-nous dit, par des appréciations. Or, ces appréciations sont sujettes à des inégalités, à des méprises, à des erreurs, comme toutes les opérations de ce genre ; mais, chose remarquable ! l'erreur accréditée, généralement acceptée, a en ceci, pendant toute sa durée, le même effet que la vérité ; et de même que, dans l'ordre juridique, relativement à certains points particuliers, nous disons : *l'erreur commune, en fait de droit, fait le droit* ; ERROR COMMUNIS FACIT JUS ; de même ici il faut dire, à bien plus juste titre : l'erreur commune, en fait de valeur, fait la valeur ; ou avec une formule plus générale : l'opinion commune, en fait de valeur, fait la valeur¹.

¹ On en voit journellement des exemples dans les pièces monétaires fausses et dans celles de titres ou de poids inférieur, qui circulent dans les mêmes

Or, c'est ce rôle si important que la science économique a méconnu jusqu'ici, auquel, dans tous les cas, elle n'a pas fait toute sa part, ni surtout sa véritable part.

Telle est en résumé ma théorie de la valeur. Voici maintenant le parti que j'en ai tiré pour combattre celle de Marx, et la réduire à néant, ce me semble.

La valeur, selon Karl Marx, *n'est que du travail cristallisé, fixé dans les objets*; elle est le résultat d'un travail physique et musculaire qui modifie matériellement les objets, et qui leur communique certaines utilités propres à satisfaire nos besoins.

Ainsi, d'après ce point fondamental qui sert de base à tout le reste, le travail humain et physique, le travail musculaire de l'ouvrier, est le seul producteur de la valeur, ou, pour parler le langage de l'auteur, des *plus-values* que ce travail incorpore dans les objets, en les façonnant, en les transformant, *plus-values* qui, dans son système, sont toujours corrélatives à ces modifications et à ces transformations.

Par conséquent, l'auteur ne reconnaissant qu'au seul travail manuel cette faculté de créer des valeurs, la refuse par cela même aux autres espèces de travaux, et notamment au travail du savant, de l'entrepreneur et du commerçant; et il la refuse également aux usines, aux machines et aux divers engins de la production, admettant seulement, quant à ces engins, qu'ils communiquent aux produits la partie de leur valeur qui s'use et se détruit par le fonctionnement, mais sans leur transmettre d'autre valeur que celle qu'ils ont perdue eux-mêmes, sans dépasser la mesure exacte de cette déperdition.

Et pour justifier toutes ces restrictions, l'auteur allègue que le travail du savant, celui de l'entrepreneur, ne contribuant pas directement et matériellement à la transformation des objets, ne peuvent leur inculquer les utilités qui donnent naissance à la valeur; que le commerçant échangeant des valeurs égales contre des valeurs égales (sans quoi, d'après Marx, il tromperait ceux qui traitent avec lui, soit comme vendeurs, soit comme acheteurs), ses opérations, quelque nombreuses qu'on les suppose relativement à un même objet, ou à divers objets, ne peuvent pas non plus créer des valeurs, ou ce qu'il appelle des *plus-values*; qu'enfin l'argent fourni par des bailleurs de fonds ou capitalistes, n'exerçant par lui-même aucune action physique sur les objets, n'en modifiant pas l'état intrinsèque, n'y incorporant aucune utilité, l'argent non plus n'est pas un générateur de la valeur, laquelle, dans cette théorie, serait due uniquement aux modifications effectives et matérielles que reçoivent ces objets par le seul travail de l'ouvrier.

D'où il suit que le travail de l'ouvrier ayant seul pour effet de transformer physiquement les objets, c'est l'ouvrier seul qui a droit aux plus

ment, croyons-nous, de notre théorie sur la notion de valeur; elle résulte du simple rapprochement de cette théorie avec celle de Marx.

Partant en effet de ce point que la valeur est une qualité intellectuelle et métaphysique et, en outre, une qualité purement conventionnelle, que les contractants peuvent créer ou détruire, exhausser ou abaisser à volonté, nous dirons que l'entrepreneur d'industrie, le fabricant et tous ceux qui produisent pour vendre, portent le prix de leurs produits à un taux suffisant pour se ménager un certain profit comme rémunération de leurs peines, de leurs déboursés et de leurs risques. Et dans cet exhaussement des prix, l'entrepreneur comprend la rémunération du savant dont il a fait l'avance et qui, en définitive, est acquittée par le consommateur. Et il n'y a, dans tout cela, rien qui soit préjudiciable à l'ouvrier; il n'y a rien qui ne soit honnête et juste. Et le commerçant, à son tour, qui achète pour revendre, élève le prix assez haut pour s'assurer un bénéfice analogue, pas assez pour effaroucher les acheteurs, sans quoi les marchés ne se traiteraient pas; et cela encore est juste et licite. Et les choses se passent de même dans toute la série des ventes ultérieures. Et ces nouveaux prix, ces prix successifs, toujours plus élevés dans le cours ordinaire des choses, qui s'établissent de la même manière entre le marchand en gros et le marchand en détail, entre celui-ci et le consommateur, auquel finalement aboutit la marchandise, ces prix croissants ne sont pas obtenus aux dépens de l'ouvrier qui a confectionné ou contribué à confectionner cette marchandise; par conséquent, ils ne sont pas moins légitimes que les précédents. Chacune de ces aliénations a eu, de leur part, pour base et pour condition de ces transmissions, la détermination contractuelle d'une valeur qu'ils étaient libres de fixer comme ils l'entendaient, qu'ils ont fixée en toute latitude, pour arriver à faire passer les produits d'une main dans une autre, d'une tête sur une autre. Et tout cela est conforme au droit de chacun et de tous; car tout cela s'accomplit en dehors des ouvriers producteurs ou coopérateurs, par des négociations ou des opérations qui leur sont étrangères, qui ne peuvent ni les toucher, ni leur nuire, et dont par conséquent ils n'ont pas à se formaliser, dont surtout ils n'ont pas le droit de se plaindre. Tout cela, par suite, est conforme à la stricte justice; et tout cela aussi est conforme à ce que nous croyons être la véritable science économique.

La valeur n'a rien de fixe en soi; elle n'est pas absolument subordonnée à l'état matériel des objets; elle peut hausser sans que les objets aient subi aucune nouvelle façon, et elle peut baisser sans qu'ils aient éprouvé aucune détérioration ni diminution. Nous en avons sans cesse autour de nous l'éternel spectacle: tous les biens, tous les objets qui composent la richesse étant soumis à d'incessantes fluctuations, étant,

devrait, ce semble, ramener la paix dans les esprits, aussi bien dans les esprits des prétendus exploiters que des prétendus exploités.

En résumé, notre théorie sur la valeur renverse celle de Marx d'une manière tellement complète qu'il n'en reste pas de vestige.

En effet, à la lumière de cette théorie, on voit très nettement :

1° Que la richesse ne réside pas exclusivement dans la marchandise, contrairement à la proposition de Marx, qui affirme que *la forme élémentaire de la richesse, c'est la marchandise*; car la richesse peut exister dans une infinité d'autres objets, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, naturels ou artificiels.

2° Que toute valeur nouvelle, toute *plus-value*, pour parler comme lui, n'a pas son origine dans les manipulations que subissent les matières premières; car il y a des choses qui n'ont été l'objet d'aucun travail humain et qui ont cependant de la valeur.

3° Que la valeur de la marchandise elle-même n'est pas due au seul travail musculaire de l'ouvrier, car il y a bien d'autres éléments qui concourent à la formation de la valeur.

4° Que la valeur n'est pas simplement du travail condensé, cristallisé, fixé dans les matières premières par des transformations qui sont le résultat et la représentation de ce travail; car il arrive à chaque instant que la valeur de l'objet façonné ou modifié hausse et baisse sans avoir subi ni nouvelle façon, ni détérioration, en un mot, sans qu'il soit survenu aucun changement dans son état intrinsèque.

5° Que la valeur prenant sa source dans une convention, dans une appréciation, dans un concept, peut s'attacher au travail du marchand et de l'entrepreneur aussi bien qu'à celui de l'ouvrier; elle peut être attribuée pour partie au concours du capital aussi bien qu'à celui de la machine; aucun obstacle, ni matériel, ni moral, ni légal, ne s'y oppose.

6° Et à un autre point de vue, à un point de vue plus général, il résulte de notre théorie que la valeur étant fondée sur un concept de l'esprit humain, celle de Karl Marx qui lui donne pour origine unique le travail incorporé dans les objets par la main de l'ouvrier, à l'exclusion de toutes les autres coopérations, de tous les autres concours, cette théorie de Marx est absolument fausse; et que, cette fausseté étant démontrée, tout son système socialiste, qui repose sur cette donnée, s'écroule comme un édifice privé de base.

Veillez agréer, etc.

HIPPOLYTE DABOS.

Labours et semailles.....	70 fr.
Semences.....	50
Roulage.....	5
Moisson, etc.....	55
Battage à la machine.....	30
Engrais.....	80
Valeur locative du sol....	90
Impôts.....	10
<hr/>	
Total.....	390

Dans une terre représentant une valeur locative de 90 francs à l'hectare, on obtient en moyenne 20 hectolitres de blé et 30 quintaux métriques de paille. La paille vaut 150 francs. Le prix de revient de l'hectolitre de blé monte donc à 12 francs. Dans ces conditions un cultivateur peut vendre le blé à 16 francs l'hectolitre sans se ruiner. Mon prix de 12 fr. coïncide avec celui que j'ai vu indiqué en février 1884 à l'exposition des aimaux gras par un professeur de comptabilité, pour le département de Seine-et-Marne. Notez que ce prix de 12 francs peut être diminué. Si on sème à la machine, on réduira la dépense des semences d'une trentaine de francs. Si on se sert de grains de choix, on augmentera le rendement. Ainsi un cultivateur que je puis citer, en substituant le *Browick Imperial* au blé du pays, a élevé son rendement de 20 hectolitres à 33. Enfin, on peut recourir à l'emploi des superphosphates qui est fort avantageux. Dans les pays à sucre où la culture est pratiquée d'une manière très intelligente, les Allemands obtiennent 50 hectolitres à l'hectare.

Ces chiffres vous montrent que la culture du blé n'est pas irrémédiablement ruinée dans nos régions. Elle est bien plus compromise aux États-Unis. Aux prix où les Américains fournissent le blé à Anvers, à Liverpool ou au Havre, ils perdent plusieurs francs par hectolitre. Il est évident qu'ils diminueront leurs emblavures. Quant à la concurrence des Indes qui serait plus dangereuse parce que le blé des Indes revient meilleur marché que celui du Far-West, elle n'est pas à craindre. La culture du blé n'est pas susceptible d'être étendue aux Indes, d'après les déclarations catégoriques de M. Caird. Le prix actuel du blé est bas, je le reconnais volontiers, et tout le premier, je désirerais voir l'hectolitre à 18 francs. A ce compte, producteurs et consommateurs pourraient être satisfaits. En 1884 nous assistons à une surabondance. Rien ne dit qu'elle sera permanente. Tout porte à croire que la production diminuera par le fait des Américains; ils ne se soucieront pas de semer du blé qui leur coûte 28 francs le quintal rendu à Anvers et se vend 21 francs. Quant à nous, aux prix actuels, nous lions parfaitement les deux bouts, et pour

les sucres allemands et les blés russes entrent à bas prix en France, il regardera presque avec commisération le pauvre naïf qui croit trouver des rapports entre des choses si diverses.

La France en est à se lancer dans la protection de l'industrie pour se sauver d'une situation difficile qui tire son origine d'autre part.

Le peuple veut du pain, et plus fier que le Romain, il veut, non pas le pain et le cirque, mais le pain et le travail.

Le pain, le pays le lui donne quand on le lui laisse produire, ou les étrangers nous l'envoient si nous le laissons entrer.

Le travail, il est inutile de le donner, si les produits de ce travail doivent rester sans débouché et sans consommateurs.

Laisser entrer et laisser sortir veut dire pain et travail pour le peuple. Mais laisser sortir sans laisser entrer, c'est croire qu'on peut vivre avec du travail et sans pain; je dis mal disant avec du travail, c'est avec de la fatigue et un effort irrationnel, comme disait Joseph Garnier.

Proclamer et consacrer la protection, est-ce prétendre que les étrangers échangent des produits français contre des produits français, ou nous dégager de la France pour nous forcer à écouler nos produits ailleurs? Le premier but est absurde, le second est fait pour diminuer le pain du peuple.

Quand à travers le cours des temps un peuple a su s'assimiler l'art, l'élégance, le bon goût, obtenant ainsi un avantage naturel sur les autres peuples, il y a comme une injustice, comme un suicide, à annuler ces avantages par des obstacles artificiels.

Si le commerce de la France avec l'étranger s'étend de plus en plus, cela tient pour beaucoup à l'art, au goût et à l'élégance des produits français.

Un acheteur étranger à qui l'on présente deux chapeaux de prix égal, choisit le plus élégant et refuse l'autre; souvent même il choisira le plus élégant, bien qu'il soit plus cher.

Tous les pays n'ont en ce moment que deux problèmes à résoudre pour exporter : produire à bon marché, en même temps qu'avec goût et élégance.

La France ne doit se préoccuper que du premier point. Le goût, l'art, l'élégance sont des nécessités dont on s'occupe après d'autres plus urgentes et à mesure qu'augmentent les moyens.

Les moyens de consommation augmentent avec la possession d'une plus grande richesse, ou parce qu'à richesse égale les prix ont baissé.

C'est donc une erreur de croire que rien que pour leur élégance les produits français trouveront toujours des marchés.

Les peuples qui commencent à vivre veulent des objets à bas prix. Aussi l'Angleterre est-elle la vraie pourvoyeuse de tous les peuples

naissants ou pauvres. A mesure que se développent la richesse et le commerce avec l'étranger, les idées et les besoins se polissent et se perfectionnent. C'est alors que la France retrouve des bénéfices et de nouvelles issues pour ses produits de bon goût.

Vous avez signalé, monsieur, dans le *Journal des Débats* du 2 octobre, que dans les cinquante dernières années le commerce extérieur de la France avait presque décuplé, ce qui est dû principalement à ce que voici cinquante ans que les nationalités hispano-américaines et océaniques se civilisent et se raffinent constamment comme goût et comme idées, avec cette circonstance également notée par vous que les articles à bas prix sont ceux qui produisent le plus; ce qui s'explique parce que ces articles, en plus de leur bon marché, sont pleins de goût.

Une étude curieuse serait de comparer sur chaque marché les alternatives des produits anglais et français et les divers états d'abondance ou de crise des habitants. Je n'hésite pas à croire que sur les marchés pauvres ou attardés domine l'Angleterre et sur les marchés riches la France.

Je me reporte toujours, par hypothèse, à l'Amérique du sud.

Aux époques de crise, les commerçants commencent à étudier les moyens d'avoir des articles à bas prix et les demandent principalement à l'Allemagne et à l'Angleterre. La crise passée, le prix peut être plus élevé, pourvu que ce soit pour un produit de goût.

De jour en jour, l'Amérique du sud progresse en richesse et en civilisation. Avant cinquante ans, ces pays seront les grands consommateurs de l'industrie européenne. La victoire sera pour la nation qui saura produire à bon marché et élégamment, celle qui aura le moins d'impôts, le moins de dépenses inutiles, le plus d'instruction et de sens artistique.

La grande révolution des peuples, la révolution économique et libre-échangiste est à faire. Pourquoi la France ne tenterait-elle pas d'arracher cette couronne à l'Angleterre? Si le soleil de 1889 éclairait en France le triomphe du libre échange, le monde entier la prendrait pour souveraine; elle aurait accompli en un siècle l'évolution la plus merveilleuse de toutes celles réalisées jusqu'ici.

Agréez, etc.

R. ANCIZAZ.

gratuitement, soit par le maire, soit par le directeur des contributions directes, sera déposé au bureau lors de l'enregistrement.

Art. 3. — Le droit réglé par l'article 52 de la loi du 28 avril 1816 sera payé sur le montant de la soulte ou de la plus-value.

Art. 4. — Les dispositions des lois des 27 juillet 1870 et 21 juin 1875 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

Fait à Paris, le 3 novembre 1884,

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, P. TIRARD.

Rapport au président de la République française au sujet de l'Exposition universelle de 1889.

Paris, le 8 novembre 1884.

Monsieur le Président,

La République, en 1798, a décrété la première exposition de l'industrie française.

Depuis lors, la France a eu quatorze grandes expositions. Pendant la première moitié du siècle, ces concours de l'industrie et de l'art étaient d'abord limités aux seuls produits nationaux.

L'application des grandes découvertes de la science venant centupler les facilités d'échange, et aussi les idées de libre concurrence, tendant de plus en plus à dominer le monde civilisé, n'ont pas tardé à changer le caractère de ces grands tournois pacifiques et à en élargir le champ. Les expositions, d'abord nationales, sont devenues internationales et ont été ouvertes à tous les produits du travail humain.

C'est en 1855 que, pour la première fois, la France a appelé à Paris les exposants du monde entier. Cette année 1855 restera célèbre dans les annales de la civilisation, car de là datent les premiers succès obtenus par ces grands concours internationaux où la rencontre du génie propre à chaque peuple apparaît comme le plus puissant stimulant du progrès industriel et du perfectionnement des arts. L'exposition de 1855 est le point de départ des merveilleux résultats obtenus depuis par l'application de l'art à l'industrie.

L'exposition de 1878 semble d'hier. L'admirable spectacle du développement du travail français, dont nos malheurs n'avaient point entravé l'essor, est encore présent à tous les yeux.

Dès alors, la date de 1889 apparut au sentiment national comme l'échéance d'une nouvelle exposition universelle.

Cette date semblait, en effet, indiquée par la périodicité de onze à douze ans qui s'était établie entre les dernières expositions. Elle l'était

nations voisines, les conventions léonines conclues entre les grandes compagnies des chemins de fer, l'aliénation des mines, houillères, canaux, carrières, etc., toutes mesures prises par l'État bourgeois, nous sont absolument préjudiciables ;

Le Congrès décide :

Comme but à atteindre : 1° La nationalisation du sol, sous-sol et instruments de travail ;

2° L'organisation de la production et des groupes corporatifs d'après les principes du socialisme scientifique ;

3° L'organisation de l'échange national et international, conformément aux principes du socialisme ;

Comme mesures transitoires et d'acheminement : 1° L'organisation en services publics de production et d'échange de l'outillage industriel et agricole ;

2° L'économie des finances nationales, la suppression de toutes les pensions et allocations particulières qui ne sont pas indispensables et méritées, la suppression du budget des cultes, etc ;

3° Réformes fiscales dégrevant les travailleurs ;

4° Suppression des octrois ;

5° Réductions sur le service des Rentes ;

6° Impôt progressif sur les héritages qui dépassent 6.000 francs, et impôt également progressif sur les revenus dépassant 4.000 francs ;

7° L'accès aux adjudications des communes, de l'Etat, des corporations ouvrières à l'exclusion des patrons ;

8° La suppression des intermédiaires commerçants entre le producteur et le consommateur, et l'établissement des magasins généraux gérés par les délégués de corporations ouvrières, sous le contrôle de la commune ;

9° L'expropriation des chemins de fer et autres monopoles, et leur exploitation par des Services publics ;

10° Réduction des frais de transport au prix de revient ;

11° Le développement de nos relations internationales, qui permettent aux nations d'égaliser les conditions économiques de leur existence ;

12° La création de Sociétés syndicales internationales des travailleurs de la même profession et de professions diverses ;

13° Le choix de consuls plus instruits des choses du commerce et de l'industrie ;

14° La délégation et l'entretien à l'étranger d'un certain nombre d'ouvriers français pendant au moins une année chacun, à charge, pour eux, de présenter un rapport sur tout ce qui peut intéresser les gens de leur métier et faciliter l'échange des produits entre les nations ;

15° La vulgarisation de l'étude de la statistique démographique, industrielle et commerciale internationale ;

Considérant que cette infériorité est encore augmentée par les Bourses commerciales où, par des ventes à terme, les spéculateurs font à leur gré la hausse ou la baisse, sans qu'il y ait lieu pour cela à livraison de marchandises ;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt même des travailleurs français, de prendre les mesures sauvegardant la production nationale dont l'arrêt partiel est une des principales causes du chômage actuel ;

Considérant, en outre, que, s'il y a lieu de sauvegarder cette production, tant au point de vue des matières que de la main - d'œuvre, il reste cependant à se prémunir contre une augmentation exagérée des objets de première nécessité, tels que le pain, la viande et autres produits nécessaires à l'alimentation, réclamons, comme palliatifs à la situation présente et comme mise en demeure à la bourgeoisie, seule responsable de la crise économique que nous traversons :

1° Des subsides immédiats, en argent ou nature, seront délivrés à tous les travailleurs en chômage, par les Conseils municipaux, départementaux et l'Etat ;

2° La création d'ateliers municipaux, boulangeries, minoteries, boucheries, habitations ouvrières et bazars, de manière à fournir aux travailleurs tout ce qui est indispensable à l'existence à prix de revient ; cela venant s'adjoindre à un double impôt sur les terrains non bâtis, les terres cultivées et les logements non loués ;

3° La création de matériels agricoles communaux, mis à la disposition des travailleurs des champs, auxquels les communes devront également fournir — à prix de revient — semences, engrais, bestiaux à engraisser et de travail, etc., etc. ;

4° L'organisation dans les communes de champs d'expériences agronomiques ;

5° Vente des engrais commerciaux sous le contrôle et la garantie de l'Etat ;

6° Abolition des Bourses de commerce ;

7° Des mesures compensatrices seront établies sur les matières premières, produits agricoles et objets manufacturés introduits en concurrence des produits et matières français ;

8° Il sera formellement interdit aux employeurs de faire travailler les ouvriers français ou étrangers au-dessous des tarifs établis par les Sociétés ouvrières ou arrêtés par les municipalités, sous peine des pénalités prévues pour ces infractions ;

9° Les céréales, la farine, le pain, la viande, le vin, le cidre, la bière et autres objets servant à l'alimentation, seront taxés de façon à ce que la différence entre leur prix de *vente* et celui de *revient*, ne comporte, en aucun cas, une prime brute supérieure à 20 0/0.

rières de
ment sur
es condi-
ers inoc-
ande de

oyennant
opèrent
us de ces

ntés de
ponibles,

e route?
y inter-

sposition
taux des

alier ces
es?

gnar des

à relever

à réduire les
a différents

les pays du continent où la protection fleurit, sont plus éprouvés que l'Angleterre. La protection a pour conséquence inévitable de stimuler la production et d'amener un encombrement du marché, une crise. Prenez l'Autriche : les fabriques de sucre de Bohême viennent de traverser une série de calamités et d'infortunes. La grande fabrique de wagons de Ringhoffer à Smichow a réduit de 25 0/0 la journée de travail et renvoyé une grande partie de ses ouvriers. Depuis sa fondation, en 1853, elle a livré à l'étranger plus de 30.000 wagons ; aujourd'hui les débouchés lui sont fermés en partie ; de plus, les droits à l'importation des matières premières nécessaires à la fabrication ont renchéri la production. La Hongrie réserve ses commandes aux usines hongroises, à l'exclusion des fabriques autrichiennes. La protection locale est devenue si grande qu'on inscrit dans les cahiers des charges l'obligation de s'adresser à l'industrie de la région que traversent les chemins de fer. Du moins, c'est ce qu'on réclame à cor et à cri en Gallicie.

L'État doit d'abord créer l'industrie en la mettant à l'abri, lorsqu'elle vient de naître, contre la concurrence étrangère, lui donner des ordres pour l'alimenter, puis lorsqu'elle succombe sous un excès de production, lui venir de nouveau en aide. L'argent des contribuables pourrait être mieux employé, ce me semble.

Si d'Autriche vous passez en Allemagne et que vous envisagiez ce qui s'y passe, vous verrez à peu près la même chose. Crefeld se plaint amèrement, et ce centre de fabrication n'est pas seul à gémir.

Protection, excès de production, crise, dépréciation des marchandises qu'il faut vendre à tout prix, c'est un cercle vicieux. Le sort de l'Angleterre est meilleur : elle achète ce dont elle a besoin dans des conditions avantageuses et, fabriquant à plus bas prix, elle tient tête à ses concurrents. Il n'y a pas besoin d'une enquête pour le démontrer.

A. R.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 DÉCEMBRE 1884.

NÉCROLOGIE : M. l'abbé Tounissoux.

COMMUNICATION : La Ligue nationale contre le renchérissement du pain et de la viande.

Admission de nouveaux membres.

DISCUSSION : Dans quelle mesure l'État doit-il intervenir dans la question des logements insalubres ?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Léon Say, sénateur, président.

A la réunion assistent, invités par le Bureau, MM. le D^r O. Du Mesnil, médecin en chef de l'Asile de Vincennes, et Gaufrès, conseiller municipal.

M. le Président fait part à l'assistance de la perte que vient de faire la Société en la personne de M. l'abbé Tounissoux, qui en était membre depuis 1869 : « M. Tounissoux, dit-il, était un esprit extrêmement libéral, fort distingué, d'un caractère aimable et sympathique à tous ceux qui le connaissaient. Il s'était particulièrement consacré à l'étude des questions sociales, auxquelles, dans plusieurs ouvrages dont un a été couronné par l'Institut, il proposait des solutions tout à fait conformes aux principes les plus élevés de l'économie politique. Il sera sincèrement regretté de tous ses confrères de la Société. »

M. Léon Say annonce ensuite à la réunion la constitution d'une Ligue contre le renchérissement du pain et de la viande, ligue dont font déjà partie un certain nombre de membres de la Société d'économie politique.

Les droits nouveaux proposés au Parlement sur les blés étrangers et les viandes sur pied ou abattues provenant du dehors sont énergiquement réclamés par les partisans du protectionnisme, qui espère ainsi rouvrir une large brèche dans le système douanier relativement libéral en vigueur aujourd'hui.

La Ligue se propose de lutter contre ces nouvelles tentatives de réaction économique et d'organiser, soit par la voie de la presse, soit au moyen de conférences, de réunions, etc., une campagne dont le but et la nature sont exposés dans un programme déjà publié par le Comité; des exemplaires de ce programme sont distribués aux

La solution socialiste consiste à faire intervenir l'État ou la municipalité pour construire des logements sains, spacieux, qu'on louerait à meilleur marché.

Si le remède était vraiment efficace, personne ne songerait à protester. Mais ce ne serait pas une solution. On ne pourrait loger tout le monde, il faudrait faire un choix, ce qui exposerait à des abus de toute sorte. Les charges publiques qui pèsent sur le prolétaire, soit directement, soit indirectement, augmenteraient, car il faudrait de nouveaux impôts pour couvrir les dépenses. Il y aurait surtout d'autres inconvénients : on démoraliserait les classes laborieuses en leur apprenant à compter sur l'appui de l'État, on briserait en elles le ressort de l'initiative personnelle, on les déshabituerait de l'économie minime à laquelle elles parviennent aujourd'hui. De plus, prenez les habitants actuels d'un bouge, mettez-les sans transition dans un appartement propre, spacieux, vous pouvez être sûrs qu'au bout de quelques semaines le nouveau logis sera contaminé comme l'ancien. Il faut faire l'éducation des malheureux, leur apprendre à se servir de l'eau et du balai. L'intervention de l'État n'est pas à recommander ; il faut développer l'initiative privée, organiser des *Building Societies*, compter sur l'action de l'intérêt privé et de la philanthropie.

Il reste, dit M. Raffalovich, un côté de la question à examiner, c'est celui qui forme plus spécialement le sujet de la discussion du jour : l'insalubrité.

L'école orthodoxe en économie politique accorde à l'État la fonction d'assurer l'ordre et la tranquillité au dedans et au dehors, de protéger la vie et la propriété des contribuables ; le soin de la police est dévolu à l'État. Or, la police ne se borne pas à nous défendre contre les attaques des voleurs, elle a encore le devoir de veiller à la salubrité générale. La police empêche de vendre de la viande insalubre, comme nuisible à la santé des consommateurs.

Par analogie, elle a le droit de faire la guerre au logement insalubre. Dans presque tous les pays, vous trouverez un véritable arsenal de lois sanitaires, en France, en Allemagne, en Angleterre, — législation répressive, législation préventive, — on rencontre des dispositions concernant la construction des nouvelles maisons, l'établissement des égouts, exigeant que les maisons existantes soient réparées et mises en état ; elles se préoccupent du nombre de locataires qui peuvent être admis dans un garni, elles surveillent les cabinets, etc.

En Angleterre surtout, il y a abondance de lois¹ sur la question,

¹ Voir *Legal obligations in respect to dwellings of the poor*, par H. Duff, pu-

ferez-vous, lorsque les habitants ignorants, insoucieux ou vicieux, auront sali et détraqué tout cela ? La question n'est pas susceptible de solution radicale. Un ensemble de facteurs agissant de concert peuvent seuls amener une amélioration graduelle.

M. le Dr **Du Mesnil** ne trouve pas, comme M. Raffalovich, que l'on ne gagne rien en s'efforçant de mettre à la disposition des ouvriers des logements sains, propres, aménagés au mieux des intérêts de l'hygiène privée. C'est, dit-il, une erreur de croire que des gens ayant des habitudes malpropres, transportés, installés dans des locaux propres, ne subissent pas l'influence de ce nouveau milieu et n'abandonnent pas, en partie du moins, leurs habitudes de saleté. Il a souvent observé lui-même, dans son hôpital, cette influence du milieu ; on s'y est décidé, sur son insistance, à peindre en blanc les murs jusque-là revêtus de couleurs sombres ; les murs clairs demeurent parfaitement exempts des souillures que l'on redoutait auparavant.

Pour en revenir aux logements insalubres, M. Du Mesnil dit que la loi actuelle est absolument détestable et complètement insuffisante. Dans la Cité Jeanne d'Arc, sur laquelle il a publié une notice, sur 18 varioleux on a compté en moyenne 13 morts. L'insalubrité de cette localité avait été signalée à maintes reprises depuis 1872, et c'est seulement en ces derniers temps qu'il a été possible d'obtenir à cet égard des mesures positives.

M. le Dr Du Mesnil insiste sur une proposition qu'il a énergiquement soutenue à la Commission des logements insalubres, et qui a été adoptée ; il s'agissait de demander au Conseil municipal de donner par an deux millions pour faire exécuter les travaux d'assainissement absolument indispensables dans les habitations privées.

Maintenant, il ne faut pas oublier qu'un élément important du problème, c'est la situation des populations expulsées des quartiers démolis pour cause d'assainissement. Que deviennent alors ces malheureux ? A Rouen s'est formée une Société pour édifier de nouveaux quartiers destinés à suppléer ceux que les démolitions font disparaître, et pour loger les ouvriers. C'est un exemple à signaler.

M. **Léopold Hervieux**, membre du Conseil municipal de Paris, ne veut présenter que de courtes réflexions. Il trouve que la question aurait pu être posée en termes plus précis et que l'auteur ne laisse pas clairement voir si, quand il parle de l'État, il entend ne parler que du pouvoir central, ou si c'est au contraire de l'autorité administrative, quelle qu'elle soit, gouvernementale ou communale, qu'il entend s'occuper.

verser un immeuble sans rime ni raison, d'en faire sortir les locataires et de ruiner le propriétaire. Cela n'est pas admissible.

Ce qu'il faut, c'est que la loi nouvelle, qui est justement désirée, autorise l'administration à pénétrer dans toutes les maisons et qu'en cas de désaccord entre l'administration et le propriétaire elle rende la procédure administrative plus rapide qu'elle ne l'est, mais qu'elle n'arme l'administration du droit de mettre ses décisions à exécution qu'après sentence contradictoirement rendue.

M. Ch. Letort voudrait voir ramener la question sur le terrain économique proprement dit, car les précédents orateurs ont surtout traité le sujet au point de vue juridique.

Certainement l'intervention de l'État dans l'hygiène *privée* est fort délicate et peut dégénérer facilement en mesures arbitraires. Mais il est pourtant certaines conditions de salubrité *minima* qu'il ne serait pas excessif d'exiger dans les habitations, car si ces conditions font défaut, les épidémies trouvent là des éléments trop favorables à leur extension, et les ravages des épidémies, frappant ensuite au dehors, çà et là, les citoyens mêmes qui n'ont rien à se reprocher à cet égard, ces ravages peuvent s'évaluer en sommes d'argent. La destruction, par les maladies épidémiques, du capital humain, les pertes en existences humaines, se peuvent chiffrer, approximativement au moins, avec le secours de la statistique.

Ne s'attachant qu'aux maladies dont l'étiologie et l'extension dépendent assez nettement, par certains côtés, de l'insalubrité des habitations privées, **M. Ch. Letort** cite, par exemple, le choléra, qu'on a vu tout dernièrement éclater à Paris, dans un quartier et dans des locaux infects. Si les épidémies de choléra deviennent de plus en plus bénignes en France, — 18.302 décès à Paris en 1832, 19.184 en 1849, 5.751 en 1865-6, 854 en 1873, peut-être autant en 1884, — l'influence des conditions hygiéniques des habitations y est pour beaucoup.

La fièvre typhoïde est causée en partie par l'encombrement des sujets. Quand elle éclate dans des casernes, des lycées, des couvents ou des pensionnats, il suffit de faire évacuer les locaux, de les nettoyer, pour pouvoir ensuite faire rentrer les habitants presque sans crainte d'une nouvelle explosion du fléau. La fièvre typhoïde, le fait s'observe de nos jours, diminue partout où s'améliore la propreté des maisons et des rues, comme à Francfort, à Munich, à Genève, à Lausanne, etc. A Bruxelles, depuis 1874, les décès par fièvre typhoïde ont diminué de moitié.

En Europe, cette maladie cause en moyenne 82.000 décès par an.

Sir James Paget, en juin dernier, à l'inauguration des séances des jurys de l'Exposition sanitaire internationale de Londres, citait au même point de vue les relevés des Sociétés de secours mutuels (*Friendly societies*).

Suivant lui, la morbidité de la population anglaise faisant partie de ces Sociétés se traduit par une perte annuelle de travail de une semaine 314 par homme ou un peu plus de 9 jours, et une semaine 334 par femme, soit en tout, pour les hommes, par suite de maladie, 9.692.505 semaines de travail perdu tous les ans, et 10.592.761 pour les femmes; au total, 20 millions de semaines pour les deux sexes. Plus de la moitié de cette perte est subie par les classes agricoles, industrielles et domestiques, soit 11 millions de semaines à 25 fr., faisant 11 millions de liv. st., ou 275 millions de fr. perdus par des classes sur lesquelles l'hygiène des habitations peut avoir une réelle influence.

En France également, M. le D^r Rochard a évalué à 1 milliard 649 millions la perte annuelle causée par la maladie et par la mort dans les hôpitaux et au dehors. Si, par le progrès de l'hygiène publique et privée, on atténuait seulement d'un dixième cette perte annuelle, ce qui n'a rien d'utopique, ce serait une économie nette de 165 millions qu'on réaliserait sur ce capital éminemment national, le capital humain de la population française.

M. Alglave est d'avis qu'il est bien difficile de faire intervenir la loi en pareille matière. Si les ouvriers et les malheureux vont habiter des logements insalubres, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement, car sans cela ils choisiraient sans doute mieux.

D'ailleurs, il n'y a pas que les logements ouvriers qui soient insalubres, et il cite des établissements publics, par exemple la Faculté de droit de Paris, ses amphithéâtres et ses latrines, qui sont dans les plus déplorables conditions hygiéniques. En outre, en même temps que l'on poursuivait les prétendus embellissements de Paris, la mortalité par épidémies a considérablement augmenté dans la ville.

En Allemagne, M. Alglave dit avoir rencontré partout, dans les mœurs, les logements, les écoles, des conditions de salubrité bien supérieures à ce qu'on trouve à Paris. Il fait un grand éloge de l'organisation des asiles de nuit à Berlin.

D'autre part, le voulût-on, à Paris même, on ne peut pas supprimer les logements insalubres sans en procurer d'autres plus sains aux ouvriers.

M. Cheysson insiste, après M. Letort, sur le gaspillage de vie hu-

ce rapport, M. Cheysson s'associe pleinement à ce que M. Du Mesnil a si bien dit sur le rôle des commissions locales, sur « le permis d'habiter », sur l'abréviation de la procédure dirigée contre le propriétaire récalcitrant, etc.

Mais ce n'est là, d'après M. Cheysson, que le côté le plus simple de la question. Déloger des habitants est facile; les loger ensuite l'est beaucoup moins. On n'aboutit ainsi, en usant des rigueurs de la loi, qu'à mettre des gens sur le pavé, pour en faire des locataires des bancs de nos promenades ou des « hirondelles du pont d'Arcole ». Témoins les habitants de la fameuse « Cité des Kroumirs » expulsés à la suite de leurs démêlés avec leurs voisins de la Cité Doré.

Le problème essentiel à résoudre pour supprimer les logements insalubres, c'est donc de construire des logements qui ne le soient pas.

Cette solution, M. Cheysson la demande tout d'abord à l'action de l'initiative individuelle sous toutes ses formes : celle des intéressés, qui font merveille par la coopération en Angleterre, alors qu'ils s'abstiennent chez nous; celle de la spéculation et des industriels, qui obéissent à leur intérêt bien entendu, en logeant convenablement leurs locataires et leurs ouvriers; enfin, celle de la philanthropie éclairée, comme pour les maisons de Passy-Auteuil.

Mais l'État et la commune ont, de leur côté, un rôle important à jouer. On peut leur demander en premier lieu de favoriser par des voies de pénétration et de rayonnement, à la fois rapides et économiques, l'expansion de la population dans la banlieue, à l'instar de ce qui se passe à Londres, dont la cité n'est qu'une sorte d'usine où l'on travaille, tandis qu'on habite au dehors. Le jour où ces voies existeront, le mal des logements insalubres sera plus d'à moitié vaincu. On est ensuite en droit de réclamer contre le mode d'établissement de droits de voirie et de taxes de viabilité, qui sont progressives à rebours, et véritablement écrasantes pour les petites constructions.

M. Cheysson irait même plus loin et n'hésiterait pas à demander à l'État un concours direct, dont il resterait à régler le mode, mais dont il suffit pour le moment de justifier le principe.

Sans parler des autres interventions de l'État pour le drainage, les prêts à l'industrie, les chemins de fer, les chemins vicinaux, les théâtres, etc., M. Cheysson se borne à invoquer le précédent des libéralités du Trésor aux sociétés de secours mutuels, aux caisses de retraite pour la vieillesse, aux caisses d'épargne. Les économistes les plus scrupuleux ont épargné à ces dernières interventions l'accusation de socialisme d'État. Dès lors ils doivent absoudre de

soit nécessaire de rien faire d'artificiel ni d'officiel pour assurer ce résultat.

On a fait, du mot d'assainissement, un énorme abus en l'employant, par exemple, à propos du percement de l'avenue de l'Opéra et du nivellement de la Butte des Moulins, qui, en sa qualité d'endroit élevé, pouvait difficilement passer pour insalubre ; il y a lieu de prendre garde que, sous le même prétexte on n'aille de rechef bouleverser la Ville et aggraver la situation déjà assez difficile des finances communales.

On a parlé de l'intervention de l'État qui, lui, agit au moyen des lois, mais, dans l'espèce, charge les communes de l'exécution. Or, est-on bien certain que la Ville de Paris, par exemple, témoigne dans la question de salubrité toute la circonspection désirable ? Dernièrement, à côté de commissions savantes comme celles où siège M. du Mesnil, on a improvisé des comités sanitaires où l'on a mis des hommes quelconques animés des meilleures intentions, mais dont la compétence est au moins douteuse, comme peut l'être celle des membres de la Commission des logements insalubres, nommés au scrutin, en séance plénière, par nos 80 conseillers, lesquels, réellement, ne peuvent que s'en rapporter à la recommandation de quelques-uns et votent sans connaissance de cause.

Eh bien, ces élus qui ne connaissent pas trop les limites de leurs attributions ni les lois qu'ils sont appelés en quelque mesure à appliquer, se prononcent hardiment, taillent, rognent, manifestent des opinions et des volontés défavorables aux propriétaires et provoquent, peut-être innocemment, des conflits nuisibles à la liberté et à la paix sociale. Personne n'oblige des locataires à s'installer dans des habitations malsaines qu'ils ont été à même de visiter préalablement, et nul ne les empêche de les quitter s'ils en trouvent le séjour préjudiciable à leur santé.

M. Brelay estime donc qu'il faut laisser les gens s'arranger entre eux au mieux de leurs intérêts réciproques, et que l'État ne doit pas s'immiscer dans leurs rapports. Ce n'est donc qu'à titre exceptionnel, en temps d'épidémie, qu'il admet, dans une mesure restreinte, l'application, par l'autorité municipale, de certaines précautions de police sanitaire, ayant pour but d'empêcher le développement d'une contagion dont la négligence ou l'incurie de quelques-uns rendrait le plus grand nombre victime.

En dehors de telles exceptions, qui sont des concessions faites au temps et aux mœurs, il faut toujours craindre de verser dans l'arbitraire.

de ces mesures tapageuses a été de terroriser, d'affoler la population.

Et de quel droit MM. les médecins et les administrateurs qui ont agi d'après leurs conseils se vanteraient-ils d'avoir terrassé le monstre? Ils ne le connaissent pas plus aujourd'hui qu'il y a cinquante ans; la proportion des décès par rapport au nombre des cas est toujours la même — un peu plus de moitié. — Quant aux mesures prophylactiques, elles sont prises au hasard, à l'aveuglette, et font sans nul doute plus de mal que de bien. La grande préoccupation, c'est de désinfecter. Qu'est-ce que désinfecter? Pour répondre à cette question, il faudrait d'abord savoir s'il y a *infection*, en quoi elle consiste, quel est le principe infectant. On n'en sait rien; il n'importe! on désinfecte tout de même. — On pénètre chez les gens; on sacage les logements, on détruit les hardes et le linge prétendus infectés; on inonde le plancher de chlorures ou de sulfures quelconques; on brûle du soufre dans les chambres et on les rend pour longtemps inhabitables. M. Brelay, parlant de ces choses, déclare que tout le monde a fait son devoir. Il est bien bon. Vivent donc ceux qui ne le font pas, c'est-à-dire ceux qui ne se mêlent point d'agir comme s'ils savaient les choses de science certaine quand ils ne savent rien! Que l'autorité publique s'occupe de la salubrité publique : c'est son affaire et son devoir. Mais que, sous prétexte de salubrité des logements, elle viole audacieusement la propriété, le domicile des citoyens; que pour arrêter une contagion problématique elle sème l'alarme dans la population et suspende l'exercice des droits les plus sacrés et les plus inoffensifs; qu'elle aille jusqu'à enterrer les gens sans être sûre qu'ils soient morts et sans permettre à leur famille de leur rendre les derniers devoirs, c'est la pire forme du socialisme. c'est la plus intolérable des tyrannies.

La séance est levée à onze heures.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Économistes et publicistes contemporains. Du principe de population, par JOSEPH GARNIER. 2^e édit., précédée d'une Introduction et d'une Notice par M. G. DE MOLINARI. Augmentée de nouvelles notes contenant les faits statistiques les plus récents, avec un portrait de l'auteur¹.

Chambre des députés. Session de 1883. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Martin

¹ Paris, Guillaumin et Co, in-8.

Nadaud, tendant à modifier la loi du 13 avril 1850 sur l'assainissement des logements insalubres, par M. HIPPOLYTE MAZE, député¹.

Chambre des députés. Session de 1884. Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse;..... 6° le projet de loi portant réorganisation de la Caisse des retraites pour la vieillesse, par M. HIPPOLYTE MAZE, député².

Les droits sur le bétail étranger, par M. L. HAUTEFEUILLE³.

Monnaie d'or avec billon d'argent régulateur. Principes proposés à la Conférence monétaire internationale pour la prorogation de l'Union latine, par M. LÉON WALRAS⁴.

*Société industrielle d'Amiens. Programme des questions mises au concours pour l'année 1884-1885*⁵.

TULLIO MARTELLO, prof. ord. della R. Università di Bologna. *Falso socialismo e falsa economia politica. Prolusione al corso di economia politica. 1884-85*⁶.

*Chambre de commerce de Lyon. Droits d'entrée sur les blés. Lettre à M. le Ministre du commerce. 7 novembre 1884*⁷.

*Chambre de commerce de Bordeaux. Lettre à MM. les députés au sujet du projet de loi pour le relèvement des droits d'entrée sur les animaux vivants, les viandes fraîches et salées. Octobre 1884*⁸.

*Chambre de commerce de Bordeaux. Enquête parlementaire sur la situation des ouvriers en France. Lettre à MM. les députés, membres de la Commission. Octobre 1884*⁹.

¹ Paris, impr. de Quantin, in-4.

² Paris, Impr. de Quantin, in-4.

³ Paris, 13, quai Voltaire, 1884, in-8.

⁴ Bruxelles et Leipzig, C. Muquardt, 1884, in-8.

⁵ Amiens, impr. de Teunet, in-8.

⁶ Bologna, N. Zanichelli, 1884, in-fol.

⁷ Lyon, impr. de Pitrat aîné, in-fol.

⁸ Bordeaux, impr. de A. Bellier et C^e, 1884, in-4.

⁹ Bordeaux, impr. de A. Bellier et C^e, 1884, in-4.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 19 NOVEMBRE 1884.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

Programme des conférences de la Société de statistique.

COMMUNICATION : Calcul arithmétique des moyennes logarithmiques.

DISCUSSION : Les causes et les effets de la crise agricole.

La séance est présidée par M. Cochery, président.

La réunion procède à l'admission de nouveaux membres. Sont élus *membres titulaires* : MM. Locatelli, C. Busch, A. Raffalovich.

Après le dépouillement de la correspondance et l'analyse bibliographique des ouvrages parvenus à la Société depuis la précédente séance, M. T. Loua, secrétaire général, annonce, pour le 26 novembre, l'inauguration de la première série des conférences organisées, pendant la session 1884-85, par la Société de statistique. Ces conférences ont lieu dans un des amphithéâtres de la Société d'horticulture, rue de Grenelle, 84, dans l'ordre suivant :

26 novembre. — Les Grandes Percées des Alpes, par M. L. Simonin.

3 décembre. — Statistique des colonies françaises, par M. Charles Cerisier.

10 décembre. — Statistique pénitentiaire, par M. Jules Rabany.

7 janvier. — Situation matérielle et morale des domestiques, par M. George Salomon.

14 janvier. — Prix de revient des transports en chemins de fer, par M. Ch. Baum.

28 janvier. — L'Entretien des routes nationales, par M. Léopold Marx.

M. Cheysson donne lecture d'un travail sur le *Calcul arithmétique des moyennes logarithmiques*; il en montre l'application à la statistique, prenant pour exemple le phénomène des accroissements successifs qui contribuent à l'accroissement total, en matière de population.

Le Président rappelle à la réunion que la Société de statistique doit procéder, dans sa séance du 17 décembre, aux élections pour le renouvellement de son Bureau et de son Conseil d'administration.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les causes et les effets de la crise agricole.

M. Broch établit d'abord que la plupart des grands États de l'Europe, ceux qui sont les plus riches et les plus peuplés, ne peuvent plus produire une quantité suffisante de blé pour leur consommation, et que force est de recourir à d'autres pays comme les États-Unis, l'Australie,

que ce blé moins coûteux ne vienne faire concurrence au blé national ; la force des choses nous conduisant à ce résultat fatal que le blé de ces pays est comme une matière première dont le coût est, pour ainsi dire, réduit à zéro.

Est-ce à dire, pour cela, que le cultivateur français doive renoncer à faire du blé ? Non, mais il devra se borner à en faire pour sa consommation ou pour certains autres usages, car les grandes villes seront toujours ouvertes aux blés à bon marché, dont elles ne peuvent se passer, et qui formeront bientôt, on n'en peut douter, le fonds même de leur consommation.

M. *Levasseur* reconnaît, avec M. *Broch*, que la plupart des États de l'Europe et, parmi eux, ceux qui sont les plus riches, sont impuissants à satisfaire, en ce qui concerne le blé, aux besoins croissants de la consommation, et qu'il a bien fallu que d'autres peuples, favorisés par l'étendue de leur territoire, se soient mis à même d'y répondre. C'est là un résultat évidemment heureux, quoiqu'il ait eu pour contre-partie un certain abaissement dans la valeur générale des terres à céréales en Europe, tout simplement parce que des terres plus étendues et plus fertiles ont pu être cultivées ailleurs.

Est-ce à dire pour cela, ajoute l'orateur, qu'en ce qui concerne la France notamment, la culture du blé ait cessé d'être profitable et qu'elle soit à la veille de disparaître ? La statistique prouve le contraire, comme on peut le voir dans le mémoire de M. *Broch* ; l'on y trouve la preuve que, dans les dernières années surtout, la production du blé a sensiblement augmenté, et ce n'est pas qu'on ait appliqué d'autres terres à ces cultures, la superficie cultivée étant restée la même (6.950.000 hectares) ; mais on a mieux cultivé et obtenu de plus forts rendements.

On peut reconnaître également que les importations de blé se sont proportionnées aux demandes de la consommation, diminuant lorsque la production a augmenté, et s'accroissant au contraire avec la diminution de cette production.

On ne peut pas dire non plus que les terres à blé aient diminué de valeur au moins jusqu'en 1879 ; cela peut être vrai pour certains départements, mais quand on considère la France dans son ensemble, la dernière enquête faite par le ministre des finances et dont on a souvent parlé dans cette enceinte, établit que la valeur vénale de l'hectare de terre labourable ordinaire (c'est celle qui sert à la culture des céréales), qui était en 1851 portée à 4.359 fr., s'élève en 1879 à 5.502 fr. par hectare. Il en est de même du revenu de ces terres, qui de 42 fr. 49 c. par hectare est passé, dans le même intervalle, à 56 fr. 74 c.

La suite de la discussion sur la Crise agricole est renvoyée, vu l'heure avancée, à la séance prochaine, celle du mercredi 17 décembre.

... un rôle
... et l'argent
... pourrait-
... M. Farcouier ;
... Ils m
... de 15 à 20
... aussi leur val
... que l'arg
... la répartit
... toujours im
... les autres ;
... a varié de 2.
... les gouve
... des rapp
... meilleurs raiso
... M. de Chevalier, l
... universelle de c
...
... ; il pe
... même e
... grande énergie. Telle
... de la Banque
... elle devait recon
... les commerçants le

... le raisonnement. Son
... à des commerc
... intérêt. — Il a fait
... personnelles d'une rev

s'obstiner à les conserver, à les renforcer de plus en plus, comme s'il était insatiable de misère.

Un pas de plus et l'on découvre que le lien commun qui unit tous ces « grands corps de l'Etat », c'est précisément l'Etat. C'est donc l'Etat, le gouvernementalisme, qui est la source de tout le mal dans la société. Ce pas, le Dr Mure l'a fait, non sans quelque hésitation ; comment croire que le prétendu conservateur de la société en est le destructeur ? Il a pourtant bien fallu se rendre à l'évidence et convenir que la propriété, la famille et la liberté, ces trois colonnes de la société, non seulement s'établissent, se maintiennent, se perpétuent indépendamment de l'Etat, mais qu'« au fond elles sont toujours avec lui en hostilité latente ou déclarée ». Il serait, je crois, plus exact de dire que c'est l'Etat qui est en hostilité avec la société et ses bases.

« Ce n'est donc pas d'en bas, mais d'en haut, que sortent le désordre et l'anarchie ».

Telle est la conclusion du Dr Mure et de sa collaboratrice. D'après cela les *hiérarchistes* ressembleraient assez aux gens ivres, qui accusent les autres d'avoir bu un coup de trop.

Cette doctrine a, comme on voit, beaucoup d'analogie avec les idées dites anarchiques que nous glissons de temps en temps dans et entre les lignes du *Journal des Économistes*. Cependant il y a dans la *Philosophie absolue* nombre de questions de détail sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur, tant il est vrai que les hommes ne sont jamais tous fous de la même manière, et qu'il serait aussi difficile de trouver deux esprits que deux visages parfaitement ressemblants.

Pour montrer quel serait l'état d'une société ingouvernée, comme il la conçoit, l'auteur a recours à une fiction. Il se suppose transporté par *Cannabis* dans la planète Vénus. Ce procédé a ses avantages et ses inconvénients, mais il rend les idées plus saisissables et la lecture plus agréable, et met ainsi le livre à la portée même des têtes légères. Les agréments de la fiction sont, en outre, rehaussés par la beauté du style, la magnificence des descriptions des cités vénusiennes, la finesse des allusions aux cités cibéliennes, la délicatesse des sentiments. On reconnaît dans tout cela l'influence de la femme. Les anciens disaient qu'un garçon n'est qu'un demi-homme. Ils avaient peut-être raison pour l'homme de lettres non moins que pour les autres. Malheureusement, il est difficile d'alimenter le budget, d'entretenir une femme, d'élever des enfants et surtout de les élever pour l'école obligatoire, pour le service militaire et civilisateur des sauvages obligatoire, pour le scrutin obligatoire, etc.

Il vaut donc bien mieux rester garçon, ne fût-ce que pour faire une niche à l'Etat et obliger à gouverner dans le vide.

La Philosophie absolue qu'on peut appeler, avec M^{me} Sophie Liet, le *Testament* du D^r Mure, est le développement des idées émises dans *Armanase, ou le règne de la capacité*, autre ouvrage du même auteur, publié en 1860. Je n'avais pas l'avantage de connaître ce livre, pas plus que ceux de Mure-Latour et de Lebailly-Grainville, souvent cités par le D^r Mure, et qui paraissent avoir de la valeur. Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls ouvrages substantiels qui soient passés inaperçus depuis qu'il y a des académies, pendant que d'autres surnagent d'autant plus facilement qu'ils sont plus creux.

Le D^r Mure était un savant universel et, particulièrement, homéopathe et mesmerien. Il a inventé un moulin pour irriguer l'Égypte, des remèdes homéopathiques, des machines pour les préparer, etc. Il a prédit longtemps à l'avance les tubes pneumatiques à air comprimé qui fonctionnent aujourd'hui. Beaucoup d'idées neuves ne sont qu'indiquées dans sa *Philosophie absolue*; mais elles le sont d'une manière qui dénote que l'auteur les a longtemps méditées et *mûries*. — Pardon du jeu de mots.

Peut-être ces idées sont-elles développées dans ses manuscrits inédits? Quoi qu'il en soit, les amateurs de brevets d'invention feront bien de lire *la Philosophie absolue*, cela pourra les mettre sur la piste de quelque découverte.

Il a aussi publié divers ouvrages d'anatomie, de physiologie et de médecine selon la doctrine homéopathique. Il a encore essayé à deux reprises d'établir des phalanstères, l'un suivant le système de Fourier, expérience qui a dû être profitable, sinon pour sa bourse, du moins pour l'édification de son *Armanase*, qu'il a ensuite tenté d'inaugurer en Égypte. C'est, comme on voit, une vie bien remplie, et une mémoire digne de passer à la postérité.

La collaboratrice du D^r Mure, M^{me} Sophie Liet, qui l'a secondé dans ses voyages et dans ses travaux, et qui parle arabe comme un bachelier frais émoulu, — ce n'est pas la flatter, j'espère, — outre le préambule qui précède et résume *la Philosophie absolue*, avec autant de clarté et d'élégance que de concision, a écrit plusieurs livres : *Clef de la langue arabe*; *Manuel homéopathique*; sous presse : *SOUVENIRS*, pour servir à l'histoire de l'homéopathie et à celle du D^r Mure.

ROUXEL.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Les droits sur les blés. — La circulaire ministérielle concernant la crise industrielle et agricole. — Le Congrès des agriculteurs de France et la protection appliquée à l'éloquence protectionniste. — Les représailles douanières en Hongrie. — Le renouvellement de l'union douanière entre la Hongrie et l'Autriche. — Publications libre-échangistes et discours protectionnistes. — Ce que les droits sur les blés coûteront aux consommateurs. — Vote du rétablissement de la taxe du pain par le Conseil municipal de Paris. — Ouverture du Parlement allemand. La Conférence africaine. — Les subventions aux paquebots transocéaniques et la logique protectionniste de M. de Bismarck. — L'élection présidentielle et la question du tarif aux États-Unis. — La suspension du monnayage de l'argent. — Le canal de Nicaragua. — Les meetings anarchico-collectivistes des Batignolles et de Belleville. — Les quarantaines au Brésil.

Le gouvernement propose sur les blés une élévation de droit de 2 fr., ce qui porte le droit à 2 fr. 60; la commission des douanes de la Chambre des députés a décidé de proposer un droit de 2 fr. 40c., ce qui porterait le droit à 3 fr.

Sur les farines, le gouvernement propose une élévation de 4 fr., ce qui donnerait un droit de 5 fr. 20 c.; la commission propose une élévation de 5 fr. 80 c., ce qui porte le droit à 7 fr.

Sur l'avoine, le gouvernement et la commission sont d'accord pour proposer un droit de 1 fr. 50 c.; sur le seigle, ils n'en proposent ni l'un ni l'autre.

Sur l'orge, le gouvernement ne propose pas de droits; la commission en propose un de 2 fr.

En revanche, la commission s'est refusée à augmenter les droits sur le bétail. La question en est là.

*
**

Ajoutons que M. le ministre de l'intérieur a voulu recueillir des renseignements officiels sur la crise industrielle et agricole. Il vient d'adresser aux préfets la circulaire suivante :

Monsieur le préfet,

Toutes les fois que l'industrie ou l'agriculture française subit une crise, les intérêts dont le ministre de l'intérieur a la garde lui font un devoir de se tenir exactement au courant de la situation. Je désirerais recevoir un rapport très étudié sur l'état actuel de ces deux branches de l'activité nationale dans votre département.

paysans, les petits propriétaires ne sont pas très nombreux ici. C'est peut-être devant eux que la cause devrait être plaidée... (Clameurs.) Si vous ne faites pas monter le prix du quintal de blé, vous n'aurez pas ce que vous désirez; et s'il augmente au contraire, comment le prix du pain n'en sera-t-il pas changé?... »

Les clameurs qui accueillent ces déclarations libre-échangistes sont si violentes et répétées qu'il est impossible de saisir la suite des phrases de M. Durand-Claye.

L'assemblée a voté ensuite la résolution suivante, la première partie à l'unanimité moins une voix, la seconde à la majorité des voix :

Le conseil de la Société des agriculteurs de France, assisté des délégués des Associations agricoles de France, convoqués à cet effet, émet le vœu :

1° Que le droit actuel à l'importation du blé soit relevé;

2° Qu'à défaut du relèvement de ce droit fixe, il soit établi un droit variable montant ou descendant suivant le cours du blé.

*
* *

Le relèvement des droits sur les blés n'aura pas seulement pour résultat d'augmenter les charges des consommateurs, il provoquera des représailles douanières qui ne manqueront pas de rétrécir les débouchés de notre industrie, par conséquent de réduire la demande du travail et de provoquer la baisse des salaires. Les ouvriers payeront plus cher les nécessités de la vie et ils auront moins d'argent pour les payer. A la vérité, ils pourront se consoler en apprenant que les grands propriétaires en ont davantage.

*
* *

Nous empruntons à une correspondance du *Journal des Débats*, des renseignements intéressants au sujet des représailles qui se préparent en Hongrie contre l'industrie française.

La résolution prise par le Cabinet français d'élever à 2 fr. 60 c. le droit d'entrée sur les grains est vraiment un coup très rude pour l'agriculteur hongrois. Bien qu'il fût, depuis assez longtemps déjà, question d'une mesure de ce genre, on avait toujours espéré ici qu'elle ne serait pas adoptée. La Hongrie, qui a, de tout temps, pratiqué la politique économique la plus libérale, ne pouvait pas croire que la République française suivrait l'impulsion des protectionnistes. Habitée à tenir de la France, non seulement une notable partie des produits industriels dont elle a besoin, mais surtout les articles de luxe, tout ce qui a trait à la mode et à l'élégance, elle ne désirait qu'une chose : c'est de voir les

dit, laisser l'opinion publique s'égarer dans de fausses conjectures : « Je suis convaincu, a-t-il dit, qu'une entente douanière avec l'Autriche, sur les bases d'une bienveillance mutuelle et du respect absolu des droits de la Hongrie, vaut infiniment mieux pour nous que l'établissement d'une douane indépendante. Que gagnerions-nous à nous entourer, vis-à-vis de l'Autriche, d'une muraille douanière ? Si nous imposons ses produits à leur entrée chez nous, il est évident qu'elle nous rendra la pareille, en établissant des droits d'entrée sur nos grains, sur nos matières premières. Or, nous avons là un marché où nos produits agricoles peuvent s'écouler librement, sans être frappés d'aucun droit. Allons-nous donc y renoncer de gaieté de cœur, au moment précis où, de toutes parts, il est question d'élever les droits d'entrée sur les grains ? »

Ce n'est donc pas de la Hongrie seule que nous viendront les représailles ; c'est de la Hongrie unie à l'Autriche.

*
* *

Signalons, parmi les publications auxquelles ont donné lieu les projets de renchérissement du pain et de la viande, les *Lettres* de la chambre de commerce de Lyon à M. le ministre du commerce et de la chambre de commerce de Bordeaux à MM. les membres de la Chambre des députés. Signalons aussi une excellente brochure de M. L. Hautefeuille, intitulée « *les Droits sur le bétail étranger* »¹.

De leur côté, les protectionnistes ne demeurent pas inactifs. M. Estancelin a écrit au *Figaro* pour lui déclarer que « il a horreur des libres-échangistes comme il a horreur des esprits faux ». M. Pouyer-Quertier a prononcé à Dourdan un grand discours dans lequel il s'est appliqué à énumérer les impôts et charges de toute nature qui pèsent sur l'agriculture et dont le total s'élève, d'après l'orateur protectionniste, à 956 millions, soit à 34 0/0 du revenu agricole. Nous avons constaté que les droits sur le blé et le bétail, réclamés par les protectionnistes, imposeront aux consommateurs une charge d'environ un milliard. L'agriculture se trouverait ainsi exonérée de toute charge, et même elle obtiendrait un léger boni. Seulement comme il faut bien que l'impôt soit payé par quelqu'un, le jour où l'agriculture ne payera plus rien, toutes les autres branches du travail national payeront double.

*
* *

C'est une erreur de croire, comme le prétend un correspondant de l'*Économiste français*, que les droits sur les blés n'en doivent pas

¹ En vente au bureau de la *Revue-Gazette, maritime et commerciale*, 13, quai Voltaire.

ou chambres syndicales, avait décidé dans sa séance du samedi 6 décembre, à une immense majorité, de présenter au meeting de la salle Favié des résolutions réfléchies et véritablement pratiques.

C'est contre ces résolutions qu'a été organisé le coup qui a abouti à l'envahissement scandaleux du bureau élu.

Elles n'en ont pas moins été lues par le citoyen Vaillant, et acclamées dans les termes suivants :

« Considérant que malgré les provocations et les violences gouvernementales, le mouvement inauguré, salle Lévis, par les ouvriers sans travail, persiste et s'accroît, donnant ainsi le plus écrasant démenti à la scandaleuse négation de la crise ouvrière formulée par les représentants politiques et journalistiques de la bourgeoisie ;

« Considérant l'indifférence scélérate dont continue à faire preuve le gouvernement de la République bourgeoise ;

« Considérant que cette criminelle inaction ne peut être vaincue que par la pression des masses populaires arrachant par la force aux pouvoirs publics, non pas une transformation sociale qui ne peut être qu'œuvre de révolution, mais des moyens d'existence pour les victimes de l'ordre capitaliste ;

« Le meeting de la salle Favié, sur la proposition de la commission organisatrice, met en demeure le pouvoir exécutif, les Chambres et le Conseil municipal, de prendre les mesures suivantes, d'application immédiate :

« 1^o Réduire à huit heures la journée de travail et faire respecter le décret de 1848 qui supprime le marchandage ;

« 2^o Donner force de loi à la série des prix de la Ville et étendre cette mesure à toutes les branches du travail ;

« Suspendre le paiement des loyers au-dessous de 500 francs pendant toute la durée de la crise et réquisitionner les logements inoccupés ;

« 4^o Commencer immédiatement tous les travaux nécessités par l'assainissement et le développement de la Ville de Paris ;

« Pourvoir aux besoins les plus pressants par un crédit de 500 millions prélevés sur le service de la dette publique, et ouvert directement aux organisations ouvrières parisiennes constituées en syndicat général. »

La commission organisatrice propose en outre au meeting de faire porter cette mise en demeure aux pouvoirs publics et aux assemblées par des délégués pris dans son sein, sous sa responsabilité.

Ces délégués auront à rendre compte de leur mission au prochain meeting, qui sera annoncé par la voie de la presse.

C'est sur ce terrain de la lutte contre tous les pouvoirs publics que le mouvement, maintenu, se développera.

La commission a été placée à un poste d'avant-garde qu'elle ne désertera pas.

Débarrassée des éléments désorganiseurs, elle fait de nouveau appel à toutes les organisations ouvrières qui n'ont pu encore se faire représenter.

La prochaine réunion de la commission aura lieu aujourd'hui même lundi, salle Horel, rue Aumaire, 13, à huit heures et demie du soir.

Les groupes présents :

Chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierre de la Seine. — Ligue de résistance des ouvriers en voiture de la Seine. — Fédération des groupes corporatifs des 1^{er} et 2^e. — Cercle républicain socialiste du centre. — Comité électoral révolutionnaire du 20^e. — Fédération des groupes révolutionnaires du 5^e. — Comité révolutionnaire d'Ivry. — Cercle collectiviste des Lilas. — Comité révolutionnaire de Charonne.

Comités révolutionnaires des 19^e, 12^e, 18^e, 13^e, 3^e, 11^e, 15^e, 6^e, 5^e, 1^{er}, 2^e, 4^e, 10^e, 14^e, 17^e, 20^e arrondissements. — Groupe socialiste révolutionnaire des Ecoles. — Groupe du quartier Saint-Victor. — Cercle collectiviste du 18^e arrondissement. — Comité révolutionnaire de Ménilmontant. — Ligue pour l'abolition de l'armée permanente du 15^e arrondissement. — Cercle collectiviste révolutionnaire du 11^e arrondissement. — Ligue pour l'abolition de l'armée permanente du 14^e.

Groupe des matérialistes de la Rive-Gauche. — Cercle collectiviste du 14^e. — Cercle de la Bibliothèque socialiste (parti ouvrier). — Comité électoral du Père-Lachaise. — Comité révolutionnaire des modelleurs-mécaniciens.

Comité révolutionnaire de Saint-Ouen. — Groupe révolutionnaire du quartier du Jardin des Plantes. — Cercle collectiviste du 17^e. — Conseil de l'Agglomération parisienne (Parti ouvrier). — Comité révolutionnaire de Saint-Denis. — Comité électoral révolutionnaire du 5^e. — Comité révolutionnaire central. — Comité « Ni Dieu ni maître ».

Les protectionnistes demandent aux consommateurs de pain et de viande quelque chose comme un milliard pour protéger les propriétaires fonciers; les collectivistes, de leur côté, réclament 500 millions, plus la gratuité des logements, pour protéger les ouvriers parisiens. Nous ne savons pas au juste ce que demandent les anarchistes, mais ils se feraient scrupule d'exiger moins que les collectivistes et les protectionnistes. On voit bien que nous approchons du jour de l'an, tout le monde veut avoir ses étrennes. Mais où la France prendra-t-elle l'argent pour les payer? Eh! n'est-ce pas tout simple? Dans les poches de tout le monde.

*
**

La pernicieuse manie des quarantaines a passé d'Europe en Amé-

férence pour les écoles. In-8 de 40 pages. Paris, Mersch.

GAUTHERIN (J.-B.). *L'escompte des effets de commerce et l'assurance sur la vie*. In-4 de 14 p. Paris, Chaix.

GIMEL (Charles). *De la nouvelle évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties*, conférence à la Sorbonne. In-8 de 28 p. avec tableaux. Nancy, Berger-Levrault. [« Journal de la Société de statistique de Paris ».]

GIRARD. *La répartition de l'impôt mobilier dans le Puy-de-Dôme*. In-8 de 8 p. Riom, Jouvet.

HAMM (Alfred). V. SAUVENIÈRE.

HAUTEFEUILLE (L.). *Les droits sur le bétail étranger*. In-8 de 40 p. Paris, Dubuisson. [Extrait de la « Revue-Gazette maritime et commerciale ».]

HENNEBERT. *L'Europe sous les armes*. In-8 de viii-216 p. avec 64 cartes et plans. Paris, Jouvet.

Impôt (l') dans les démocraties. Déficits budgétaires, crises ouvrières. 3^e partie : Budget rectifié de 1885, par A. T. In-4 de 16 p. Paris, Chaix.

JANNET (C.). V. LE PLAY.

JALLIFIER (R.). *Les provinces françaises et l'unité nationale*, discours prononcé à la Sorbonne (4 août 1884). In-4 de 12 p. Paris, Delalain.

LECHARTIER. *Dictionnaire pratique des assurances terrestres* : Principes, tarifs, jurisprudence, statistique, situation des compagnies, etc. 2^e édit. In-8 de 468 p. Paris, Guillaumin.

LE PLAY (Fr.). *L'organisation de la famille selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps*. Avec un épilogue et trois appendices, par MM. E. Cheysson, A. Le Play et C. Jannet. 3^e édition, enrichie de documents nouveaux, par MM. Ad. Focillon, A. Le Play et Delaire. In-8 de xxxiv-522 p. Paris, Dentu.

MARTHA-BEKER (comte). *Crise agricole et libre-échange*. In-8 de 20 p. Clermont-Ferrand. 1, Mallevall.

MORLOT (Emile). V. BÉQUET.

MOURCEAU (Hippolyte). *Projet d'exposition internationale ouvrière, manufacturière, agricole et*

artistique en 1889. In-8 de 16 p. Paris, Chaix.

Rapport d'ensemble de la délégation ouvrière parisienne à l'Exposition universelle d'Amsterdam (1883). In-8 de viii-138 p. Paris, Harry.

Revendications sociales : les propriétaires usuriers, questions de loyers. N^o 1 (18 sept. 1884). In-4 de 4 p. à 2 col. Marseille, Carlhian.

SAUVENIÈRE (Alfred DE) et HAMM (Alfred). *Scènes de la vie financière*. In-18 de 374 p. Paris, Marpon.

SÉE (Paul). *Etude sur la meunerie*. In-8 de 34 p. et pl. Lille, Danel. [Publication de la Société industrielle du nord de la France.]

SWARTE (Victor DE). *Traité de sa comptabilité occulte et des gestions extra-réglementaires*. In-8 de xxx-606 p. Paris et Nancy, Berger-Levrault.

T... (Ch.-Henri DE). V. Agriculture.

Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1883. In-4 de LVIII-758 p. Paris, Impr. nationale.

TRAVERS TWISS (sir). *The law of nations considered as independent political communities, on the rights and duties of nations in time of peace*. In-8 de xvi-486 p. Paris, Borrani.

TRIGAUT DE BEAUMONT. V. BÉQUET.

VACHEROT (E.). *Le nouveau spiritualisme*. In-8 de xvi-406 p. Paris, Hachette.

Vérité (la) sur la régie des tabacs de l'empire ottoman. In-8 de 12 p. Paris, Kugelmann.

VILLENAUT (Ad. DE) *La question du blé et la culture étrangère*. In-8 de 8 p. Nevers, Vallière.

Voix (la) du peuple, organe du groupe « le Progrès social » ; paraissant le samedi. N. 1 (23 août 1884). Petit in-f^o de 4 p. à 4 col. Marseille, Bertin.

WORMS (Emile). *De l'État au regard des erreurs judiciaires*. In-8 de 26 p. Paris, Guillaumin. [Extrait des « Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques ».]

Chemins de fer. Les — d'Alsace-Lorraine. Dix ans d'exploitation, par M. Paul Muller, *février*, 260. — Un premier pas dans la voie d'une révision des tarifs de —, par M. E. Lamé-Fleury, *octobre*, 22.

CHEVALLIER (E.). V. *Budget*.

CHINE (la) contemporaine, sa civilisation et son état économique, par M. Ad.-F. de Fontpertuis, *mai*, 250.

Chinoiseries administratives. lettre de M. P. Hubert-Valleroux, *mai*, 283.

Chronique économique, par M. Gustave de Molinari, rédacteur en chef. Termine chaque livraison mensuelle.

Cobden-club Le banquet et la réunion annuels du —. par M. Ad.-F. de Fontpertuis, *août*, 244.

Collectivisme (le) rationnel, ou la Logocratie, par M. Rouxel, *mars*, 425.

— Le — et M. Paul Leroy-Beaulieu, par M. Ch. Gide, *décembre*, 404.

Colonies. V. *Protection*.

Comptes rendus des ouvrages de MM. : H. Baudrillart, *juillet*, 137; — Dr Bordier, *novembre*, 339; — A. Bouchard, *mai*, 325; — A. Bouinais, *février*, 311; — Jules Brandts, *septembre*, 447; — C. de Cardonne, *juin*, 465; — Cernuschi, *décembre*, 517; — J. Chailley, *novembre*, 330; — A. Challamel, *septembre*, 451; — Chevassus, *décembre*, 517; — A. Chauston, *novembre*, 335; — A. Cieszkowski, *mars*, 469; — H. Costes, *octobre*, 166; — A. Demasure, *novembre*, 332; — H. d'Escamps, *août*, 297; — E. Fauconnier, *décembre*, 517; — Enrico Ferri, *mars*, 479; — J.-J. Rodriguez de Freitas, *avril*, 142; — Joseph Gargnier, *décembre*, 536; — H. George, *juin*, 462; — Ch. Gide, *mars*, 477; — Ulisse Gobbi, *octobre*, 167; — Cte Goblet d'Alviella, *juin*, 476; — J.-M. Georges, *août*, 361; — O. Gréard, *juillet*, 139; — Jules Grenier, *juillet*, 133; — Emile de Harven, *janvier*, 156; — Krauss-Tassius, *décembre*, 536; — Ed. Laboulaye, *octobre*, 173; — Severin de La Chapelle, *juin*, 479; — J. Loth, *août*, 287; — Elise Luquin, *mars*, 468; — Clément Malaurie, *juillet*, 134; — B. Malon, *septembre*, 444; — Ulisse Manara, *octobre*, 172;

— Angelo Marescotti, *août*, 295; — Karl Marx, *mars*, 471; — G. de Molinari, *avril*, 159; — Dr Mure, *décembre*, 551. — Nunez Ortega, *mars*, 475; — A. Ott, *juin*, 471; — A. Paulus, *février*, 311; — Alfred Picard, *août*, 278; — G. du Puynode, *février*, 309; — John Raë, *septembre*, 439; — A. Richard [du Cantal], *octobre*, 171; — Pietro Rota, *juillet*, 132; — C. Sée, *juillet*, 139; — Carla Serena, *juin*, 468; — Ch. Sudre, *mars*, 474; — Eugenio Tortora, *octobre*, 165; — Charles Vogel, *septembre*, 452; — Vuitry, *février*, 302.

Commerce (le) allemand, par M. Max Hoffmann, *février*, 249. V. *Fair trade*.

Communalisme. Propositions communalistes des citoyens Vaillant et Chabert, *novembre*, 304.

Comptabilité publique. Observations sur la —, par M. X.... *décembre*, 447.

Concurrence. La — allemande, lettre de M. Thierry-Mieg, *mai*, 287.

Congrès. Le 54^e — de l'Association britannique, par M. H. Taché, *octobre*, 118. — Le 28^e — des sciences sociales, par le même, *novembre*, 258. — Le 17^e — des Trade's Unions, par M. L. Kerrilis, 267. — Le 13^e — de l'Association française pour l'avancement des sciences, par M. Ch. Letort, *décembre*, 590. — Résolutions du 8^e — national ouvrier socialiste, 484.

COSTE (Ad.). V. *Credit*.

COURCELLE-SENEUIL (J.-G.). V. *Administration*.

Cours forcé. L'abolition du — en Italie, par M. E. Fournier de Flair, *mars*, 361.

COURTOIS (A.). V. *Socialisme*.

Credit. Une lacune dans l'organisation du —, Le — industriel à long terme, par M. Ad. Coste, *avril*, 23.

CRÉVECOEUR (St-John de). V. *AMÉRIQUE*.

Crise. V. *Société d'économie politique*, *Spéculation*.

DABOS (H.). V. *Valeur*.

DIDEROT. L'économie politique de —, par M. Maur. Tourneux, *août*, 161.

Divorce. Loi sur le — *août*, 256.

Economie (l') politique en France au commencement du XVII^e siècle.

linari ; programme, *novembre*, 189. — **Ligue nationale** contre le renchérissement du pain et de la viande, organisée par M. Léon Say, *décembre*, 460. — Note de M. G. de Molinari, 463.

Logement. V. *Misère, Société d'économie politique.*

Logocratie. V. *Collectivisme.*

LONDRES. V. *Misère, Prêt.*

LORIA (Achille). V. *Valeur.*

Loyers. V. *Société d'économie politique.*

MALTHUS, par M. G. de Molinari, *octobre*, 5.

MANNEQUIN (Th.). V. **ALBERDI.**

Marchés financiers. De l'organisation des — en France et à l'étranger, par M. A. Neymarck, *mars*, 341; *juin*, 376.

MARSEILLE. V. *Travail.*

MARTINEAU (E.). V. *Impôt, Valeur.*

MARX (Karl). V. *Capital, Plus-value, Valeur et Comptes rendus.*

MATHIEU-BODET. V. *Sociétés.*

Médecine. V. *Société d'économie politique.*

MERCIER (Achille). V. *Mont-de-piété.*

Misère (la) à Londres. La question du logement du pauvre et la législation anglaise, par M. Arthur Raffalovich, *février*, 208.

MOLINARI (G. DE). V. *Année, Chronique, Economie politique, Impôt, Ligue, MALTHUS et Comptes rendus.*

Monnaies. La question monétaire et l'union latine, par M. Octave Noël, *juillet*, 5. — Les —. La réforme monétaire en Allemagne. Passage du double étalon à l'étalon unique d'or, par M. Claudius Cayla, *novembre*, 214.

Monopole. V. *Allumettes.*

MONTCHRÉTIEN. V. *Economie politique.*

Mont-de-piété (le) de Paris et l'Assistance publique, par M. Achille Mercier, *janvier*, 36.

MULLER (Paul). V. *Blé, Chemins de fer, Sociétés.*

Municipalités. V. *Société d'économie politique.*

Navigation. V. *Primes.*

Nécrologie économique de 1833, par M. Edmond Renaudin, *janvier*, 174.

Nécrologie de 1884. J.-A. Barral, *octobre*, 141. — de Béhague, *février*, 281. — H. Dameth, *août*, 267, 317. — Henry Fawcett, *novembre*, 308. — Marguerin, *novembre*, 308. — Milner Gibson, *mars*, 442. — E. de Moiras, *février*, 338. — Rouher, *février*, 337. — Tounissoux, *décembre*, 498. — Urbain, *février*, 338.

NEW-YORK. V. *Spéculaton.*

NEYMARCK (Alfred). V. *Marchés.*

NOEL (OCTAVE). V. *Monnaies.*

NOUVELLE-ORLÉANS. V. *Exposition.*

OTT (A.). V. *Ouvriers.*

Ouvriers. La participation des — aux bénéfices du patron, d'après l'Enquête de 1883, par M. A. Ott, *mars*, 382. — Programme du parti — socialiste belge, rapport de M. César de Paepe, *septembre*, 420. — La condition des — des fabriques en Russie, 420. — V. *Congrès.*

PACIFIQUE. Histoire des Etats du —. Débuts de la civilisation européenne en Amérique. Espagnols et Indiens, par Sophie Raffalovich, *janvier*, 85.

PAEPE (César DE). V. *Ouvriers.*

Pain. La question du — à Paris, *novembre*, 296. V. *Ligue.*

PARIS. V. *Administration, Gas, Mont-de-piété, Pain, Viande.*

PASSY (FRÉDÉRIC). V. **ROUSSEAU.**

Patrons. V. *Ouvriers.*

PÉTERSBOURG. V. *Téléphones.*

Plus-value. La théorie de la — de Karl Marx et la critique de M. P. Leroy-Beaulieu, lettre de M. P. La-fargue, *septembre*, 379.

Postes. Les — et le téléphone, *septembre*, 414.

Prêt. Le — sur gages à Londres, *février*, 278.

Primes. Statistique des — de navigation liquidées au 1^{er} janvier 1884, *mars*, 440. V. *Sucres.*

Protection. La — coloniale, lettre de M. Jules Rambaud, *septembre*, 394. — Manifeste protectionniste, *novembre*, 490. — V. *Libre échange, Ligue.*

RAFFALOVICH (Arthur). V. *Misère, Socialisme.*

RAFFALOVICH (Sophie). V. *Économistes, PACIFIQUE.*

THIERRY-MIEG. V. *Concurrence.*

TIRARD V. *Emprunt.*

TOURNEUX (Maurice). V. **DIDEROT.**

Trade's Unions. V. *Congrès.*

Travail. Les conditions du — et les grèves récentes à Marseille, par M. François Bernard, *mars*, 410. — Enquête préparatoire sur la constitution d'une Bourse du — à Bruxelles, circulaire de M. Buis, *décembre*, 492.

UNION LATINE. V. *Monnaies.*

VAILLANT. V. *Communalisme.*

Valeur. Examen d'une opinion économique relative à la —, lettre de M. H. Dabos, *janvier*, 98. — Théorie

générale de la valeur, par A. L. dard, *septembre*, 331, — par M. Loria, *octobre*, 137. — La vérité doctrine de Bastiat sur la —, par M. Martineau, *octobre*, 139. — Théorie —, à propos de la critique de K. M. lettre de M. Dabos, *décembre*, 490.

Ventes. V. *Immeubles.*

Viande Le prix de la — à Paris, *juillet*, 105. V. *Ligue.*

Vie. La valeur de la — humaine, *septembre*, 412.

WALDECK-ROUSSEAU. V. *Syn- cats.*

Edmond Renaudin

du rétablissement des droits sur le blé et la viande. — La crise de l'industrie lyonnaise. — Le vœu du Conseil municipal de Lyon. — <i>Le Courrier de la Gironde</i> et l'agitation protectionniste. — Le rétablissement de la taxe du pain. — La situation financière de la France. — Comment le gouvernement portugais s'y prend pour attirer les capitaux français dans ses entreprises de chemins de fer. — L'unification des Universités russes. — Adam Smith à l'index en Russie. — Par M. G. DE MOLINARI, rédacteur en chef..	175
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	186

N° 11. — Novembre 1884.

CONSTITUTION D'UNE LIGUE ANTI-PROTECTIONNISTE.....	189
LA SITUATION DE L'AGRICULTURE EN 1884, par M. FRANÇOIS BERNARD...	182
LES MONNAIES : LA RÉFORME MONÉTAIRE EN ALLEMAGNE. — PASSAGE DU DOUBLE ÉTALON A L'ÉTALON UNIQUE, par M. CLAUDIUS CAYLA.	214
REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL.....	233
LE 28 ^e CONGRÈS DES SCIENCES SOCIALES, par M. H. TACHÉ.....	266
LE 17 ^e CONGRÈS DES TRADE'S UNIONS, par M. L. KERRILIS.....	267
NÉCROLOGIE. — M. FAWCETT (1833-1884), par M. A. R.....	274
CORRESPONDANCE. — I. Réponse à M. LÉON SAY, par M. E. MARTINEAU.	276
II. Le capital de Karl Marx et la critique de M. Block, par M. PAUL LAFARGUE.	278
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	287
II. Loi sur les ventes judiciaires d'immeubles.....	288
III. Manifeste protectionniste.....	290
IV. Un nouvel impôt d'un milliard, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.	293
V. La question du pain à Paris.....	296
VI. Propositions communalistes des citoyens VAILLANT et CHABERT, membres du Conseil municipal de Paris.....	301
VII. La non-intervention de l'État en Angleterre. Une lettre de M. Fawcett, par M. A. R.	307
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 novembre 1884.</i> — NÉCROLOGIE : M. Marguerin. — COMMUNICATIONS : Troisième série des conférences de la Société de statistique. — Le cours d'économie politique du Conservatoire des Arts et Métiers. — L'exposition horticole de Hongrie en 1885. — DISCUSSION : Du rôle et de l'avenir de la grande et de la petite industrie. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	308
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.	326
COMPTES RENDUS. — <i>L'impôt sur le revenu</i> , par M. JOSEPH CHAILLEY; compte rendu par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut. — <i>Traité du régime fiscal des sociétés et des établissements publics</i> , par M. A. DEMASURE; — <i>Des assurances, leur passé, leur présent et leur avenir</i> ; études théoriques et pratiques, par M. A. CHAUFTON; comptes rendus par M. JOSEPH LEFORT. — <i>La</i>	

<i>colonisation scientifique</i> , par M. le D ^r BORDIER; compte rendu par M. CHARLES GIDE.....	330
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — L'agitation protectionniste. — Les filateurs de coton et les métallurgistes. — Manifeste protectionniste du conseil général de l'Aisne. — L'admission temporaire des fils de coton réclamée par les rubaniers de Saint-Étienne et les tisseurs de l'Isère. — Protestation de la chambre de commerce de Marseille contre l'augmentation des droits sur les blés. — Le rétablissement de la taxe du pain. — Les propositions communalistes des citoyens Vaillant et Chabert. — Vote de la réunion des boulangers contre le maximum du prix du pain. — Le rétablissement du système colonial en Cochinchine. — Un rébus protectionniste. — Résolution des cochers contre la tarification des voitures. — Bienfaits du libre échange en Angleterre. — Les protectionnistes vendus aux Anglais. — Ce que valent les quarantaines et ce qu'elles coûtent. — Par M. G. DE M.....	341
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	351

N^o 12. — *Décembre 1884.*

LES LOIS NATURELLES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	353
HISTOIRE CRITIQUE DES SYSTÈMES SOCIALISTES. Leçon d'ouverture du cours d'économie politique professé à la section Drouot de l'Association philotechnique, par M. ALPH. COURTOIS.....	372
LE PROGRAMME PARLEMENTAIRE DES SOCIALISTES ALLEMANDS, par M. ARTHUR RAFFALOVICH.....	384
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (du 15 août au 22 novembre 1884), par M. JOSEPH LEFORT.....	39
LE COLLECTIVISME ET M. PAUL LEROY-BEAULIEU, par M. CHARLES GIDE.	404
LE 13 ^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES, par M. CHARLES LETORT.....	424
QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE, par M. X.....	441
UN REPRÉSENTANT DE L'ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINE A LA FIN DU SIÈCLE DERNIER, par M. BÉRARD-VARAGNAC.....	452
LIGUE NATIONALE CONTRE LE RENCHÉRISSEMENT DU PAIN ET DE LA VIANDE, par M. G. DE M.....	460
CORRESPONDANCE. — I. Le capital de KARL MARX. Dernières observations de M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	464
II. La théorie de la valeur, à propos de la critique de Karl Marx, par M. HIPPOLYTE DABOS.....	466
III. Le prix de revient du blé, par M. PAUL MULLER.....	475
IV. Protection et libre-échange, par M. R. Ancizaz.....	477
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	480
II. Loi concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux.....	481
III. Rapport au président de la République française, au sujet de l'Exposition universelle de 1889.....	482



